

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

STANLEY BRÉHAUT RYERSON (1911-1998) ET L'ANALYSE
DE SA PENSÉE SUR LA QUESTION NATIONALE
AU QUÉBEC DE 1934 À 1991

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
JOËL BISAILLON

JANVIER 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je voudrais tout d'abord exprimer ma gratitude à mon directeur de maîtrise, M. Robert Comeau, pour ses précieux conseils et son intérêt pour mes recherches.

Je veux également remercier mes parents, Gisèle Beauregard et André Bisailon, ma famille et mes amis pour leur soutien et leur encouragement. Je désire spécialement remercier mon père pour ses suggestions et pour son aide précieuse dans la correction de mon mémoire.

Je suis non moins reconnaissant au personnel des Archives nationales du Canada à Ottawa et du Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM pour leur assistance, et d'une manière plus spécifique à Mme Claude Cantin, technicienne en archives, de ce dernier dépôt d'archives.

Je tiens à souligner ma gratitude envers les membres de la Fondation Aubin et du centre de recherche Stanley-Bréhaut-Ryerson de Montréal. J'ai beaucoup apprécié nos échanges et nos discussions, et vous sais gré de votre gentillesse et de votre accueil chaleureux.

Finalement, pour leur appui financier, je remercie la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec de l'UQAM, ainsi que la Fondation Aubin oeuvrant pour l'avancement des connaissances en sciences humaines et sociales engagées au Québec et au Canada.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	vii
RÉSUMÉ.....	viii
INTRODUCTION.....	1
Esquisse biographique.....	1
La problématique	6
L'historiographie	13
Méthodologie et sources	18
Le plan.....	21
 PREMIÈRE PARTIE	
LE MILITANTISME COMMUNISTE DE STANLEY B. RYERSON, 1934-1965	23
 CHAPITRE I	
LA CRISE ÉCONOMIQUE ET LE FRONT POPULAIRE ANTIFASCISTE : LES PREMIERS EFFORTS DE RÉFLEXION, 1934-1939	24
1.1 Ryerson et le contexte de la crise économique et du Front populaire.....	24
1.2 Le PCC, Ryerson et la non-reconnaissance du statut de nation aux Canadiens français	28
1.3 La connexion entre fascisme/corporatisme et nationalisme.....	30
1.4 Le lexique employé par Ryerson.....	34
1.5 Les inégalités sociales et économiques des Canadiens français	39
1.6 Les moyens privilégiés pour en finir avec l'infériorité économique et sociale des Canadiens français	44
1.7 Ryerson, les Rébellions de 1837-1838 et la question nationale au Québec.....	48
1.8 Conclusion.....	53

CHAPITRE II	
LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE :	
RECONNAISSANCE DE LA NATION CANADIENNE-FRANÇAISE,	
1939-1945	59

2.1 Du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale en septembre 1939 à l'invasion de l'URSS par l'Allemagne en juin 1941	60
2.1.1 Le contexte international et national, et le PCC. « Contre la guerre impérialiste »	60
2.1.2 Les communistes canadiens-français et le rapprochement avec les nationalistes québécois	62
2.1.3 L'activité de Ryerson	63
2.2 De l'invasion des forces nazies en URSS en juin 1941 à la fin de la Seconde Guerre mondiale en septembre 1945	67
2.2.1 Le contexte international et national, et le PCC/POP. Le « Front national pour la victoire »	67
2.2.2 Le PCC/POP, les Canadiens français et la conscription au Québec	69
2.2.3 Ryerson, l'effort de guerre et la crise de la conscription	71
2.2.4 La reconnaissance de la nation canadienne-française par Ryerson	79
2.3 Conclusion	85

CHAPITRE III	
LA GUERRE FROIDE :	
STAGNATION MALGRÉ LA RECONNAISSANCE DU DROIT À	
L'AUTODÉTERMINATION, 1945-1965	89

3.1 Ryerson reconnaît le droit à l'autodétermination nationale des Canadiens français	91
3.2 Ryerson, le V ^e congrès provincial du POP au Québec et la crise de 1947	95
3.3 Ryerson, le POP et l'impérialisme américain	106
3.3.1. Les grandes orientations du POP dans les années 1950 et 1960 : indépendance canadienne et impérialisme américain	106

3.3.2 Le POP et le Canada français dans les années 1950	107
3.3.3 Ryerson et le thème de l'impérialisme américain.....	109
3.3.4 Le travail de Ryerson dans les années 1950.....	110
3.4 Conclusion.....	111

DEUXIÈME PARTIE

LE DÉPART DE RYERSON DU PCC. RYERSON : PROFESSEUR UNIVERSITAIRE ET INTELLECTUEL ENGAGÉ, 1965-1998	114
--	-----

CHAPITRE IV

LA RÉVOLUTION TRANQUILLE :

RYERSON RÉPOND À L’AFFIRMATION NATIONALE QUÉBÉCOISE. TRANSFORMATION MAJEURE DE SA PENSÉE ET RUPTURE DÉCISIVE AVEC LE PCC, 1965-1971	115
---	-----

4.1 La Révolution tranquille au Québec et le renouveau associé à la question nationale	116
4.2 Le PCC répond au renouveau national au Québec.....	119
4.3 Les réinterprétations et les fondements historiques de Ryerson	127
4.4 Ryerson répond à la « crise de la Confédération ».....	137
4.4.1 Ryerson pose les bases du débat et en clarifie les termes	138
4.4.2 Le mouvement national-démocratique au Québec et le droit à l'autodétermination contre l'impérialisme américain et la domination anglo- canadienne	142
4.5 Les premiers signes d'éloignement entre Ryerson et le PCC.....	148
4.6 Tchécoslovaquie 1968 : point de rupture pour Ryerson et mise en lumière de la transformation majeure de sa pensée.....	152
4.6.1 Les événements en Tchécoslovaquie, Ryerson et le PCC.....	152
4.6.2 La question nationale au Québec et le départ de Ryerson	157
4.6.3 Les autres dimensions de divergence entre Ryerson et le PCC	163
4.7 Conclusion.....	166

CHAPITRE V	
LES RAPPORTS QUÉBEC/CANADA ET L'AUTODÉTERMINATION	
NATIONALE. L'APPROFONDISSEMENT, 1971-1998.....	171
5.1 Le contexte historique	172
5.2 Quelques précisions sur l'emploi du terme « nation » par Ryerson	174
5.3 Les rapports Québec/Canada, l'autodétermination et le mouvement national.....	177
5.4 Considérations et stratégies politiques	185
5.5 Quelques remarques sur le « socialisme » de Ryerson	189
5.6 Conclusion.....	193
CONCLUSION	195
ANNEXE A	
Tableau 1 : Évolution approximative des effectifs québécois du Parti	
communiste de 1930 à 1960	205
ANNEXE B	
Tableau 2 : Effectifs du Parti communiste au Canada de 1921 à 1960.....	206
ANNEXE C	
Vie et œuvre de Stanley Bréhaut Ryerson – Repères chronologiques	207
BIBLIOGRAPHIE	209

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

CC :	Comité central
CEC :	Comité exécutif central
CPC :	Communist Party of Canada
CSN :	Confédération des syndicats nationaux
Fonds CPC :	Fonds d'archives « Communist Party of Canada »
Fonds SBR :	Fonds d'archives Stanley-Bréhaut-Ryerson
LPP :	Labor-Progressive Party
IC :	Internationale communiste
CEN :	Comité exécutif national
CN :	Comité national
FTQ :	Fédération des travailleurs du Québec
<i>Kominform</i> :	Bureau d'information des partis communistes
PCC :	Parti communiste du Canada
PCF :	Parti communiste français
PCO :	Parti communiste ouvrier
PCUS :	Parti communiste de l'Union soviétique
POP :	Parti ouvrier-progressiste
PQ :	Parti québécois
SAGD :	Service des archives et de gestion des documents
UQAM :	Université du Québec à Montréal
URSS :	Union des républiques socialistes soviétiques

RÉSUMÉ

Ce mémoire s'intéresse à l'analyse de la pensée et des positions intellectuelles de l'historien Stanley Bréhaut Ryerson (1911-1998) sur la question nationale au Québec, et cela dès l'amorce de son engagement communiste au début des années 1930 jusqu'en 1991. L'étude de la pensée de Ryerson s'avère profitable pour explorer la façon dont ce dernier a appliqué le matérialisme historique et la perspective marxiste pour rendre compte et analyser le fait national au Québec ou dit autrement, la « question nationale ». De plus, l'itinéraire professionnel et intellectuel de Ryerson est un cas d'étude d'un grand intérêt pour cerner la manière dont un intellectuel de gauche répond à l'évolution et aux multiples transformations du nationalisme québécois tout au long du XX^e siècle.

Ryerson est né en 1911 à Toronto. C'est lors d'un séjour en France en 1931-1932 que Ryerson adhère au communisme. Il amorce décisivement son militantisme au sein du Parti communiste du Canada (PCC) en 1934 à Montréal. Tout au long d'un engagement de plus de trente-cinq ans dans ce Parti, Ryerson occupera des postes de direction et de responsabilité, étant dès la fin des années 1930 considéré comme l'« intellectuel du Parti » et ayant le statut de « révolutionnaire professionnel ». Il deviendra rapidement le spécialiste du Canada français et de la question nationale au Québec dans les rangs du Parti. Sur ces derniers sujets, ses analyses et ses réflexions contribuent grandement à définir et à orienter les positions et les politiques du PCC. Vers le milieu des années 1960, une transformation majeure de la pensée de Ryerson s'effectue. D'ailleurs, à partir de la fin de la décennie 1960, les positions de Ryerson sur la question nationale au Québec s'éloignent de celles du PCC. Les premiers signes de distanciation deviennent perceptibles. L'intervention armée des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968 en vue de mater le « Printemps de Prague » constitue le point de rupture définitif entre Ryerson et la direction du PCC. En 1971, Ryerson quitte officiellement le Parti. Après cette date et jusqu'en 1991, il occupe le poste de professeur au département d'histoire de l'UQAM où il poursuit ses analyses sur la question nationale au Québec et sur les rapports Canada/Québec. Il décède en 1998 à Montréal à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

MOTS CLÉS :

Stanley Bréhaut Ryerson, Parti communiste du Canada (PCC), communisme, marxisme, question nationale, nationalisme, historien, Québec, Canada

INTRODUCTION

Ce mémoire s'intéresse à l'analyse de la pensée et des positions intellectuelles de l'historien Stanley Bréhaut Ryerson sur la question nationale au Québec, et cela dès l'amorce de son engagement communiste au début des années 1930 jusqu'à son décès en 1998. Ce mémoire n'est donc pas une biographie, car il se concentre sur une seule dimension, certes centrale toutefois, de la pensée de Ryerson. Il en écarte plusieurs autres, sans pour autant les ignorer, mais sans les approfondir ou les commenter exhaustivement. De la même façon, il ne s'agit pas ici d'exposer dans les moindres détails l'itinéraire personnel et professionnel de Ryerson. Il sera cependant nécessaire de mettre l'accent sur les événements et les faits importants de sa vie pour bien cerner l'univers dans lequel il évolue et s'exprime, ainsi que dans lequel il entreprend ses activités intellectuelles. Une esquisse de biographie de Ryerson s'étendant de sa naissance jusqu'aux premières années de son militantisme communiste sera cependant entreprise à l'instant.

Esquisse biographique

Né en 1911 à Toronto, Stanley Bréhaut Ryerson est le fils d'Edward Stanley Ryerson, qui exerçait la profession de chirurgien¹. Ce dernier occupera également le

¹ Pour des éléments de la biographie de Ryerson, consultez en particulier les quatre articles contenus dans la section « Itinéraire » de l'ouvrage collectif dirigé par Robert Comeau et Robert Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*. Hull, Vents d'Ouest, 1996. Ces quatre articles, ainsi que leurs auteurs sont : Andrée Lévesque. « Les années de formation du militant », p.23-44 ; Stephan Endicott. « Les années torontoises, 1943-1969 », p.45-70 ; Marcel

poste de vice-doyen de la Faculté de médecine de l'Université de Toronto. Sa mère se nomme Tessie Bréhaut Devigne. De descendance française, elle initie Stanley aux langues française et italienne pendant sa jeunesse. Stanley éprouve une grande fierté à l'endroit de ses parents et de ses ascendants. En effet, son arrière-grand-père du côté paternel, Egerton Ryerson, est un personnage d'une grande notoriété. Il détenait la charge de surintendant de l'enseignement dans l'actuelle Ontario de 1844 à 1876 et il contribua grandement à jeter les bases du système scolaire public ontarien, notamment comme instigateur de la *Loi scolaire* de 1871.

De 1919 à 1929, Stanley étudie au *Upper Canada College*, une institution scolaire accueillant l'élite anglo-saxonne ontarienne et jouissant d'une haute réputation. Par la suite, il poursuit ses études à l'Université de Toronto, où il obtient un baccalauréat en langues modernes en 1933. En 1931-1932, Ryerson fait son premier de deux séjours en France. Lors de ce premier voyage, Ryerson part étudier à Paris pour y poursuivre sa troisième année d'études universitaires à la Sorbonne. C'est durant cette première immersion française que Ryerson commence à s'intéresser sérieusement aux idées et à la théorie marxistes et qu'il adhère au communisme. Comme il l'écrit : « Mais c'est l'ouverture aux chocs qui ébranlaient le monde social en crise de la "ville lumière" et mes premiers contacts avec le marxisme qui bouleversèrent mon jeune univers.² » Il se familiarise avec la gauche par l'intermédiaire de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires. De plus, en mars 1932, il participe aux manifestations entourant la mort de Camélinat, le dernier survivant de la Commune de Paris de 1871. C'est aussi à cette occasion qu'il lit pour la première fois le *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels et qu'il est marqué par la lecture d'une brochure du

Fournier. « Du Parti communiste à l'Université », p.71-92 et finalement ; Jean-Paul Bernard. « Stanley B. Ryerson, historien », p.93-102. Voir aussi ; Stanley Bréhaut Ryerson. *Connaître l'histoire, comprendre la société : un rapport en voie de mutation ? Histoire de cas : une prise de conscience des vecteurs socio-historiques du casse-tête Canada/Québec*. Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Laval, 1987, p.4-9 et p.43-47. Et ; Vivian McCaffrey. *Stanley B. Ryerson : Marxist Intellectual and the French-Canadian National Question*. Mémoire de M.A. (histoire), Université d'Ottawa, 1982 p.6-11.

² Ryerson. *Connaître l'histoire, comprendre la société...*, p.8.

marxiste allemand A. Kurella, et qui porte le titre *La Révolution culturelle*. Ryerson est de retour à Toronto en 1932, pour y compléter sa scolarité de premier cycle. Il se joint alors à la Ligue des jeunes communistes dans laquelle il occupe les postes de responsable de la formation et de rédacteur en chef de la revue qui y est rattachée, *The Young Worker*. Il adhère également au Progressive Arts Club. Il y collabore par des articles théoriques pour son organe *Masses* et par une courte pièce de théâtre intitulée *War in the East*. À cette époque, le théâtre et les arts passionnent grandement Ryerson. Cet intérêt pour ces domaines sera présent tout au long de sa vie, sans toutefois occuper une place prépondérante dans son œuvre. D'ailleurs en 1937, il explique la relation entre son souci pour le renouvellement de l'art, sa politisation et son appui au communisme : « The realization that the cultural values of art and literature were being turned by capitalism into what I can only describe as spiritual onanism, and the discovery that Communism, by solving the material problems of society, was the one path to a future creative renaissance, was the first impulse.³ » Dans le même ordre d'idée, Ryerson écrit dans une lettre envoyée à ses parents en avril 1934 : « Art & culture can only flourish – now – under socialism; & only the workers can bring it in.⁴ » En 1933, Ryerson s'envole à nouveau pour la France pour y compléter un diplôme d'études supérieures en langue et littérature italiennes à la Sorbonne. Il rédige alors une étude portant sur l'œuvre du romancier Giovanni Verga. À Paris, il poursuit son engagement en participant à diverses activités communistes et par sa collaboration à l'*Avant-Garde*, le journal des Jeunesses communistes. Il est aussi témoin des premiers efforts de rapprochement entre le Parti communiste français (PCF) et les socialistes français en vue de l'élaboration de la stratégie du Front populaire, qui sera finalement officialisée par l'IC lors de son VII^e Congrès en 1935. De retour au Canada en 1934, Ryerson devient membre du Parti

³ Synday Jordan. « Stanley B. Ryerson, Author of a New Book, Brilliant Personality ». *Daily Clarion* (Toronto), 2 novembre 1937.

⁴ Stanley Ryerson. « Extraits d'une lettre de Stanley Ryerson à Edward Ryerson et Tessie Ryerson, Paris, 13 avril 1934 » cité dans Lévesque. « Les années de formation... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.39.

communiste canadien (PCC)⁵ la même année. À partir de 1934, son engagement est entier et total.

Avec la Crise économique de 1929, le début de la décennie 1930 est une période de profonds bouleversements idéologiques et économiques qui favorise la prise de conscience des lacunes du capitalisme. De plus, la montée des idéologies de droite et le triomphe du nazisme et du fascisme en Europe peuvent être interprétés comme un signe apocalyptique demandant une réaction immédiate, et de grande envergure. C'est dans ce contexte que le jeune Ryerson décide d'investir ses énergies dans la cause communiste. C'est ainsi qu'il décrit lui-même son adhésion au communisme :

Ces deux séjours à Paris sont déterminants pour Stanley. C'est l'époque de la crise, de la montée des fascismes, et du Front populaire, et aussi celle où le marxisme et le communisme exercent une fascination certaine sur les intellectuels. C'est l'heure des choix ! Stanley considère que le communisme est alors la seule voie susceptible de résoudre les problèmes sociaux et la crise des valeurs engendrées par le capitalisme.⁶

En août 1934, Ryerson s'installe à Montréal. Le choix du Québec peut s'expliquer par la fierté qu'il accorde à son ascendance française du côté maternel, à son intérêt pour les conditions des travailleurs québécois, à sa sensibilité concernant les particularités culturelles des Canadiens français, ainsi qu'à son bilinguisme. Ryerson est élu au Comité central (CC) dès 1935, en plus d'être désigné, la même année, secrétaire provincial du PCC, section Québec. Dans la même voie, il est nommé rédacteur en chef adjoint du journal communiste du Québec, *Clarté*. Ryerson demeure au Québec de 1934 à 1943. Durant cette période, il sera tout à la fois

⁵ Le Parti communiste canadien (PCC) devient membre de l'IC en 1921 en acceptant les vingt et une conditions d'adhésion. De 1922 à 1924, le PCC prendra le nom de Parti des travailleurs du Canada (*Workers' Party of Canada*), pour ensuite redevenir le PCC à partir de 1924. De 1943 à 1959, le PCC optera cette fois pour l'appellation de Parti ouvrier-progressiste (POP), pour encore une fois reprendre son ancien nom de PCC. Les premiers membres du PCC provenaient principalement de trois organisations socialistes du Canada : le Parti socialiste d'Amérique du Nord, le Parti socialiste du Canada et le Parti social-démocrate du Canada.

⁶ Ryerson. *Connaître l'histoire, comprendre la société...*, p.44. Il est à noter que dans cette citation, Ryerson emploie la troisième personne du singulier pour parler de lui-même.

enseignant, éducateur et journaliste. Par exemple, il enseigne au département d'études françaises du Sir George William's College de 1934 à 1937. À partir de 1929, le PCC veut effectuer une percée dans le recrutement de membres chez les Canadiens français, ceux-ci étant très peu nombreux en son sein. Ayant identifié les Canadiens français comme « les masses les plus exploitées au Canada »⁷, le PCC désire qu'ils forment le tiers de ses effectifs, car ils forment le tiers de la population canadienne⁸. Les dirigeants communistes sont conscients du potentiel de Ryerson. Ces derniers cherchent un candidat bilingue, un intellectuel de premier plan pour diffuser la doctrine communiste au Québec et pour recruter des membres francophones. Ryerson répond parfaitement à ces critères. De même, Ryerson servira de véhicule de communication entre les militants québécois, dont les Francophones, et la direction du Parti à Toronto, en plus de les tenir au courant des activités au Québec. Dans la même voie, il s'efforce d'informer les Canadiens anglais sur la réalité et de la situation des Canadiens français⁹.

Devenu rapidement, dès la fin des années 1930, un « révolutionnaire professionnel », Ryerson est désigné comme l'« intellectuel du parti ». Dès l'amorce de son adhésion communiste, il s'intéresse à la situation des Canadiens français, étant lui-même bilingue et fier de ses origines françaises. Durant plus de trente ans, il contribuera par ses réflexions, ses écrits et ses actions à définir et à formuler la politique du PCC en ce qui concerne le Canada français. De plus, Ryerson a éclairé et a stimulé la compréhension et la recherche du fait national québécois grâce à l'application d'une grille d'analyse marxiste qui dépassait la stricte observance au marxisme-léninisme¹⁰ orthodoxe et en outrepassant le dogmatisme qui y fût trop

⁷ *The Worker*, 22 novembre 1930, cité dans Andrée Lévesque. *Virage à gauche interdit : les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec : 1929-1939*. Montréal, Boréal Express, 1984, p.46.

⁸ Lévesque. *Virage à gauche interdit...*, p.46.

⁹ Voir ; McCaffrey. *Stanley B. Ryerson : Marxist Intellectual...*, p.9-10.

¹⁰ Pour éviter la confusion, une précision s'impose concernant l'utilisation du terme « marxisme-

souvent associé. Après son départ officiel du PCC en 1971, les activités intellectuelles de Ryerson ne s'arrêtent pas pour autant. Il poursuit ses analyses de l'évolution du nationalisme québécois dans le cadre de sa nouvelle carrière de professeur au département d'histoire à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), poste qu'il occupera jusqu'en 1991. Au centre de ses préoccupations, Ryerson explore la dynamique et les rapports existant entre l'oppression sociale et l'oppression nationale, en plus de porter un regard critique sur la place du Québec au sein de la fédération canadienne.

La problématique

Depuis les trois dernières décennies, plusieurs spécialistes des sciences sociales montrent un intérêt accru pour l'étude de tout ce qui touche le fait national : nationalisme, sentiment national, identité nationale, mémoire nationale, mouvements et revendications nationalitaires. « La recherche de modèles explicatifs de l'émergence du nationalisme constitue une sous-discipline de la science politique à la fois récente et particulièrement active. ¹¹ » Ce regain d'intérêt n'est sans doute pas étranger aux bouleversements associés à la chute du mur de Berlin et à l'effondrement du bloc socialiste à partir de 1989. Dans la même voie, l'on peut aussi citer l'éclatement de l'Union Soviétique deux ans plus tard, dont les douze républiques fédérées constitutives sont devenues des États souverains. La décennie 1990 a également été témoin de chambardements qui ont contribué à porter un regard

léninisme ». Cette expression est apparue et a été mise au point par Staline, après la mort de Lénine. Elle fait référence à la vision que Staline a forgée et a diffusée des idées et des théories émises par Lénine. Le marxisme-léninisme a donc été élaboré par Staline et repris comme théorie politique officielle par l'État soviétique après la mort de Staline en 1953. Dans ce texte, lorsqu'il sera question à proprement parler des positions et des théories de Lénine concernant la question nationale, c'est plutôt les vocables « léninisme » et « léniniste » qui seront employés.

¹¹ Christophe Jaffrelot. « Les modèles explicatifs de l'origine des nations et du nationalisme. Revue critique » dans Gil Delannoi et Pierre-André Tahieff (dir.). *Théories du nationalisme*. Paris, Kimé, 1991, p.139.

nouveau sur le nationalisme. En Europe, la vaste entité étatique multiethnique qu'incarnait la Yougoslavie s'est désagrégée, sans compter la division de la Tchécoslovaquie en deux États, la Slovaquie et la République tchèque.

Parallèlement à ces transformations, certaines voix à l'intérieur de communautés politiques non souveraines font entendre leurs revendications nationales. L'on peut penser à la Catalogne et à l'Écosse qui réclament une plus grande autonomie politique, respectivement au sein de l'Espagne et de la Grande-Bretagne. Il est bien sûr incontournable de mentionner le cas plus connu du Québec, au sein duquel il y a un fort mouvement qui promeut l'indépendance politique et sa séparation du Canada. De plus, à première vue, cet engouement pour un (ré)examen du nationalisme peut paraître paradoxal dans un contexte de mondialisation des économies, des échanges et des réseaux de communication. Cependant en s'y attardant, cette tendance n'est pas si étonnante et encore moins inexplicable. Denis Monière apporte la constatation suivante : « L'évolution récente du monde occidental aboutit au paradoxe suivant : plus le marché et la consommation se mondialisent, plus le besoin d'identité s'affirme.¹² » Dans la même voie, Löwy et Weil apportent cette réflexion : « Nous vivons une fin de siècle paradoxale à plusieurs égards : au moment même où l'économie s'internationalise à un degré sans précédent, où l'Europe marche à pas accélérés vers l'unité supra-nationale, le nationalisme revient avec fracas sur le devant de la scène.¹³ »

Dès le milieu du XIX^e siècle et lors des I^e et II^e Internationales, les marxistes ont rapidement été confrontés au nationalisme et au fait national, qu'ils ont plutôt qualifié de « question nationale ». Le fait national, davantage que le nationalisme, fut le « difficilement pensable » du marxisme, c'est-à-dire qu'il pose de nombreux

¹² Denis Monière. *Pour comprendre le nationalisme au Québec et ailleurs*. Montréal, PUM, 2001, p.9.

¹³ Georges Haupt, Michaël Löwy et Claudie Weil. *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914*. 2^e éd., Montréal, L'Harmattan, 1997 [1974], p.4.

obstacles et difficultés, aussi bien théoriques que tactiques, à l'idéologie marxiste et à ses propagandistes¹⁴. En effet, parallèlement à la manifestation et au développement du mouvement ouvrier occidental et du socialisme, le XIX^e siècle est souvent désigné comme étant le « siècle des nationalités ». Prônant l'internationalisme prolétarien et la lutte des classes, les théoriciens marxistes ont très tôt dû se positionner par rapport à un courant qui pose la primauté de la catégorie historique de la nation sur celle de la classe sociale, et qui énonce la prédominance des solidarités nationales sur la solidarité de classe. Ces positions ne peuvent être acceptables ou tolérables pour des marxistes. Cette situation demandait une première réflexion et amenait un effort de conceptualisation, ainsi que des tentatives pour y apporter des réponses pratiques. À des degrés divers et selon un intérêt propre, les plus grandes figures du marxisme d'avant la Première Guerre mondiale ont traité, dans leurs écrits, de la question nationale¹⁵. Parmi plusieurs, nous pouvons citer, à l'évidence, Marx et Engels¹⁶, mais aussi Karl Kautsky, l'austro-marxiste Otto Bauer, Rosa Luxemburg, Lénine et Staline. Les conceptions de ces deux derniers successeurs de Marx domineront les orientations de l'Internationale communiste (IC)¹⁷ et des partis communistes des

¹⁴ Pour un énoncé et une discussion des grands obstacles et difficultés généraux rencontrés par les marxistes de 1848 à 1914, voir ; Haupt *et al.* *Les marxistes et la question nationale...*, p.21 à 39.

¹⁵ Voir *Ibid.* Et ; Gilles Bourque. *L'État capitaliste et la question nationale*. Montréal, PUM, 1977. Dans cet ouvrage, l'auteur formule une appréciation des thèses et des idées de différents penseurs, surtout marxistes mais pas uniquement, sur la question nationale. De plus, il s'efforce de fournir un apport théorique critique sur le sujet du marxisme et de la question nationale. Voir aussi ; Michael Löwy. *Patries ou planète ? Nationalismes et internationalismes de Marx à nos jours*. Lausanne, Page Deux, 1999. Et ; Claudie Weill. « Les Internationales et la question nationale » dans Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (dir.). *Histoire des gauches en France*. vol.1 : L'héritage du XIX^e siècle. Paris, La Découverte, 2004, p.491-505.

¹⁶ Voir en particulier ; Georges Haupt et Claudie Weill. « Marx et Engels devant le problème des nations ». *Cahiers de l'I.S.E.A. série S no.17*, Tome VIII, no. 10 (octobre 1974), p.1431-1486.

¹⁷ L'Internationale communiste est aussi nommée III^e Internationale ou *Komintern*. Elle fût fondée par Lénine en mars 1919 à la suite de la Révolution bolchévik d'octobre 1917. Le II^e Congrès de l'IC tenu du 19 juillet au 7 août 1920 édictait les vingt et une conditions d'adhésion à l'IC. Elle fût dissoute par Staline en mars 1943. L'IC était contrôlé en fait par le Secrétaire général du Parti communiste d'Union Soviétique (PCUS), donc pour la majeure partie de son existence, par Staline.

différents pays¹⁸. Les controverses et les discussions entourant la question nationale continueront d'occuper l'attention et de provoquer des débats au sein des groupes marxistes, mais également de la gauche en générale, bien après la Révolution d'Octobre 1917 et durant tout le XX^e siècle¹⁹.

Au Canada même, une « question nationale » incontournable se pose. Le fait national au Canada français/Québec est un fil conducteur qui traverse son histoire et celle du Canada tout au long du XX^e siècle et bien avant. Avec l'existence d'un mouvement nationaliste dynamique au Québec et d'un sentiment national bien présent dans la population canadienne-française, la question nationale se pose avec acuité et d'une façon constante au PCC dès la fin des années 1920, donc assez précocement pour un parti politique canadien évoluant au niveau fédéral. Les dirigeants du PCC y sont confrontés et ils ont dû élaborer une politique adoptant les préceptes marxistes, ainsi que s'inspirer de l'expérience et des réflexions des auteurs marxistes « classiques » les ayant précédés. La politique sur la question nationale québécoise du PCC a bien sûr évolué à travers son histoire avec les différentes adaptations et transformations que celle-ci a subies, ainsi que les contextes associés au mouvement communiste international. Stanley Bréhaut Ryerson est l'une des figures du PCC qui a nourri le plus la réflexion des communistes canadiens sur le Canada français et la question nationale au Québec.

Plusieurs interrogations centrales orientent cette étude quant à la pensée de Ryerson sur la question nationale au Québec. La première peut se formuler de la

¹⁸ Vachet insiste sur le fait que « [...] l'ouvrage de Staline *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, publié en 1913 et qui, durant plus de quarante ans, devait servir de bible pour tout marxiste traitant des questions nationales et coloniales. » (André Vachet. « Le problème de la nation dans le marxisme français ». *Canadian Journal of political Science/Journal canadien de science politique*, vol. 3 (1970), p.33.).

¹⁹ Voir Daniel Lindenberg. « Le marxisme au XX^e siècle » dans Becker et Candar (dir.). *Histoire des gauches en France...*, p.627-644. Voir aussi ; Maxime Rodinson. « Le marxisme et la nation ». *L'Homme et la Société*, no.7 (janvier-février-mars 1968), p.131-150.

manière suivante : quelles étaient la conception et les positions de Ryerson concernant la question nationale au Québec tout au long de sa vie professionnelle ? Par la suite, de quelle façon Ryerson a-t-il appliqué le matérialisme historique et la perspective marxiste pour rendre compte du fait national ou, dit autrement, de la « question nationale » ? Découlant de ces derniers propos, l'on peut supposer qu'il y a eu une évolution de sa pensée entre le début de son engagement communiste jusqu'à sa retraite comme professeur d'université, période qui s'échelonne sur une soixantaine d'années environ, de 1931 à 1991. De plus, un événement décisif s'est produit dans la carrière de Ryerson ; sa rupture et son départ du PCC. En tenant compte de cet événement, il faut examiner de quelle façon peut-on qualifier cette « évolution » de sa pensée ? Peut-on parler de rupture, de changement, de transformation, etc. ? Peut-on déceler un « tournant » de sa pensée, toujours concernant la question nationale au Québec ? À quel degré ? Selon quelle intensité ? À quel moment ? Toutes ces questions sont centrales et cette étude se propose d'y trouver des éléments de réponse. Un autre sujet qui porte à réflexion est le rôle de Ryerson à l'intérieur du PCC et son rapport avec ce parti, ainsi qu'avec le mouvement communiste international dirigé de Moscou²⁰. Le PCC n'est pas un parti politique « traditionnel », il se veut internationaliste. Il entretient des relations étroites avec Moscou ; il y est subordonné et il en reçoit ses directives. Ce dernier sujet est certes à considérer, mais il ne faut pas perdre de vue que ce mémoire porte essentiellement sur Stanley Ryerson et non sur le PCC par l'intermédiaire de Ryerson, ou même sur le PCC et Ryerson. Celui-ci ne doit pas être un instrument servant à étudier les positions du PCC sur le sujet de la question nationale au Québec. De toute façon, la carrière professionnelle de Ryerson ne s'arrête pas à ses fonctions dans le PCC. Il a connu une carrière universitaire fleurissante pendant environ vingt ans après 1971. Ces quelques

²⁰ De 1919 à 1943, c'est l'IC qui incarne et dirige le mouvement communiste international. Après sa dissolution en 1943, le *Kominform*, ou Bureau d'information des partis communistes, est formé et prend le relais de ce dernier organisme de 1947 à 1956. Après la dissolution du *Kominform* en 1956, Moscou conserve toutefois un grand ascendant sur la majorité des partis communistes nationaux, ce qui est le cas pour le PCC.

interrogations générales orienteront cette étude. À celles-ci, bien entendu, d'autres se superposeront et s'imbriqueront.

Ryerson a occupé, à divers moments de sa vie, des postes de première importance dans les sphères du PCC, dont des postes de direction. Mentionnons celui de Secrétaire national à l'organisation du Parti ouvrier-progressiste (POP)²¹, qui lui a été conféré en 1947. Il est donc intimement associé au PCC, ainsi qu'à l'énoncé de ses politiques sur la question nationale. Il en est un représentant notoire. Il est aussi pertinent de spécifier que le PCC et Ryerson prennent part à un mouvement international qui transcende les frontières nationales canadiennes. Ce mouvement est représenté par l'IC. Les activités intellectuelles de Ryerson sont donc conjuguées à celles de militant et les deux sont indissociables. Ces remarques impliquent que les positions intellectuelles et politiques défendues par Ryerson sont intimement associées à celles du PCC et de l'IC, sans pour autant que les deux soient équivalentes ou se confondent fatalement. Ces considérations rejoignent celles de Gregory S. Kealey²². En outre, ce dernier auteur ajoute : « [...] il [Ryerson] a été un protagoniste aussi bien des débats souvent douloureux et pénibles dans le Parti [communiste] canadien que de ceux, de plus en plus surannés, du mouvement communiste international des époques du *Komintern* et de l'après-*Komintern*.²³ »

Ryerson a élaboré des conceptions et il a formulé des considérations qui se distinguaient de celles du Parti à des moments donnés de son histoire. Malgré tout, il s'avère parfois difficile d'évaluer précisément ou de départager d'une façon tranchée l'influence qu'a eue Ryerson sur des positions du PCC. De même, il est tout autant

²¹ De 1943 à 1959, le PCC prend le nom de Parti ouvrier-progressiste (POP). À partir de 1959, il opte de nouveau pour PCC.

²² Gregory S. Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel révolutionnaire canadien » dans Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.). *Le droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Montréal, VLB éditeur, 1989, p.241.

²³ Gregory S. Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : historien marxiste » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.243.

ardu en plusieurs occasions d'évaluer les analyses proprement exposées par Ryerson et reprises par la presse du Parti et vice-versa, c'est-à-dire, discutées par les dirigeants du Parti et reprises par Ryerson dans ses textes. Néanmoins, nous pouvons affirmer, sans se tromper, que Ryerson est considéré, par les dirigeants communistes, comme étant le spécialiste des questions touchant le Canada français à l'intérieur du PCC. De ce fait, ses réflexions et ses analyses ont assurément contribué à la définition et à l'orientation des positions et des politiques du PCC sur ce sujet. Ces propos s'objectent donc à ceux de Norman Penner²⁴, repris par Brian McDougall²⁵, qui soutiennent que, dans son livre de 1943, *French Canada*²⁶, Ryerson opère une confusion et qu'il subordonne la théorie aux besoins tactiques du Parti : « Thus we have once again the subordination of theory to tactics. The book [*French Canada*] seen as "a weapon" for the immediate circumstances and consequently its basic interpretation is devised to bolster the current tactical needs.²⁷ » De la même manière, nous nous inscrivons en faux à propos du passage suivant tiré du mémoire de McCaffrey : « From the 1930s through to the late 1950s, Ryerson and the CPC faithfully reflected the modifications of the Stalinist line on the national question.²⁸ »

À partir du milieu de la décennie 1960, un profond désaccord transparait entre Ryerson et la direction du PCC à propos de la question nationale au Québec. Le renouveau national associé à la Révolution tranquille au Québec et l'effervescence nationaliste en découlant amènent Ryerson à réévaluer le potentiel progressiste du

²⁴ Norman Penner. *The Canadian left. A Critical Analysis*. Toronto, Prentice-Hall of Canada, 1977, p.108-123.

²⁵ Brian McDougall. *Stanley Ryerson and Materialist Conception of History : a Study in the Stalinism Distortion of Marxism*. Mémoire de M.A. (science politique), Carleton University, 1982.

²⁶ Stanley Ryerson. *French Canada : A Study in Canadian Democracy*. Avant-propos de Évariste Dubé, Toronto, Progress Books, 1943.

²⁷ Penner. *The Canadian left*..., p.120. Pour une critique de l'interprétation de Penner et pour des commentaires sur ce « débat », voir ; Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson ; historien... » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire*..., p.267-268.

²⁸ McCaffrey. *Stanley B. Ryerson : Marxist Intellectual*..., p.5.

mouvement national au Québec en pleine mutation. De plus, il se rapproche des groupes de gauche cherchant à orienter et à définir des revendications unissant les dimensions nationale et sociale. Ce tournant majeur dans la pensée de Ryerson est un des éléments cruciaux participant à sa décision de démissionner du CC du PCC en 1969, pour finalement quitter officiellement le Parti en 1971, après plus de 35 ans de militantisme. Ce départ ne présente pas un changement soudain de l'attitude de Ryerson envers le PCC. En plus des différends irréconciliables entre Ryerson et les responsables communistes sur leur appréciation du nationalisme au Québec, il y a également un fossé infranchissable qui les sépare au sujet de l'évaluation à attribuer aux événements entourant l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du Pacte de Varsovie en août 1968. Ce dernier événement met au jour des désabusements de Ryerson à propos, entre autres, de la démocratie socialiste et des voies multiples pouvant mener au socialisme. Pour lui, il n'y a plus d'espoir que des changements se manifestent au sein du PCC et du mouvement communiste international, tous les deux étant inféodés à l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). Ryerson ne croit plus aux potentialités de la faille ouverte par le XX^e Congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) en 1956 avec la dénonciation par Khrouchchev du « culte de la personnalité » de Staline et des crimes staliniens.

L'historiographie

La pensée et l'œuvre de Stanley Bréhaut Ryerson ont été abordées dans quelques ouvrages. Cependant, aucune biographie, sous forme de monographie, sur l'ensemble de sa vie n'a été entreprise. Il existe toutefois un ouvrage collectif, trois articles de périodique et deux mémoires de maîtrise qui ont pour sujet spécifique certains aspects de la carrière de Ryerson. L'ouvrage collectif précédemment évoqué²⁹ comporte une

²⁹ Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...* Treize articles d'un nombre équivalent d'auteurs constituent cet ouvrage. Ces articles sont regroupés selon quatre thématiques formant quatre sections. Ces sections sont : itinéraire, la question nationale, l'œuvre et le rayonnement.

section intitulée « La question nationale ». Constituée de quatre articles, cette section est particulièrement pertinente pour notre mémoire, car ces articles renvoient directement à notre objet d'étude et ils soulèvent plusieurs éléments contribuant à approfondir notre réflexion. Bien entendu, les autres sections sont également d'une pertinence certaine.

Par la suite, deux articles de Gregory S. Kealey³⁰ apportent des renseignements généraux sur Ryerson. Le premier article portant le titre *Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel révolutionnaire canadien* offre une vue d'ensemble de la carrière de Ryerson avec une attention particulière portée à l'attitude et au rôle de celui-ci au moment de la crise qui frappe le POP en 1956-1957 et sur l'agitation provoquée au sein du Parti par les conditions découlant de la situation tchécoslovaque de 1968. Dans le deuxième article, *Stanley Bréhaut Ryerson : historien marxiste*, Kealey analyse l'œuvre plus proprement historique de Ryerson. Cet article est profitable dans la mesure où les considérations de Kealey nous aident à comprendre l'approche de Ryerson à propos de la question nationale dans ses écrits historiques. Un autre article de l'auteur de ce mémoire³¹ présente quelques traits d'ensemble de la vie professionnelle, de la pensée et de l'œuvre de Ryerson, tenant lieu d'un aperçu général.

Ryerson a aussi été l'objet de deux mémoires de maîtrise au début des années 1980³². Celui de McCaffrey nous interpelle directement, car il porte expressément sur le traitement réalisé par Ryerson de la question nationale au Québec. Tout en proposant des pistes intéressantes, McCaffrey concentre surtout son étude sur la

³⁰ « Stanley Bréhaut Ryerson : Canadian Revolutionary Intellectual » et « Stanley Bréhaut Ryerson : Marxist Historian ». *Studies in Political Economy : A Socialist Review*, vol.9 (1982), p.103-171. Ces articles ont été traduits de l'anglais au français et publiés dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.198-241 et p.242-273, sous les titres « Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel révolutionnaire canadien » et « Stanley Bréhaut Ryerson : historien marxiste ».

³¹ Joël Bisailon. « Stanley Bréhaut Ryerson. Intellectuel engagé et historien marxiste ». *Bulletin d'histoire politique*, vol.13 no.1 (automne 2004), p.215-232.

³² McCaffrey. *Stanley B. Ryerson : Marxist Intellectual...* Et ; McDougall. *Stanley Ryerson and Materialist Conception...*

période correspondante à l'engagement communiste de Ryerson (1934-1971). Toutefois, elle insiste insuffisamment sur les événements capitaux de la décennie 1960. En effet, c'est durant cette période que les positions de Ryerson sur la question nationale québécoise s'éloignent de celles du PCC et qu'il quitte finalement le Parti. De même, McCaffrey s'arrête très peu sur la période qui suit son départ de ce même Parti (1971-1998). Ce choix peut s'expliquer, à tout le moins en partie, par le fait que l'auteure vise notamment à étudier la pensée de Ryerson sur la question nationale au Québec en mettant l'accent sur l'évolution des positions du PCC sur le même sujet. Toutefois, Ryerson n'est jamais relégué au second plan ou il ne lui est pas attribué un rôle secondaire. Nous considérons qu'une étude sur Ryerson et la question nationale au Québec doit accorder une plus grande place et une attention particulière à ses positions et à sa pensée durant la période s'échelonnant de son départ du PCC jusqu'à son décès (1971-1998). Durant la majorité de cette période, il exerce le métier de professeur universitaire. Ryerson a continué d'être actif au plan intellectuel et il a fourni des réflexions d'un grand intérêt bien après 1971. Le deuxième mémoire, celui de McDougall n'offre que très peu de bénéfice pour notre étude. Par cet ouvrage, McDougall semble plus enclin à dénigrer le travail et l'oeuvre de Ryerson en portant des jugements de valeur, plutôt que d'offrir une véritable recherche à caractère scientifique. Il paraît chercher plus la polémique et la confrontation que de contribuer à la compréhension de la conception de l'histoire de Ryerson, ainsi que de sa carrière en tant qu'historien marxiste ayant écrit plusieurs ouvrages et textes sur l'histoire canadienne³³. D'une façon générale, la thèse de McDougall postule que l'oeuvre historique et théorique de Ryerson n'est qu'une réplique « canadienne » grossière du stalinisme, qui par définition pour l'auteur, est une perversion éhontée de la pensée de Marx. Par conséquent, selon lui, l'oeuvre de Ryerson n'est que d'une piètre qualité et

³³ Pour de brefs commentaires très critiques du mémoire de McDougall auxquels nous souscrivons, voir ; Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel... » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.198 note 1 et p.241.

d'une valeur médiocre, en plus d'être uniquement un instrument stratégique à la dévotion et à la disposition du PCC et de l'IC.

Les études sur le PCC de Norman Penner³⁴ et Ivan Avakumovic³⁵ fournissent une vue d'ensemble utile de l'histoire du PCC. Néanmoins, ces monographies n'accordent que peu d'attention au traitement que le PCC a fait de la question nationale au Québec. En outre, elles apportent quelques informations profitables sur Ryerson, mais sans procéder à un exposé détaillé de son travail intellectuel ou de son œuvre. Il ne s'agit que de commentaires ponctuels, sans grand développement. Deux autres monographies sur les premières années d'existence du PCC ont été publiées³⁶. En considérant la période chronologique traitée, elles ne peuvent pas vraiment nous servir. Deux mémoires de maîtrise se concentrent sur des périodes précises et décisives de l'histoire du PCC³⁷. Le Front commun antifasciste et la Deuxième Guerre mondiale sont également des moments clés dans l'évolution des conceptions de Ryerson sur la question nationale. En somme, mentionnons deux ouvrages de deux auteurs qui ont été membres du PCC et qui ont fréquenté Ryerson³⁸ et un autre, l'ayant connu³⁹. Dans leurs livres, ces personnes évoquent à l'occasion des souvenirs

³⁴ Norman Penner. *The Canadian left...* Et ; *Idem. Canadian Communism. The Stalin years and Beyond*. Toronto, Methuen, 1988.

³⁵ Ivan Avakumovic. *The Communist Party in Canada. A History*. Toronto, McClelland and Stewart, 1975.

³⁶ Ian Angus. *Canadian Bolsheviks : The Early Years of the Communist Party of Canada*. Montréal, Vanguard, 1981. Et ; William Rodney. *Soldiers of the International : A History of the Communist Party of Canada, 1919-1929*. Toronto, University of Toronto Press, 1968.

³⁷ Bernard Dionne. *La politique du parti communiste canadien au cours de la Seconde Guerre mondiale*. Mémoire de M.A. (histoire), UQAM, 1978. Et ; François Séguin. *La tactique de front uni antifasciste et la politique du parti communiste du Canada (1935-1945)*. Mémoire de M.A. (science politique), UQAM, 1978.

³⁸ Henri Gagnon. *Les militants socialistes du Québec. D'une époque à l'autre*. Saint-Lambert, Héritage, 1985. ; Fergus McKean. *Communisme versus opportunisme. Un examen de la révision du marxisme dans le mouvement communiste canadien*. Montréal, Presses de l'Unité, 1980.

sur le rôle et les fonctions de Ryerson en tant que militant communiste, mais sans, là encore, en faire une analyse poussée.

Il existe de même un nombre relativement faible d'ouvrages qui traitent des activités communistes du PCC au Québec⁴⁰. Ces écrits examinent l'évolution des positions et des politiques de ce parti envers le Canada français de façon générale et sur la question nationale et le nationalisme québécois de façon spécifique. Étant un acteur central du PCC au Québec jusqu'en 1943, les différents auteurs font mention, à l'occasion, de Ryerson, mais ils portent une faible attention à son rôle sur la question nationale. Indiquons le mémoire de maîtrise de Bernard Gauvin⁴¹ qui traite en particulier de l'application de la théorie marxiste par le PCC à la situation du Québec. Néanmoins, ce dernier se limite à la période allant de la création du PCC en 1921 jusqu'à la tenue du IX^e plénum du parti en 1938. En prenant en compte que Ryerson joint le PCC en 1934, il n'y a que le laps de temps s'échelonnant de 1934 à 1938 qui concerne directement notre propos, sans prétendre que la période avant 1934 soit totalement dénuée de tout intérêt.

³⁹ Merrily Weisbord. *Le rêve d'une génération. Les communistes canadiens, les procès d'espionnage et la guerre froide*. Montréal, VLB éditeur, 1988.

⁴⁰ Robert Comeau et Bernard Dionne. *Les communistes au Québec: 1936-1956 : sur le Parti communiste du Canada/Parti ouvrier-progressiste*. 2^e éd., Montréal, Presses de l'Unité, 1981 [1980]. ; Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...* ; Marcel Fournier. *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950*. Montréal, Albert Saint-Martin, 1979. Cette dernière monographie fait suite à un mémoire de maîtrise en sociologie soutenu à l'Université de Montréal en 1969 ayant pour titre *Histoire et idéologie du groupe canadien-français du Parti communiste, 1925-1945*. ; Bernard Gauvin. *Les communistes et la question nationale au Québec : sur le Parti communiste du Canada de 1921 à 1938*. Montréal, Presses de l'Unité, 1981. Cette monographie fait suite à un mémoire de maîtrise en science politique soutenu à l'UQAM en 1978 ayant pour titre : *Le Parti communiste du Canada et la question canadienne-française: 1921-1938*. ; Andrée Lévesque. *Virage à gauche interdit...* Cette monographie fait suite à une thèse de Ph.D en histoire soutenue à Duke University en 1973 ayant pour titre *The Canadian Left in Quebec during the Great Depression : the Communist Party of Canada and the Co-operative Commonwealth Federation in Québec, 1929-39*.

⁴¹ Gauvin, *Les communistes et la question nationale au Québec...*

Finalement, signalons un fait plutôt frappant. En s'attardant sur les dates de publication de la majorité des ouvrages précédemment cités dans la présente section, notons que l'apogée de l'étude du communisme au Canada et au Québec se situe vers la fin des années 1970 et le début de la décennie 1980. En effet, un grand nombre d'ouvrages ont ainsi paru avant le milieu des années 1980, donc il y a plus de vingt ans⁴². Cette constatation nous amène à nous demander : est-ce que l'étude du communisme au Canada et au Québec est un sujet dépassé ou épuisé ?⁴³ Nous ne l'espérons pas et nous ne le croyons pas. Nous souhaitons que ce mémoire puisse, en toute modestie, contribuer à relancer quelque peu son étude. Il serait peut-être indiqué que des historiens amorcent une réflexion sur de nouvelles problématiques susceptibles d'apporter des éclairages innovateurs ou des perspectives originales et, par la même occasion, de provoquer un intérêt neuf sur un mouvement qui a profondément marqué le XX^e siècle et qui était bien présent dans les sociétés canadienne et québécoise. Ces remarques sommaires n'ont que pour but de souligner ce qui nous apparaît être un manque dans l'historiographie actuelle. Il n'est bien sûr pas à propos, dans le cadre de ce mémoire, d'entreprendre une explication de cette situation complexe.

Méthodologie et sources

Le fonds d'archives Stanley-Bréhaut-Ryerson (27P) du Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM est le principal fonds exploité pour cette étude. D'une manière ponctuelle et dans une moindre mesure, le fonds d'archives « Communist Party of Canada » (MG28-IV4) des Archives nationales du Canada à

⁴² Pour des commentaires critiques sur l'historiographie du PCC, voir ; Bernard Dionne. « Historiographie du Parti communiste canadien, 1960-1982 ». *RHAF*, vol.37 no.2 (septembre 1983), p.309-319.

⁴³ Faisons cependant remarquer une biographie récente de grande qualité, datant de 1999, sur une militante du PCC ayant connu Ryerson dans les années 1930, voir ; Andrée Lévesque. *Scène de la vie en rouge. L'époque de Jeanne Corbin, 1906-1944*. Montréal, Remue-ménage, 1999.

Ottawa a aussi été mis à contribution, surtout pour repérer des textes inédits de Ryerson et du PCC/POP se rapportant à la question nationale au Québec.

Ryerson était un membre du PCC à temps plein durant plus de trente années et, par la suite, il a poursuivi une carrière universitaire pendant encore plus de vingt ans. Par conséquent, il a écrit considérablement pendant une période très étendue de plus de cinquante ans. Le principal noyau composant les sources mises à profit se compose des écrits de Ryerson en relation avec la question nationale au Québec. En plus d'ouvrages et de brochures composés par Ryerson, le corpus des sources comprend de nombreux articles de revues et de journaux, en plus de ceux contenus dans des ouvrages collectifs. Parmi plusieurs ouvrages de Ryerson, insistons sur deux majeurs. Le premier, *French Canada : A Study in Canadian Democracy*⁴⁴, est publié en 1943 et une version passablement remaniée a paru en langue française en 1945 sous le titre *Le Canada français : sa tradition, son avenir*⁴⁵. *Unequal Union : Confederation and the Roots of Conflicts in the Canadas, 1815-1873*⁴⁶ est le deuxième ouvrage. Une version en français, refondue, corrigée et augmentée sous le titre *Le Capitalisme et la Confédération : aux sources du conflit Canada-Québec (1760-1873)*⁴⁷ a également été éditée en 1972. Finalement, il faut ajouter la thèse de doctorat⁴⁸ que Ryerson a soutenu à la Faculté des Lettres de l'Université Laval en 1987 et qui portait sur « l'ensemble de son œuvre ».

⁴⁴ Toronto, Progress Books, 1943.

⁴⁵ Montréal, Éditions de la Victoire, 1945.

⁴⁶ Toronto, Progress Books, 1968.

⁴⁷ Montréal, Parti Pris, 1972.

⁴⁸ Ryerson. *Connaître l'histoire, comprendre la société...*

Une précision s'impose. Rejoignant les propos de Bernard Dansereau⁴⁹, nous considérons, que pendant l'intégralité de la vie professionnelle de Ryerson, il serait inadéquat d'opérer une division entre ses écrits plus polémiques et ceux théoriques. Du reste, les événements politiques au Canada et au Québec n'ont cessé d'alimenter la démarche intellectuelle de Ryerson. De ce fait, il serait tout aussi artificiel de compartimenter l'œuvre de Ryerson entre celle du militant et celle de l'historien. Chacune de ces fonctions nourrit mutuellement l'œuvre intellectuelle et la pensée de Ryerson sur la question nationale au Québec. Comme le souligne Andrée Lévesque en parlant de Ryerson : « Communiste historien, historien communiste, les deux attributs se confondent totalement.⁵⁰ » Dans le même ordre d'idée, Jean-Marie Fecteau spécifie que : « Dès l'origine, l'histoire chez Ryerson est vue *à la fois* [dans le texte] comme champ d'investigation et instrument de libération, comme métier et comme vocation militante. Elle est donc éminemment "subjective" [...].⁵¹ » Ryerson a lui-même énoncé sa vision du rôle de l'histoire, qui s'accorde avec les propos précédents. Insistons sur deux moments précis. Le premier, au début de son activisme en faveur du communisme en 1934, où, dans une lettre adressée à ses parents, Ryerson signale que : « University work & political work are mutually exclusive [...] ». Le deuxième moment, vers 1987, alors que sa carrière tire à sa fin, il écrit :

⁴⁹ Bernard Dansereau. « Stanley B. Ryerson et les exclus de 1947 ou "Quand les passeurs de tracts veulent les écrire" ». dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.106.

⁵⁰ Andrée Lévesque. « Les années de formation... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.32.

⁵¹ Jean-Marie Fecteau. « Classes, démocratie, nation. La transition au capitalisme chez Stanley B. Ryerson. » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.239. En plus de cet article, un autre article dans le même recueil porte sur des considérations générales sur la pratique historique de Ryerson et sur sa vision du métier d'historien, voir Georges Massé. « Démarche historique et apport d'un marxiste québécois à l'historiographie ouvrière » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.307-338.

Cet intérêt [pour l'histoire canadienne] ne semble pas le fait ni d'une curiosité intellectuelle abstraite ni la quête d'un esprit en mal de détente, mais bien davantage un impératif du combat que Stanley mène. Au plan social, l'histoire répond à des besoins précis : besoins de savoir leur genèse pour comprendre les problèmes actuels, besoin pour les groupes sociaux de prendre conscience de leurs racines et de leur identité pour devenir des agents efficaces.⁵²

Ce mémoire se concentre sur les écrits politiques et historiques de Ryerson. Bien qu'il ait été un historien réputé et un pionnier dans le développement de l'historiographie marxiste au Canada, l'objectif de ce mémoire n'est pas d'entreprendre une étude exhaustive de ces dimensions de son travail intellectuel, et encore moins, d'en évaluer la portée. Cependant, dans la mesure où les écrits historiques de Ryerson fondent et enrichissent son évaluation de la question nationale au Québec, ceux-ci seront évidemment pris en compte, et plus particulièrement son analyse de la signification des Rébellions de 1837-1838 dans le Haut et le Bas-Canada.

Le plan

Ce mémoire comporte deux parties rassemblant cinq chapitres selon une logique chronologique. La première partie est composée de trois chapitres. Pour sa part, la seconde partie contient deux chapitres. La première partie se concentre sur la majeure portion de l'engagement communiste de Ryerson, et plus précisément sur la période s'étendant de 1934 jusqu'en 1965. Durant ce laps de temps, Ryerson a écrit plusieurs articles dans des journaux et des revues qui, presque exclusivement, étaient affiliés au PCC. Dans plusieurs de ses publications, il a occupé des fonctions centrales. Il était rédacteur en chef adjoint du journal québécois *Clarté* de 1935 à 1940 et directeur, successivement, des revues théoriques du PCC suivantes : *National Affairs Monthly* (1944-1947), l'édition torontoise de la *World Marxist Review* (1959-

⁵² Ryerson. *Connaître l'histoire, comprendre la société...*, p.45. Il est à noter que dans cette citation, Ryerson emploie la troisième personne du singulier pour parler de lui-même.

1962), *Marxist Quarterly* (1962-1966), et finalement *Horizons/Marxist Quarterly* (1966-1969). Mentionnons que Ryerson a aussi grandement contribué, par ses articles, au journal du Parti localisé à Toronto, *Canadian Tribune*. En complément, lorsque cela s'avère nécessaire pour replacer le travail intellectuel de Ryerson dans son contexte, nous avons tiré profit de documents publiés par le PCC/POP, notamment ceux se rapportant aux divers congrès nationaux. Nous avons également consulté des écrits de certains hauts responsables du Parti, dont Tim Buck, Secrétaire général du PCC de 1929 à 1962.

Pour la deuxième partie débutant en 1965 jusqu'en 1998, les sources exploitées comportent des articles de Ryerson parus dans des périodiques communistes (*Marxist Quarterly* et *Horizons/Marxist Quarterly*) pour le début de la période en question. Plusieurs autres articles apparaissant dans diverses publications (de gauche pour la plupart) pendant sa carrière universitaire seront également mis à contribution. Le milieu de la décennie 1960 a été retenu comme division des deux parties en se référant aux considérations évoquées plus haut dans le dernier paragraphe de la section « La problématique ». En effet, c'est lors de cette époque que les désaccords entre Ryerson et les dirigeants du PCC concernant la question nationale au Québec se révèlent et que l'éloignement de leurs positions respectives s'amorce. De plus, c'est à ce moment que la pensée de Ryerson amorce un tournant majeur. Cette situation culminera avec le « Printemps de Prague » et l'intervention des forces du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968, et ultimement, par le départ officiel de Ryerson du PCC en 1971. C'est en 1993 que Ryerson fait paraître son dernier article original. Il décède en 1998 à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

PREMIÈRE PARTIE

LE MILITANTISME COMMUNISTE
DE STANLEY B. RYERSON, 1934-1965

CHAPITRE I

LA CRISE ÉCONOMIQUE ET LE FRONT POPULAIRE ANTIFASCISTE : LES PREMIERS EFFORTS DE RÉFLEXION, 1934-1939

1.1 Ryerson et le contexte de la crise économique et du Front populaire

Peu de temps après son retour de France, Ryerson décide d'aller, en août 1934, porter ses efforts pour la cause communiste au Québec. Comme tout l'Occident, cette province subit alors les effets de la crise économique qui s'amorce avec le Crash de 1929 et qui marque toute la décennie 1930. Cette crise provoque un profond choc dans toutes les sociétés occidentales. Le Québec n'échappe pas à ce phénomène. La crise amène de graves conséquences qui frappent, et continueront de frapper pour plusieurs années, les consciences et les esprits de la population québécoise. Le système capitaliste est alors sérieusement contesté et remis en question. Avec l'ampleur inédite de cette crise, sa persistance et son immuabilité apparente, plusieurs Québécois se tournent alors vers d'autres « voies », autres que le capitalisme, susceptibles de les sortir de cette crise¹. En effet, des composantes du fascisme, surtout dans sa version mussolinienne ou s'inspirant de Salazar et de Franco, et du

¹ Pour une description des conséquences de la crise au Québec, ainsi que des solutions et interventions apportées et appliquées par le pouvoir politique au Canada pour y mettre fin, voir le chapitre 1 « Les fondements socio-économiques » dans André Lévesque. *Virage à gauche interdit : les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec : 1929-1939*. Montréal, Boréal Express, 1984, p.9-40.

corporatisme, gagnent des partisans parmi les cercles intellectuels, réformateurs et religieux au Québec².

Pour les responsables de l'Internationale communiste (IC), cette crise est interprétée comme le dernier soubresaut d'un système capitaliste en pleine décadence. Pour ces derniers, la crise n'ayant pas affecté l'Union soviétique, cet état de fait montre nécessairement la supériorité du premier pays socialiste au monde et elle confirme la primauté de l'expérience communiste sur celle du capitalisme. La bourgeoisie capitaliste des pays occidentaux, se sentant assiégée et en position défensive, se tourne alors vers l'idéologie fasciste pour contrer la montée en force de la classe ouvrière. Cette analyse expliquerait la montée des mouvements d'extrême droite et fascistes en Occident durant les années 1930. À la suite de la prise du pouvoir en Italie par Mussolini dès 1922, c'est au tour d'Hitler de prendre le contrôle de l'État allemand en 1933. En 1936, Franco mène un assaut contre le gouvernement républicain en Espagne et un an plus tard, le Japon envahit la Chine.

C'est dans la perspective d'établir une tactique pour contrer les avancées fascistes en Occident que l'IC réunit son VII^e Congrès à Moscou du 25 juillet au 20 août 1935. Le rapport de Georges Dimitrov lors de ce Congrès, alors Secrétaire général du Komintern, apporte une définition de la nature du fascisme, ainsi que la description des tâches que cela implique pour le combat à mener par le mouvement ouvrier international. C'est lors de ce congrès qu'est définie la tactique du Front populaire antifasciste, un retournement de 180 degrés par rapport à la ligne tactique antérieure « classe contre classe », adoptée lors du congrès précédent en 1928. Cette dernière tactique commandait aux partis communistes à travers le monde de s'opposer et de dénoncer tous les groupes sociaux-démocrates et socialistes. Dans les États capitalistes, la nouvelle tactique de 1935, conformément aux directives émises par l'IC, signifie la formation d'une vaste coalition sous la conduite des différents partis

² Pour de brèves considérations sur les particularités du fascisme et du corporatisme en territoire québécois, voir ; Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard. *Histoire du Québec contemporain*. vol.2 : Le Québec depuis 1930. Nouv. éd. rév., Montréal, Boréal, 1989 [1986], p.118-121. Et ; Lévesque. *Virage à gauche...*, p.121-130.

communistes. Cette coalition a pour but de réunir, bien sûr, les travailleurs, mais aussi les socialistes, la paysannerie et tous les éléments progressifs de la société (petite bourgeoisie « éclairée ») pour mener le combat contre la menace du fascisme et ses représentants locaux.

Pour les communistes, le fascisme est l'arme politique de la bourgeoisie impérialiste. « Fascism is the open terrorist dictatorship of the most reactionary, most chauvinist and the most imperialist elements of finance capital.³ » Il est le dernier avatar d'une bourgeoisie en position de faiblesse qui réagit à l'encontre du mouvement ouvrier.

« Fascism is not a philosophy, not a theory, not a social system, but the means, used by finance capital, in order to maintain its rule. [...] Fascism is the attempt of the bourgeoisie to shift the burden of the crisis on to the backs of the toilers. It is an attempt of the bourgeoisie to solve the problem of markets by enslaving the weak nations, intensifying colonial oppression and the repartitioning of the world by means of war. [...]

The victory of Fascism expresses the weakness of the bourgeoisie, which is no more able to rule by the old methods of bourgeois democracy and parliamentarism.⁴ »

Dès son deuxième séjour à Paris durant l'année 1934, Ryerson a été initié aux premières manifestations entreprises par le Parti communiste français (PCF) pour tenter de former un front uni de la Gauche en France, à la suite de la grève de février 1934⁵. Et tout cela avant que l'IC officialise cette tactique. Ryerson est donc déjà initié, à son retour au Canada, à cette nouvelle orientation du mouvement communiste international. C'est dans ce contexte que Ryerson entreprend ses activités communistes au Québec. Toute la période, qui s'échelonne de 1934 jusqu'au

³ 13th Plenum of the Executive Committee of the Comintern [ECCI], *cité dans* Communist Party of Canada [CPC]. *Canada and the VII World Congress of the Communist International*. Toronto, Communist Party of Canada, 1935, p.5.

⁴ Communist Party of Canada [CPC]. *Canada and the VII World Congress of the Communist International*. Toronto, Communist Party of Canada, 1935, p.4.

⁵ Stanley Bréhaut Ryerson, *Connaître l'histoire, comprendre la société : un rapport en voie de mutation ? Histoire de cas : une prise de conscience des vecteurs socio-historiques du casse-tête Canada/Québec*. Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Laval, 1987, p.9 et p.44.

déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale en septembre 1939, sera profondément marquée par la crise économique et le Front populaire, que le PCC a fait sien. Le Front populaire fait partie de l'atmosphère participant à la conscientisation politique de Ryerson et de son choix en faveur du communisme. C'est dans ce contexte que Ryerson entreprend ses premiers efforts de réflexion concernant la question nationale au Québec. Ces réflexions contribuent à la définition et à l'élaboration de la politique du PCC à l'égard du Canada français durant les années 1930, mais lui est aussi largement tributaire⁶. C'est-à-dire, que Ryerson est, pour cette période, assez fidèle aux idées et aux prises de position du PCC au sujet du Québec et il les diffuse par l'intermédiaire de ses écrits⁷. Il ne s'écarte pas de façon marquée des politiques du Parti et il n'y a pas la présence de différends ou de divergences notables. En outre, Ryerson occupera, dès l'année 1935, des fonctions importantes au sein de la section québécoise du PCC. Cette même année, il est élu au Comité central (CC) du PCC, il devient secrétaire provincial (section Québec) de ce même Parti, et finalement, il est nommé rédacteur en chef adjoint du journal communiste au Québec, *Clarté*. De même, Ryerson ne chôme pas. En plus de toutes ses responsabilités en tant que militant communiste, il enseigne au Sir George William's College et à l'Université ouvrière de Montréal.

⁶ Sur l'histoire du PCC au Québec durant la période du Front populaire, 1935-1939, voir ; Marcel Fournier. *Communisme et anticommunisme au Québec: 1920-1950*. Laval, Albert Saint-Martin, 1979, p.35-85. Et ; Lévesque, *Virage à gauche...*, p.97-121.

⁷ Pour la période de 1935 à 1939, Ryerson publie une monographie sur les Rébellions du Haut et du Bas-Canada de 1837-1838, *1837 : The Birth of Canadian Democracy*, Toronto, Francis White, 1937, une brochure sous le pseudonyme de E. Roger, *Le réveil du Canada français*. Montréal, Les Éditions du peuple, 1937. Il compose aussi plusieurs articles pour des publications du PCC, dont la grande majorité se retrouvent dans le journal communiste au Québec, *Clarté*.

1.2 Le PCC, Ryerson et la non-reconnaissance du statut de nation aux Canadiens français

Depuis sa création en 1921 jusqu'à la fin de la période qui nous occupe, c'est-à-dire jusqu'en 1939, le PCC ne reconnaît pas que les Canadiens français forment une nation. Découlant de ce constat, il ne reconnaît pas plus le droit à l'autodétermination des Canadiens français⁸. La question de savoir si les Canadiens français forment ou non une nation a été soulevée et discutée à quelques reprises durant la décennie 1930 et revêt un intérêt particulier pour le parti. En effet, durant cette décennie, les dirigeants du PCC ont comme principal objectif au Québec, d'intensifier le recrutement de membres au sein du groupe des Québécois francophones et de dénicher un leader charismatique de langue française. Les militants communistes Fred Rose et Philippe Richer nient même explicitement, dans deux articles sur le sujet⁹, le statut de nation aux Canadiens français en se basant sur la célèbre définition énoncée par Staline en 1913¹⁰. Pour eux, le critère disqualifiant les Canadiens français est qu'ils n'ont pas d'économie propre et commune. Toutefois, dès 1929, reprenant textuellement un passage d'une lettre du Comité exécutif de l'IC adressée au PCC en vue de son VI^e Congrès, il est fait mention dans le journal communiste *The Worker* que « The struggle for free and full independance for Canada, the garantees for complete self-determination (French-Canada) can only be achieved through

⁸ Voir ; Bernard Gauvin. *Le Parti communiste du Canada et la question canadienne-française : 1921-1938*. Mémoire de M.A. (science politique), UQAM, 1978.

⁹ Fred Rose. « Leninism Calls for the Unity of French-Canadian With all Other Nationalities of Canadian Proletariat ». *The Worker*, 19 janvier 1935 cité dans Gauvin. *Le Parti communiste du Canada...* et Philippe Richer. « Les Canadiens français sont-ils une nation? ». *Clarté*, 24 avril 1937.

¹⁰ Joseph Staline. *Le marxisme et la question nationale et coloniale*. Paris, Norman Bethune, 1974. Voici cette définition : « La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture. [...] Il est nécessaire de souligner qu'aucun des indices mentionnés, pris isolément, ne suffit à définir la nation. Bien plus : l'absence même d'un seul de ces indices suffit pour que la nation cesse d'être nation. » (p.33). Cette définition de la nation de Staline fait alors loi dans le mouvement communiste.

revolutionary action.¹¹ » À notre avis, et à la suite de Gauvin¹², il est cependant incorrect de conclure, comme le fait Lévesque¹³, que le PCC reconnaît le droit à l'autodétermination au Québec à partir de cette seule mention dans un journal du PCC. Du reste, cette mention demeure sans suite dans les publications officielles du PCC et sans conséquence concrète sur ses orientations.

Il n'est pas propice de nous prononcer à savoir si la position du PCC concernant la question nationale au Québec est conforme aux enseignements, tant tactiques que théoriques, de Lénine ou de Staline sur ce sujet ou d'apporter une critique de celle-ci. Il nous suffit d'insister sur l'importance, que revêt pour Lénine, la reconnaissance du droit à l'autodétermination pour les nations. Pour ce théoricien marxiste, cette reconnaissance est fondamentale dans la mesure où elle permet à tous les travailleurs d'un même État, mais d'origines nationales différentes, d'unir leur force en vue de la lutte pour le renversement du capitalisme et de la bourgeoisie, quelle que soit l'origine nationale de cette dernière. C'est, pour Lénine, une demande démocratique élémentaire et capitale que tous les marxistes doivent respecter. Elle évite que la solidarité nationale prenne le dessus sur la solidarité de classe chez le prolétariat de diverses nationalités à l'intérieur d'un même État. Toutefois, Lénine prend bien soin de préciser que c'est en fonction des intérêts supérieurs du prolétariat et de la lutte des classes que les marxistes doivent évaluer la pertinence de revendiquer ce droit et d'accéder à une souveraineté politique éventuelle sous la forme d'un État indépendant.

¹¹ CPC. « Lessons of the Sixth Party Convention ». *The Worker*, 14 décembre 1929. À propos de la lettre de l'IC, voir ; Bernard Dansereau et Richard Desrosiers. « À propos de la "Lettre ouverte" du 8 avril 1929 de l'internationale communiste au Parti communiste canadien ». *Bulletin du RCHTQ*, vol.14 no.2 (été 1988), p.27-55.

¹² Gauvin. *Le Parti communiste du Canada...*, p.121-122.

¹³ Lévesque. *Virage à gauche...*, p.48. « Le VI^e Congrès national de 1929 reconnaît au Québec le droit de l'autodétermination, en autant que celle-ci reste subordonnée à la lutte des classes. » À la suite de cette affirmation, Lévesque apporte la précision suivante qui montre l'ambiguïté de cette prétendue "reconnaissance" : « Bien que le congrès ne définisse pas dans les détails l'autodétermination dont il est question, il ne considère pas nécessairement que celle-ci puisse ou doive aller jusqu'à la séparation, puisque les communistes font toujours une distinction entre le droit de sécession et l'exercice de ce droit. »

Lénine résume ainsi sa position : « Égalité complète des nations ; droit des nations à disposer d'elles-mêmes ; union des ouvriers de toutes les nations ; voilà le programme national enseigné aux ouvriers par le marxisme, par l'expérience du monde entier et de l'expérience de la Russie.¹⁴ » Étant donné que Ryerson ne déroge pas de la position du PCC concernant la question nationale au Québec, ce qui est pertinent pour notre propos, est qu'elle nous oriente dans l'analyse et la compréhension de la perception qu'a Ryerson de la question nationale québécoise, du Canada français et de sa population. De même, c'est avec cette prémisse que Ryerson réfléchit et expose ses idées. Dans la suite de ce chapitre, nous allons constater quelles sont les implications de cette position sur le travail intellectuel de Ryerson.

1.3 La connexion entre fascisme/corporatisme et nationalisme

Pour les communistes, une des composantes principales du fascisme est l'exacerbation du patriotisme et la manipulation du sentiment national par la bourgeoisie. Cette utilisation s'avère particulièrement évidente au Québec. « It is in the situation in the province of Quebec, where perhaps more than anywhere else in the country [au Canada] has been possible for the bourgeoisie to utilize the national sentiments and traditions of the French-Canadian people.¹⁵ » Dans le contexte de la

¹⁴ Lénine *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*. Paris, Éditions sociales, 1973, p.104. Sur le sujet spécifique de Lénine et la théorie de l'autodétermination nationale, voir particulièrement ; Hélène Carrère D'Encausse. « Unité prolétarienne et diversités nationales. Lénine et la théorie de l'autodétermination ». *Revue française de science politique*, v.21 n.2 (avril 1971), p.221-255. ; Georges Haupt, Michaël Löwy et Claudie Weil. *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914*. 2^e éd., Montréal, L'Harmattan, 1997 [1974], p.52-63 et 386-390. ; A.S. Naïr et C. Scalabrino. « La question nationale dans la théorie marxiste-révolutionnaire ». *Partisans*, no.59-60 (mai-août 1971), p.26-41. Et ; Edward Hallet Carr. « Note B : La doctrine bolchévique de l'autodétermination » dans *La Révolution bolchevique (1917-1923)*. vol.1 : la formation de l'URSS, Paris, Éditions de Minuit, 1969, p.415-436.

¹⁵ Les représentants du District 2 [Ryerson]. « Building the Movement in Quebec » dans Parti communiste du Canada. *Toward A Canadian People's Front. Reports and Speeches at Ninth Plenum of the Central Committee, Communist Party of Canada*. [s.l.], 1935, p.154. Selon McCaffrey, ce texte a été composé par Ryerson au nom des représentants du Québec. À ce sujet, voir ; Vivian McCaffrey, *Stanley B. Ryerson : Marxist Intellectual and the French-Canadian National Question*. Mémoire de

montée du fascisme dans tout l'Occident et au Québec, le nationalisme est par conséquent vu d'un très mauvais œil par les dirigeants de l'IC. « [...] the fascist bourgeoisie uses the pretext of defending the national interests to carry out its sordid class policy of oppressing and exploiting its own peoples as well as robbing and enslaving others peoples.¹⁶ » Le nationalisme est alors considéré comme présentant une menace pour la propagation du communisme au niveau international.

Pour Ryerson, c'est invariablement le grand capital financier qui est la source du fascisme au Québec et son « moteur réel ».¹⁷ Cependant, l'expression du fascisme a un caractère particulier en terre québécoise. Il prend son origine à deux sources principales spécifiques : « [...] les influences de certains groupements d' "extrême-droite" dans l'Église [...] et le nationalisme du petit-bourgeois canadien-français.¹⁸ » Le nationalisme est donc d'emblée suspect aux yeux de Ryerson et du PCC. Il est un instrument, mis à profit par les adeptes ou les sympathisants du fascisme et du corporatisme au Québec, pour séduire et gagner la population à leur cause¹⁹. « Avec beaucoup d'habileté on a adapté la théorie du corporatisme aux besoins spéciaux de la bourgeoisie québécoise [*sic*] et canadienne, la rattachant à l'esprit nationaliste, aux aspirations d'une jeunesse que le capitalisme a déshéritée.²⁰ » Ce nationalisme est, par ailleurs, porté et défendu par les forces réactionnaires qui, de la même manière,

M.A. (histoire), Université d'Ottawa, 1982, p.27.

¹⁶ Declaration of Seventh World Congress of Comintern [août 1935] dans Janes Degras (ed.). *The Communist International, 1919-1943*. vol. 3 (1929-1943), London, Oxford University Press, 1965, p.366 cité dans McCaffrey. Stanley B. Ryerson : *Marxist...*, p.31.

¹⁷ E. Roger [Stanley Ryerson]. *Le réveil du Canada français*. Montréal, Les Éditions du peuple, 1937, p.25.

¹⁸ *Ibid.*, p.24.

¹⁹ Gauvin, *Le Parti communiste du Canada...*, p. 148-154. Fournier étudie le thème « Nationalisme et fascisme » dans les pages du journal *Clarté*. Voir ; Marcel Fournier. « "Clarté" ou le rêve d'un front commun » dans Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montmigny (dir.). *Idéologies au Canada français, 1930-1939*. vol. 3, Sainte-Foy, PUL, 1978, p.278-281.

²⁰ Ryerson. *Le réveil...*, p.27.

diffusent des idées fascistes et corporatistes. Parmi ces forces, Ryerson dénonce le gouvernement de Duplessis, certaines élites intellectuelles et certains membres du clergé catholique. Il les accuse de s'allier aux grands capitalistes et aux trusts pour mâter la classe ouvrière et la maintenir dans des conditions pénibles et éprouvantes qui leur sont favorables. « Le Fascisme [*sic*], c'est la dernière tentative désespérée que font les cercles dirigeants de la haute finance afin de tenir enchaînée, par la démagogie et par la terreur, la masse populaire qui se réveille.²¹ »

De manière ponctuelle et répétée, Ryerson dénonce des personnalités précises, qui ont une grande influence dans la société québécoise et qui représentent ces forces réactionnaires. Parmi celles-ci, il y a le premier ministre du Québec, élu en août 1936, Maurice Duplessis. Ryerson désigne également l'historien et abbé Lionel Groulx, les frères Walter Patrice et Dostaler O'Leary²² du regroupement Jeunesses Patriotes, ainsi que le rédacteur du journal séparatiste *La Nation*, Paul Bouchard²³. Ces représentants de la droite et de la réaction²⁴ encouragent ou promeuvent des idées fascistes et corporatistes, ainsi que le séparatisme. Ils sont aussi ouvertement anticommunistes. Les échanges de points de vue entre Ryerson et certaines personnalités optant pour un séparatisme à saveur fasciste au Québec, peuvent prendre un tournant ouvertement acerbe, marqué par des attaques personnelles et des menaces à peine voilées. Ceci est

²¹ *Ibid.*, p.24.

²² E. Roger [Ryerson]. « Faiblesse de la doctrine séparatiste ». *Clarté*, 8 mai 1937 (1^{ère} partie) et 15 mai 1937 (2^e partie).

²³ Ryerson. *Le réveil...*, p.28-29. Au sujet de Paul Bouchard et du journal *La Nation*, voir ; Robert Comeau. *Les indépendantistes québécois, 1936-1938*. Mémoire de M.A. (histoire), Université de Montréal, 1971. ; *Idem.* « L'idéologie petite-bourgeoise des indépendantistes de "La Nation", 1936-1938 ». dans Dumont et al., *Idéologies au Canada français...*, p.201-214. ; *Idem.* « Lionel Groulx, les indépendantistes de "La Nation" et le séparatisme (1936-1938) ». *RHAF*, vol.26 no.1 (juin 1972), p.83-102. ; *Idem.* « Le Parti communiste canadien, Stanley Bréhaut Ryerson et la question nationale canadienne-française, 1935-1965 ». dans Robert Comeau et Robert Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*. Hull, Vents d'Ouest, 1996, p. 134-136. ; Julien Fabre. « *La Nation* ; les groulxien devant la tentation fasciste, 1936-1939 ». *Bulletin d'histoire politique*, vol.9 no.2 (printemps 2001), p.40-51. Et finalement ; Michèle Larose. *Les Jeunesses Patriotes et "La Nation" : un courant politique d'extrême droite au Québec, 1934-1939*. Mémoire de M.A. (histoire), UQAM, 1984.

²⁴ Fournier. « "Clarté ou le rêve... » dans Dumont et al., *Idéologies au Canada...*, p.280.

particulièrement évident dans les relations entre Ryerson et le journal *La Nation*²⁵. Cet extrait d'un article de Jean-Louis Gagnon du journal *La Nation* est sans équivoque à ce sujet : « [...] Stanley B. Ryerson, alias E. Roger [...] vient de déclarer à un vague reporter que j'ai fait appel au meurtre, que j'ai menacé sa vieille carcasse de prostituée internationale. Allons! ma [*sic*] vieille canaille, tu sais bien que j'ai tout simplement recommandé qu'on te pende haut et court.²⁶ » Donc, pour Ryerson, le nationalisme est discrédité et à combattre, car il est porté par les forces réactionnaires et de droite du Québec qui, elles-mêmes, diffusent et font la promotion du modèle fasciste et corporatiste.

De plus, aux yeux de Ryerson, le nationalisme ne sert qu'à diviser la classe ouvrière sur une base ethnique. Le nationalisme est donc un instrument dans les mains des capitalistes pour réduire ou limiter la solidarité de classe des travailleurs. « On voudrait faire croire ainsi que le problème n'est pas celui d'unir et d'organiser tous les travailleurs sans exception dans la lutte pour de meilleures conditions de vie, contre la rapacité capitaliste, et pour le socialisme : mais que c'est au contraire un problème de **race** [en gras dans le texte], celui de savoir comment garder les Canadiens français à l'écart, dociles et isolés du reste du Canada.²⁷ » Au contraire, il est primordial d'unir les travailleurs canadiens-anglais et canadiens-français, côte à côte, pour combattre les capitalistes qui eux, ne se soucient guère de leurs origines ethniques et qui exploitent indifféremment les travailleurs²⁸. « Aujourd'hui également, les trustards et leurs agents fascistes craignent plus que toute autre chose

²⁵ Comeau. « L'idéologie petite-bourgeoise... » dans Dumont et al. *Idéologies au Canada...*, p.204 et 212 note 20.

²⁶ Université du Québec à Montréal. Service des archives et de gestion des documents. Fonds d'archives Stanley-Bréhaut-Ryerson (27P). 27P-010/1. Jean-Louis Gagnon. « L'interview [*sic*] du professeur anarchiste Rayerson [*sic*] ». *La Nation*, 16 juillet 1936.

²⁷ Ryerson. *Le réveil...*, p.13.

²⁸ *Ibid.*, p.4 et 15.

"l'alliance dangereuse" entre les travailleurs des langues anglaise et française au Canada [...].²⁹ »

La crainte de Ryerson et du PCC envers la montée du fascisme au Québec et envers la présence de groupes à tendance fasciste et corporatiste est bien réelle. C'est au Québec que la présence du courant fasciste est le plus manifeste, quoique présent aussi au Canada anglais. Ryerson et les militants communistes canadiens perçoivent comme une alternative possible l'établissement d'un régime fasciste aussi bien au Canada qu'au Québec. La prise de pouvoir politique par des agents à tendance fasciste n'est conséquemment pas une menace lointaine, qui n'est possible qu'en Europe. Dans cette optique, le Québec retient l'attention. Cette province est vue comme la région par laquelle le fascisme pourrait se propager dans le reste du Canada. « Il est de la plus haute importance pour tout le Canada que [le] Québec ne devienne pas la base d'une offensive pour établir le fascisme dans tout le reste du pays.³⁰ »

1.4 Le lexique employé par Ryerson

Une des difficultés rencontrées dans l'étude de la pensée de Ryerson et dans l'analyse de ses écrits est qu'il n'apporte pas de définitions explicites aux concepts marxistes de base qu'il emploie dans ses publications. Cette remarque s'applique surtout pour la période de son militantisme communiste. Pour pallier, en partie à ce fait, cette particularité nous oblige à bien tenir compte de l'ensemble du corpus dans lequel Ryerson expose ses idées sur la question nationale québécoise et du contexte dans lequel celui-ci est rédigé. Comme le porte à notre attention Fecteau :

²⁹ E. Roger [Ryerson]. « La rébellion de 1837 – bataille pour la démocratie! » *Clarté*, 22 mai 1937.

³⁰ Ryerson. *Le réveil...*, p.35. À ce sujet, voir aussi ; PCC. *Toward Democratic Unity for Canada. Submission of the Dominion Committee Communist Party of Canada to the Royal Commission on Dominion-Provincial Relations*. Édition révisée, Toronto, 1939 [1938], p.106. Et aussi ; PCC, *Toward A Canadian People's Front...*, p. 12.

Ces concepts fondamentaux [forces productives, rapports de production, classes et conflits de classes, l'État, nation et aspiration nationale, culture, idéologie], dans l'œuvre de Ryerson comme dans celle des historiens anglais de sa génération, tiendront toujours lieu de *notions de base* [dans le texte] sur lesquelles est bâtie l'interprétation, sans que jamais l'auteur ne s'étende sur leur portée théorique.³¹

Cette constatation nous oblige, malgré tout, à apporter quelques précisions sur le lexique employé par Ryerson, particulièrement lorsqu'il est question d'expressions faisant référence à la « question nationale », sans toutefois se lancer dans une étude sémantique approfondie. Ces expressions peuvent apporter des précisions précieuses pour mieux saisir la pensée de Ryerson.

Nous avons pu constater que Ryerson, tout comme le PCC, ne reconnaît pas le statut de nation aux Canadiens français. Ce fait se confirme dans ses écrits dans lesquels Ryerson ne se sert jamais de l'expression « nation canadienne-française ». Lorsqu'il est question de nation, c'est plutôt pour désigner le Canada, et le vocable « nation » est alors accolé à l'adjectif « canadienne », comme dans le passage suivant : « Les Communistes de la province de Québec prennent l'engagement devant toute la nation canadienne d'être infatigablement les champions des réclamations du peuple, de se dévouer sans relâche à la formation, chez ce peuple, d'un front commun contre ceux qui sont responsables de ses maux.³² » Dans cette citation, nous pouvons constater que le terme « peuple » désigne les Canadiens français. Du reste, comme nous avons pu le constater, le nationalisme et son adjectif associé « nationaliste », est péjoratif aux yeux de Ryerson et il a une portée négative. Il faut le dénoncer et le

³¹ Jean-Marie Fecteau. « Classes, démocratie, nation. La transition au capitalisme chez Stanley B. Ryerson » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel ...*, p.237. Cependant, pour Fecteau, cette constatation n'est pas péjorative : « [...] l'utilisation des concepts fondamentaux du marxisme par Ryerson apparaît plus comme une heureuse échappée du dogmatisme formaliste que comme une carence théorique [...] » (p.239). Dans cet article, Fecteau apporte aussi quelques considérations théoriques et épistémologiques sur la façon de faire de l'histoire de Ryerson et sur la vision de l'histoire de ce dernier, bien sûr en prenant en compte l'application du matérialisme historique par Ryerson. Voir surtout, les pages 234 à 240. Cette dimension de l'œuvre de Ryerson mériterait beaucoup plus de développement, mais malheureusement, il n'est pas possible, dans les limites de ce mémoire, de s'étendre sur ce sujet.

³² Ryerson. *Le réveil...*, p.44.

combattre. L'emploi du mot « nationalisme » est, nous semble-t-il, fait usage par Ryerson dans le sens marxiste classique, c'est-à-dire en tant qu'idéologie déployée, instrumentalisée et propre à la bourgeoisie, s'exerçant à l'intérieur des frontières de l'État national que cette classe sociale domine. Pour les auteurs classiques du marxisme, l'idéologie nationaliste est mise à profit par la bourgeoisie pour substituer à la catégorie historique fondamentale de la classe sociale, celle de la nation. Ainsi, ils détournent l'attention de la classe ouvrière de la lutte de classe et ils la masquent par la même occasion. Ces propos ne signifient cependant pas que, pour les marxistes, la nation est un concept vide de sens, une création pure de la bourgeoisie, sans effet ou sans influence sur le déroulement de l'Histoire. Dans l'optique marxiste, la nation doit plutôt être perçue comme un effet du mode de production capitaliste (capitalisme) et non comme une invention sans explication « matérielle » ou « matérialiste » valable, sortant simplement de l'esprit de la bourgeoisie.³³ Les considérations appelant à tenir compte de la nation doivent être soumises et évaluées irrémédiablement selon l'angle de la lutte des classes, toujours en y tenant compte prioritairement³⁴. Le PCC admet similairement que les communistes doivent tenir compte du sentiment national des masses³⁵.

À la suite de ce qui vient d'être soulevé, il semble subsister une ambiguïté dans la pensée de Ryerson à propos de l'épithète « national », qu'il emploie d'une manière différente de celle de « nationaliste ». Cette remarque est évidente dans la citation suivante : « Et finalement, pour couronner tout cette hypocrisie, M. Groulx propose d'amener la "liberté économique" au moyen d' "Une [*sic*] éducation intensément nationale" c'est à dire [*sic*] intensément NATIONALISTE [en majuscule dans le

³³ Gilles Bourque. *L'État capitaliste et la question nationale*. Montréal, PUM, 1977, p.37.

³⁴ Sur le nationalisme et l'idéologie nationaliste dans la théorie marxiste, voir Gauvin. *Le Parti communiste du Canada...*, p.5-24. Et ; Bourque. *L'État capitaliste...*, en particulier mais pas exclusivement, la section II « Sur les rapports de production », p.27-55.

³⁵ PCC, *Toward A Canadian People's Front...*, p.12.

texte], provinciale, haïneuse [*sic*]!³⁶ » Ce que nous pouvons en conclure est que le terme « nationaliste » est péjoratif, comme nous l'avons déjà signalé, mais que celui de « national » ne l'est pas et a une signification contrastée. De plus, Ryerson fait mention de « vie nationale »³⁷, de « culture nationale »³⁸ ou « d'intérêts nationaux »³⁹ dans différents textes. Dans ces mentions, le « national » paraît qualifier les Canadiens français, mais surtout en se référant à la dimension de la culture et des éléments composant celle-ci (langue française, traditions, histoire) qui leur sont propres, en comparaison à ceux des Canadiens anglais. Il n'en reste pas moins que même si, selon Ryerson, les Canadiens français ont une culture nationale, nous ne pouvons déduire pour autant qu'ils forment une nation. Faisant référence surtout à l'aspect de la « culture nationale » des Canadiens français évoqué par Ryerson, McCaffrey conclut que : « This would indicate that he [Ryerson] is beginning to view French-speaking Canadians in Quebec as a national group, but it is still unclear as to whether or not he, or the party represented, regarded French Canadians as anything more than one of Canada's many national minorities at this point [en décembre 1936]. [...] He [Ryerson] has yet to distinguish French Canada as one of the two nations in a bi-national state.⁴⁰ » Contrairement à McCaffrey, le flou terminologique entourant l'emploi de « culture nationale » ou, plus généralement, du qualificatif « national » par Ryerson, ne nous permet pas d'affirmer que Ryerson a commencé à considérer le Canada français comme un « groupe national », et encore moins comme « une des deux nations dans un État bi-national ». D'ailleurs, McCaffrey ne nous indique pas ce

³⁶ E. Roger [Ryerson]. « L'éducation anti-nationale de M. Lionel Groulx ». *Clarté*, 12 décembre 1936.

³⁷ Ryerson. *Le réveil...*, p.6.

³⁸ E. Roger [Ryerson]. « Pour une culture canadienne-française ». *Clarté*, 26 décembre 1936. Et ; *Idem*. « Le nationalisme au service du progrès », *Clarté*, 29 octobre 1938.

³⁹ E. Roger [Ryerson]. « La crise du nationalisme. M. Paul Bouchard se vend. ». *Clarté*, 12 mars 1938.

⁴⁰ McCaffrey. *Stanley B. Ryerson : Marxist...*, p.32.

qu'impliquent ces considérations et les changements apportés par celles-ci dans les écrits de Ryerson par la suite. Cette mise au point sera approfondie un peu plus loin dans cette même section, lorsqu'il sera question de la désignation de minorité linguistique au Canada par le PCC pour caractériser les Canadiens français. Il est ainsi préférable de conclure que Ryerson reste confus et imprécis à ce sujet, sans tenter de lui attribuer un raisonnement qu'il n'entreprend pas.

Ryerson fait usage également du terme « nationalité » d'une manière distincte du mot « nationalisme » : « L'unité des travailleurs canadiens-français avec les travailleurs d'autres nationalités du Canada dans une lutte commune [...].⁴¹ » Il semble assez clair que lorsque Ryerson a recours au vocable « nationalité » dans ses publications, il est plutôt question de groupes ethniques ou linguistiques. Dans le dernier passage, Ryerson parle des Canadiens français comme d'une des « nationalités » présentes au Canada (Finlandais, Juifs, Chinois,...).

Faisant suite aux réflexions concernant l'utilisation du terme « nationalité » par Ryerson et aux affirmations de McCaffrey, le PCC considère les Canadiens français comme une minorité au Canada, comme le sont les autres groupes ethniques ou issus de l'immigration (Ukrainiens, Polonais, etc.)⁴². « The opponents of complete national unification are the enemies of the minority rights of the French-Canadian people [...].⁴³ » Pour les dirigeants du PCC, la Constitution canadienne de 1867 ne garantit pas les droits « véritables » auxquels devrait s'attendre le peuple canadien-français, et non la nation canadienne-française. Il ne s'agit donc pas de droits de la minorité *nationale*⁴⁴ des Canadiens français. Les droits énoncés par le PCC demeurent

⁴¹ Ryerson. *Le réveil...*, p.39.

⁴² Comeau, « Le Parti communiste canadien, Stanley Bréhaut Ryerson ... » dans Comeau et Tremblay. *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.138.; Fournier. *Communisme et anticommunisme...*, p.101.

⁴³ PCC, *Toward Democratic Unity for Canada...*, p.12.

⁴⁴ Dans ce même document (PCC, *Toward Democratic Unity for Canada...*), le PCC n'emploie jamais l'expression « minorité nationale » pour désigner les Canadiens français.

toutefois assez vagues : les mêmes services sociaux que les autres citoyens canadiens, la liberté de culture et de langue, des droits politiques se dressant contre les lois électorales oppressives du Québec⁴⁵. Cependant, Ryerson spécifie que les Canadiens français ne sont pas une minorité opprimée. La classe ouvrière canadienne-française subit la même oppression que celle de la classe canadienne-anglaise ; à savoir l'oppression capitaliste. Cette oppression n'est que plus intense et plus visible chez cette première communauté. « The Fact that the dominant positions in finance and industry are not held by French-Canadian capital, is used to create the illusion of an oppressed nation in Quebec, Whose salvation can come only by the revival of the national consciousness, and the establishment of a French, Catholic state on the shores of the St. Lawrence.⁴⁶ » Nous verrons dans la prochaine section, les manifestations de cette oppression et les raisons pour lesquelles elle est plus intense chez les travailleurs canadiens-français.

1.5 Les inégalités sociales et économiques des Canadiens français

L'un des thèmes centraux développés par Ryerson et les communistes canadiens dans la deuxième moitié de la décennie 1930 est la dénonciation de l'infériorité économique et sociale des Canadiens français par rapport à la situation des Canadiens anglais. Il est d'emblée à noter qu'ils ne mentionnent pas une quelconque infériorité ou oppression politique que les Canadiens français éprouvent. Cet aspect n'est tout simplement pas évoqué ou abordé. Découlant de ce constat, le PCC n'a pas reconnu le droit à l'autodétermination nationale des Canadiens français, revendication léniniste ayant un caractère essentiellement politique⁴⁷. C'est durant la période de la guerre que

⁴⁵ *Ibid.*, p.12.

⁴⁶ Ryerson. « The Choice Before Quebec », *Daily Clarion*, 25 juillet 1936. Voir aussi ; *Idem. Le Réveil...*, p.15.

⁴⁷ Voir Lénine. *Du droit des nations...* Pour Lénine, « [...] la "libre détermination des nations" ne peut avoir, du point de vue historico-économique, d'autre signification que la libre détermination

Ryerson approfondira ce sujet, notamment dans son ouvrage *Le Canada français : sa tradition, son avenir*⁴⁸. Nous y reviendrons dans le prochain chapitre. Pour l'instant, comme il a été fait mention à la fin de la section précédente, l'oppression subie par les Canadiens français n'est pas, de par sa source, différente de celle des Canadiens anglais. C'est le capitalisme qui en est la source. La différence se situe dans la situation d'infériorité, résultant de cette oppression, dans laquelle se retrouvent les habitants du Québec. « Nos [les Canadiens français] problèmes sont identiques à ceux qu'ont à résoudre tous les travailleurs opprimés par le régime capitaliste, mais, dans la province de [sic] Québec, cette oppression et les souffrances qui en découlent sont particulièrement intenses.⁴⁹ » Les domaines de cette infériorité sont nombreux au sein de la société canadienne-française : la santé publique, les conditions défavorables des travailleurs, le bas niveau de culture et l'instruction publique déficiente. S'appuyant sur plusieurs statistiques émises par les gouvernements fédéral et québécois et en mettant à profit celles-ci pour effectuer des comparaisons, surtout avec la province voisine de l'Ontario, Ryerson énonce plusieurs indicateurs qui prouvent que les Canadiens français souffrent d'oppression économique et sociale. Il met de l'avant les bas salaires des travailleurs selon divers secteurs d'activité, le taux élevé des analphabètes ou des « semi-lettrés », le nombre peu élevé de bibliothèques publiques, le haut taux de mortalité infantile et de tuberculose⁵⁰.

Dans ses interventions écrites, Ryerson aborde fréquemment la question de la culture des Canadiens français. Il révèle la disette culturelle et l'« étouffement de notre culture »⁵¹ dont sont victimes les Canadiens français. Les travailleurs n'ont pas

politique, l'indépendance en tant qu'État, la formation d'un État national [tous les italiques sont de Lénine]. » (p.15)

⁴⁸ Montréal, Éditions de la Victoire, 1945.

⁴⁹ Ryerson. *Le réveil...*, p.9.

⁵⁰ *Ibid*, p.9-12.

⁵¹ *Ibid*, p.6.

un accès suffisant à celle-ci et ils en sont privés par les capitalistes. Pour lui, la valorisation et l'affirmation de la culture canadienne-française sont primordiales dans la définition collective du peuple canadien-français. Elle est une composante dominante de l'identité de ce peuple. « Non seulement a-t-on refusé d'envisager franchement la carence de toute culture qui est notre honte nationale [...] Nous la voulons, la Culture! Cette culture française qui devrait constituer une de nos plus précieuses possessions, nous l'avons à peine connue.⁵² » La culture du Canada français se distingue donc de celle du Canada anglais. C'est dans ce sens que Ryerson peut parler de culture nationale, qui est synonyme pour lui de culture canadienne-française. Cette culture canadienne-française doit toutefois s'émanciper du joug capitaliste qui l'empêche de s'épanouir pleinement.

Nous voulons une culture nationale, une culture canadienne-française. Nous savons qu'elle ne sera possible que par l'émancipation économique de tout le peuple canadien. Une fois qu'on aura assuré à tous une vie confortable et humaine, on n'aura plus besoin de craindre les piétinements de la standardisation et de la vulgarité – chose qui nous fait subir l'intérêt de PROFIT [en majuscule dans le texte] maître suprême.⁵³

Le problème culturel est ainsi dû au « [...] régime fondé sur le capital, le profit et l'exploitation [...].⁵⁴ » Ce qui empêche cette culture de fleurir n'est pas une quelconque action néfaste des Canadiens anglais ou de leur hégémonie culturelle, mais bien l'effet du système capitaliste. Le problème n'a donc rien à voir avec la sphère politique, mais bien avec celle de l'économie. C'est par l'amélioration des conditions de vie, la satisfaction des besoins élémentaires et quotidiens des masses défavorisées (habillement, logement, nourriture, sécurité financière) que la culture se

⁵² E. Roger [Ryerson]. « L'écoeitante ironie du congrès de la langue française. » *Clarté*, 3 juillet 1937.

⁵³ E. Roger [Ryerson]. « Pour une culture... ». *Clarté*, 26 décembre 1936.

⁵⁴ *Ibid.* ; Voir aussi ; E. Roger [Ryerson]. « L'écoeitante ironie... ». *Clarté*, 3 juillet 1937.

propagera chez elles. De ce fait, elle ne sera plus réservée aux seules élites.⁵⁵ Pour Ryerson, « Le progrès matériel et l'épanouissement culturel marchent main dans la main.⁵⁶ » L'évaluation et les prises de position de Ryerson concernant le thème de la culture doivent beaucoup à l'influence du modèle soviétique et à sa glorification par les communistes du monde entier. Dans l'optique de Ryerson, en Union soviétique, la sécurité économique a été donnée à tous les travailleurs. De ce fait, la culture nouvelle a été libérée des chaînes du Capital pour se répandre au sein des masses et elle est devenue une culture populaire. « On a vu comment des cultures nationales, longtemps réprimées sous la hotte du tsarisme russe, se sont épanouies une fois que le peuple s'est groupé pour lutter et pour gagner la victoire sur les oppresseurs.⁵⁷ » La chute de l'URSS en 1991 a montré que la soi-disant culture populaire était en fait l'imposition de la culture russe, y compris de la langue russe, aux populations des anciennes républiques russes. Avec les indépendances des anciennes républiques soviétiques après 1991, les cultures nationales de celles-ci sont réapparues au grand jour avec une expression accentuée et une valorisation amplifiée qui contrastent avec leur état de sujétion de la période antérieure.

Pour Ryerson, la condition d'infériorité économique et sociale des Canadiens français est attribuable à trois causes principales. La première est d'ordre historique. Lors de la Conquête de 1760, le système capitaliste était plus développé et mieux établi en Grande-Bretagne qu'en France, l'ancienne métropole de la Nouvelle-France. Cette situation a donné un avantage économique certain aux colons britanniques au niveau du commerce et des échanges. En plus, la position de conquérant a conféré aux autorités britanniques la haute main sur les postes coloniaux de premier ordre, au niveau judiciaire, de l'administration civile et de l'armée. Les Canadiens de cette époque (ou pour être plus précis, les habitants de la Nouvelle-France d'origine

⁵⁵ E. Roger [Ryerson]. « L'écoeurante ironie... ». *Clarté*, 3 juillet 1937. Voir aussi ; *Idem*. « L'éducation anti-nationale... ». *Clarté*, 12 décembre 1936.

⁵⁶ E. Roger [Ryerson]. « Le nationalisme au service... ». *Clarté*, 29 octobre 1938.

⁵⁷ E. Roger [Ryerson]. « Pour une culture... ». *Clarté*, 26 décembre 1936.

française) étaient exclus de ces postes d'importance et rémunérateurs.⁵⁸ La deuxième cause est le rôle joué par l'élite canadienne-française, dans le passé. « [...] le fait que notre province [le Québec] a été constamment handicapée pas la condition arriérée et semi-féodale dans laquelle nos propres dirigeants canadiens-français nous ont maintenus. L'obscurantisme a été pour beaucoup dans l'étouffement de notre développement industriel et technique.⁵⁹ » Ryerson pointe du doigt le fait que les dirigeants du Québec ont privilégié l'enseignement menant à des carrières religieuses, plutôt que de s'intéresser à l'enseignement des sciences, de la technique et des finances, menant les jeunes gens à des emplois dans ces domaines professionnels⁶⁰. Toujours au sujet de l'éducation, Ryerson constate que la situation ne s'est pas améliorée depuis, elle demeure tout aussi alarmante et désolante, en cette fin des années 1930, que par le passé.⁶¹ « Dans la Province [*sic*] de Québec surtout, qui se distingue depuis cent ans par la condition arriérée de son éducation et de sa culture, c'est [l'instruction publique] un problème qui mérite la considération sérieuse de tout citoyen.⁶² » Pour remédier à cet état, Ryerson plaide pour un système d'éducation universelle avec des écoles publiques dirigées par l'État.⁶³ Finalement, la dernière cause réside dans le manque d'organisation ouvrière. Organisation qui devrait s'exprimer avec la présence de syndicats autonomes et combattant les employeurs en vue d'obtenir de meilleures conditions de travail. Des syndicats non inféodés au patronat comme le sont les syndicats catholiques. « L'exploitation particulièrement intense à laquelle le peuple de cette province [le Québec] a été livré,

⁵⁸ Stanley B. Ryerson. *1837 : The Birth of Canadian Democracy*. Toronto, Francis White, 1937, p.54-55. Voir aussi ; *Idem.*, *Le réveil...*, p.16.

⁵⁹ Ryerson. *Le réveil...*, p.16.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 16. Et aussi ; Ryerson. *1837 : The Birth...*, p.59-60.

⁶¹ E. Roger [Ryerson]. « Une honte dont on est fier ». *Clarté*, 7 février 1935. Voir aussi ; *Idem.* *Le réveil...*, p.41.

⁶² E. Roger [Ryerson]. « L'éducation anti-nationale... ». *Clarté*, 12 décembre 1936.

⁶³ *Ibid.* Voir aussi ; Ryerson. *Le réveil...*, p.41.

(par la trahison de ses chefs, par le manque d'organisation ouvrière, par l'absence de mouvements progressifs tant soit peu importants) – a porté ses fruits.⁶⁴ »

Pour apporter une solution à cette situation d'infériorité économique et sociale des Canadiens français, le PCC et Ryerson lancent la formule du rehaussement du niveau de vie des travailleurs québécois au même niveau que celui des travailleurs des autres provinces canadiennes. « The building of the people's party in French Canada must take place around the slogan of raising the French-Canadian living standard from its present low level to at least the level of the living standard of the other provinces in Canada.⁶⁵ » Pour parvenir à cet objectif, le PCC et Ryerson comptent sur l'intervention active du gouvernement fédéral et montrent une méfiance incisive et persistante envers le gouvernement provincial du Québec. C'est le sujet de la prochaine section.

1.6 Les moyens privilégiés pour en finir avec l'infériorité économique et sociale des Canadiens français

Les responsables communistes canadiens et Ryerson qualifient le gouvernement provincial du Québec de réactionnaire. Pour eux, le gouvernement de Duplessis est un instrument aux mains des grandes compagnies et des trusts pour sauvegarder leur position économique avantageuse au sein de la société québécoise et pour favoriser l'exploitation de la classe ouvrière. Le premier ministre du Québec s'allie aux partisans du corporatisme ou du fascisme au Québec, maintenant leur domination sur les esprits et supportant leur démagogie néfaste. D'ailleurs, selon l'évaluation de

⁶⁴ E. Roger [Ryerson]. « La crise du nationalisme... ». *Clarté*, 12 mars 1938. Voir aussi ; *Idem. Le réveil...*, p.17.

⁶⁵ [Ryerson]. « Building the Movement ... » dans PCC, *Toward A Canadian People's Front...*, p.161. À ce sujet, voir aussi ; McCaffrey, *Stanley B. Ryerson : Marxist...*, p.27. Au sujet du niveau de vie, voir ; Ryerson. *Le réveil...*, p.42.

Ryerson, le chef de l'Union nationale montre très tôt, après son élection en 1936, son désir de réduire les libertés démocratiques et civiles des Québécois. « La lutte contre la suppression des libertés populaires et syndicales dans notre province [le Québec] ne peut être séparée de la lutte pour le bien-être et la sécurité ; et le régime duplessiste s'est dévoilé comme saboteur du bien-être social aussi que de la liberté.⁶⁶ » Pour preuve des manœuvres pernicieuses de Duplessis, Ryerson évoque la Loi du cadenas de 1937⁶⁷, son anti-syndicalisme incarné par les lois « anti-ouvrières » 19 et 20⁶⁸ et son attachement sans borne à la valorisation du retour à la terre, ainsi qu' « un retour à la production villageoise et artisanale.⁶⁹ » Ryerson témoigne de l'effet négatif de l'évocation incessante de l'autonomie provinciale par Duplessis pour s'opposer systématiquement aux projets mis de l'avant par Ottawa. Ces projets regardent les mesures pour accroître la sécurité sociale des travailleurs canadiens et québécois. Avec la crise économique déferlant au Québec, les besoins sont criants et les demandes sont nombreuses pour de telles mesures. Parmi celles-ci, le projet d'assurance-chômage mis de l'avant par le gouvernement MacKenzie King est sans

⁶⁶ E. Roger [Ryerson]. « Cent ans de capitalisme dans le Québec ». *Clarté*, 22 mai 1937. Cité dans McCaffrey. *Stanley B. Ryerson : Marxist...*, p.39.

⁶⁷ E. Roger [Ryerson]. « Pourquoi ne met-il pas sous clef les exploiters du peuple? ». *Clarté*. 13 mars 1937. ; *Idem*. « Le débat au parlement du Québec reflète l'opposition populaire ». *Clarté*, 20 mars 1937. Loi promulguée par Duplessis en sa qualité de Procureur général du Québec. Cette loi visait à éradiquer la propagande communiste en, entre autres, permettant de fermer ("cadenasser") tout édifice ou lieu utilisé pour la propagande du « communisme » ou du « bolchevisme », sans que ces deux derniers termes ne soient définis. Ryerson a été personnellement victime de cette loi, ainsi que le journal *Clarté*. À propos du cas de Ryerson, voir ; Ryerson. « Protestation de S.-B. Ryerson ». *Clarté*, 1^{er} janvier 1938. Plus généralement sur la Loi du cadenas, voir ; Lucie Laurin. « Communisme et liberté d'expression au Québec : la "loi du Cadenas", 1937-1957 ». dans Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.). *Le droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Montréal, VLB éditeur, 1989, p.112-133.

⁶⁸ E. Roger [Ryerson]. « La lutte se poursuit toujours contre la législation anti-ouvrière ». *Clarté*, 12 mars 1938. Entre autres conséquences, la Loi 19 interdit le principe des ateliers fermés et la Loi 20 permet au gouvernement d'établir le traitement des travailleurs dans les sphères d'activité non couvertes par la Loi 19, et cela sans tenir compte de la clause des salaires « raisonnables ». Voir ; Lévesque. *Virage à gauche...*, p.110-112.

⁶⁹ E. Roger [Ryerson]. *Le réveil...*, p.18.

conteste la mesure la plus défendue par les communistes⁷⁰. Pour Ryerson, Duplessis se servirait volontairement et malhonnêtement de l'argument de l'autonomie pour bloquer toute amélioration des conditions de vie de la population. Ryerson s'insurge lorsque Duplessis refuse une mesure sociale fédérale progressiste sous prétexte qu'elle relève d'une juridiction provinciale. Il faudrait, dans l'esprit de Ryerson, que Duplessis renonce alors à revendiquer cette autonomie. Toujours au sujet de l'autonomie provinciale, Ryerson s'inquiète des vues communes de Duplessis et d'Hepburn, ce dernier étant le premier ministre de l'Ontario à partir de 1934. Il évoque l'élaboration d'un Axe Duplessis-Hepburn, qui confronte le gouvernement central dans ses initiatives législatives⁷¹. Pour Ryerson et le PCC, c'est Ottawa qui a le plus la capacité de contrer les gouvernements provinciaux, ainsi que d'assurer un niveau de vie égale et uniforme à tous les habitants à travers le Canada. Dans un article faisant suite à un jugement sur la constitutionnalité de la Loi du cadenas, Ryerson attire l'attention des lecteurs sur le fait :

Depuis 50 ans, les tribunaux supérieurs s'occupent d' "interpréter" l'Acte de l'Amérique britannique [sic] du Nord. Ces "interprétations" ont consisté à enlever au gouvernement fédéral tous les pouvoirs qui lui permettaient d'agir dans l'intérêt de la nation entière. [...] le peuple canadien a fini par insister sur un changement dans les rapports entre le Dominion et les provinces, de façon à donner au gouvernement fédéral le droit de légiférer dans l'intérêt national.⁷²

Dans son mémoire de 1938 à l'endroit de la Commission royale d'enquête sur les relations fédérales-provinciales (Rowell-Sirois)⁷³, le PCC propose le renforcement des pouvoirs du fédéral. Le PCC est convaincu que le progrès social ne peut émaner

⁷⁰ E. Roger [Ryerson]. « M. Duplessis sabote le projet d'Assurance Chomage [sic] ». *Clarté*, 4 décembre 1937. ; *Idem*. « L'ouverture de deux parlements », *Clarté*, 29 janvier 1938.

⁷¹ E. Roger [Ryerson]. « Vers un front démocratique du Québec ». *Clarté*, 28 mai 1938.

⁷² E. Roger [Ryerson]. « Le jugement de Greenshields. Un signal d'alarme ». *Clarté*, 10 juin 1939.

⁷³ PCC. *Toward Democratic Unity for Canada...*

que d'un gouvernement central fort. Les gouvernements provinciaux étant par essence réactionnaires et peu disposés à intervenir par des dispositions légales et par l'établissement de nouvelles mesures sociales pour améliorer les conditions de vie des travailleurs. Le PCC propose donc une forte centralisation des pouvoirs qui va assez loin dans l'empiétement des champs de compétences des provinces. Pour preuve, « Le Parti Communiste [*sic*] du Canada propose que *toute législation sociale* [italique de nous] tombe sous la juridiction du gouvernement du Dominion [...] Nous proposons, de plus, que le gouvernement du Dominion se rende responsable de *toute législation* [italique de nous] relative au travail [...].⁷⁴ »

Pour le PCC, il y avait unification incomplète des colonies britanniques lors de la Confédération. Le niveau provincial est un compromis fait par la classe capitaliste en pleine ascension avec les éléments semi-féodaux et réactionnaires du territoire québécois pour maintenir les Canadiens français dans des conditions arriérées et d'infériorité. « The consequences of this incomplete unification have been felt in Canada's economic and social development since Confederation. Quebec has been maintained as an "economic zone" of especially low living standards, deprived of the social and cultural attainments of the rest of the people of Canada.⁷⁵ » C'est principalement par cette interprétation historique que le PCC explique l'infériorité économique et sociale des Canadiens français, en plus de la persistance d'éléments réactionnaires au Québec qui s'opposent et bloquent tout accroissement des pouvoirs du gouvernement central. Cette opposition ne permet pas à ce dernier de compléter l'unification nationale du Canada. Avec cette unification, Ottawa pourrait garantir de véritables droits aux minorités linguistiques, dont la minorité canadienne-française, et ainsi permettre de rehausser les conditions de vie des Canadiens français au même

⁷⁴ Tim Buck [au nom du PCC]. « Pour un Canada Uni et Démocratique. Soumission du P.C. à la Commission Rowell ». *Clarté*, 4 juin 1938.

⁷⁵ PCC, *Toward Democratic Unity for Canada...*, p.8.

niveau que celles prévalant pour les Canadiens anglais⁷⁶. Dans son mémoire, le PCC offre un point de vue de l'évolution historique du Canada, qui est redevable, du moins partiellement, aux travaux de Ryerson. En effet, il a contribué à la formulation d'une histoire du Canada du point de vue marxiste dès la fin des années 1930, dont l'œuvre la plus marquante pour cette période est *1837 : The Birth of Canadian Democracy*⁷⁷. Elle souligne le centenaire des Rébellions des Haut et Bas-Canada de 1837-1838. D'ailleurs, il a composé plusieurs articles sur le sujet dans les numéros du journal *Clarté* à la fin de l'année 1935 et au début de 1936. La réflexion historique de Ryerson a sans aucun doute contribué à définir et à enrichir celle du PCC, et cela pour toute la période de son engagement pour la cause communiste. La prochaine section se propose d'examiner les réflexions historiques de Ryerson concernant les Rébellions en lien avec ses positions sur la question nationale du Québec.

1.7 Ryerson, les Rébellions de 1837-1838 et la question nationale au Québec

Il a été mentionné dans l'introduction qu'il n'était pas possible d'entreprendre, dans le cadre de ce mémoire, une analyse complète et exhaustive de tous les aspects des écrits historiques de Ryerson, ainsi que de sa contribution à l'historiographie canadienne et québécoise⁷⁸. Cependant, il est sans équivoque que les réflexions historiques de Ryerson contribuent à définir et à développer sa pensée par rapport à la question nationale au Québec et qu'elles en sont des constituantes.

Lors de leur VII^e Congrès de 1935, les autorités de l'IC se prononcent sur leur volonté de voir les divers partis communistes accorder plus d'importance à l'histoire

⁷⁶ *Ibid.*, p.11-12.

⁷⁷ Toronto, Francis White, 1937.

⁷⁸ Pour des considérations assez complètes sur le travail d'historien de Ryerson, ainsi que sur ses écrits historiques, voir ; Gregory S. Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : historien marxiste » dans Comeau et Dionne. *Le droit de se taire....*, p.242-272. Pour une analyse de l'ouvrage *1837 : The Birth of Canadian Democracy* de Ryerson, voir la partie « 1837 : Révolution bourgeoise ratée ? », p.252-257, dans ce même article de Kealey.

des traditions révolutionnaires de chaque pays pour contrer la falsification fasciste de l'histoire⁷⁹. Se conformant à cette directive, le PCC constate que : « Our press and agitation has correctly commenced to show the masses that we are the bearers under the modern conditions of the revolutionary traditions of 1837. We carry forward the traditions of the fight for democratic liberties in Canada and Great Britain under the present-day conditions.⁸⁰ » L'ouvrage *1837 : The Birth of Canadian Democracy* de Ryerson s'inscrit donc dans cette perspective mise de l'avant par le Komintern. Cette célébration est, pour Ryerson, passée sous silence volontairement par les autorités politiques et les millionnaires importants du pays par crainte des réactions de la population, en ces temps particulièrement difficiles⁸¹.

Dans son essence, la Rébellion est avant tout une révolution démocratique-bourgeoise. Les événements de 1837-1838 expriment la montée de la bourgeoisie capitaliste et leur quête, avec le support du peuple, pour l'obtention des libertés démocratiques. Selon l'interprétation de Ryerson, la Rébellion doit être considérée comme une lutte antiféodale, anticoloniale et démocratique. Par conséquent, une lutte contre les oligarques et les grands propriétaires fonciers qui représentent des groupes réactionnaires, ainsi que contre les autorités coloniales⁸².

Ryerson soulève le facteur national dans la Rébellion au Bas-Canada et sa portée pour les Patriotes. Toutefois, il minimise son importance pour plutôt insister sur le caractère primordial de la lutte pour la démocratie et la solidarité que partagent les deux mouvements, celui des Réformistes du Haut-Canada et celui des Patriotes du

⁷⁹ Declaration of Seventh World Congress of Comintern [août 1935] dans Degras (ed.). *The Communist International, 1919-1943...*, p.366, cité dans McCaffrey, Stanley B. *Ryerson : Marxist...*, p.41.

⁸⁰ PCC. *Toward A Canadian People's Front...*, p.47.

⁸¹ Ryerson. *1837 : The Birth...*, p.9. Voir aussi ; E. Roger [Ryerson]. « Le feu de la Rivière-du-chêne, 1837 ». *Clarté*, 24 juillet 1937.

⁸² Ryerson. *1837 : The Birth...*, p.26 et *passim*.

Bas-Canada. Ces dernières remarques rejoignent celles de Kealey⁸³ et Gauvin⁸⁴. « In Lower province, the struggle of the French Canadian people for national survival gave added impetus to the democratic cause, enriching its content without changing its *essential* [italique de nous] character.⁸⁵ » D'après Ryerson, le principal objectif des Patriotes du Bas-Canada est la conquête des libertés démocratiques (gouvernement responsable) et de mettre à bas le statut colonial des deux Canadas. C'est grâce à l'atteinte de cet objectif que les habitants du Bas-Canada pourront assurer leur survivance en tant que peuple⁸⁶. Pour Ryerson, les Patriotes ne visaient pas l'édification d'un État indépendant propre, qui se confond avec le territoire bas-canadien. Il ne conçoit pas plus qu'à partir de cet État, les habitants du Bas-Canada pourraient garantir leur survivance et acquérir les libertés démocratiques. Ryerson fait pourtant mention de la Déclaration d'Indépendance du Bas-Canada de Robert Nelson en 1838⁸⁷. Il cite également quelques passages de celle-ci. Toutefois, il ne la commente pas ou il ne tire aucune conclusion de son contenu. Il ne fait que l'inclure dans une description événementielle de la seconde vague de combats menée en novembre 1838. Cette relative absence d'interprétation de la Déclaration nous donne un indice de la volonté de Ryerson de ne pas mettre l'accent sur un marqueur démontrant une volonté d'affirmation nationale des Patriotes, ou du moins d'un certain groupe de Patriotes, les plus radicaux d'entre eux.

Les Réformistes et les Patriotes partageaient, pour Ryerson, le même sentiment de fraternité et poursuivaient les mêmes buts, à l'exception que dans le cas de ces

⁸³ Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : historien... » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire*, ..., p.253 et p.257-258.

⁸⁴ Gauvin. *Le Parti communiste du Canada* ..., p.162-164.

⁸⁵ Ryerson. *1837 : The Birth*..., p.48-49.

⁸⁶ *Ibid.*, p.52 et 56.

⁸⁷ *Ibid.*, p.121-122.

derniers, il y a l'ajout de la dimension nationale, c'est-à-dire la lutte pour une « existence nationale indépendante »⁸⁸.

Dans le Bas-Canada, il était question également de la survivance de la langue et de la culture françaises. Mais le fait que la lutte entre le Peuple et la Clique était ici une lutte entre Canadiens-français [*sic*] et bureaucrates anglais, ne change rien au fond de la chose : on luttait pour la Démocratie qui sauvegardait les droits des Canadiens-français [*sic*] et les meilleurs alliés des Patriotes étaient précisément les démocrates du Haut-Canada anglais.⁸⁹

En outre, pour l'auteur de 1837, il n'y a pas la présence d'une volonté, de la part de la population d'origine française du Bas-Canada, d'une rupture d'avec les habitants d'origine britannique du Haut-Canada, et cela à aucun moment des événements de 1837-1838. Au demeurant, Ryerson rejette l'idée d'un ressentiment entre ces deux mêmes collectivités. Il amenuise la perception selon laquelle le conflit pourrait être basé sur la dimension ethnique ou linguistique, ce que reconnaît l'enquêteur Lord Durham dans son célèbre *Rapport* de 1839⁹⁰. Ryerson ne passe pas sous silence cette dimension centrale du *Rapport*, il en diminue néanmoins le bien-fondé. Ryerson écrit : « Lord Durham's anti-French bias has contributed in a certain measure to obscure the true character of the struggle ; but even he admits that the racial hatred cannot explain the conflict in Lower Canada.⁹¹ » Ryerson prend bien soin de se distancier de ceux qui, comme Groulx, « are making every effort to distort the history of 1837 into that of a "racial-war" with which Democracy had nothing to do.⁹² » Cette

⁸⁸ *Ibid.*, p.56.

⁸⁹ E. Roger [Ryerson]. « La rébellion de 1837... ». *Clarté*, 22 mai 1937.

⁹⁰ Pour l'historien Yvan Lamonde : « Il [Durham dans son *Rapport*] insiste manifestement non sur la lutte politique ou sur une possible lutte de classes mais sur la "lutte de races" comme cause principale et incontournable de la crise coloniale [...]. » Voir ; Yvan Lamonde. *Histoire sociale des idées au Québec (1760-1896)*. Volume 1, Saint-Laurent (Québec), Fides, 2000, p.260.

⁹¹ Ryerson. *1837 : The Birth...*, p.52.

⁹² *Ibid.*, p.52.

interprétation de Ryerson montre que, contrairement aux nationalistes, la cause des maux des Canadiens français n'est pas à chercher chez une quelconque oppression que leur font subir les Britanniques du Canada. Dans la même voie, la Rébellion est présentée comme un épisode de collaboration entre les deux mouvements, et celle-ci aurait pu, dans l'éventualité d'une victoire, les amener à rassembler les deux entités territoriales sous les auspices d'une même communauté politique. Cette éventualité est soulevée par Ryerson : « The proposal made in Upper Canada, that the popular Convention on taking power should elect delegates to meet with those from Lower Canada, is an indication of the way in which this unity would have been established. This free Republic of an independent, united Canada was not to be.⁹³ » Il est à noter que Ryerson apportera des modifications à son interprétation de la Rébellion au Bas Canada dès la publication de *French Canada*⁹⁴ en 1943 et par la suite. Cette réinterprétation sera examinée dans le prochain chapitre.

En dernier lieu, dans 1837 et lors de publications sur différents sujets, Ryerson tient à affirmer, avec la crise économique sévissant, que le peuple canadien-français commence à se conscientiser politiquement et s'éveille à l'égard de la domination des grandes compagnies et à l'endroit de la faillite du système capitaliste. Le peuple demande des changements⁹⁵. De plus, Ryerson insiste sur le fait que les Canadiens français sont un peuple fondamentalement démocratique, avec une longue tradition en ce sens. Ils ont toujours lutté contre les représentants de la réaction⁹⁶. S'adressant à un lectorat canadien-anglais, Ryerson écrit : « Those who have hitherto imagined Quebec as a province apart immune to the new currents of the crisis years, are due for a rude awakening, The impact of the crisis on the lower middle class, on the youth

⁹³ *Ibid.*, p.62.

⁹⁴ Stanley Ryerson. *French Canada : A Study in Canadian Democracy*. Avant-propos de Évariste Dubé, Toronto, Progress Books, 1943.

⁹⁵ Ryerson. *Le réveil...*, p.20.

⁹⁶ *Ibid.*, p.5.

and on masses of the working people has once and for all undermined the spirit of unquestioning passivity which once was supposed to characterize the inhabitants of French Canada.⁹⁷ » Dans le même ordre d'idées que McCaffrey⁹⁸, ce passage expose l'idée que c'est grâce à la classe ouvrière que la démocratie et les libertés reprendront le dessus au Québec. Mais aussi, Ryerson présente la population québécoise comme n'étant pas immunisée ou foncièrement étrangère aux grandes valeurs démocratiques et qu'elle est déterminée à se sortir du joug des profiteurs capitalistes et de leurs valets.

1.8 Conclusion

En 1934, le choix de Ryerson de poursuivre ses activités communistes au Québec, n'en est pas un dû au hasard. Ryerson a démontré une grande sensibilité à l'endroit des Canadiens français et un intérêt marqué pour la situation du Québec. Aussi, le PCC cherchait un intellectuel bilingue et pouvant communiquer avec les Québécois francophones en vue d'augmenter considérablement leur nombre au sein des effectifs du PCC. La période qui va de l'installation de Ryerson à Montréal à l'été 1934, jusqu'au début des hostilités de la Seconde Guerre mondiale en septembre 1939 est celle de la montée du fascisme en Occident, ainsi que de l'attrait et de la diffusion de composantes de cette idéologie au sein de nombreux groupes politiques, intellectuels et religieux au Québec. Cette période est aussi l'occasion des premiers efforts de réflexion et d'analyse de Ryerson concernant la question nationale au Québec. Ces réflexions et analyses ne sont pas définitives et achevées. Elles ne constituent pas un système d'idées bien arrêté et parfaitement cohérent. Dans le même sens que Comeau, nous pouvons affirmer que « De 1935, date de la création d'un Parti communiste du Québec, à 1965, ses positions [celles de Ryerson] sur la question nationale ont

⁹⁷ Ryerson. « The Choice Before... ». *Daily Clarion*, 25 juillet 1936.

⁹⁸ McCaffrey. *Stanley B. Ryerson : Marxist...*, p.41.

constamment évolué.⁹⁹ » Comeau donne la date de 1965, car celle-ci est la limite chronologique de son article, mais nous pouvons affirmer que cette évolution s'est poursuivie après le départ de Ryerson du PCC et pendant toute sa carrière universitaire.

Tout comme le PCC, Ryerson ne reconnaît pas le statut de nation au Canada français. Il insiste plutôt sur l'oppression économique et sociale que subissent les Canadiens français et sur l'inégalité qui en découle, tout en ne leur reconnaissant pas d'oppression politique propre. Les travailleurs canadiens-français sont dans la même situation pénible et déplorable que celle des travailleurs canadiens-anglais. À l'origine de cette situation, Ryerson attaque le « régime fondé sur le capital, le profit et l'exploitation », tout en pourfendant les trusts et les « profiteurs » capitalistes. Pour lui, le gouvernement duplessiste est complice avec ces derniers. De plus, Ryerson est très préoccupé par la connexion fascisme/corporatisme et nationalisme, présent dans les conceptions de plusieurs groupes d'intellectuels et de personnalités de grande notoriété et influentes au sein de la société québécoise. De même, il se montre incisif à propos du nationalisme canadien-français de droite, diffusé par certains membres du clergé catholique. Il se montre tout aussi cinglant à propos d'une des formes de ce nationalisme, le séparatisme, prôné par des adeptes de Groulx, particulièrement Paul Bouchard. Même si Ryerson qualifie Groulx de séparatiste dans les années 1930, celui-ci n'a pas souscrit à cette option politique à cette époque¹⁰⁰. Ces propos à l'égard de Groulx démontrent le fait que Ryerson n'a pas produit une analyse approfondie des différentes tendances se manifestant au sein du fascisme ou du corporatisme au Québec. Par exemple, Ryerson n'apporte pas de nuance au sujet des partisans du corporatisme. Il ne différencie pas les adeptes du corporatisme d'État à la manière mussolinienne, représentés par les collaborateurs de *La Nation*, de ceux du

⁹⁹ Comeau. « Le Parti communiste canadien, Stanley Bréhaut Ryerson... » dans Comeau et Trembay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.131.

¹⁰⁰ Voir ; Comeau. « Lionel Groulx, les indépendantistes... ». *RHAF*, vol.26 no.1 (juin 1972), p.83-102.

corporatisme social, promu par la majorité des nationalistes traditionnels et par certains membres du clergé catholique, ainsi qu'inspirée par la doctrine sociale de l'Église¹⁰¹.

L'IC a produit une évaluation à tout le moins partielle et rudimentaire du fascisme. Influencé par cette évaluation, Ryerson procède à une dénonciation à tout crin du fascisme et de ses partisans ou sympathisants au Québec¹⁰². Découlant de cette démarche, Ryerson a procédé à un amalgame qui l'a sûrement, du moins en partie, empêché de percevoir le sentiment national des Québécois comme étant un moyen politique pouvant servir à favoriser l'affirmation et la défense de leur identité et de leur culture.

Le contexte de la fin des années 1930 – tant au niveau international, canadien et québécois – et son désir d'éviter le piège du « nationalisme bourgeois et réactionnaire », a amené Ryerson à minimiser l'importance du sentiment national au Canada français. De même, ces dernières causes ont conduit Ryerson à qualifier principalement de rétrograde et de négative l'affirmation nationale des Canadiens français et bien sûr, le nationalisme canadien-français. Les communistes du Canada aussi craignaient et voulaient éviter les pièges du « nationalisme bourgeois » et du chauvinisme¹⁰³.

Pourtant, Ryerson n'a pas ignoré ou nié, ni la dimension nationale du Canada français, ni le sentiment national des Canadiens français. Cependant, il les limite aux aspects social, économique et culturel. « Maintenant, dans le Québec également, le niveau de vie excessivement bas, le déplorable état de santé de notre population, la véritable disette culturelle, justifient pleinement le sentiment national et anti-trustard

¹⁰¹ Au sujet de la différence entre les deux corporatismes et de leurs partisans respectifs, voir ; Fabre. « *La Nation* ; les goulxiens... », *BHP*, vol.9 no.2 (printemps 2001), p.45.

¹⁰² Ryerson qualifie expressément Groulx comme un « des propagandistes du Fascisme au Québec ». Ryerson. *1837 : The Birth...*, p.52.

¹⁰³ Les considérations du dernier paragraphe s'inspirent, sans complètement se confondre, de celles de Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : historien... » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.257-258.

qui anime de larges couches de notre jeunesse.¹⁰⁴ » Il n'est aucunement question de l'aspect politique, bien qu'il ne déclare pas explicitement qu'il n'y a pas d'oppression politique.

À partir de 1938, dans ses articles rédigés dans *Clarté*, Ryerson montre un intérêt pour un éventuel reprochement menant à des actions communes avec les « nationalistes honnêtes » et les « libéraux » voulant se dresser contre les politiques oppressives de Duplessis¹⁰⁵. « Nous [les membres du PCC] sommes fortement convaincus qu'un Front Démocratique formé par les ouvriers, les libéraux et les nationalistes honnêtes, travaillant ensemble selon un programme démocratique, peut défaire Duplessis et la menace fasciste, et préserver le Québec pour le progrès.¹⁰⁶ » Andrée Lévesque fait mention d'une rencontre de Ryerson avec Jean-Charles Harvey, alors rédacteur au journal *Le Jour*, durant l'année 1938 dans le but de chercher des appuis chez les membres les plus progressistes de l'Action libérale nationale (ALN)¹⁰⁷. Ce désir de Ryerson s'inscrit dans les orientations adoptées lors du VIII^e Congrès du PCC, tenu en octobre 1937¹⁰⁸. Ryerson travaille donc dans le même sens que le PCC. De plus, ce rapprochement avec les nationalistes québécois relève de la mise en application plus large de la tactique du Front populaire antifasciste au Canada

¹⁰⁴ E. Roger [Ryerson]. « Le nationalisme au service... ». *Clarté*, 29 octobre 1938.

¹⁰⁵ Voir, E. Roger [Ryerson]. « Vers l'unité démocratique du Québec ». 10 septembre 1938. ; *Idem*. « Les traditions démocratiques au Québec ». *Clarté*, 14 mai 1938. ; *Idem*. « Vers un front démocratique... ». *Clarté*, 28 mai 1938. Voir aussi ; Andrée Lévesque. « Les années de formation du militant » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel ...*, p.33-34. Dans un document qui date d'environ 1967, Ryerson mentionne que le PCC aurait fait parvenir une lettre ouverte à Paul Gouin sur la possibilité de former une alliance ouvrière-nationale-démocratique. Voir ; Université du Québec à Montréal. Service des archives et de gestion des documents. Fonds d'archives Stanley-Bréhaut-Ryerson. 27P-660/34. « Canadian Marxists- and others- on the National Question ».

¹⁰⁶ E. Roger [Ryerson]. « Vers l'unité démocratique... ». *Clarté*, 10 septembre 1938.

¹⁰⁷ Lévesque. « Les années de formation... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel ...*, p.33.

¹⁰⁸ Robert Comeau et Bernard Dionne. *Les communistes au Québec: 1936-1956 : sur le Parti communiste du Canada/Parti ouvrier-progressiste*. 2^e éd., Montréal, Presse de l'Unité, 1981 [1980], p.6.

et au Québec par le PCC. Même si la composition de ce Front est officiellement décrétée en 1935 par les instances dirigeantes de l'IC, ce n'est qu'en avril 1937 que les communistes canadiens l'appliquent pratiquement par des actions et des gestes concrets¹⁰⁹.

Ce rapprochement de Ryerson est donc, en partie, conditionné par des motifs politiques et des objectifs tactiques en vue de la formation d'un vaste Front populaire au Québec. Toutefois, Ryerson semble aussi être plus sensible au caractère potentiellement progressif du sentiment national des Canadiens français. « Avec ce nationalisme, qui dirige ses attaques contre la dictature de la haute finance, et qui appuie les luttes ouvrières contre le trust du textile, par exemple – nous n'avons aucune querelle.¹¹⁰ » Pour le moment, cette sensibilité reste cependant subordonnée à sa méfiance face aux manifestations de son caractère conservateur et réactionnaire. Ce n'est donc pas uniquement par calcul politique ou pour des motifs d'ordre stratégique décrétés par le PCC que Ryerson semble plus ouvert à l'égard des nationalistes canadiens-français. Ryerson a fait preuve d'une ouverture d'esprit qui contraste avec le dogmatisme trop souvent associé à l'idéologie communiste et aux autorités des partis communistes. Du fait, entre autres de cette ouverture, Ryerson s'intéresse à certaines idées et conceptions d'intellectuels non-marxistes, ne partageant pas ses convictions politiques. Ryerson a entretenu des relations suivies, et même amicales, avec Jean-Charles Harvey et André Laurendeau, pour n'en nommer que deux.

Au niveau international, les craintes d'une guerre se font de plus en plus intenses avec les accords de Munich de septembre 1938. Les communistes du Canada demandent à leur gouvernement de se mettre du côté de l'URSS et de se préparer à

¹⁰⁹ Fournier. « "Clarté" ou le rêve... » » dans Dumont et al., *Idéologies au Canada...*, p.276.

¹¹⁰ E. Roger [Ryerson]. « Le nationalisme au service... ». *Clarté*, 29 octobre 1938. Voir aussi ; *Idem*. « La crise du nationalisme... ». *Clarté*, 12 mars 1938.

contrecarrer les projets agressifs des fascistes¹¹¹. Le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale en septembre 1939 bouleverse bien des choses à tous les niveaux. La période couvrant la Seconde Guerre mondiale, à savoir de 1939 à 1945, marque également une évolution marquée de la pensée de Ryerson sur la question nationale au Québec. Il exposera des positions plus complexes et des idées plus nuancées, entre autres, dans son ouvrage *French Canada* de 1943¹¹². C'est ce que nous allons examiner dans le prochain chapitre.

¹¹¹ Ivan Avakumovic. *The Communist Party in Canada. A History*. Toronto, McClelland and Stewart, 1975, p.139.

¹¹² Ces propos rejoignent ceux de Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : historien... » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.258.

CHAPITRE II

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE : RECONNAISSANCE DE LA NATION CANADIENNE-FRANÇAISE, 1939-1945

De 1939 à 1945, le travail intellectuel de Ryerson s'inscrit dans une période mouvementée. Une période foisonnante qui voit deux revirements majeurs d'orientation du pouvoir soviétique et qui ont des retombées directes et prévisibles sur celle de l'IC et du PCC. Ces deux revirements correspondent à deux événements cruciaux visant l'Union soviétique. Le premier se produit en août 1939 avec la signature d'un traité de non-agression entre l'Allemagne et l'URSS. Le deuxième a lieu à l'été 1941, lorsque l'armée allemande prend d'assaut le territoire de l'URSS.

Durant ces années marquées par la guerre, le Canada français occupe une place importante dans les préoccupations du PCC et une place centrale dans celles de Ryerson. La participation et l'effort de guerre des Canadiens français retiennent l'attention de tous les Canadiens, surtout en ce qui a trait à la question de la conscription. La question nationale au Québec se présente donc comme un sujet incontournable. Ryerson poursuit dès lors ses efforts de réflexion sur cet aspect. Il reprendra plusieurs thèmes et analyses abordés durant le Front populaire d'avant-guerre. Cependant, dans ce chapitre, nous allons surtout porter notre attention sur les nouveaux thèmes développés, ainsi que sur les modifications et les approfondissements apportés dans le traitement des anciens. Par conséquent, nous n'allons pas répéter les remarques et les évaluations antérieures si elles ne présentent pas d'intérêt direct pour notre propos.

2.1 Du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale en septembre 1939 à l'invasion de l'URSS par l'Allemagne en juin 1941

2.1.1 Le contexte international et national, et le PCC. « Contre la guerre impérialiste »

L'Allemagne attaque la Pologne le 1^{er} septembre 1939. Le 3^e jour du même mois, la Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre au III^e Reich. C'est le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale qui ne prendra fin qu'avec la capitulation du Japon en septembre 1945. Pour sa part, le Canada fait son entrée dans le conflit le 10 septembre. Cependant, peu de temps avant le commencement des hostilités, l'Allemagne et l'URSS signaient, en août 1939, un traité de non-agression, assorti d'une clause secrète. Ce traité aura de grandes conséquences sur la position adoptée par le Parti communiste canadien (PCC). L'accord conclu entre Staline et Hitler en 1939 est un revirement complet de la politique soviétique antérieure. Cet accord est consenti sans en informer préalablement les dirigeants communistes des autres pays. Il prend ainsi au dépourvu les partis communistes à travers le monde¹. Il faut se rappeler que durant les années qui ont suivi le VII^e Congrès de l'IC de 1935, les communistes du monde entier n'ont cessé de lutter et de dénoncer avec vigueur le fascisme international, les États fascistes, ainsi que les représentants et les partisans de cette idéologie. Il n'est pas surprenant de constater que l'annonce de ce pacte germano-soviétique provoque, dans certains cas, une vive réaction d'incompréhension et d'ahurissement de la part des militants communistes². Au Canada, les auteurs ne s'accordent pas sur l'effet provoqué par la signature de ce pacte sur les membres du

¹ Ivan Avakumovic. *The Communist Party in Canada. A History*. Toronto, McClelland and Stewart, 1975, p.139.

² Robert Comeau et Bernard Dionne. *Les communistes au Québec: 1936-1956 : sur le Parti communiste du Canada/Parti ouvrier-progressiste*. 2^e éd., Montréal, Presses de l'Unité, 1981 [1980], p.6-7.

PCC³. Il n'en reste pas moins que les membres du PCC sont conscients que la situation régnant durant le Front populaire antifasciste ne prévaut plus maintenant que l'URSS et l'Allemagne sont arrivées à une entente et que la guerre est déclarée.

Ce n'est qu'en novembre 1939, donc après deux mois de combats, que l'IC en vient à se prononcer sur la nature de la guerre et sur les tâches des divers partis communistes. À partir de cette date, la position du PCC est définie en accord avec celle énoncée par l'IC. Le PCC dénonce et critique maintenant la guerre qualifiée d'« impérialiste ». Il s'oppose à tout effort de guerre de la part du Canada. Les autorités du Parti demandent le retrait du Canada de la guerre impérialiste. En novembre 1939, les journaux communistes *Clarté* et *The Clarion* sont interdits par la « Defense of Canada Regulations ». En juin 1940, le PCC, et plusieurs autres organisations liées de près ou de loin au PCC (Ligue des jeunes communistes, *Canadian Labor Defence League*, *League for Peace and Democracy*,...) sont déclarés illégaux par le gouvernement fédéral par ordre-en-conseil. De plus, plusieurs militants communistes et syndicalistes furent internés ou emprisonnés : Douglas Stewart, « Pat » Sullivan, Bruce Magnuson, etc. Cette situation précaire oblige les militants du PCC à être très prudents. Certains se réfugient aux États-Unis, comme ce fût le cas pour Tim Buck et Sam Carr, d'autres se cachent ou passent à la clandestinité. Il est évident que les activités communistes sont difficiles à mener et demandent une certaine discrétion et prudence. Durant cette période, 1939-1941, « La campagne s'organisa autour de la lutte contre la conscription, pour le retour du corps expéditionnaire canadien au pays, pour le rappel de la Loi des Mesures de guerre et contre les profits de guerre.⁴ » Concernant plus spécifiquement l'action du Parti au Québec, la position peut se

³ Voir en particulier ces deux appréciations dissemblables : Tim Buck. *Yours in the Struggle. Reminiscences of Tim Buck*. Édité par William Beeching et Phyllis Clarke, avant-propos de Tom McEwen. Toronto, NC Press, 1977, p.285. Et ; Marcel Fournier. *Communisme et anticommunisme au Québec: 1920-1950*. Laval, Albert Saint-Martin, 1979, p.87.

⁴ Bernard Dionne. *La politique du parti communiste canadien au cours de la Seconde Guerre mondiale*. Mémoire de M.A.(histoire), UQAM, 1978, p.132.

résumer par le mot d'ordre de formation d'un « vaste front populaire de lutte contre la guerre, la conscription et le régime impérialiste.⁵ »

2.1.2 Les communistes canadiens-français et le rapprochement avec les nationalistes québécois

Les communistes oeuvrant au Québec montrent leur désir de se rapprocher des nationalistes québécois. En effet, ces derniers s'opposent, eux aussi, à l'imposition éventuelle de la conscription obligatoire pour service outre-mer par le gouvernement fédéral de MacKenzie King. Même si celui-ci a promis, avec l'appui des chefs libéraux fédéraux, lors de l'élection provinciale de 1939, de ne pas recourir à cette mesure. Toutefois, les nationalistes québécois se montrent très méfiants et continuent à exprimer publiquement leur opposition. Le meilleur exemple de collaboration entre les communistes québécois et les nationalistes de cette même province est leur participation commune au Congrès des Canadiens français en novembre 1940. À la suite de ce Congrès, un journal est publié en mars 1941, *La Voix du peuple*⁶. Au nombre des responsables de ce journal se trouve Gui Caron, membre du PCC et qui sera le secrétaire du Parti au Québec de 1946 à 1956. Les années 1939-1941 seront celles où les communistes obtiendront le plus d'audience auprès du public canadien-français, malgré les difficiles conditions de répression. Elles sont considérées comme étant l'apogée du PCC au Québec⁷.

⁵ Comeau et Dionne. *Les communistes au Québec...*, p.8. Et ; Fournier. *Communisme et anticommunisme...*, p.89.

⁶ Sur le Congrès des Canadiens français et le journal *La Voix du peuple*, voir ; Fournier. *Communisme et anticommunisme...*, p.89-93. Et : Henri Gagnon. *Les militants socialistes du Québec. D'une époque à l'autre*. Saint-Lambert, Héritage, 1985, p.131-136. Et ; Robert Comeau. « Le Parti communiste canadien, Stanley Bréhaut Ryerson et la question nationale canadienne-française, 1935-1965 ». dans Robert Comeau et Robert Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*. Hull, Vents d'Ouest, 1996, p.140.

⁷ Fournier. *Communisme et anticommunisme...*, p.85 ; Robert Comeau. « Le Parti communiste canadien et la question nationale québécoise : aux origines de la crise d'octobre 1947 ». *Communisme*, no.29-30-31 (1991), p.72. ; Comeau et Dionne. *Les communistes au Québec...*, p.7. ; Dionne. *La politique du Parti communiste canadien...*, p.144-145.

2.1.3 L'activité de Ryerson

Pendant la période de septembre 1939 à juin 1941, Ryerson est très peu actif, tant au niveau des actions militantes sur le terrain qu'au niveau de la production écrite. Selon McCaffrey, qui se base sur une entrevue effectuée avec Ryerson, celui-ci reste caché jusqu'à l'été 1942⁸. Comme nous pourrions le constater dans la prochaine section, Ryerson sera toutefois beaucoup plus actif à partir de l'année 1942. Toutefois, il publie deux articles⁹ et une brochure¹⁰ entre 1939 et 1941. Pour l'instant, spécifions tout de suite que ces publications sont particulièrement pertinentes, dans la mesure où Ryerson expose ses réflexions concernant le sujet de la conscription au Canada français. Nous allons y revenir dans la prochaine section quand il sera question d'étudier ce thème.

Attardons-nous sur un événement éloquent étalant une dispute entre deux groupes composés de dirigeants du Parti, Ryerson appartenant à l'un d'eux. Avec la déclaration d'illégalité s'abattant sur le PCC en juin 1940, Tim Buck, Sam Carr et Charles Sims se réfugient alors à New York. Ryerson, Steward Smith et Leslie Morris mettent sur pied, au même moment, un « Operative Centre » basé d'abord à Toronto et ensuite à Montréal¹¹. Ces derniers acteurs du Centre développent et propagent une

⁸ Vivian McCaffrey. *Stanley B. Ryerson : Marxist Intellectual and the French-Canadian National Question*. Mémoire de M.A. (histoire), Université d'Ottawa, 1982, p.66-67 et p.102 note 1.

⁹ Stanley B. Ryerson. « Le Parti libéral au service de l'impérialisme ». *Clarté nouvelle*, 15 juillet 1939. Malheureusement, il ne nous a pas été possible de trouver un exemplaire de cet article. Et ; *Idem*. « French Canada ; Thorn in the Side of Imperialism ». *The Monthly Review*, (mars 1940), p.25-30.

¹⁰ E. Roger [Ryerson]. *La conscription, c'est l'esclavage*. Montréal, Parti communiste canadien, 1940.

¹¹ Sur les événements entourant l'« Operative Centre » et ses suites, voir ; Norman Penner. *Canadian Communism. The Stalin years and Beyond*. Toronto, Methuen, 1988, p.166-167 et p.210-212. ; Tim Buck. *Thirty years, 1922-1952. The Story of the Communist Movement in Canada*. Toronto, Progress Books, 1952, p.165-166 et p.179-183 ; Avakumovic. *The Communist Party...*, p.143. Et ; Fergus McKean. *Communisme versus opportunisme : un examen de la révision du marxisme dans le mouvement communiste canadien*. Montréal, Presses de l'Unité, 1980, p.130. Il est à noter que cet événement est aussi évoqué, dans l'espace d'une seule phrase brève, dans le document du PCC suivant : Labor-Progressive Party [LPP]. *For Peace Progress Socialism. Speeches of Tim Buck and Main*

interprétation de la guerre et du rôle du PCC qui divergent grandement de celle précédemment élaborée et diffusée entre novembre 1939 et juin 1940 par les membres du PCC. L'ancienne interprétation reçoit toujours l'appui de ceux se trouvant aux États-Unis, dont le Secrétaire général du Parti, Tim Buck. Dans les grandes lignes, cette nouvelle interprétation, qui se manifeste dès mai 1940, affirme que le Canada constitue une colonie ou une « semi-colonie » de la Grande-Bretagne et que la révolution bourgeoise-démocratique est demeurée et demeure incomplète avec l'échec des Rébellions de 1837-1838. La conclusion que les propagateurs en tirent est que l'action et la propagande du Parti doivent maintenant être dirigées en vue du renversement de la domination coloniale britannique. Cette conclusion vise donc une forme de coopération de la classe ouvrière avec la bourgeoisie canadienne pour achever la révolution bourgeoise-démocratique. C'est alors que le Centre lance le nouveau slogan : « Withdraw Canada from the British Empire » qui remplace le précédent : « Withdraw Canada from the Imperialist War ». Il existe donc, à ce moment, deux lignes politiques très différentes, confrontant les dirigeants communistes s'abritant aux États-Unis et ceux demeurés au Canada.

L'aspect qui présente le plus d'intérêt pour notre propos réside dans les implications de cette nouvelle interprétation en ce qui concerne le Canada français. Elles sont énoncées par Ryerson dans deux pamphlets préparés par ce dernier et diffusés au Québec, en accord avec l'« Operative Centre ». Les titres sont : *A Nation in Bondage* et *French-Canada and the War*¹². Étant donné que nous n'avons pas pu consulter ces documents, il faut nous fier aux commentaires et aux exposés qu'en

Resolutions, 2nd National Convention. Toronto, Eveready Printers, 1946, p. 38.

¹² Penner, *Canadian Communism...*, p.167. Il ne nous a pas été possible de mettre la main sur ces pamphlets. En plus de leur mention dans l'ouvrage de Penner, un rapport de la Gendarmerie royale du Canada daté du 4 mars 1940, signale l'existence d'un document portant le titre « Le Canada français et la Guerre » publié par Ryerson. Ce dernier rapport ne nous donne néanmoins pas plus d'information pertinente sur ce document ou le contenu de celui-ci. Voir ; Gregory S. Kealey et Reg Whitaker (ed.). *R.C.M.P. Security Bulletins. The War Series, Part I, 1939-1941*. St. John's, Canadian Committee on Labor History, 1993, p.175.

donnent Buck¹³ et Penner¹⁴ dans leur ouvrage respectif. Les exposés ne sont cependant pas très approfondis, sûrement comme le contenu des deux pamphlets, mais ils donnent néanmoins une idée des grandes lignes. De même, les deux commentaires sont passablement semblables, sans dissimilitude flagrante. Ryerson expose le fait que la bourgeoisie canadienne-française est opprimée par la bourgeoisie canadienne-anglaise qui détient le pouvoir et qui la tient en esclavage. Penner précise que cette dernière agit comme substitut et relaie de ceux en Grande-Bretagne qui, en fait, détiennent les vrais leviers du pouvoir¹⁵. D'après cette évaluation, la classe ouvrière canadienne-française doit s'allier à sa propre bourgeoisie, pour l'inciter à la lutte bourgeoise-démocratique pour le droit à l'autodétermination nationale. L'analyse développée ici par Ryerson sur le statut des Canadiens français en est une originale. Elle se démarque de ses positions précédentes et de celles du PCC d'avant la guerre. C'est la première fois que le droit à l'autodétermination des Canadiens français est mis de l'avant par Ryerson et par un membre du PCC, quoique ce droit ne soit pas défini, ni explicité. Ce choix de Ryerson reste donc imprécis et très général. Comme le paragraphe suivant nous l'expliquera, à partir de 1943, Ryerson abandonne définitivement cette analyse. Il n'y reviendra pas pendant toute la durée de la guerre.

Opposé à cette position du « Operative Centre », et plus précisément de celle de Ryerson, Buck écrit en 1952 : « The struggle for the right to national self-determination has yet to be won in French Canada but the bourgeoisie will not lead it; the bourgeoisie has become an enemy of that ideal. Today [en 1952] only the working class will lead the democratic forces of French Canada to full national self-determination.¹⁶ » Pour préciser le contexte dans lequel cette monographie de Buck est rédigée et dans lequel est tirée la citation ci-haut, signalons que c'est en 1952 que

¹³ Buck. *Thirty years, 1922-1950...*

¹⁴ Penner. *Canadian Communism...*

¹⁵ *Ibid.*, p.167.

¹⁶ Buck. *Thirty years, 1922-1952...*, p.182.

le PCC reconnaît le droit à l'autodétermination nationale, y compris jusqu'à la sécession au Canada français dans un document officiel émanant d'une instance du Parti, en l'occurrence du Comité national¹⁷. Nous aurons l'occasion d'en discuter davantage dans le prochain chapitre. Pour réfuter l'analyse de Ryerson, Buck maintient que les Canadiens anglais n'oppriment pas les Canadiens français, ni d'ailleurs ils ne sont responsables des inégalités qui les affligent. Les causes de celles-ci sont plutôt à déceler dans l'héritage du passé des Canadiens français¹⁸, reprenant une explication dégagée dans les années 1930.

De retour au Canada en juin 1941, Buck est très irrité par la situation prévalant depuis son départ il y a douze mois. Lui et une minorité du Bureau politique du PCC s'opposent avec vigueur et dénoncent avec autant de force la position adoptée par « l'Operative Centre » et la majorité des membres de ce même Bureau pendant leur absence. En plus de la position erronée mise de l'avant, le Centre a désobéi à plusieurs reprises aux directives de Buck. Ce n'est qu'à la réunion élargie du Comité central du PCC en janvier 1943 que les vues de Buck vont triompher et que les responsables du Centre seront vivement critiqués. Ils devront aussi s'auto-critiquer. Parmi les responsables pourfendus, en plus de Steward Smith et de Leslie Morris, Ryerson est du groupe. Buck accuse personnellement Ryerson pour son appréciation concernant le Canada français¹⁹. En 1952, Buck stipule, à propos de cette appréciation, que « [...] the claim that the struggle confronting French Canada is a bourgeois-democratic struggle, as right-opportunism, reflecting dangerous petty-bourgeois influences within the party.²⁰ ». Buck reprend alors définitivement et fermement les rênes de son Parti. Durant un peu plus d'une année, Ryerson et d'autres

¹⁷ Parti Ouvrier-Progressiste [POP]. *Indépendance Canadienne et Démocratie Populaire. Programme adopté par le Comité National du Parti Ouvrier-Progressiste*. Toronto, POP, 1952.

¹⁸ Penner. *Canadian Communism...*, p.211.

¹⁹ *Ibid.*, p.211.

²⁰ Buck *Thirty years, 1922-1952...*, p.183.

membres du Parti se seront passablement et volontairement écartés de la ligne politique énoncée par Buck. Cependant, dès août 1943, Ryerson sera nommé responsable national de la formation, un poste d'importance. Cette nomination montre que cet écart de conduite ne lui a pas été trop nuisible étant donné la préservation de son statut de prestige comme intellectuel de premier plan du Parti.

En lien avec la diffusion de la position de Ryerson sur les Canadiens français entre juin 1940 et juin 1941, Penner porte à notre attention un point intéressant. Il signale que Ryerson aurait alors eu des contacts étroits avec les nationalistes québécois fermement opposés à la conscription²¹. Ce fait ne paraît pas étonnant en considérant les remarques déjà émises à la sous-section 2.1.2, portant sur le rapprochement entre les communistes et les nationalistes canadiens-français. Néanmoins, nous n'avons pu identifier, dans nos lectures, qu'une autre mention ou un autre exemple de ces contacts. Dans un article composé en 1990, Ryerson stipule qu'il a rencontré André Laurendeau à l'automne 1939 dans un restaurant, à l'initiative de ce dernier²². Il ne donne cependant pas de précision sur la discussion qui a eu lieu, ni sur les raisons de cet entretien, pas plus que sur les conséquences de cette rencontre.

2.2 De l'invasion des forces nazies en URSS en juin 1941 à la fin de la Seconde Guerre mondiale en septembre 1945

2.2.1 Le contexte international et national, et le PCC/POP. Le « Front national pour la victoire »

Avec l'attaque des troupes allemandes en territoire soviétique en juin 1941, un revirement complet de la situation a lieu au niveau de la conduite de la guerre du côté soviétique et de l'IC. Staline et les responsables de l'IC se retrouvent maintenant partenaires des Alliés et adversaires des forces de l'Axe en vue de la défaite de ces

²¹ Penner. *Canadian Communism...*, p.167.

²² Stanley B. Ryerson. « Laurendeau, la Commission Royale, l'Histoire » dans Robert Comeau et Lucille Beaudry (dir.). *André Laurendeau, un intellectuel d'ici*. Sillery, PUQ, 1990, p.219.

derniers. La position du PCC est presque automatiquement modifiée du tout au tout. La guerre apparaît dorénavant comme juste et nécessaire dans l'optique d'une lutte anti-fasciste. Le fascisme redevient, comme ce fut le cas dans les années 1930, un mal que les communistes du monde entier doivent exterminer par tous les moyens possibles, y compris par l'appui donné aux gouvernements des pays alliés. Le PCC concentre son engagement en faveur d'un effort de guerre total dirigé contre l'hitlérisme. Il encourage les partisans à cet effort, dont le gouvernement libéral de MacKenzie King, qui en est le meilleur représentant selon le PCC. Tim Buck et le Parti lancent le slogan du « Front national pour la victoire ». Leurs positions seront exposées dans un document d'août 1941 portant ce même titre²³.

Au début de l'année 1942, MacKenzie King annonce la tenue en avril d'un plébiscite demandant aux Canadiens de le désengager de sa promesse de ne pas imposer la conscription faite au début des hostilités. Pour mettre en pratique sa nouvelle orientation en faveur de l'effort de guerre total et de l'unité nationale, le PCC donne son appui inconditionnel à l'option du « Oui »²⁴. Le PCC ne laissa planer aucun doute à propos de son estimation. Il prône même que : « The government can and should strengthen itself by getting rid of those elements who resist conscription and total war.²⁵ » Même si l'interdiction légale pesant sur le Parti n'est pas encore levée²⁶, le Parti met sur pied les « Tim Buck Plebiscite Committees » qui, un peu plus tard prendront le nom des « Communist-Labour Total War Committees » pour promouvoir le vote pour le « Oui » auprès de la population canadienne.

²³ Tim Buck. *A National Front for Victory*. [s.l.], sans éditeur, 1941. Pour une définition de ce Front, voir la page 9.

²⁴ Voir CPC. *Resolution of the National Party Conference*. [s.l.], sans éditeur, 1942, p.8-9. En particulier les articles IX, XI et XII du document.

²⁵ *Ibid.*, p.8.

²⁶ Elle le sera lorsque le PCC changera de nom pour celui de Parti ouvrier-progressiste (POP) lors du Congrès de fondation d'août 1943. Ce Congrès se tient après la dissolution de l'IC par Staline de mai 1943.

2.2.2 Le PCC/POP, les Canadiens français et la conscription au Québec

L'appui du PCC apporté à la conscription risque de le placer dans une situation précaire et difficile au Québec, où la grande majorité des Canadiens français résistent à l'imposition de celle-ci. Ce fait sera démontré clairement par le vote lors du plébiscite d'avril 1942. En effet, au Québec, 71,2 % de la population (dont 85 % des francophones) refusent de libérer King de sa promesse, alors que les résidents des autres provinces votent « Oui » dans une proportion de 80 %²⁷. La division sur cette question entre les deux groupes linguistiques du Canada est manifeste et tranchante.

Même avant la tenue du plébiscite, les dirigeants du PCC sont bien conscients que l'opposition à la conscription est largement répandue chez les masses canadiennes-françaises. Pour inciter et convaincre les Canadiens français de soutenir l'effort de guerre et la conscription, le PCC formule des revendications les concernant, demandant aussi l'intervention des gouvernements fédéral et provincial pour y parvenir. Ils promeuvent l'égalité des Canadiens français dans les forces armées canadiennes et l'égalité nationale d'une façon plus générale. « Inseparable from the struggle for a fully effective, maximum war effort, is the winning of wage-equality for French Canadian workers, of full recognition of the French language in the Canadian armed forces, of adequate French-Canadian representation in the administration of the war-effort and in the government services generally.²⁸ » Les dirigeants du Parti plaident aussi pour l'unité et la solidarité entre les Canadiens anglais et les Canadiens français. Cette dernière demande, comme d'autres, dont celle pour l'égalité des salaires, ne sont pas originales, comme nous l'avons relevé dans le chapitre précédent. Elles ne sont que reprises en cette période de conflits militaires. Les membres du PCC recherchent par conséquent la formation d'une unité nationale à

²⁷ Statistiques tirées de Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard. *Histoire du Québec contemporain*. vol.2 : Le Québec depuis 1930. Nouv. éd. rév., Montréal, Boréal, 1989 [1986], p.148.

²⁸ Buck, *A National Front...*, p.17. En plus de ce document, voir aussi ; LPP. *Program of the Labor Progressive Party*. Toronto, Eveready Printers, 1943, p.9-10.

travers le Canada, dans le but de mener à bien la guerre avec les Alliés contre les puissances de l'Axe.

Après le vote d'avril 1942 sur la conscription, le contexte de clivage et ses conséquences néfastes pour l'unité nationale et pour la poursuite énergique de l'effort de guerre, notamment chez les Québécois francophones, ne font aucun doute dans les esprits des communistes canadiens²⁹. En convenant qu'il existe un sentiment anti-impérialiste répandu chez le peuple canadien-français, les autorités du PCC s'emploient à leur expliquer que la nature de la présente guerre n'a rien à voir avec celle de la Grande Guerre ou d'autres guerres antérieures. « We communists fully understand why the French-Canadians fought so hard against conscription in 1917, but we appeal to our compatriots in Quebec to realize that this war is different. This is a war for national defence, liberty and independence against the most monstrous oppression the world has ever know - Hitler fascism.³⁰ » Donc, une partie de la résistance à l'enrôlement obligatoire de la part des Canadiens français serait à attribuer à une mauvaise évaluation du caractère de la guerre. Ces derniers la voyant comme une guerre impérialiste, s'apparentant aux autres guerres où le Canada combattait auprès de la Grande-Bretagne. Une autre explication apportée par les communistes serait la manipulation qu'exercent les éléments pro-fascistes et corporatistes au Québec et qui se servent du nationalisme ou de la religion pour soutenir Hitler et les ennemis « of national and religious freedom »³¹. Cette influence induite d'une « Cinquième colonne pro-hitlérienne »³² au Canada ou d'une « poignée de traîtres » au Québec est à dénoncer et à combattre si le Canada veut gagner la guerre.

²⁹ CPC. *Resolution of The National Party Conference...*, p.15.

³⁰ *Ibid.*, p.15.

³¹ Buck. *A National Front...*, p.17. Voir aussi ; Comeau. « Le Parti communiste canadien et la question nationale québécoise... », p.72. ; François Séguin. *La tactique de front uni antifasciste et la politique du parti communiste du Canada (1935-1945)*. Mémoire de M.A. (science politique), UQAM, 1978, p.218-219.

³² E. Roger [Ryerson]. « Qu'on arrête le docteur Gabriel Lambert ». *La Victoire*, 19 décembre 1942.

Le gouvernement canadien doit prendre des mesures répressives et légales pour contrer ces « agents de l'ennemi ». Donc, au lieu de considérer la résistance des Canadiens français à la conscription comme une manifestation nationale contre une oppression ressentie, le PCC opte plutôt pour des explications plus superficielles et pouvant se régler par des aménagements demandant l'assistance et la bonne volonté de tous, surtout des gouvernements fédéral et de la province de Québec.

Soulignons immédiatement que Ryerson reprend et développe la majorité des idées et des considérations mises de l'avant par le PCC concernant les Canadiens français et exposées dans les paragraphes précédents. Celles-ci seront étudiées dans les prochaines sections, lorsque cela s'avèrera profitable pour une meilleure compréhension de la pensée de Ryerson par rapport à la question nationale du Québec.

2.2.3 Ryerson, l'effort de guerre et la crise de la conscription

La conscription a confirmé la division évidente et la mésentente entre, d'un côté, les Canadiens anglais, et de l'autre, les Canadiens français, au sujet d'un aspect de la participation canadienne à la guerre, en l'occurrence, l'enrôlement obligatoire pour service outre-mer. L'on peut facilement se douter qu'à partir de juin 1941, les communistes canadiens-français se distancient des nationalistes du Québec. Ces premiers se dressent même contre ces derniers, surtout lorsque l'on prend en compte le soutien sans nuance du PCC à la conscription. Comme le remarque Fournier : « Pour les militants communistes francophones, un tel "revirement des choses" crée un embarras. Tout en leur permettant de sortir de la clandestinité, la nouvelle situation risque de les marginaliser au Québec même.³³ » Malgré tout, il semble que les militants francophones n'aient pas suivi aveuglément la position officielle du PCC. Ils consentent toutefois à encourager l'effort total de guerre, mais bon nombre d'entre eux se seraient abstenus de soutenir la conscription, pour plutôt appuyer l'enrôlement

³³ Fournier. *Communisme et anticomunisme...*, p.95.

militaire sur une base volontaire³⁴. Concernant Ryerson plus spécifiquement, il serait de ce nombre. Gagnon souligne que :

Je ne vois personne, parmi les collaborateurs du journal "La Victoire" * dont Évariste Dubé, Jean Bourget, Roméo Duval et Henri Richard, qui aurait pu épauler "une campagne acharnée pour la conscription". [...] Je doute aussi que Stanley Ryerson ait défendu, au Québec, les points de vue du Canada anglais sur la mobilisation obligatoire³⁵.

Ce que nous révèle Gagnon peut nous aider à comprendre que, tout au long de la période s'échelonnant entre la tenue du plébiscite d'avril 1942 et la fin de la guerre, Ryerson, dans ses écrits³⁶, laisse percevoir une hésitation prononcée envers l'objet délicat que constitue la conscription au Québec. Ryerson ne se prononce jamais explicitement sur le sujet³⁷, ni même n'a recours au terme « conscription » dans ses articles, peu importe que ceux-ci soient parus dans une publication francophone (le journal *La Victoire*) ou anglophone (le journal *Canadian Tribune* ou la revue *National Affairs Monthly*). Vraisemblablement en accord avec la promotion de l'enrôlement volontaire, Ryerson s'exprime plutôt sur la mobilisation du Canada

³⁴ *Ibid.*, p.96. Voir aussi ; Gagnon. *Les militants socialistes...*, p.140 et p.147-149. Dans son livre, Tim Buck mentionne aussi une résistance de la part d'une minorité des membres du Parti à la conscription, sans mentionner de noms. Voir ; Buck. *Yours in the Struggle...*, p.300.

* Journal communiste publié au Québec d'août 1941 à décembre 1944, dont Ryerson est l'un des rédacteurs.

³⁵ Gagnon. *Les militants socialistes...*, p.148.

³⁶ Durant ces années, 1941-1945, Ryerson rédige des articles pour les journaux communistes *La Victoire* (Québec) et *Canadian Tribune* (Toronto), ainsi que pour la revue théorique du PCC, *National Affairs Monthly*, dont il est d'ailleurs le directeur lors de son lancement en avril 1944 jusqu'en mars 1947. Signalons tout de suite qu'il a aussi occupé le poste de responsable national de la formation du Parti à partir d'août 1943 jusqu'à l'année 1947.

³⁷ À une exception que nous verrons dans la section 2.3 « Conclusion » du présent chapitre. Voir ; Stanley Ryerson. « Speeches of Stanley Ryerson » dans LPP. *The L.P.P. and Post-War Canada. Excerpts from Speeches and Reports at Labor-Progressive Party National Convention*. [Toronto], sans éditeur, 1945, p.81-87.

français et du Canada³⁸, et sur les « mesures de mobilisation »³⁹. Avant de nous attarder sur la position de Ryerson à propos de la conscription après l'attaque allemande sur l'Union soviétique de l'été 1941, voyons les courts commentaires qu'il a émis entre l'automne 1939 et l'été 1941 dans le contexte que nous connaissons, en l'occurrence, celui où le PCC s'oppose à la « guerre impérialiste ».

Dès 1940, Ryerson présente, dans une brochure, son opposition à un éventuel recours à la conscription⁴⁰. Il y dénonce la guerre impérialiste et il procède à un rappel historique démontrant qu'à trois reprises, les Canadiens ont dû combattre dans des conflits étrangers qui n'étaient que dans l'intérêt des impérialistes britanniques. Ces trois affrontements étant la Guerre des Boers, la Grande Guerre et la Deuxième Guerre mondiale. Dans un autre article⁴¹, Ryerson vante le sentiment anti-impérialiste des Canadiens français qui est à la base de leur refus de consentir à la conscription. Ce sentiment a pris de l'ampleur lors de leur lutte contre la conscription de 1917⁴².

Après l'été 1941, Ryerson continue d'affirmer le sentiment et la tradition anti-impérialistes des Canadien français. Depuis les débuts de la guerre, c'est la nature de celle-ci qui a changé, tout comme ce que soutient le PCC. De nature impérialiste, elle est devenue une guerre juste pour la liberté et « pour faire triompher les droits des nations »⁴³. « Mais de conflit européen qu'elle était au début, la guerre s'est élargie, pour devenir une lutte universelle.⁴⁴ » À partir de cette réévaluation, le qualificatif d'

³⁸ E. Roger [Ryerson]. « Brisons l'influence des Munichois de chez-nous ! ». *La Victoire*, 19 septembre 1942.

³⁹ E. Roger [Ryerson]. « Coup de poignard dans la dos ». *La Victoire*, 13 mai 1944.

⁴⁰ E. Rogers [Ryerson]. *La conscription, c'est l'esclavage...*

⁴¹ Ryerson. « French Canada ; Thorn... ». *The Monthly Review*, (mars 1940), p.25-30.

⁴² *Ibid.*, p.28.

⁴³ Ryerson. « Des rêves de M. Cardin aux réalités de M^{re} Hull ». *La Victoire*, 1^{er} août 1942.

⁴⁴ Ryerson. *Le Canada français : sa tradition, son avenir*, Montréal, Éditions de la Victoire, 1945, p.2. Voir aussi ; *Idem.*, « La réforme scolaire et l'avenir des enfants ». *La Victoire*, 1^{er} mai 1943. ; *Idem.* « Des rêves de M. Cardin... ». *La Victoire*, 1^{er} août 1942.

« impérialiste » est retiré pour désigner la Seconde Guerre mondiale, mais demeure accolé pour dénommer la Guerre des Boers et la Grande Guerre.

Dans l'esprit de Ryerson, la victoire des Alliés sur le monstre fasciste est dans le plus grand intérêt de tous les Canadiens, y compris dans celui des Canadiens français et pour la « survivance canadienne et canadienne-française »⁴⁵. « En défendant le Canada contre Hitler, nous [les communistes du Canada] défendons en même temps les droits et les aspirations nationales du Canada français.⁴⁶ »

Ryerson explique la réticence des Canadiens français à approuver entièrement la politique du gouvernement King évoquant deux raisons principales. Par la même occasion, Ryerson avance deux solutions pour aplanir et supplanter cette réticence et pour rétablir l'unité nationale entre les Canadiens français et les Canadiens anglais.

La première explication réside dans la persistance des inégalités économiques, sociales et culturelles dont sont victimes les Canadiens français. Ryerson reprend globalement les mêmes indicateurs d'inégalité que ceux de la fin des années 1930, en ajoutant ceux des conditions des Canadiens français dans l'armée canadienne⁴⁷. « [...] ils [les communistes canadiens] défendent au Canada français les droits nationaux – l'emploi de la langue française sur un pied d'égalité dans les forces armées, l'élimination des conditions d'inégalité au Québec, dans les domaines des salaires, de la santé publique, des facilités éducationnelles.⁴⁸ » Évidemment pour résoudre ce problème, Ryerson plaide pour l'égalité nationale des Canadiens français. Cette exigence d'égalité est très présente dans ses articles, mais souvent, sa formulation reste vague et sans réclamation très précise. Par exemple, il écrit : « L'égalité

⁴⁵ Ryerson. « Le travail anti-national du politicien Duplessis ». *La Victoire*, 29 août 1942.

⁴⁶ Ryerson. « Les buts de guerre du Canada français ». *La Victoire*, 8 août 1942.

⁴⁷ Recoupant les propos du PCC sur cet aspect, voir la sous-section 2.2.2 « Le PCC, les Canadiens français et la conscription au Québec » du présent chapitre. Voir aussi ; Ryerson. *Le Canada français...*, p.24-31.

⁴⁸ E. Roger [Ryerson]. « La guerre, "l'Action catholique" et les Communistes ». *La Victoire*, 13 mars 1943.

nationale du Canada français et anglais ne deviendra une réalité que par le relèvement du niveau de salaires et des services sociaux de toutes sortes. Ceux qui font obstacle aux mesures de sécurité sociale perpétuent les conditions d'inégalité du Québec, trahissent la cause nationale.⁴⁹ » Certaines avancées sur la route de l'égalité nationale sont déjà amorcées. Par exemple, vers la fin de la guerre, Ryerson souligne l'obtention du suffrage féminin, l'introduction de la fréquentation scolaire obligatoire et la nationalisation des compagnies d'électricité⁵⁰. L'atteinte de l'égalité nationale assurera l'unité du pays pour un effort de guerre maximal. « There is no more urgent problem in the whole of our national war effort than that of the relation between the peoples of French Canada and the English-speaking Canada. » Un peu plus loin dans le même article : « The problem, écrit Ryerson, of the friendship of the peoples of French and English Canada, hinges upon the issue of full national equality.⁵¹ »

La deuxième explication se retrouve dans l'influence et la propagande odieuses et néfastes des monopoles, des défaitistes et des agents du fascisme qui ont intérêt à faire déraiper l'unité nationale. Les deux principaux porte-parole de ceux-ci au Québec sont le Bloc populaire et l'Union nationale. De nombreux textes de Ryerson dénoncent la tromperie qu'emploie le Bloc populaire pour attiser la méfiance et la résistance des Canadiens français⁵². D'ailleurs, Ryerson met au jour l'alliance, de plus en plus visible, entre le Bloc populaire et l'Union nationale. Il évoque la « combine

⁴⁹ Stanley Ryerson. « Pour l'avenir du Canada français ». *La Victoire*, 11 décembre 1943. Voir aussi ; *Idem.* « French Canada And the New Party ». *Canadian Tribune*, 31 juillet 1943. Les initiales CT pour *Canadian Tribune* seront désormais employées dans le reste de ce chapitre.

⁵⁰ Stanley Ryerson. « Day of Decision in French Canada ». *National Affairs Monthly*, vol.1 no.2 (mai 1944), p.35. Les initiales NAM pour *National Affairs Monthly* seront désormais employées dans le reste de ce chapitre.

⁵¹ Stanley Ryerson. « Democracy in Quebec And National Unity ». CT, 30 octobre 1943. Voir aussi ; *Idem.* « Quebec-Touchstone of National Unity. Smashing of Quisling Forces and Democratic Labor Policy are Essential for Total War ». CT, 24 avril 1943.

⁵² Stanley Ryerson. *Le Canada français...*, p.105-116. ; *Idem.* « Brisons l'influence des Munichois... ». *La Victoire*, 19 septembre 1942. ; *Idem.* « Coup de poignard... ». *La Victoire*, 13 mai 1944. ; *Idem.* « M. Bouchard exploite l'OJC ». *La Victoire*, 8 juillet 1944.

Duplessis-Laurendeau » ou celle « blocarde-duplessiste »⁵³ ; les deux partageant la même communauté de vues concernant la revendication de l'autonomie provinciale. « Under the false banner of "defense of provincial autonomy" [...] this self-styled "enemy of trusts" is waging a campaign of frantic opposition to the power-trust nationalization, obstruction of social security legislation, and the political sabotage of the nation's war for survival.⁵⁴ » Ryerson montre une hostilité très semblable envers cette revendication qu'au moment du Front populaire. Cette autonomie provinciale n'est pas limitée au Québec. Ryerson fustige également les agissements de Drew⁵⁵ en Ontario. Cette attitude est révélée avec force dans la brochure de Ryerson, *Drew, Dorion, Duplessis contre le Canada-français*⁵⁶. Il y est mentionné : « Mais les trustards et les adversaires du progrès se sont toujours servis de l'argument de "la constitution, de "l'autonomie", etc., pour barrer la route aux réformes sociales. [...] C'est une duperie cynique qu'ils ont pratiquée – et pratiquent encore.⁵⁷ » Ryerson entend favoriser les initiatives venant d'Ottawa pour étendre les mesures et les législations sociales, dont le programme d'assurance-santé⁵⁸. Celles-ci promeuvent l'égalité nationale et le bien-être immédiat et futur des Canadiens français. Une autre supercherie mise à profit par le Bloc et l'Union nationale est d'attiser la haine nationale entre les Canadiens français et les Canadiens anglais par le biais du

⁵³ Ryerson, « Quel changement voulons-nous ? ». *La Victoire*, 22 juillet 1944.

⁵⁴ Ryerson. « Days of Decision... », *NAM*, vol.1 no.2 (mai 1944), p.36. Voir le chapitre I de ce mémoire concernant les critiques qu'adressent Ryerson au gouvernement Duplessis qu'il traite de fasciste.

⁵⁵ Georges Drew, premier ministre de l'Ontario de 1943 à 1948.

⁵⁶ Montréal, Parti ouvrier-progressiste du Canada français, 1944. Voir aussi, Ryerson. *Le Canada français...*, p.108-111.

⁵⁷ Stanley Ryerson. *Drew, Dorion, Duplessis...*, p.7

⁵⁸ Ryerson. « Pour enforcer la démocratie canadienne à la veille de l'action offensive ». *La Victoire*, 6 février 1943. Voir aussi ; *Idem*. « La sécurité sociale et le Canada français ». *La Victoire*, 20 mars 1943.

nationalisme. « Les préjugés nationaux, la haine des races, fournissent aux trustards un instrument de division des plus précieux.⁵⁹ »

Par conséquent, pour vaincre l'influence néfaste et la propagande de la réaction fasciste au Québec, il faut, selon Ryerson, procéder à une contre-offensive dirigée par les forces démocratiques et progressistes, ainsi que par le mouvement ouvrier. « The primary outstanding political task of the growing democratic forces of labor and people in Quebec is to put to rout and destroy the influence of the pro-fascist defeatists who head the Bloc Populaire and the Union National.⁶⁰ » Ryerson soulève, à quelques reprises, l'importance du leadership que ces groupes doivent fournir au Québec pour orienter dans la bonne voie le sentiment anti-monopole, anti-trust des Canadiens français.

Malgré tout, Ryerson fait bien attention de ne jamais affirmer explicitement que la désapprobation ou le refus envers la conscription d'une majorité de Canadiens français est la conséquence directe de l'action du Bloc ou de toute autre organisation. Du reste, Ryerson demeure prudent lorsqu'il s'exprime sur le Bloc. Sans le ménager, il prend soin de faire la distinction entre, d'un côté, les actions des chefs et, de l'autre, le soutien et la popularité qu'ils obtiennent dans la population québécoise en manipulant son sentiment national⁶¹.

Surtout, Ryerson décèle la manipulation du sentiment national des Québécois à laquelle procèdent le Bloc et la Ligue pour la défense du Canada. « The democratic coalition will not fulfil this task [overcome national inequalities] by simply attacking the Bloc Populaire as "Fascist", or by ignoring the deep-rooted national sentiments to which the demagogy of the Bloc leaders is mainly directed.⁶² » Il apporte une

⁵⁹ Ryerson. « Pour l'avenir... ». *La Victoire*, 11 décembre 1943. Voir aussi ; *Idem. Drew, Dorion, Duplessis...*, p.8-9.

⁶⁰ Ryerson. « French Canada... ». *CT*, 31 juillet 1943. Voir aussi ; *Idem.* « Cette question de coalition ». *La Victoire*, 7 octobre 1944.

⁶¹ Ryerson. « Quel changement... ». *La Victoire*, 22 juillet 1944.

⁶² Ryerson. « Day of decision... », *NAM*, vol.1 no.2 (mai 1944), p.36.

différenciation entre le sentiment national des Canadiens français, qui est légitime, et le nationalisme du Bloc, de Duplessis et du grand capital, qui lui est dommageable.

« [...] it may be well to re-emphasize the fact that French-Canadian national sentiment is by no means identical with the rabid national chauvinism of the Quebec reactionaries. The national sentiment of the masses of French Canadians is an inescapable fact of Canadian life, which grows out of their whole existence as a national identity, with a proud historic tradition of their own. It transcends party dividing-lines and grouping, and permeates the whole of French-Canadian life.⁶³ »

Pour Ryerson, la Rébellion de 1837-1838 est un exemple historique où le sentiment national des Canadiens français a joué un rôle positif et progressiste. « Papineau répudia de la façon la plus catégorique le sentiment d'exclusivisme national, de chauvinisme nationaliste. Défenseur de la nation, il réalisa cette vérité que les intérêts nationaux bien compris ne contredisent jamais les intérêts généraux de la société humaine [...].⁶⁴ » Ryerson confirme dans *Le Canada français*, le potentiel progressiste du sentiment national des Canadiens français, pourvu que celui-ci soit canalisé de façon adéquate et non instrumentalisé par des groupes pro-fascistes. « Le sentiment national, chez nous comme ailleurs, a joué un rôle parfois progressif, parfois réactionnaire. Cela dépend des classes sociales qui en assument la direction.⁶⁵ » Bien entendu, il revient au mouvement ouvrier et aux travailleurs d'orienter ce sentiment. Il invite même les « nationalistes honnêtes » à se rallier aux forces démocratiques pour résoudre la question des inégalités nationales.⁶⁶ Ryerson démontre donc une plus grande ouverture en ce qui concerne le sentiment national

⁶³ Ryerson. *French Canada. A Study in Canadian Democracy*. Avant-propos de Évariste Dubé, Toronto, Progress Books, 1943, p.177. Voir aussi la page 189 et ; *Idem*. « French Canada: Thorn... » *The Monthly Review* (mars 1940), p.29.

⁶⁴ Ryerson. *Le Canada français...*, p.59.

⁶⁵ Ryerson. *Le Canada français...*, p.144. La page suivante (p.145) est également d'intérêt. Voir aussi ; *Idem*. *French Canada...*, p.174.

⁶⁶ Ryerson. *Le Canada français...*, p.112.

des Canadiens français, ainsi qu'à l'égard de sa portée et de son importance dans leur histoire et dans leur vie. Nous allons aborder cette question plus en détail dans la prochaine section.

2.2.4 La reconnaissance de la nation canadienne-française par Ryerson

La publication de *French Canada* en 1943, et par ricochet de *Le Canada français* en 1945⁶⁷, synthétise, confirme et marque des modifications de position et une évolution de la pensée de Ryerson concernant la question nationale au Québec. Il faut cependant percevoir que plusieurs aspects de cette évolution restent imprécis pour ne pas dire entourés d'une certaine confusion. Voyons quels sont les aspects principaux qui prennent part à cette évolution.

Certainement l'aspect le plus important est la reconnaissance explicite par Ryerson de la nation canadienne-française. « Le peuple canadien-français s'est formé en *nation* [dans le texte] à travers trois siècles de vie commune vécue sur son territoire : il a sa langue et sa culture à lui, son tempérament, sa vie économique et sociale.⁶⁸ » Pour Ryerson, cette nation répond aux critères définis par Staline⁶⁹. Toutefois, il ne fait pas référence au droit de cette nation à l'autodétermination. Pour être plus précis, il ne réclame pas son application au profit des Canadiens français à

⁶⁷ Ryerson. *French Canada : A Study in Canadian Democracy*. Avant-propos de Évariste Dubé, Toronto, Progress Books, 1943. Ryerson faut paraître deux ans plus tard, une version largement remaniée et modifiée de ce livre en langue française sous le titre *Le Canada français : sa tradition, son avenir*, Montréal, Éditions de la Victoire, 1945. Les deux ouvrages reprennent les mêmes thèmes et les mêmes idées, mais la version anglaise est plus volumineuse (254 pages) que celle en français (150 pages). Cette différence peut se comprendre car, pour chacune des versions, Ryerson s'adresse à un public différent, soit celui anglophone et francophone.

⁶⁸ Ryerson. *Le Canada français...*, p.5-6. La première mention implicite que les Canadiens français forment une nation se retrouve dans : *Idem*. « French Canada: Thorn... », *The Montly Review* (mars 1940), p.27. Ryerson écrit alors : « The problem of French Canada as a small *nation* [italique de moi] fighting for its survival, against oppression dates from the British conquest. »

⁶⁹ Ryerson. *French Canada...*, p.171. C'est la première fois que Ryerson évoque la définition stalinienne de la nation. Pour l'énoncé de celle-ci, voir le chapitre I, p.28 note 10 de ce mémoire.

l'époque de la Seconde Guerre mondiale⁷⁰. Ce silence est d'autant plus étonnant que Ryerson cite un long passage de l'ouvrage *Le marxisme et la question nationale et coloniale* de Staline dans lequel ce dernier s'exprime en faveur de la reconnaissance de l'autodétermination nationale et de sa portée pour les marxistes⁷¹. Pour tenter de comprendre cette absence, il faut examiner les autres aspects originaux dans l'interprétation historique mise de l'avant par Ryerson. Nous sommes avisés qu'il est délicat de procéder à un résumé qui laisse paraître une plus grande cohérence dans la pensée de Ryerson que ce qui transparaît dans ses ouvrages et ses articles. Ce résumé ne cherche pas à résoudre ou à effacer les contradictions et les faiblesses présentes dans la démonstration de Ryerson. Par ailleurs, les limites de ce mémoire ne nous permettent pas de les approfondir. C'est avec cette prémisse en tête qu'il faut saisir le sens de l'exposé qui suit.

Ryerson affirme que l'égalité politique des Canadiens français a été acquise avec l'obtention du gouvernement responsable de 1848 et la Confédération de 1867. « [...] la nation canadienne-française a conquis son égalité politique et ses libertés démocratiques, il y a cent ans [...].⁷² » Pendant la période qui s'échelonne entre la Conquête de 1760 et la promulgation de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de

⁷⁰ Cette observation n'est pas partagée par Levitt, voir ; Joseph Levitt. *A Vision Beyond Reach. A Century of Images of Canadian Destiny*. Ottawa, Deneau, 1982, p.111, 129 et p.219 note 58. Il y est écrit : « To be fair, Ryerson, looking back, remembers feelings dissatisfied with the Communist party's policy in Quebec. As early as 1936 he was talking to André Laurendeau, the young nationalist spokesman, about the possibility of self-determination for French Canada, as cause he was to espouse publicly [italique de nous] in the early 1940s. » (p.111) Pour appuyer cette déclaration, l'auteur évoque, en note de référence, une lettre de Ryerson qui lui a été envoyée en 1981 (p.219 note 58). La seule possibilité que nous entrevoyons pour expliquer ce désaccord est que Levitt fait référence aux positions soutenues par Ryerson lorsqu'il était à la tête de l'« Operative Centre » entre l'été 1940 et l'été 1941, mais qu'il a abonné dès cette dernière date, voir la sous-section 2.1.3 « L'activité de Ryerson » du présent chapitre.

⁷¹ Ryerson. *Le Canada français...*, p.141-142. Ryerson cite ces mots de Staline : « Seule la reconnaissance par le prolétariat du droit des nations à la libre séparation assure la pleine solidarité des ouvriers des diverses nations [...]. » (p.142)

⁷² *Ibid.*, p.10. En complément, dans le même ouvrage, voir les pages 58-59, 66-67 et *passim*. Pour la première énonciation, voir ; Ryerson. « French Canada: Thorn... ». *The Monthly Review* (mars 1940), p.27.

1867, les Canadiens français ont lutté pour assurer leur survivance nationale. Les deux événements déterminants de cette lutte furent les Rébellions de 1837-1838 et le cheminement vers l'obtention du gouvernement responsable de 1848, après l'imposition de l'Acte d'Union de 1840. « La conquête de la Nouvelle-France par l'Angleterre en 1760 détermine le cadre de notre développement ultérieur : la question angoissante qui se posa dès cet événement fut celle de notre survivance en tant que Français au Canada – en tant que Canadiens-français [*sic*]. Nous avons survécu, et le Canada est devenu un état comprenant deux communautés nationales.⁷³ » Avec la Confédération, les Canadiens français ont pu se doter d'un État propre, leur assurant du même coup leur survivance nationale qui va de pair avec l'égalité politique. « Par l'adoption de la forme fédérale, à la place de l'union législative, on a reconnu le droit du Canada-français [*sic*] à l'état [*sic*] de leur choix, sous la forme d'une province autonome au sein de la Confédération.⁷⁴ » Ryerson va jusqu'à déclarer que la Confédération est la consécration de l'exercice du droit à l'autodétermination des Canadiens français, car ces derniers ont pu déterminer par eux-mêmes la forme de l'État qui leur convenait⁷⁵.

Avec ces précisions et en suivant la logique exposée par Ryerson, nous pouvons conclure que, dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale, Ryerson juge qu'il

⁷³ *Ibid.*, p.47. Pour les premières formulations, voir ; *Idem.* « French Canada: Thorn... », *The Montly Review* (mars 1940), p.27. Et ; E. Rogers [Ryerson]. *La conscription, c'est l'esclavage...*, p.3-4.

⁷⁴ Ryerson. *Le Canada français...*, p.74. Ryerson tire cette conclusion contenue dans cette dernière citation malgré le fait qu'il évoque les résistances populaires au Québec à l'égard du projet de Confédération et les dénonciations de Dorion et du Parti rouge de ce même projet. De plus, il rappelle les réticences des décideurs politiques à recourir à une consultation populaire directe portant sur l'approbation à la Confédération. Par conséquent, malgré une opposition populaire visible à la Confédération et les tractations politiques ayant marqué les négociations, Ryerson considère qu'avec l'adoption de la forme fédérale réclamée, selon lui, par le peuple québécois, au lieu de l'union législative, « The French-Canadian popular demand for an autonomous state was conceded by the British North America Act [...] ». (Ryerson, *French Canada...*, p.70). Sur le processus menant à la concrétisation de la Confédération, voir ; Ryerson. *French Canada...*, p.64-72. Et ; Ryerson. *Le Canada français...*, p.70-75.

⁷⁵ Ryerson. *French Canada...*, p.63.

n'est pas utile ou nécessaire de soulever la question du droit à l'autodétermination des Canadiens français, suivant sa reconnaissance comme nation, car cette question a déjà été réglée, il y a plus de soixante-dix ans⁷⁶. La « recognition of the dual-national character of the Canadian people »⁷⁷ et « the degree of national sovereignty secured by French Canada in 1867 »⁷⁸ sont des acquis pour les Canadiens français leur garantissant leur existence nationale. Ainsi, il est possible de saisir que pour Ryerson, le Canada est un État binational, sans pour autant que cela signifie que la Confédération soit un pacte entre deux nations⁷⁹.

Marcel Fournier soulève aussi la difficulté pour le POP d'appuyer le droit à l'autodétermination des Canadiens français dans un contexte où le Bloc populaire s'oppose à la conscription, tout en présentant et en diffusant un nationalisme jugé réactionnaire. Le POP pourrait alors craindre que cette demande soit reprise ou utilisée par le Bloc⁸⁰. Il ne faut pas perdre de vue que Ryerson, tout comme le POP, se méfie des préceptes nationalistes mis de l'avant par le Bloc populaire et l'Union nationale en vue de manipuler le sentiment national des Canadiens français dans un contexte particulièrement exalté par la guerre et la question de la conscription.

⁷⁶ Pour une appréciation qui se rapproche de la nôtre, voir ; Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : histoire marxiste » dans Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.). *Le droit de se taire: histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Montréal, VLB éditeur, 1989, p.258-259. Et ; Comeau. « Le Parti communiste canadien, Stanley Bréhaut Ryerson... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.137.

⁷⁷ Ryerson. *French Canada...*, p.71

⁷⁸ *Ibid.*, p.72.

⁷⁹ *Ibid.*, p.71-72.

⁸⁰ Fournier. *Communisme et anticommunisme...*, p.102-104.

Dans la réédition de *French Canada* en 1980⁸¹, dans *Unequal Union*⁸² en 1968 et surtout dans le *Capitalisme et la Confédération*⁸³ en 1972, Ryerson procédera à une réévaluation et à une révision de certaines des interprétations historiques formulées pendant la décennie 1930 et durant la Seconde Guerre mondiale. Dans un plus grand souci de clarté et de concordance avec l'époque où celles-ci ont été émises, nous allons les examiner dans le quatrième chapitre de ce mémoire. Néanmoins, faisant appel directement à l'objet traité, il faut remarquer que Ryerson s'explique sur sa décision de ne pas soulever la question du droit à l'autodétermination nationale dans la troisième édition de *French Canada*.

« [...] to raise the slogan of self-determination *now* [à la première publication de *French Canada* en 1943], was to be guilty of bourgeois nationalism. In the advanced countries at least, any question (if such there be) of national self-determination was strictly a matter for a future socialist revolution to deal with. What was wrong with this line of reasoning was both its counter-factual basis and its flawed theoretical approach.⁸⁴ »

Il y avait donc une crainte en 1943, de la part de Ryerson, que la demande de l'autodétermination ne soit perçue comme du nationalisme bourgeois et non comme une démarche démocratique. Démarche ayant comme objectif de rapprocher les Canadiens anglais et Canadiens français pour parvenir à l'égalité nationale complète de ces derniers et en faveur d'une meilleure compréhension mutuelle. En effet, Ryerson ne voyait pas de lien entre, d'une part, la persistance des nombreuses

⁸¹ Ryerson. *French Canada : A Study in Canadian Democracy*. 3^e ed., Toronto, Progress Books, 1980 [1943].

⁸² Ryerson. *Unequal Union : Confederation and the Roots of Conflict in the Canadas, 1815-1873*. Toronto, Progress Books, 1968.

⁸³ Ryerson. *Le Capitalisme et la Confédération : aux sources du conflit Canada-Québec (1760-1873), suivie d'un Mémoire sur la Charte de la langue française au Québec*. Version ref. et augm. de « Unequal Union », Trad. de l'anglais d'André D'Allemagne. Montréal, Parti Pris, 1978 [1972].

⁸⁴ Ryerson. *French Canada : A Study in Canadian Democracy*. 3^e ed., Toronto, Progress Books, 1980 [1943], p.5.

inégalités économiques, sociales et culturelles des Canadiens français et, d'autre part, une possible inégalité politique d'où ces premières inégalités trouvent leurs sources et se répercutent.

Ryerson poursuit sa défense et son encouragement pour le maintien de la solidarité entre les Canadiens français et les Canadiens anglais⁸⁵. Un aspect qui reste assez vague dans l'exposé de Ryerson concerne la tâche que doivent accomplir les Canadiens anglais pour assurer que leurs compatriotes canadiens-français puissent jouir pleinement des droits nationaux obtenus avec la Confédération et qui ont permis de mettre en place l'État provincial du Québec. L'un de ces droits, peut-être le plus important, est que les Canadiens français sont libres de gérer leurs propres affaires comme ils l'entendent, donc de décider pour eux-mêmes à l'intérieur des frontières de la province de Québec. Les Canadiens anglais doivent montrer une ouverture pour ce droit démocratique et l'appuyer. Ryerson et le POP sont tenus de véhiculer cette vision au sein de la population anglophone du Canada. C'est là la conséquence la plus importante de la reconnaissance que les Canadiens français forment une nation et du choix de ceux-ci pour le régime fédératif.

« Canadian unity can be real and complete only if the minority nation, that of French Canada, is able to feel full confidence that its right freely to determine its own destiny, to arrange its life as it sees fit, is assured to it by democratic guarantees. The attitude of English Canada, and of the English-speaking labor-progressive movement first and foremost, must be such as to strengthen that confidence in every way possible.⁸⁶ »

La nation canadienne-française a été reconnue en 1945 dans un document officiel du POP. « [...] the French Canadian people are a nation, and cannot be called "the second nation in Canada" [...] »⁸⁷ » Le POP a tout de même fait une brève allusion à la

⁸⁵ Voir en particulier la brochure suivante ; Ryerson. *Two peoples, One land, One future, with Letter from Sam Carr*. Toronto, Labor Progressive Party, 1944.

⁸⁶ Ryerson, *French Canada*..., p.179. Voir les pages 170 à 181.

⁸⁷ LPP. *The L.P.P. and Post-War Canada*..., p.14.

nation canadienne-française dans son programme de 1943 lorsqu'il attire l'attention sur « our two-nation state »⁸⁸. L'interprétation historique développée par Ryerson est également présente, dans ses grandes lignes, dans le document du POP de 1943⁸⁹. Il y est discuté de l'égalité politique acquise par les Canadiens français avec la Confédération et le fait que celle-ci ait accordé à ces derniers leur État autonome d'après leur volonté⁹⁰.

Il apparaît toutefois que le constat de l'existence de la nation canadienne-française n'a pas été unanimement appuyé à l'intérieur du POP ; certains dirigeants s'y opposant⁹¹. La publication de *French Canada* en 1943 aurait même provoqué des remous au sein du Parti, en connexion avec cette question de la nation et avec l'interprétation historique dépeinte dans ce dernier ouvrage⁹².

2.3 Conclusion

Lors de la Convention nationale du POP tenue en 1945, plusieurs responsables du Parti procèdent à un exposé où ils résument différentes facettes ayant trait à la conduite du POP durant la guerre et sur les perspectives s'offrant au parti dans l'après-

⁸⁸ LPP. *Program of the Labor-Progressive Party...*, p.31.

⁸⁹ *Ibid.*, p.30-35.

⁹⁰ *Ibid.*, p.31.

⁹¹ D'après une entrevue avec Ryerson effectuée en 1981, McCaffrey affirme que Leslie Morris soutient les vues de Ryerson, contrairement à Tim Buck et Sam Carr. De plus, elle porte à notre attention que dès 1939-1940, Ryerson faisait pression sur le Parti pour qu'il consente à reconnaître la nation canadienne-française. Voir ; McCaffrey. *Stanley B. Ryerson : Marxist...*, p. 140 note 33. Voir aussi ; Comeau. « Le Parti communiste canadien, Stanley Bréhaut Ryerson... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.138.

⁹² Comeau. « Le Parti communiste canadien et la question nationale... », *Communisme*, no.29-31 (1991), p.75. Voir aussi un court témoignage de Ryerson sur ce sujet ; Stanley Bréhaut Ryerson. « Prise de conscience : nationalité et tensions sociétales. Notes pour un témoignage ». *Cahiers de recherche sociologique*, no.20 (1993), p.14.

guerre⁹³. Ryerson compte parmi ces intervenants. À cette occasion, sa présentation s'avère particulièrement intéressante, car elle résume d'une façon assez directe et claire ses préoccupations concernant le Canada français et la question nationale au Québec. Ryerson nous offre, en quelque sorte, en bilan critique de son activité et de celle du POP sur ce thème pendant la guerre⁹⁴.

Dans son évaluation, Ryerson conçoit que le POP a encore beaucoup de travail à entreprendre pour rejoindre les travailleurs québécois. La crise de la conscription – c'est l'une des seules fois qu'il discute ouvertement de ce sujet – a démontré les difficultés dans les relations entre les Canadiens français et les Canadiens anglais, en plus d'accentuer les incompréhensions entre ces deux peuples. En effet, la défense par le PCC de la conscription a contribué à l'isoler au Québec⁹⁵. Ryerson s'intéresse alors à une nouvelle dimension pouvant apporter une explication à la résistance des Canadiens français à la conscription. En plus de la persistance des inégalités socio-économiques et culturelles, de l'action des agents pro-fascistes et de la non-perception du caractère libérateur et de justice de la guerre, Ryerson prend maintenant en considération l'oppression nationale des Canadiens français que la conscription illustre et symbolise. « This was an issue [la conscription] not only because of the Tories' utilization of it, but because of its implications for French Canada people, namely that conscription symbolized "domination by non-French majority".⁹⁶ » Pour une meilleure compréhension de la réalité canadienne-française, souligne Ryerson, les communistes canadiens doivent modifier leur approche envers le Canada français, en portant une plus grande attention à l'aspect national de cette nation nouvellement reconnue par eux. Un regard inédit et avisé doit être posé sur la question nationale

⁹³ LPP. *The L.P.P. and Post-War Canada*....

⁹⁴ Stanley Ryerson. « Speeches of Stanley Ryerson » dans LPP. *The L.P.P. and Post-War Canada*..., p.81-87. Les pages 85 à 87 portent exclusivement sur le Canada français.

⁹⁵ Dionne. *La politique du parti communiste canadien*..., p.180.

⁹⁶ Stanley Ryerson. « Speeches of Stanley Ryerson » dans LPP. *The L.P.P. and Post-War Canada*..., p.85.

canadienne-française et cela, en accord avec l'esprit internationaliste prolétarien. De plus, Ryerson invite les membres du Parti à combattre le chauvinisme de « grande-nation » présent au Canada anglais et au sein du Parti. Permettez-nous de citer assez longuement un extrait des exhortations de Ryerson, car nous pensons que cet extrait présente une critique importante de Ryerson adressée aux autorités du Parti, en même temps qu'une auto-critique :

« It is a fact – and one that should give us pause – that we tend to speak often of the struggle against French Canadian nationalism, but very rarely indeed do we try to settle accounts with the "great-nation" chauvinism that is rampant in English-speaking Canada. [...] These are expressed in the main tendencies to deny, in one way or other, the *national* [dans le texte] character of the problem of French-English relationships.

Those who dismiss this problem by saying that "the issues are the same in French as in English Canada," are saying this *in English* [dans le texte]. National nihilism, in the sense of just easily assuming that "there is no problem there," can be a serious obstacle to the solution of this problem. It can also constitute a veiled expression of English-Canadian "great nation" chauvinism.⁹⁷ »

Avec la Deuxième Guerre mondiale, et surtout avec la crise de la conscription, Ryerson prend conscience, avec une plus grande acuité, de la part cruciale qu'occupe la dimension nationale dans les relations entre les Canadiens français et les Canadiens anglais dans la conduite de la guerre et, d'une manière plus générale, dans les perspectives de l'après-guerre. De la même manière, avec la reconnaissance de la nation canadienne-française et la diffusion de ses interprétations historiques, Ryerson plaide pour une meilleure compréhension entre ces deux groupes. Pour Ryerson : « Le Parti Ouvrier-Progressiste a tracé la voie pour assurer l'unité entre les Canadiens de langues française et anglaise, en contribuant à une compréhension meilleure des questions se rapportant à l'égalité nationale [...].⁹⁸ » Ses positions sur la question nationale au Québec évoluent également durant cette période. Ryerson a approfondi

⁹⁷ *Ibid.*, p.86-87.

⁹⁸ Ryerson. « Un an de lutte pour l'unité canadienne ». *La Victoire*, 26 août 1944.

ses réflexions et ses analyses qui se retrouvent, sous une forme achevée, dans ses ouvrages *French Canada* et *Le Canada français*.

Ces réflexions conduiront Ryerson à reconnaître le droit à l'autodétermination nationale aux Canadiens français dans un article du *National Affairs Monthly* en 1946⁹⁹. Dans la même veine, cette prise de position de Ryerson conduira le POP à faire cette même affirmation dans un document du Comité national du POP de 1952¹⁰⁰, comme il a été précisé dans la sous-section 2.1.3. En 1980, Ryerson rappelle cette progression : « It was only some years later (1947) however, that the call for recognition of the French-Canadians' right of national self-determination was made explicit. I venture to think that the writing of this book [*French Canada*], in the early 1940s, had a modest place in the process of arriving at the "two nations" and "national equality" position of the party.¹⁰¹ » Kealey fait une remarque analogue¹⁰². Nous allons jeter un regard critique sur ce cheminement concernant la question nationale québécoise dans le prochain chapitre.

⁹⁹ Ryerson. « The National Question and Canadian Imperialism ». *NAM*, vol.3 no.10 (octobre 1946), p.296-303.

¹⁰⁰ POP. *Indépendance Canadienne et Démocratie Populaire...*

¹⁰¹ Ryerson. *French Canada : A Study in Canadian Democracy*. 3^e ed., Toronto, Progress Books, 1980 [1943], p.3. L'on peut remarquer que Ryerson donne la date de 1947 pour la reconnaissance du droit de l'autodétermination nationale par le POP, plutôt que 1952 comme nous le soutenons. Ryerson fait ici référence à un article de Tim Buck, voir ; « French Canada Versus Duplessis ». *NAM*, vol.4 no.7 (août 1947), p.203. Buck a en effet reconnu ce droit, mais ce n'est seulement qu'en 1952 qu'un document officiel émanant d'une instance du Parti se prononce positivement à ce sujet. Le prochain chapitre se penchera plus longuement sur la question de la reconnaissance du droit à l'autodétermination à la nation canadienne-française par le POP.

¹⁰² Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel... » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.259.

CHAPITRE III

LA GUERRE FROIDE : STAGNATION MALGRÉ LA RECONNAISSANCE DU DROIT À L'AUTODÉTERMINATION, 1945-1965

En 1945, l'après-guerre s'annonce profitable et rempli de promesses pour le POP et le mouvement communiste dans son ensemble. Pour les communistes, la conférence de Téhéran de 1943 a amorcé une nouvelle époque de collaboration entre les Trois Grands¹. Les Alliés ont gagné la guerre et le prestige de l'URSS, de l'Armée rouge et de Staline est à son comble². Cependant, peu de temps après la fin des hostilités, les débuts de la Guerre froide viendront anéantir tous ces espoirs³. Le Canada ne sera pas épargné avec les révélations d'un commis de l'ambassade soviétique au Canada, du nom d'Igor Gouzenko, sur l'espionnage soviétique⁴. L'« affaire Gouzenko » sonnera les débuts de la chasse aux communistes au Canada en 1946. Cette affaire débouchera, notamment, sur le procès et la condamnation de

¹ Robert Comeau. « Le Parti communiste canadien et la question nationale québécoise : aux origines de la crise d'octobre 1947 ». *Communisme*, no.29-30-31 (1991), p.73. Voir aussi ; Robert Comeau et Bernard Dionne. *Les communistes au Québec: 1936-1956 : sur le Parti communiste du Canada/Parti ouvrier-progressiste*. 2^e éd., Montréal, Presses de l'Unité, 1981 [1980], p.14-15.

² Vivian McCaffrey. *Stanley B. Ryerson : Marxist Intellectual and the French-Canadian National Question*. Mémoire de M.A. (histoire), Université d'Ottawa, 1982, p.89.

³ Sur les manifestations de la guerre froide et du « maccarthisme » en sol canadien, voir ; David MacKenzie. *La peur du communisme au Canada, 1945-1957*. Ottawa, La Société historique du Canada, 2001.

⁴ Merrily Weisbord. *Le rêve d'une génération. Les communistes canadiens, les procès d'espionnage et la guerre froide*. Montréal, VLB éditeur, 1988.

Rose à six ans de prison pour espionnage pour le compte de l'URSS. Rose jouissait d'un haut prestige à l'intérieur du POP, étant le seul député fédéral de ce parti⁵. Il a été élu en 1943 et réélu en 1945 dans la circonscription québécoise de Montréal-Cartier. L'anti-communisme est aussi très virulent dans le mouvement syndical canadien. Un grand nombre d'organismes communistes et de sympathisants, ou considérés comme tels, sont expulsés des syndicats. De plus, les syndicats qu'ils animent sont marginalisés⁶.

Dès les premières années suivant la fin de la guerre, le POP voit une érosion lente, mais continue, de ses effectifs. Après les révélations de Khrouchtchev lors du XX^e Congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) en 1956, et à la suite de la XI^e Convention nationale du POP en 1957, les effectifs s'effondrent carrément⁷. De la même manière, il y a une quasi-extinction des francophones dans les rangs du PCC⁸.

⁵ Pour une biographie concise sur Fred Rose, voir ; Marcel Fournier. « Fred Rose, notes pour une biographie » dans Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.). *Le droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Montréal, VLB éditeur, 1989, p.273-297.

⁶ Voir ; Norman Penner. *Canadian Communism. The Stalin years and Beyond*. Toronto, Methuen, 1988, p.223-227 ; Ivan Avakumovic. *The Communist Party in Canada. A History*. Toronto, McClelland and Stewart, 1975, p.186-199. ; Marcel Fournier. *Communisme et anticommunisme au Québec: 1920-1950*. Laval, Albert Saint-Martin, 1979, p.111. Pour des cas concrets, voir ; Denyse Baillargeon. « L'anticommunisme dans les syndicats : le cas Parent-Rowley » et Robert Comeau. « Les grèves de 1946 et 1949 de l'Union des marins canadiens » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.452-473 et p.474-492.

⁷ Selon Kealey, de 1948 à 1956, le Parti perd de un cinquième à un tiers de ses membres. Suite à la crise de 1956-1957, les défections atteindraient cinquante pour cent des effectifs totaux. (Gregory S. Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel révolutionnaire canadien » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.212 et p.227.). Voir aussi ; Avakumovic. *The Communist Party...*, p.180. ; Et les Annexes A et B à la fin de ce mémoire.

⁸ Penner. *Canadian Communism...*, p.250-251.

3.1 Ryerson reconnaît le droit à l'autodétermination nationale des Canadiens français

L'affirmation de l'existence de la nation canadienne-française en 1943 et le poids de la crise de la conscription amènent Ryerson à poursuivre ses réflexions sur la question nationale au Québec après 1945. Vers la fin de la guerre, l'on a pu remarquer que l'explication de la résistance des Canadiens français à la conscription prend, en grande partie, sa source dans la dimension nationale. Ryerson accorde une grande importance à la dynamique nationale dans l'explication de la divergence, l'on pourrait aussi dire de l'antagonisme, entre les conceptions et les attitudes des Canadiens français et des Canadiens anglais durant la Deuxième Guerre mondiale⁹. Dans cette voie, Ryerson compose un article important en 1946 où il soutient : « [...] the right of self-determination for French Canada including the right to secede, to form a separate state should its people so desire.¹⁰ » C'est la première fois qu'est mise de l'avant, dans un texte émanant d'un membre du PCC, la reconnaissance du droit à l'autodétermination nationale pour les Canadiens français¹¹. Ce précédent de la part de Ryerson n'indique cependant qu'un changement fort modeste de sa perception et de son analyse de la question nationale au Québec. Changement modeste malgré la voie originale et potentiellement intéressante explorée en 1945 qui prend en considération le fait que la « [...] conscription symbolized "domination by non-French

⁹ Voir section 2.3 « Conclusion » du chapitre II de ce mémoire, et le texte ; Stanley Ryerson. « Speeches of Stanley Ryerson » dans LPP. *The L.P.P. and Post-War Canada. Excerpts from Speeches and Reports at Labor-Progressive Party National Convention*. [Toronto], sans éditeur, 1945, p.81-87.

¹⁰ Stanley Ryerson. « The National Question and Canadian Imperialism » *National Affairs Monthly*, vol.3 no.10 (octobre 1946), p.302. Les initiales NAM seront désormais utilisées dans le reste de ce chapitre pour désigner la revue théorique du POP *National Affairs Monthly*.

¹¹ En 1947, Tim Buck, soutiendra aussi ce droit : « It must be emphasized, however, that an indispensable feature of any serious effort to unite and extend democratic support for aim of national self-determination is *action* [dans le texte] to achieve full national equality for French Canada *now* [dans le texte]. » (Tim Buck. « French Canada Versus Duplessis ». *NAM*, vol.4 no.7 (août 1947), p.203.).

majority".¹² » ou la remarque qui condamne « [...] the main tendencies to deny, in one way or other, the *national* [dans le texte] character of the problem of French-English relationships.¹³ »

Avec sa proclamation du droit à l'autodétermination, Ryerson demeure en toute conformité avec la théorie léniniste et il souscrit en tous points aux préceptes de Lénine sur le sujet de l'autodétermination nationale¹⁴. Faisant appel à diverses citations de textes de Lénine, Ryerson se montre conforme à ses enseignements. Trois préceptes centraux de la théorie de Lénine sont ainsi énoncés. Le premier est celui du but ultime pour tous les marxistes, qui prime sur tous les autres, c'est-à-dire le renversement du capitalisme. « But we are not nationalists. And the things that distinguishes us from the nationalists is this, that for us the national demands are relative, conditional, while the proletarian aim of overthrowing capitalism and achieving the victory of the working class is absolute and unconditional.¹⁵ » Le deuxième est la subordination absolue de la demande d'autodétermination à l'intérêt supérieur de l'avancement de la lutte des classes et du prolétariat. Et finalement, le dernier précepte est de favoriser la « voluntary amalgamation of nations » et de ce fait, les communistes doivent « [...] emphasize the voluntary aspect of French Canada's union with larger nation [en l'occurrence avec la nation canadienne-anglaise à l'intérieur de l'ensemble canadien] [...].¹⁶ » C'est de cette façon que Ryerson s'exprime sur l'internationalisme prolétarien qui doit animer les actions et les perceptions des communistes canadiens.

Dans cet article, Ryerson n'apporte aucune considération théorique ou pratique originale, et encore moins audacieuse, sur le thème de l'autodétermination nationale

¹² Stanley Ryerson. « Speeches of Stanley Ryerson » dans LPP. *The L.P.P. and Post-War...*, p.85.

¹³ *Ibid.*, p.87.

¹⁴ À ce sujet voir le chapitre I de ce mémoire, p.29-30 et pour les références, p.29 note 14.

¹⁵ Ryerson. « The National Question... ». *NAM*, vol.3 no.10 (octobre 1946), p.302.

¹⁶ *Ibid.*, p.302.

des Canadiens français. Celle-ci s'insère dans la même perspective que Lénine a popularisée et que Staline a reprise et diffusée au sein du mouvement communiste international après la mort de son prédécesseur. À savoir, que la reconnaissance de ce droit vise plutôt à éviter son exercice. Comme nous avons pu le noter, Ryerson, tout comme le POP, prône le perpétuation de la nation canadienne-française à l'intérieur de l'État canadien, et non sa sécession politique et la formation d'un État indépendant propre. Même si « Lénine souligne clairement que la question de l'autodétermination "se rapporte entièrement et exclusivement au domaine de la démocratie politique", c'est-à-dire au domaine du droit à la séparation politique, à la constitution d'un État national indépendant.¹⁷ » Ce droit a une portée formelle plutôt que réelle ou, dit autrement, plus symbolique qu'effective. Dans la conception du léninisme, cet acquis permet aux nations de traiter sur un pied d'égalité entre elles, sans contrainte et démocratiquement, en vue du maintien d'une union libre et volontaire, en respectant leurs droits et leurs intérêts respectifs et en éliminant les haines et la méfiance. « [...] il [Lénine] indique clairement que la séparation n'est pas la solution la plus favorable à ses yeux, et que le droit n'en est pas automatique. Tout au contraire, il considère que le droit de sécession n'est viable que parce qu'il est accompagné de son contraire, la liberté de s'unir.¹⁸ » Cette vision de la théorie de l'autodétermination nationale sera celle de Ryerson jusqu'au milieu des années 1960 et celle du POP jusqu'au départ de ce dernier du Parti en 1971 et même au-delà de cette dernière année.

C'est en 1952 qu'un document officiel produit par le POP reconnaît explicitement le droit à l'autodétermination nationale, y compris le droit de sécession aux Canadiens français¹⁹. Dans ses programmes des années 1950 et 1960, le POP répétera sans cesse

¹⁷ Michael Löwy. *Patries ou planète ? Nationalismes et internationalismes de Marx à nos jours*. Lausanne, Page Deux, 1999, p.52.

¹⁸ Hélène Carrère D'Encausse. « Unité prolétarienne et diversités nationales. Lénine et la théorie de l'autodétermination ». *Revue française de science politique*, vol.21 no.2 (avril 1971), p.234.

¹⁹ Parti Ouvrier-Progressiste [POP]. *Indépendance Canadienne et Démocratie Populaire. Programme adopté par le Comité National du Parti Ouvrier-Progressiste*. Toronto, POP, 1952, p.12 et p.18. Dans un autre ouvrage de la même année et écrit par Tim Buck, celui-ci fait l'observation suivant

qu'il opte pour la préservation de la nation canadienne-française dans le cadre de l'État canadien et pour l'union des habitants du Canada français et de ceux du Canada anglais. « Le parti Ouvrier-Progressiste préconise pour le Canada français le droit de disposer de lui-même [synonyme du droit à l'autodétermination], y compris le droit de sécession. Il croit que l'avenir du pays sera mieux servi par l'union volontaire du Canada français au Canada de langue anglaise dans une union fédérale respectant la complète égalité nationale du Canada français.²⁰ »

Par la reconnaissance du droit à l'autodétermination à la nation canadienne-française, Ryerson paraît poursuivre un but un peu plus voilé. Tout d'abord, il entend clarifier l'approche marxiste de la question nationale (l'internationalisme prolétarien) avec laquelle les communistes canadiens doivent comprendre et concevoir le Canada français²¹. Partant de ce point, Ryerson veut rectifier et combattre les tendances de nationalisme « petit-bourgeois » qui semblent se manifester chez certains communistes au Québec. Nous allons développer ce dernier point dans la prochaine section en lien avec les événements se dégageant du V^e Congrès provincial du POP au Québec.

Programme adopté par le Comité National du Parti Ouvrier-Progressiste. Toronto, POP, 1952, p.12 et p.18. Dans un autre ouvrage de la même année et écrit par Tim Buck, celui-ci fait l'observation suivant en se référant à la situation prévalant dans les années 1930 : « But the party did not yet draw the Leninist conclusion from the fact that the people of French Canada are a nation in every sense of the word and demand for them the full right of national self-determination. » (Tim Buck. *Thirty years, 1922-1952. The Story of the Communist Movement in Canada.* Toronto, Progress Books, 1952, p.81.).

²⁰ POP. *L'indépendance canadienne et un parlement populaire. La voie canadienne vers le socialisme.* Toronto, POP, 1954, p.27. Voir aussi la page 14.

²¹ Ryerson. « The National Question... ». *NAM*, vol.3 no.10 (octobre 1946), p.296.

3.2 Ryerson, le V^e congrès provincial du POP au Québec et la crise de 1947

En octobre 1947 a lieu le V^e Congrès provincial du POP au Québec²². Lors de ce Congrès, Gui Caron, chef du POP au Québec, présente une « résolution surprise » qui dénonce une « fraction nationaliste, antimarxiste qui s'est opposée au centre du Parti »²³ et qui demande la démission de trois membres²⁴ du comité provincial, en plus de demander une rétractation des opinions d'un quatrième (en l'occurrence Henri Gagnon). Les personnes visées seront connues sous l'appellation du « groupe d'Henri Gagnon ». Cette résolution est appuyée par la nouvelle direction, en place depuis la fin de la guerre, du Parti au Québec (dont le D^r Daniel Longpré et Danielle Cuisinier, en plus, bien sûr, de Gui Caron) et avalisée par la direction nationale du POP à Toronto. Elle a été présentée sans débat préalable et sans en informer ceux qu'elle visait, à l'exception de Gagnon²⁵. Les conceptions de chacune des deux parties en présence sur la question nationale au Québec sont certainement au cœur de cette

²² Pour plus d'informations et de détails sur le déroulement de ce congrès et sur les tenants et aboutissants de celui-ci, voir ; Bernard Dansereau. « Stanley B. Ryerson et les exclus de 1947 ou "Quand les passeurs de tracts veulent les écrire" dans Comeau et Tremblay (dir.) *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.105-130. ; Comeau. «Le Parti communiste canadien... ». *Communisme*, no.29-30-31 (1991), p.69-83. Fournier. *Communisme et anticommunisme...*, p.99-109. ; Henri Gagnon. *Les militants socialistes du Québec. D'une époque à l'autre*. Saint-Lambert, Héritage, 1985. Surtout les chapitres 12 « Le virage manqué d'après-guerre » et 13 « La division "1947" ». ; Robert Comeau et Bernard Dionne. « Henri Gagnon, organisateur révolutionnaire : 1936-1956 » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.298-337. Et ; Comeau et Dionne. *Les communistes au Québec: 1936-1956...*, p. 58-64. Pour le point de vue officiel du PCC présenté par le chef du Parti au Québec en 1979, voir ; Samuel Walsh. « L'évolution de la politique nationale du Parti communiste ». *Le Communiste*, vol.1 no.1 (janvier-février-mars 1979), p.17-32.

²³ Comeau. « Le Parti communiste canadien... ». *Communisme*, no.29-30-31 (1991), p.76.

²⁴ Ces trois membres sont : Emery Samuel, Gérard Pelletier et Marcel Lapalme. Ils sont, avec Henri Gagnon, des militants ayant adhéré au PCC avant le début de la guerre, et même pour certains au début des années 1930.

²⁵ Gagnon. *Les militants socialistes...*, p.227-228. Gagnon aurait été avisé le matin du jour où la résolution a été présentée. Dans un autre ordre d'idée, Gui Caron atteste que : « Pendant le Congrès provincial, une discussion acerbe s'était déroulée. Durant toute cette discussion, personne, à ma connaissance, n'avait formulé contre Pellerin, Samuel ou Gagnon l'accusation d'avoir constitué un groupement fractionnel. » (Gui Caron. *Contribution du camarade Gui Caron devant la commission d'enquête sur les événements de 1947*, Montréal, 6 août 1956, [texte stéréotypé], p.3.).

scission. Sur ce point, la résolution reproche au groupe de Gagnon d' « adopter, dans la question des relations fédérales-provinciales le point de vue du nationalisme [...] [et d'] exprimer ouvertement une attitude de mépris à l'égard de l'internationalisme.²⁶ » D'autres accusations portent, entre autres, sur le manque de participation des accusés à l'égard des luttes du prolétariat industriel, de pratiquer le séparatisme organisationnel à l'intérieur du POP, ainsi que de négliger l'étude théorique du marxisme. La question nationale n'est néanmoins pas le seul objet en litige. Il y a également l'arrivée de nouveaux cadres du Parti au Québec. Ces derniers sont des intellectuels ou des professionnels avec un haut niveau de formation théorique qui veulent écarter des anciens responsables qui sont surtout des hommes de terrain, manquant de discipline à leurs yeux, et faisant preuve de spontanéisme²⁷. De même, l'autonomie du groupe francophone au sein de Parti est aussi un sujet de désaccord entre les autorités du POP basées à Toronto et les militants francophones²⁸. À la suite de l'expulsion du groupe d'Henri Gagnon du Parti, ce coup de force entraînera le départ d'environ 300 des 700 membres francophones du POP²⁹. Ces départs affaibliront grandement le POP au Québec, surtout en ce qui a trait à la participation des francophones dans le Parti³⁰.

²⁶ Dansereau. « Stanley B. Ryerson et les exclus... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.111. La « résolution surprise », qui comporte cinq points, est reproduite dans sa totalité dans ce dernier article aux pages 111 et 112.

²⁷ Comeau. « Le Parti communiste canadien... ». *Communisme*, no.29-30-31 (1991), p.76.

²⁸ Dansereau. . « Stanley B. Ryerson et les exclus de 1947... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.116. ; Fournier. *Communisme et anticommunisme...*, p.108. ; Avakumovic. *The Communist Party in Canada...*, p.256.

²⁹ Statistique tirée de ; Comeau et Dionne. *Les communistes au Québec, 1936-1956...*, p.64.

³⁰ Pour Bernard Dansereau, ce V^e Congrès « est significatif parce qu'il marque l'échec de l'organisation du PCC au Québec [...] l'année 1947 marque à la fois une rupture et un point de non-retour. » (Dansereau. « Stanley B. Ryerson et les exclus de 1947... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.106.). Pour Fournier : « La scission qui se crée au sein du P.O.P. à propos de la question nationale n'est évidemment pas sans affaiblir l'action du Parti et les diverses activités de ses membres. Le départ de nombreux militants francophones [...] oblige le P.O.P. à consacrer beaucoup d'énergie à "panser les plaies" et à discuter longuement de la possibilité et des

L'intérêt de cet événement pour notre propos est d'examiner et de cerner le rôle qu'y a joué Ryerson et de chercher à comprendre ce qu'il révèle de ses positions sur la question nationale québécoise, mais aussi sur son attitude en tant qu'un des principaux dirigeants du POP³¹. Ryerson a joué un rôle actif de premier plan dans les événements entourant ce V^e Congrès³². Le principal geste révélateur immédiat est qu'il est l'auteur du texte de la « résolution surprise » qui identifie une « déviation nationaliste » à l'intérieur du POP³³. Avec Tim Buck, Ryerson est sûrement la figure de la direction du Parti qui a été la plus impliquée dans le processus menant à l'expulsion du groupe de Gagnon. Le rôle de Ryerson ne se limite pas seulement aux quelques jours de la durée du Congrès ou des semaines qui le précèdent, mais prend aussi, et même surtout, sa signification dans les années antérieures. Pour bien comprendre l'événement dans toute son étendue, il faut s'arrêter sur les propositions émises par le POP au sujet des relations fédérales-provinciales qui seront discutées et disputées, dans les rangs du POP au Québec, de 1945 jusqu'à la tenue du V^e Congrès en octobre 1947.

Avec en arrière-plan la convocation d'une conférence fédérale-provinciale en 1945, Buck prononce ses mots lors de la Conférence nationale du POP de 1945 :

conditions de réintégration des militants exclus. » (Fournier. *Communisme et anticommunisme...*, p.109.).

³¹ En 1947, Ryerson est nommé Secrétaire national à l'organisation du POP, poste d'importance et de direction dans les structures du Parti. En mars de la même année, il abandonne la direction de la revue théorique du Parti, *National Affairs Monthly*. Il sera aussi jusqu'en 1948, Directeur national d'études du POP.

³² Dans ces écrits postérieurs à 1947, Ryerson n'a jamais discuté de la « crise de 1947 », ni de son rôle dans celle-ci. À notre connaissance, il n'a jamais fourni de quelconque justification ou explication sur cet événement, même lors du déroulement de l'enquête mise sur pied par le POP en 1956 précisément sur cet épisode.

³³ Pour l'attestation de ce fait, voir ; Dansereau. « Stanley B. Ryerson et les exclus de 1947... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.111, 114 et 128 note 19. ; Gagnon. *Les militants socialistes...*, p.230 et p.260. ; Weisbord. *Le rêve d'une génération...*, p.303. ; Gué Caron. *Second Contribution of Gué Caron to the Commission of the Events of 1947*. [1956], [texte stéréotypé], p.19.

« We [le POP] welcome the strategic proposals put forward by the King government for reallocation of taxation, centralization of revenue; raising the standard of and centralization of responsibility for social services; for re-imbursing the province through Dominion subsidies paid on the basis on population, and so on.

Similarly we welcome the proposal of the King government that the provinces shall achieve this by enacting legislation to delegate powers to the Dominion in these fields.³⁴ »

Immédiatement la guerre terminée, Buck propose donc une centralisation accrue des pouvoirs du gouvernement fédéral dans les champs de compétence provinciale. Il demande, en outre, qu'on lève les obstacles législatifs et constitutionnels pour qu'Ottawa puisse intervenir directement dans les domaines des services sociaux, de l'éducation, de la santé publique et de la sécurité sociale³⁵. Ces propositions ne sont pas une nouveauté en soi pour le POP/PCC. Elles reprennent globalement la lettre et l'esprit déjà formulé par le Parti dans son document soumis dans le cadre de la Commission d'enquête Rowell-Sirois en 1937³⁶. Pour réaliser ces modifications à propos des relations entre le pouvoir central et les provinces, Buck avance, en 1946, l'idée d'amender la Constitution canadienne pour permettre au gouvernement fédéral d'intervenir adéquatement dans les champs d'activité de compétence provinciale. C'est cette dernière idée qui, selon Gui Caron, provoque une réaction et pose certains problèmes à des membres francophones du POP au Québec au courant de la Convention nationale de 1946³⁷. Ces membres craignent qu'une modification de

³⁴ LPP. *The L.P.P. and Post-War Canada. Excerpts from Speeches and Reports at Labor-Progressive Party National Convention*. [Toronto], sans éditeur, 1945, p.9.

³⁵ LPP. *For Peace Progress Socialism. Speeches of Tim Buck and Main Resolutions, 2nd National Convention*. Toronto, Eveready, 1946, p.33. Voir aussi ; Tim Buck. « French Canada Versus... ». *NAM*, vol.4 no.7 (août 1947), p.203-206. ; Comeau et Dionne. *Les communistes au Québec, 1936-1956...*, p.55-56. ; Fournier. *Communisme et anticommunisme...*, p.107-108.

³⁶ Voir la section 1.6 « Les moyens privilégiés pour en finir avec l'infériorité économique et sociale des Canadiens français » du chapitre I de ce mémoire.

³⁷ Caron. *Second Contribution of Gui Caron...*, p.3. Les membres identifiés par Caron, sont, en plus de lui-même, Henri Gagnon et Emery Samuel. Ce texte de Caron est écrit en 1956 en faveur d'un processus d'enquête interne du POP qui vise la réadmission du groupe de Gagnon. Cette enquête est réalisée, du moins en partie, en réaction au « Rapport secret » de Khrouchtchev lors du XX^e Congrès du PCUS en 1956.

l'Acte de l'Amérique du Nord britannique signifie une perte de droits et une reconnaissance moins grande accordée aux Canadiens français. De plus, « A number of us declared in our speeches at the Convention that any proposal by our Party for a new Canadian Constitution must include proposals for greater recognition and better guarantees for the national rights of French Canada, including right of national self-determination.³⁸ » Les réticences de certains communistes francophones n'ont jamais été exprimées, entre 1945 et 1947, sous une forme cohérente ou structurée, mais l'ont plutôt été d'une manière ponctuelle³⁹. De même, avant octobre 1947, ils ne se sont jamais opposés notoirement à la ligne politique du Parti.

Comme nous l'avons exposé dans la dernière section, le droit à l'autodétermination nationale a bel et bien été reconnu aux Canadiens français dans l'article de Ryerson d'octobre 1946⁴⁰, soit environ trois mois après la II^e Convention nationale du POP tenue au début de juin de la même année. Ce qui précède nous amène à avancer une hypothèse formulée sous forme de questionnement : pouvons-nous émettre l'hypothèse que Ryerson fût amené à reconnaître le droit à l'autodétermination au Canada français en réaction aux pressions de certains membres du POP au Québec et avec pour objectif d'atténuer l'appréhension de certains d'entre

³⁸ *Ibid.* Henri Gagnon atteste qu'il a réclamé ce droit : « A [sic] maintes reprises, ainsi que durant le Congrès [de 1946] j'ai exprimé l'idée que si nous soulevions le mot d'ordre de réforme constitutionnelle cela demanderait que nous levions en même temps le mot d'ordre de lutte pour le droit de détermination nationale du Canada-français [sic]. » (Henri Gagnon, *Estimation de la période 1947-1950*. [1953], [texte stéréotypée], p.15.).

³⁹ Comeau et Dionne. « Henri Gagnon, organisateur révolutionnaire... » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.327. Sur les interventions de certains responsables canadiens-français du POP au sujet des relations fédérales/provinciales dans des publications communistes québécoises (*Action et Combat*), voir ; Comeau et Dionne. *Les communistes au Québec, 1936-1956...*, p.54-56. Voir aussi ; Penner. *Canadian communism...*, p.228-229. Sur le discours du journal *Combat* à propos du thème de la Constitution et des relations fédérales-provinciales, voir ; Gérard Doré. « L'idéologie de "Combat", 1946-1948 ». dans Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montmigny (dir.). *Idéologies au Canada français, 1940-1976*. vol.4 t.1 : La Presse - La Littérature, Sainte-Foy, PUL, 1981, p.204-206.

⁴⁰ Ryerson. « The National Question... » *NAM*, vol.3 no.10 (octobre 1946), p.296-303. Voir la section 3.1 « Ryerson reconnaît le droit à l'autodétermination nationale des Canadiens français » du présent chapitre.

eux à la demande d'un amendement constitutionnel ? Nous n'avons pas l'information ou d'indices suffisants pour appuyer cette hypothèse d'une façon indéniable. Toutefois, nous sommes portés à y croire. Après avoir reconnu le droit à l'autodétermination aux Canadiens français dans son article, Ryerson prend soin de réaffirmer l'engagement du POP à défendre les droits nationaux de ceux-ci, avec comme cadre le fédéralisme canadien et sa Constitution. « We [le POP] uphold the federal principle in the Canadian constitution as a necessary recognition of the national character of French Canada. We advocate specific guarantees of national rights, and fight for the achievement of conditions of real national equality for the French-Canadian people.⁴¹ » Il est également quelque peu étonnant de constater que Ryerson ne procède à aucune réclamation de nature politique dans cet article, comme, par exemple, des pouvoirs politiques accrus au bénéfice du gouvernement du Québec. Et cela, malgré le fait que le droit à l'autodétermination est une revendication intégralement d'essence politique. Il faut dire que cette démarche irait à l'encontre du renforcement de la centralisation fédérale appuyée par le POP. Le contexte aussi laisse croire que Ryerson ait énoncé le droit à l'autodétermination dans le but, pas le seul pourtant, de conforter l'idée d'une centralisation des pouvoirs d'Ottawa. En effet, un article de Buck poursuit explicitement lui aussi ce but⁴². Buck écrit :

« Numerous amendments have been made [au B.N.A. Act] and the rights prized by the masses of the French people have not been infringed upon. It is necessary to emphasize that because the essence of the entire question lies in the fact that amendments to the B.N.A. Act and modification of the distribution of responsibility for social services, national health and so on, can be made without any jeopardizing the political and cultural rights of the masses of the people of French Canada.⁴³ »

⁴¹ *Ibid.*, p.302.

⁴² Buck. « French Canada Versus... », *NAM*, vol.4 no.7 (août 1947), p.203-206.

⁴³ *Ibid.*, p.203-204.

Ce qui est non moins révélateur est que Ryerson a combattu les idées des militants ayant une opinion différente de la sienne, et de celle exprimée par le POP, avec pour cible de mettre fin aux débats au cours de l'année 1946. Gui Caron allègue que deux articles⁴⁴ de Ryerson poursuivent directement cet objectif. Dans ceux-ci, les désaccords prennent la forme, dans les termes de Ryerson, de nationalisme « petit-bourgeois ». « It is obvious, I think, that Comrade Ryerson and Comrade Buck interpreted the opinions which a few of us expressed in regard to the "new Constitution" as an expression of petty-bourgeois nationalism.⁴⁵ » Manifestement, certains passages de ces deux articles de Ryerson peuvent être considérés comme des dénonciations indirectes de certaines idées émises par Caron et d'autres membres. Parmi plusieurs extraits, portons à l'attention les deux passages suivants : « [...] but in a situation where the end of the war is being accompanied by a new upsurge of national feeling, it is urgently necessary that our comrades see to it that we uphold the principles of working class internationalism, and in no way to succumb to the powerful pressure of petty-bourgeois nationalism.⁴⁶ » Ou encore : « Those who would have us accept uncritically this position of the nationalists (going so far as to oppose any advocacy on our part of a recasting of the Constitution) advance a dual argument, doubly confused. First, that it is "tactically necessary", in order to "be with the masses", in order to avoid isolation : second, that it is required by our basic position on the national question.⁴⁷ » Toutefois, Ryerson ne cite jamais de noms et il ne vise

⁴⁴ Les deux articles de Ryerson en question sont les suivants : « A Great Party For Great Tasks ». *NAM*, vol.3 no.7 (juillet 1946), p.200-202. et ; « The National Question... » *NAM*, vol.3 no.10 (octobre 1946), p.296-303.

⁴⁵ Caron. *Second Contribution of Gui Caron...*, p. 3, 5 et 6. Caron poursuit en remarquant que les articles en question n'ont jamais été discutés, que ce soit avant ou après leurs publications, avec aucune des personnes indirectement accusées et que : « For this reason, the publication of Comrade Ryerson's article contributed to a sharpening, rather than a clarification of the disagreements. » (p.4).

⁴⁶ Ryerson. « A Great Party For... ». *NAM*, vol.3 no.7 (juillet 1946), p.201.

⁴⁷ Ryerson. « The National Question... » *NAM*, vol.3 no.10 (octobre 1946), p.301-302. Dans son texte, Caron reproduit d'autres passages de ce même article de Ryerson qu'il considère dirigés contre « ceux qui diffèrent » des positions du POP. Voir ; Caron. *Second Contribution of Gui Caron...*, p.5-6.

jamais directement un groupe de personnes du Parti. Dans un autre article, Ryerson met en scène une grève impliquant des travailleurs de différentes nationalités pour démontrer, d'une manière pédagogique assez marquée, que ce qui doit primer est la conscience de classe sur celle de la nationalité. Ryerson aspire à prouver que :

Le principe de classe, prolétarienne, est l'un des fondements mêmes de notre Parti. L'abandonner ou même fléchir dans la lutte pour le maintenir, ne peut être autre chose qu'une capitulation devant sa "propre" bourgeoisie.

Pour le nationalisme, la ligne de séparation, de démarcation fondamentale, est la nationalité. Pour le communisme, c'est la classe. Devenir communiste, c'est acquérir la conscience de classe [dans le texte].⁴⁸

À l'été 1947, pendant que Gui Caron est à l'École nationale du POP pour suivre une formation de trois mois, Ryerson et Tim Buck l'auraient persuadé de souscrire à leurs vues sur la question des relations fédérales-provinciales⁴⁹. Découlant de cet acquiescement, Caron affirme : « Having accepted Tim's and Stanley's political point of view I accepted also, in the succeeding period their views as to how we should deal with the problem.⁵⁰ » N'oublions pas que c'est Caron qui a présenté la « résolution surprise », composée par Ryerson, lors du V^e Congrès.

Durant le Congrès d'octobre 1947, Ryerson a été le porte-parole du POP et le délégué de la direction nationale de Toronto pour exiger le départ des quatre militants considérés comme dissidents. Plusieurs auteurs ont parlé de la personnalité de Ryerson en prenant en compte son statut d'un des principaux dirigeants du POP et occupant un poste d'importance, en l'occurrence celui de responsable de l'organisation

⁴⁸ Ryerson. « Nationalisme et conscience de classe ». *Action*, vol.1 no.2 (automne 1947), p.2.

⁴⁹ Cet événement est indiqué dans : Caron. *Second Contribution of Gui Caron...*, p.14-15. ; Gagnon. *Les militants socialistes...*, p.222. ; Weisbord. *Le rêve d'une génération...*, p.300-302. Ryerson était alors le responsable de l'École du Parti.

⁵⁰ Caron. *Second Contribution of Gui Caron...*, p.15.

du POP. Les qualificatifs d' « homme de parti »⁵¹, « permanent fiable et docile »⁵², et d' « allié indéfectible de la direction provinciale »⁵³ ont été employés pour le désigner. Il a dû défendre la position officielle du Parti et, de ce fait, l'orthodoxie marxiste-léniniste sur la question nationale, dans une organisation politique fortement centralisée où les divergences sont rapidement résolues par la majorité dirigeante. Entre 1945 et 1947, Ryerson et les responsables du POP n'ont pas montré le désir d'identifier ou de préciser les désaccords entre eux et le petit groupe de membres québécois. De la même manière, ils n'ont pas énoncé clairement les reproches qu'ils leur adressaient. Il n'était pas question de laisser des militants critiquer les positions du Parti. De ce fait, il n'y avait que peu de place pour discuter en toute franchise⁵⁴. Ces remarques sont aussi valables pour la durée du Congrès. « Les dirigeants du Parti font face à un dilemme. Ils désirent maintenir leur contrôle sur le Parti mais ne tiennent pas particulièrement à débattre [de] la question nationale en congrès. [...] Pour arriver à ses fins, elle [la direction du POP] tentera d'utiliser une question de procédure afin de faire élire des candidats qui lui sont favorables sans devoir débattre la question.⁵⁵ » Comme le souligne Dansereau, la conduite de Ryerson lors des événements d'octobre 1947 indique la « [...] relation entre le travail théorique et celui de dirigeant politique.⁵⁶ » Relation parfois ambivalente, mais qui est indissociable dans le cas de Ryerson, considérant sa double fonction de dirigeant du Parti, d'une part, et d'intellectuel et historien de premier plan, d'autre part. Ryerson a donc

⁵¹ Gagnon. *Les militants socialistes...*, p.180.

⁵² Weisbord. *Le rêve d'une génération...*, p.303.

⁵³ Comeau. « Le Parti communiste canadien, Stanley Bréhaut Ryerson... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.149.

⁵⁴ Dansereau. « Stanley B. Ryerson et les exclus de 1947... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p. 109. ; Weisbord, *Le rêve d'une génération...*, p.298.

⁵⁵ Dansereau. « Stanley B. Ryerson et les exclus de 1947... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.112-113.

⁵⁶ *Ibid.*, p.106.

grandement contribué à couper court à tout débat sur la question nationale, en rejetant du revers de la main toute critique qui aurait pu être adressée au POP ou à lui. Il a en outre imposé la ligne politique du Parti sur cette question.

Mais le rôle de Ryerson va au-delà de la simple composition de la « résolution surprise » et de sa participation active à l'expulsion d'éléments considérés comme indésirables à l'automne 1947. Après avoir examiné les écrits de Ryerson entre 1945 et 1947, il est possible d'énoncer que sa reconnaissance du droit à l'autodétermination en 1946 est intimement liée à sa volonté, et à celle du Parti, de réduire les réticences de certains militants du Québec ; ceux-ci ne se limitant pourtant pas aux seuls quatre membres exclus. Les réticences exprimées concernent les modifications que le POP veut apporter à la Constitution canadienne. Ces modifications devraient permettre au gouvernement fédéral de centraliser plus de pouvoirs et d'étendre son intervention dans les champs de compétence provinciale (condition de vie, de travail, réforme sociale, champ fiscal, etc.). Il serait pourtant faux de soutenir que les articles de Ryerson poursuivaient uniquement et seulement cette finalité, que l'on peut désigner de partisane. En effet, Ryerson énonce d'une façon cohérente et structurée une explication de la signification du droit à l'autodétermination nationale pour le Canada français, reposant en cela sur la théorie léniniste. Explication qui tient aussi compte de l'histoire du Canada français, de celle du Canada, ainsi que de la situation politique et étatique canadienne. De plus, dans son article d'octobre 1946⁵⁷, comme nous allons l'étudier dans la prochaine section, Ryerson se penche sur un thème jusque-là peu exploré par les communistes canadiens. Ce thème offre une mise en relation entre le sentiment national et anti-impérialiste des Canadiens français et l'impérialisme américain.

En terminant, il faut aussi rappeler le contexte de la fin des années 1940. Après la guerre, le gouvernement central entreprend des démarches pour intervenir davantage dans la société avec pour vision celle de l'État-providence et par l'application des

⁵⁷ Ryerson. « The National Question... » *NAM*, vol.3 no.10 (octobre 1946), p.296-303.

politiques keynésiennes. En cela, il entend contrôler des champs d'intervention dévolus aux provinces lors de la Confédération de 1867. Dès 1944, le POP a adopté la tactique du « liberal-labor coalition » dirigée contre les Conservateurs et la CCF. Par cette orientation, le POP donne son appui au gouvernement de King en faveur de concessions visant des réformes populaires urgentes⁵⁸. Parallèlement, Duplessis crie haut et fort à l' « autonomie provinciale » pour bloquer tout changement à la Constitution canadienne et pour contrer toute pénétration d'Ottawa dans les champs de compétences du Québec. Dans l'esprit du POP, Duplessis est toujours considéré comme un conservateur à la solde des trusts et des monopoles qui manipule le sentiment national du Québec pour assouvir ses propres fins.

Mais, la période 1945-1947 et les événements de 1947 montrent que malgré la proclamation du droit à l'autodétermination, Ryerson attribue toujours l'infériorité des Canadiens français à des causes économiques, sociales et culturelles. Il ne retient pas la cause politique comme facteur explicatif. D'ailleurs, il persiste à proclamer, comme il l'a fait dans *Le Canada français*⁵⁹ : « [...] the recognition of formal political equality of French Canada within a federal bourgeois-democratic state.⁶⁰ » Il récuse le fait que : « For petty-bourgeois nationalism, the issue in French-Canada is presented as that of *liberation of an oppressed nation* [dans le texte] from English domination.⁶¹ » Ryerson et le POP voient dans le gouvernement fédéral le seul qui peut assurer l'égalité nationale des Canadiens français, comme si le volontarisme attribué à Ottawa pouvait régler des problèmes structuraux et qui prennent racine dans l'histoire.

⁵⁸ Comeau et Dionne. *Les communistes au Québec, 1936-1956...*, p.14-15.

⁵⁹ Stanley Ryerson. *Le Canada français : sa tradition, son avenir*, Montréal, Éditions de la Victoire, 1945. Voir la sous-section 2.2.4 « La reconnaissance de la nation canadienne-française par Ryerson » du chapitre II de ce mémoire.

⁶⁰ Ryerson. « The National Question... » *NAM*, vol.3 no.10 (octobre 1946), p.298.

⁶¹ *Ibid.*, p.299.

3.3 Ryerson, le POP et l'impérialisme américain

3.3.1. Les grandes orientations du POP dans les années 1950 et 1960 : indépendance canadienne et impérialisme américain

À partir du début des années 1950, le thème principal pour le POP devient le combat contre l'impérialisme américain. Ce thème sera prépondérant durant les décennies 1950 et 1960. Le POP entend défendre l'indépendance canadienne face à la pénétration économique, militaire et culturelle, toujours plus menaçante de la part des États-Unis⁶². Ce passage d'un programme du POP donne une bonne indication de la signification de cette orientation prêchée avec persistance :

Nous [le POP] avons le devoir de sauver notre indépendance nationale de la domination américaine, d'établir la suprématie du Parlement, de regagner le contrôle souverain de nos richesses, nos industries, notre armée, notre politique étrangère et domestique.

Pour réaliser cet idéal hautement *patriotique* [italique de nous], les Canadiens doivent forger l'unité capable de battre la clique, peu nombreuse mais puissante, des spéculateurs trustards et leurs représentants politiques qui sont en train de perpétuer une nouvelle trahison nationale – nous engouffrer dans une troisième guerre mondiale pour les intérêts des trusts américains.⁶³

L'ouvrage de Tim Buck, *Put Canada First*⁶⁴, est un exemple frappant d'un texte qui présente l'insistance du POP pour le thème de l'indépendance canadienne. Par exemple, le titre d'un des chapitres s'intitule « The Crisis at Confederation and the Crisis Today ». La question cruciale soulevée dans ce chapitre est : « The issue of

⁶² Norman Penner. *The Canadian left. A Critical Analysis*. Toronto, Prentice-Hall of Canada, 1977, p.100-108. ; McCaffrey. *Stanley B. Ryerson : Marxist Intellectual...*, p.90. ; Avakumovic. *The Communist Party...*, p.218-220.

⁶³ POP. *Indépendance Canadienne et Démocratie Populaire...*, p.5. Voir aussi ; Stanley Ryerson. *Why Be a Doormat ?*. Toronto, Labor Progressive Party, 1948. ; Ryerson. « Canadian Imperialism : Satellite of Wall Street ». *NAM*, vol.5 no.6 (juin 1948), p.184-188, 209.

⁶⁴ Tim Buck. *Put Canada First*. [Rapport de la V^e Convention nationale du POP]. Toronto, Progress Books, 1954.

Canadian independence is already becoming concrete, is being recognized to involve the question "who is to control Canada, her people or a foreign power ?"⁶⁵ » Nous verrons dans le prochain chapitre qu'à compter du début des années soixante, la source de la « crise de la Confédération » sera plutôt interprétée comme étant le désir exprimé par les Canadiens français de redéfinir leurs liens avec les Canadiens anglais et leur volonté de revoir le système politique et constitutionnel canadien ! Comme Norman Penner le signale : « In the ensuing years [après 1952], the Communists became more and more convinced that the fight for national independence from U.S. domination was the key, opening the path through intermediary stages to a socialist transformation of Canada.⁶⁶ » Le POP s'oppose de même à des interventions américaines en Europe : le Plan Marshall, le Traité de l'Organisation de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'intrusion états-unienne en Corée. Une des priorités du POP est aussi les manifestations en faveur de la paix. Il ne faut pas perdre de vue qu'avec la Guerre froide et la confrontation bipolaire États-Unis/URSS, l'utilisation de l'arme atomique est une grande préoccupation pour le POP et le mouvement communiste international⁶⁷.

3.3.2 Le POP et le Canada français dans les années 1950

Après les événements de 1947, la question nationale québécoise n'est plus un sujet central de discussion, ni une priorité pour le POP, pas plus que pour Ryerson d'ailleurs.

Les conversations à l'école de 1949 tournaient autour de la question nationale, mais pas particulièrement dans la perspective des relations entre le Canada français et le Canada anglais (ce sujet était cependant parfois abordé à cause de la crise de 1947 qui avait entraîné le départ de la plupart des membres québécois du Parti). Il s'agissait plutôt

⁶⁵ *Ibid.*, p.13.

⁶⁶ Penner. *The Canadian left...*, p.103.

⁶⁷ Avakumovic. *The Communist Party...*, p.183.

du développement de l'impérialisme américain et de son intrusion croissante, après la guerre, dans les affaires économiques, politiques, culturelles et militaires du Canada qu'il contrôlait de plus en plus.⁶⁸

Avec la reconnaissance officielle du droit à l'autodétermination nationale des Canadiens français dans un document du POP en 1952, la question nationale québécoise ne semble plus à l'ordre du jour comme objet autonome jusqu'au début de la décennie 1960. Elle est maintenant liée intimement à la question de l'indépendance canadienne. L'égalité nationale des Canadiens français et leur bien-être ne peuvent être atteints que par une lutte constante et déterminée contre l'impérialisme américain. « The French-Canadian people must be convinced that they "cannot win full national freedom until the domination of U.S. imperialism over Quebec as well as the rest of Canada is broken".⁶⁹ » Dans l'appréciation du POP, la domination américaine a des effets aussi néfastes au Canada qu'au Québec. Le POP va même jusqu'à soutenir que :

Pour sauver la nation et obtenir l'égalité nationale, le peuple du Canada français doit faire disparaître *la plus grande menace de son histoire* [italique de nous] : la domination américaine. [...]

La mainmise des trusts américains sur le patrimoine national du Canada français, ses richesses naturelles et ses plus grandes industries, aggrave l'inégalité nationale: elle accentue l'exploitation particulière, l'infériorité des salaires et des conditions de vie dont souffre déjà la langue française et la culture canadienne-française.⁷⁰

Les populations canadienne et québécoise doivent conjuguer leurs efforts dans une même lutte contre l'ennemi commun, l'impérialisme américain, et pour sauvegarder l'indépendance canadienne. « The future of Canada, our future as nations, French and English speaking, depend entirely upon the extent to which we unite to win Canadian

⁶⁸ Stephen Endicott. « Les années torontoises, 1943-1969 » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.53.

⁶⁹ Penner. *The Canadian Left...*, p.10. Voir aussi ; McCaffrey. *Stanley B. Ryerson : Marxist Intellectual...*, p.90-94.

⁷⁰ POP. *L'indépendance canadienne et un parlement populaire...*, p.12-13.

sovereignty.⁷¹ » Pour sa part, Duplessis est présenté comme un agent des monopoles américains. C'est en grande partie pour cette raison, selon le POP, qu'il brandit l'arme de l'autonomie provinciale et qu'il fustige ceux qu'il nomme les « centralisateurs d'Ottawa »⁷².

3.3.3 Ryerson et le thème de l'impérialisme américain

À la fin des années 1940, Ryerson renouvelle un thème en le connectant à l'impérialisme américain. Pourtant, il le délaissera dès le début de la décennie suivante. Ce thème postule que les Canadiens français cultivent un sentiment anti-impérialiste et anti-monopoliste, comme il l'avait déjà conçu au début de la Seconde Guerre mondiale⁷³. « It is important to remember that every time the Canadian bourgeoisie has undertake to lead this country into imperialist war – from 1899 on – the main resistance has been encountered in anti-imperialist French-Canada.⁷⁴ » L'anti-impérialisme et l'anti-monopolisme exprimés par les Canadiens français découlent de leur sentiment national. « The anti-monopoly sentiment of the masses is deeply interwoven with national feeling, with aspirations to a future in which the wealth of Quebec shall be restored to its people.⁷⁵ » Avec la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Canadiens français, Ryerson réexamine leur sentiment anti-impérialiste, découlant de leur sentiment national, en fonction de son potentiel de résistance face à la pénétration américaine au Canada, ainsi qu'en faveur du combat

⁷¹ Buck. *Put Canada First...*, p.16.

⁷² *Ibid.*, p.19.

⁷³ Voir la sous-section 2.2.3 « Ryerson, l'effort de guerre et la crise de la conscription », du chapitre II de ce mémoire. Dans son livre *French Canada*, Ryerson écrivait : « In the absence of progressive class forces which might have led it forward, the genuinely anti-imperialist nationalism of the great popular movements of 1899 and 1917 foundered in confusion, frustration and defeat. » (Ryerson. *French Canada : A Study in Canadian Democracy*. Avant-propos de Évariste Dubé, Toronto, Progress Books, 1943, p.175.).

⁷⁴ Ryerson. « The National Question... ». *NAM*, vol.3 no.10 (octobre 1946), p.296.

⁷⁵ *Ibid.*, p.301.

contre la guerre. Reprenant un passage d'un ouvrage de Laurendeau, Ryerson écrit à sa suite : « In these words of a leading spokesman of the Quebec nationalists, there is expressed the profound hostility to imperialist war which is one of the most deep-seated and progressive features of the national tradition of French-Canadian masses.⁷⁶ » D'une manière semblable, en 1948, Ryerson fera appel au sentiment anti-militariste et anti-guerre des Canadiens français pour combattre la bourgeoisie canadienne qui veut soumettre l'économie du Canada à l'influence néfaste du capital américain et de ses industries monopolistiques⁷⁷. Assez étrangement, ce thème sera absent dans les écrits de Ryerson durant les années 1950. Ce fait peut découler, en partie du moins, à la dissipation de son intérêt pour le Canada français durant cette décennie.

3.3.4 Le travail de Ryerson dans les années 1950

À partir du début de la décennie 1950, Ryerson ne traite pratiquement plus de la question nationale québécoise, ni même du Canada français, dans ses écrits. Lorsque ces préoccupations se présentent, elles s'insèrent dans un cadre plus général et elles demeurent subordonnées à des thèmes plus globaux⁷⁸. Ryerson se consacre plutôt à l'expression de propos se rapportant à son travail d'organisateur du POP : recrutement, organisation, leadership, propagande, travail théorique et idéologique des cadres, etc⁷⁹.

⁷⁶ *Ibid.*, p.303.

⁷⁷ Ryerson. « Canadian Imperialism... ». *NAM*, vol.5 no.6 (juin 1948), p.184-188, 209.

⁷⁸ Par exemple, dans un article historique qui retrace les circonstances de l'invasion américaine du Canada au début du XIX^e siècle, voir ; Ryerson. « US Invasion Repulsed, 1812-1814 » *NAM*, vol.11, no.5 (avril 1954), p.3-26.

⁷⁹ Parmi plusieurs articles, voir ; Ryerson. « Problems of Communist Leadership ». *NAM*, vol.7 no.4 (avril 1950), p.13-23. ; *Idem.* « Making the Turn » *NAM*, vol.7 no.6 (juin 1950), p.47-52. ; *Idem.* « Party Member : A Proud Title ». *NAM*, vol.10 no.3 (mars 1953), p.15-23. ; *Idem.* « In the Fight for Canada ; Build the Movement ». *NAM*, vol.11 no.6 (mai-juin 1954), p.47-55. Voir aussi ; Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel... » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.198-241.

Parmi les priorités du nouveau responsable national à l'organisation figuraient le renforcement du Parti comme instrument du prolétariat, son enracinement dans la classe ouvrière et la promotion de cadres aguerris dans la lutte de classes contre le capital. Le bon fonctionnement du Parti dépendait beaucoup d'une perception claire du centralisme démocratique, ce paradoxe situé au cœur des principes de fonctionnement d'un parti léniniste.⁸⁰

Au demeurant, Ryerson est ennuyé par des problèmes de santé : graves migraines en 1951-1952, accident d'automobile en 1953, problèmes divers de santé en 1957-1958. Ryerson devient plus actif à partir de 1959 après une convalescence d'environ deux ans. Cette année-là, il est nommé premier secrétaire du Centre d'études marxistes à Toronto, il en deviendra le directeur l'année suivante, et il prend la direction de l'édition torontoise de la revue communiste *World Marxist Review*. Par la suite, au cours de la décennie suivante, Ryerson sera le directeur des revues communistes *Marxist Quarterly* (1962-1966) et *Horizons/ Marxist Quarterly* (1966-1969).

3.4 Conclusion

En 1946, Ryerson reconnaît le droit à l'autodétermination nationale des Canadiens français. Il sera suivi dans cette voie par le POP en 1952. Cette reconnaissance par Ryerson s'accorde en tous points avec l'orthodoxie marxiste-léniniste et avec la théorie développée par Lénine au début du XX^e siècle. Ryerson l'applique à la situation canadienne et au cas du Canada français, qu'il a reconnu comme nation en 1943. Au moyen de celle-ci, Ryerson, poursuit l'objectif d'offrir une ligne directrice de réflexion et d'analyse sur la question nationale québécoise s'adressant aux communistes canadiens, incluant ceux du Canada français. Ce dernier point s'insère dans un contexte plus large culminant avec la tenue du V^e Congrès provincial du POP au Québec en 1947 et l'expulsion du groupe Gagnon pour « déviationnisme nationaliste ». Par cette énonciation du droit de la nation canadienne-française à

⁸⁰ Endicott. « Les années torontoises... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.56.

disposer d'elle-même, Ryerson tentait de répondre à une appréhension de certains militants francophones qui la réclamaient. Ryerson voulait conforter leurs réticences sur le fait qu'une modification de la Constitution canadienne, en vue de favoriser une plus grande centralisation des pouvoirs à Ottawa, était nécessaire et profitable pour les Canadiens français. Les Canadiens français n'avaient aucunement à craindre une éventuelle perte de leurs droits ou un affaiblissement de leur statut de nation. Au demeurant, Ryerson a grandement contribué à l'expulsion du groupe de Gagnon en tant que dirigeant de premier plan du POP, mais aussi en tant que principal spécialiste de la question nationale du Québec. Il a contribué à écarter délibérément toute discussion ou débat, avant et après le congrès, pouvant mettre en évidence des différences et des points de vue distincts de la ligne officielle prônée par lui et le Parti. En cela, il doit porter une responsabilité cruciale pour les événements de 1947.

Pour la période 1945-1960, Ryerson continue de percevoir la source de l'infériorité des Canadiens français en termes économique, social et culturel. Pour y remédier, il privilégie l'action du gouvernement fédéral. Il exclut l'explication politique de son analyse. En cela, il proclame toujours que la Confédération de 1867 a conféré l'égalité politique aux Canadiens français.

Au cours des décennies 1950 et 1960, le principal thème qui oriente la conduite du POP est celui du combat contre l'impérialisme américain et en faveur de l'indépendance canadienne. De cette façon, le sentiment anti-impérialiste et anti-monopoliste des Canadiens français les amène à lutter contre la pénétration économique, culturelle et militaire des Américains en territoire canadien. Cette lutte unie et interdépendante avec les Canadiens anglais se présente dans le meilleur intérêt des deux nations.

Durant les années 1950, Ryerson délaisse le traitement de la question nationale du Québec dans ses écrits. Il se consacre plutôt aux questions touchant sa fonction d'organisateur national du Parti. Mais, le début de la décennie 1960, et surtout le foisonnement entourant les débuts de la Révolution tranquille, annoncent un retour en force de l'intérêt de Ryerson pour cette question. Les années 1960 marqueront un

tourant aussi bien pour sa pensée et ses réflexions sur ce sujet, mais aussi concernant son engagement communiste à l'intérieur de la formation politique du POP/PCC ⁸¹. C'est ce que nous verrons dans le prochain chapitre.

⁸¹ En 1959, le POP reprend le nom de Parti communiste du Canada (PCC).

DEUXIÈME PARTIE

LE DÉPART DE RYERSON DU PCC.
RYERSON : PROFESSEUR UNIVERSITAIRE ET
INTELLECTUEL ENGAGÉ, 1965-1998

CHAPITRE IV

LA RÉVOLUTION TRANQUILLE : RYERSON RÉPOND À L’AFFIRMATION NATIONALE QUÉBÉCOISE. TRANSFORMATION MAJEURE DE SA PENSÉE ET RUPTURE DÉCISIVE AVEC LE PCC, 1965-1971

Avec la Révolution tranquille et l'affirmation nationale des Canadiens français qui prend une nouvelle ampleur au début des années 1960, la question nationale québécoise revient avec fracas sur le devant de la scène canadienne comme sujet incontournable des débats politiques et constitutionnels. Elle sera la préoccupation centrale de Ryerson à travers ses écrits¹. Il y consacrera une grande part de son attention et de ses réflexions. À partir de la fin de la décennie 1960, il est possible d'observer une transformation majeure de la pensée de Ryerson sur la question nationale au Québec. Cette transformation est marquée par l'éloignement de plus en plus manifeste des positions de Ryerson de celles du PCC. De plus, cet éloignement se concrétisera avec le « Printemps de Prague », et surtout, avec l'intervention armée des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968. Le tournant décisif de son itinéraire militant et professionnel est patent avec l'appui donné par le PCC à cette

¹ Pendant les années 1960, Ryerson écrit la majorité de ses articles pour la revue théorique du PCC *Marxist Quarterly* (1962-1966) et pour la revue qui lui succède, *Horizons/ Marxist Quarterly* (1966-1969). Il sera d'ailleurs le directeur de ses deux revues pendant toute la période de leur diffusion. Il publie également trois monographies : *The Founding of Canada : Beginnings to 1815*. Toronto, Progress Books, 1960. ; *The Open Society : Paradox and Challenge*. New York, International Publishers, 1965. Et ; *Unequal Union : Confederation and the Roots of Conflict in the Canadas, 1815-1873*. Toronto, Progress Books, 1968.

intervention commandée par Moscou. En 1969, Ryerson délaisse son poste au Comité central (CC) du PCC. Il quittera officiellement le Parti en 1971 ; ses opinions et ses conceptions s'écartant définitivement de celles du Parti.

4.1 La Révolution tranquille au Québec et le renouveau associé à la question nationale

Avec l'élection du Parti libéral du Québec et de l'équipe de Jean Lesage en juin 1960, le Québec s'engage dans une période communément appelée la Révolution tranquille. Celle-ci peut être définie comme une période de changements rapides vécue par les Québécois de 1960 à 1970². Elle se caractérise par de grands bouleversements affectant la société québécoise dans son ensemble. De grandes réformes politiques, sociales et institutionnelles sont entreprises par le gouvernement Lesage de 1960 à 1966 et poursuivies par celui de l'Union nationale sous Daniel Johnson (1966-1968) et Jean-Jacques Bertrand (1968-1970).

Un des aspects centraux de cette Révolution est l'émergence d'un nouveau nationalisme québécois, qui se veut plus moderne et progressiste, laissant derrière lui le nationalisme défensif et conservateur de la période duplessiste. Ce nationalisme innovateur se combine avec un interventionnisme accru de l'État québécois dans les domaines économique et social (État-providence) et l'application de politiques keynésiennes réformistes. Le gouvernement québécois, par son action, entend

² Les spécialistes ne s'entendent pas toujours sur les limites chronologiques de la Révolution tranquille. Voir à ce sujet et pour une introduction générale de la Révolution tranquille ; Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard. « Introduction à la Troisième partie : Sous le signe de la Révolution tranquille, de 1960 à nos jours » dans *Histoire du Québec contemporain*. vol.2 : Le Québec depuis 1930. Nouv. éd. rév., Montréal, Boréal, 1989 [1986], p.421-432. Voir aussi ; Roch Denis. « Chapitre VIII. La fin du vieux régime et le déclenchement de la Révolution tranquille » dans *Lutte de classes et question nationale au Québec, 1948-1968*. Montréal, Presses socialistes internationales, 1979, p.221-242. Pour les aspects plus proprement nationaux et constitutionnels reliés à la Révolution tranquille, voir les deux articles suivants ; Daniel Turp. « Révolution tranquille et évolution constitutionnelle : d'échecs et d'hésitations » et Kenneth McRoberts. « La question nationale québécoise ». dans Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.). *La Révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*. Montréal, VLB éditeur, 2000, p.63-70 et p.123-130.

promouvoir les initiatives des Québécois francophones et leur assurer une place plus importante dans l'économie.

D'ailleurs, au cours de la décennie 1960, les habitants francophones du Québec se reconnaissent de plus en plus en fonction de leur appartenance commune au territoire québécois. Il y a l'affirmation d'une nouvelle identité, celle de Québécois. Le Québec est alors perçu comme étant l'État national des Canadiens français où ces derniers forment la majorité de la population. Jean Lesage affirmait que « le Québec est l'expression politique du Canada français »³. Conséquemment, le qualificatif « québécois » remplacera peu à peu celui de « canadien-français » pour désigner les Francophones du Québec.

Dans cette effervescence nationalitaire, le gouvernement du Québec exprime sa philosophie par le slogan « Maîtres chez nous ». Il demande plus de pouvoirs (entre autres sur les plans financiers et fiscaux) en vue de contrer la centralisation du gouvernement fédéral. Centralisation qui s'opère depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et qui se manifeste par des intrusions d'Ottawa dans des champs de compétence provinciale (programmes à frais partagés, subventions aux universités, imposition directe des revenus des particuliers, etc.) Les relations fédérales-provinciales s'en trouvent marquées par des attitudes d'hostilité et des rapports conflictuels. Il y a aussi de fortes pressions pour une révision en profondeur du cadre fédéraliste canadien et pour des changements constitutionnels importants. En outre, les Québécois demandent une redéfinition de leur place dans la Confédération et de leurs relations avec les Canadiens anglais. Cette atmosphère conduit à la mise sur pied, par le premier ministre canadien Lester B. Person, de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (Commission Laurendeau-Dunton) en 1963⁴.

³ Pour la mention de cette expression de Lesage, voir ; Serge Denis. « La question nationale au Canada. Stanley B. Ryerson et le Québec contemporain, 1965-1993 » dans Robert Comeau et Robert Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*. Hull, Vents d'Ouest, 1996, p.201, note 17.

Une confrontation et des querelles incessantes s'installent dans la deuxième moitié de la décennie 1960 entre Québec et Ottawa⁵. Une crise constitutionnelle est de plus en plus apparente. Elle concerne aussi les autres provinces canadiennes. Elle atteindra son plus haut degré d'intensité entre 1966 et 1968. En 1966, Lesage rejette, sous de fortes pressions venant de divers milieux au Québec, la formule d'amendement dite Fulton-Favreau. En 1965, Daniel Johnson publie son ouvrage *Égalité ou Indépendance*⁶ dans lequel il exprime sa vision et ses choix politiques et constitutionnels pour le Québec et le Canada. En 1968 se déroule une conférence constitutionnelle où s'entrechoquent deux visions opposées des relations fédérales-provinciales, celle de Johnson d'un côté et celle de Pierre Elliot Trudeau de l'autre. Avec l'élection de ce dernier comme premier ministre du Canada la même année, la crise politique et constitutionnelle s'estompe, du moins au Canada anglais, sans toutefois se résoudre ou s'élucider. Avec moins d'acuité, cette crise se poursuit dans les décennies 1970 et 1980.

Un nouveau courant « nationaliste de gauche », ou de « gauche nationale », s'affirme au début de la Révolution tranquille⁷. Ce courant prend des formes et des

⁴ Voir ; Paul-André Comeau. « Préface » et Paul Lacoste. « André Laurendeau et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme » dans André Laurendeau. *Journal tenu pendant la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme*. Outremont (Québec), VLB éditeur/Le Septentrion, 1990, p.11-24 et p.25-44. Les travaux de la Commission s'étendent jusqu'en 1971 avec la publication d'un Rapport préliminaire (1965) et d'un Rapport final en six volumes (1967-1970).

⁵ Voir les trois articles suivants du même ouvrage collectif ; Alain-G. Gagnon. « *Égalité ou indépendance* : un tournant dans la pensée constitutionnelle du Québec », Guy Laforest. « Une joute mémorable et ses lendemains : la conférence constitutionnelle de février 1968 » et François Rocher. « Pour un réaménagement du régime constitutionnel : Québec d'abord ! » dans Robert Comeau, Michel Lévesque et Yves Bélanger (dir.). *Daniel Johnson. Rêve d'égalité et projet d'indépendance*. Sillery, PUQ, 1991, p.173-182, p.183-200 et p.211-236.

⁶ Daniel Johnson. *Égalité ou indépendance. 25 ans plus tard à l'heure du Lac Meech*. 3^e ed., Outremont (Québec), VLB éditeur, 1990 [1965]. Daniel Johnson, sera premier ministre unioniste du Québec de 1966 à 1968.

⁷ Voir ; Denis. *Lutte de classes...* Et ; Norman Penner. *The Canadian left. A Critical Analysis*. Toronto, Prentice-Hall of Canada, 1977, p.218-235.

contours divers. Il tente de conjuguer et de synthétiser le socialisme (théorie de la décolonisation) et le nationalisme, dans des proportions variables, en vue de produire un système d'idées cohérent et un projet politique défini en vue de l'action. Ce courant mal délimité rassemble des groupes dissemblables pouvant être qualifiés de radicaux, socialistes, séparatistes et révolutionnaires. Il y a la présence de mouvements politiques (l'Action socialiste pour l'indépendance du Québec, le Parti socialiste du Québec, le Front de Libération du Québec,...), des partis politiques (le Rassemblement pour l'Indépendance nationale, le Parti Québécois) et des périodiques (*Parti pris*, *Révolution Québécoise*, *Socialisme*,...). À partir des années 1960, avec le « [...] climat de grande effervescence qui marque les débats sur la question nationale et le sort des Canadiens français dans la Confédération, l'axe déterminant de la politique québécoise semble se déplacer des affrontements de types sociaux de la période antérieure à des affrontements de types nationaux ou nationalistes.⁸ » Le facteur national se voit donc accorder une grande importance dans les débats qui animent la gauche québécoise. Le mouvement syndical est lui aussi en plein renouvellement. Il fait entendre avec de plus en plus d'insistance sa voix et ses demandes dans l'horizon politique avec l'action des deux principales centrales syndicales au Québec, soit la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

4.2 Le PCC répond au renouveau national au Québec

Au début des années 1960, la question du Québec redevient un des sujets principaux sur lequel le PCC se penche⁹. « Clearly, the national question, the status of

⁸ Denis. *Lutte de classes*..., p.353.

⁹ Pour une évaluation générale des positions du PCC sur le Québec dans les années 1960 et même au-delà de cette décennie, voir ; McCaffrey. *Stanley B. Ryerson : Marxist Intellectual*..., p.111-113. Et ; Norman Penner. *Canadian Communism. The Stalin years and Beyond*. Toronto, Methuen, 1988, p.256-259. Et ; Ivan Avakumovic. *The Communist Party in Canada. A History*. Toronto, McClelland and Stewart, 1975, p.253-259.

Québec within Canada, would be an issue of major concern to the Communists during this period [les années 1960].¹⁰ » La place du Québec dans la Confédération, les relations fédérales-provinciales, ainsi que les rapports entre les Canadiens français et les Canadiens anglais sont à l'ordre du jour, en dépit de l'état de relative faiblesse organisationnelle et politique du PCC au Québec¹¹. En 1962, le PCC fait l'évaluation suivante : « Un fait saillant de la situation nouvelle est l'ampleur et la puissance de la revendication en faveur d'un changement dans les rapports existants entre le Canada français et le Canada anglais. [...] On [le PCC] propose de "repenser" et de "refaire" le pacte entre les deux nations au Canada.¹² » Pour résoudre la crise politique et constitutionnelle, il ne suffit pas, pour les responsables communistes, de réviser ou d'amender l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.¹³ Cette démarche serait vaine, car la constitution actuelle ne reconnaît ni les Canadiens français comme nation, ni leur droit à l'autodétermination, y compris à la séparation s'ils en décident ainsi¹⁴. À leurs yeux, il faut l'élaboration d'une nouvelle constitution qui inclut ces deux derniers points. Il faut que la nouvelle constitution exprime le fait que le Canada est composé de deux nations, celle canadienne-française et celle canadienne-anglaise, et par conséquent, qu'elle reflète le caractère binational de l'État canadien¹⁵.

¹⁰ Vivian McCaffrey. *Stanley B. Ryerson : Marxist Intellectual and the French-Canadian National Question*. Mémoire de M.A. (histoire), Université d'Ottawa, 1982, p.111.

¹¹ Penner. *Canadian Communism...*, p.257. Voir aussi l'Annexe A de ce mémoire.

¹² Université du Québec à Montréal [UQAM]. Service des archives et de gestion des documents [SAGD]. Fonds d'archives Stanley-Bréhaut-Ryerson [Fonds SBR]. 27P-630:02/3. PCC. « 17^e Congrès national du Parti Communiste Canadien. La Confédération et le Canada français ». [1962], p.2-3.

¹³ Parti communiste du Canada [PCC]. « A New Constitution for Canada » *Marxist Quarterly*, no.15 (automne 1965), p.78. Les initiales MQ seront désormais utilisées dans le reste de ce chapitre pour désigner le périodique *Marxist Quarterly*.

¹⁴ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630:02/3. PCC. « 17^e congrès national... ». [1962], p.1.

¹⁵ Le document du PCC qui exprime peut-être le mieux, d'une façon synthétisée et explicite, leur position, leur conception et leurs propositions (solutions) sur la question du Québec et de la « crise de la Confédération » est ; PCC. *Mémoire du Parti communiste canadien à la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme*. Toronto, sans éditeur, 1964. Ce texte n'épuise toutefois pas la

Le PCC propose des modalités pour en arriver à la composition d'une constitution originale et à l'établissement d'un cadre constitutionnel satisfaisant pour les deux communautés nationales¹⁶. Sans aller dans les détails, signalons que les autorités du Parti proposent la tenue d'une Assemblée constituante avec une représentation égale des délégués des deux nations pour en arriver à l'élaboration d'une nouvelle constitution où le principe d'unanimité doit prévaloir. Le Parlement demeurerait bicaméral. Il n'y aurait aucun changement apporté à la Chambre des Communes et à son mode d'élection. Toutefois, le Sénat serait aboli et remplacé par une Chambre élective composée dans une proportion de 50% de Canadiens français et de l'autre 50% de Canadiens anglais¹⁷. De cette façon, les Canadiens anglais et les Canadiens français pourront parvenir à une entente qui se veut parfaitement satisfaisante pour assurer l'avenir du Canada. Dans l'esprit et le cadre constitutionnel envisagé par le PCC, il semble donc se dégager l'idée d'un pacte national entre les deux nations (la nation canadienne-française qui s'exprime dans « le Québec comme l'État national *souverain** de la nation canadienne française [*sic*] [...] »¹⁸ et la nation canadienne-anglaise) et un pacte politique entre les dix provinces. Mais sur cette question comme

question. Le PCC poursuivra sa réflexion et son étude dans d'autres documents après 1964. Voir en particulier ; PCC. « Déclaration politique. Une Nouvelle Constitution pour le Canada » dans *Congrès 69. Le 20^{ième} Congrès du Parti Communiste Canadien*. Toronto, PCC, [1969], p.67-70. Et ; PCC. « Deux nations dans un seul État » dans *La voie vers le socialisme au Canada. Le programme du parti communiste canadien*. Toronto, Progress Books, 1971, p.14-19.

¹⁶ Pour un exposé assez global de ces modalités, voir ; PCC. *Mémoire du Parti communiste canadien à la Commission royale sur le bilinguisme...*, p. 24-31. Le même texte en langue anglaise a été publié dans une revue du PCC, voir ; « A New Constitution for Canada ». *MQ*, no.15 (automne 1965), p.78-85.

¹⁷ PCC. *Mémoire du Parti communiste canadien à la Commission royale sur le bilinguisme...*, p.25-31.

* L'italique est de nous. Il faut ici interpréter le terme « souverain » dans le sens que le PCC le conçoit, c'est-à-dire que l'État du Québec est souverain dans « les questions de son intérêt national vital ». (PCC. *Congrès 69. Le 20^{ième} Congrès...*, p.69.) Et non souverain dans le sens de séparé politiquement du Canada en formant un État distinct reconnu sur la scène internationale (donc un pays).

¹⁸ PCC. *Congrès 69. Le 20^{ième} Congrès...*, p.69.

sur d'autres, il subsiste des points en suspens, des interrogations et des imprécisions qu'il n'est pas aisé de résoudre.

Pareillement à la décennie 1950, le PCC continue d'être grandement préoccupé par l'impérialisme américain et la pénétration économique, militaire et culturelle des États-Unis au Canada¹⁹. Pour le PCC, dans ce combat pour l'indépendance canadienne, les Canadiens français sont directement interpellés²⁰. Dans le but d'arrêter la pénétration américaine et de contrer ses effets néfastes, les travailleurs canadiens-anglais et canadiens-français doivent absolument s'unir. Ils sont tous deux des victimes de l'impérialisme des voisins du Sud²¹. C'est le principal argument employé par le PCC pour rejeter l'option de la séparation (ou de la sécession) du Québec²². « Inseparably linked with the issue of independence from U.S. domination is that of the survival of Canada *as one country* [italique de nous], as a democratically united bi-national state.²³ » Cette conclusion se dégage même si le PCC continue à avancer le droit à l'autodétermination de la nation canadienne-française, y compris le droit à la séparation²⁴. Ce droit demeure donc formel, théorique.

¹⁹ Voir la sous-section 3.3.1 « Les grandes orientations du POP dans les années 1950 et 1960 : indépendance canadienne et impérialisme américain » du chapitre III de ce mémoire. Voir aussi ; McCaffrey, *Stanley B. Ryerson : Marxist Intellectual...*, p.109.

²⁰ Sur ce rôle et plus généralement sur l'impérialisme américain et le Canada français, voir la sous-section 3.3.2 « Le POP et le Canada français dans les années 1950 » du chapitre III de ce mémoire.

²¹ Pour ces conséquences au Québec, voir ; PCC. « Mémoire du Parti communiste canadien au Comité parlementaire de la Constitution », *Combat*, (mars 1964), p.1. Ce sont surtout les points 2, 2a, 2b et 2c qui sont pertinents.

²² Voir ; Avakumovic. *The Communist Party in Canada...*, p.254.

²³ William Kashtan. *A new Course for Canada*. [19^e National Convention], Toronto, Progress Books, 1966, p.14.

²⁴ Voir ; Parti ouvrier-progressiste [POP]. *Mémoire du Parti ouvrier-progressiste à la Commission Royale d'Enquête sur les Problèmes Constitutionnels*. [s.l.], sans éditeur, 1954, p.189. ; PCC. *Congrès 69. Le 20^e Congrès...*, p.34-35 et p.68. Voir aussi l'ébauche de 15 pages suivant : Archives nationales du Canada [ANC]. Fonds d'archives Communist Party of Canada [CPC]. MG28-IV4, vol.42 dossier 38. « The Canadian [biffer] Communist Party and French-Canada », 1961. Et ; Denis. « La question nationale au Canada. Stanley B. Ryerson... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.164.

Tout en défendant ce droit fondamental [droit à l'autodétermination] nous, Communistes canadiens, avons préconisé l'exercice de ce droit dans le sens qui servirait le mieux les intérêts et cimenterait l'action unie des travailleurs des deux nations, aux prises avec des ennemis communs: les monopoles, l'impérialisme, l'exploitation, la guerre.

De nos jours, la défense de l'indépendance souveraine du Canada contre la menace d'assujettissement par l'impérialisme américain requiert l'unité démocratique la plus étroite de nos deux peuples dans la lutte pour leur intérêt vital commun. [...] Les deux nations au Canada se trouvent engagées à la [sic] lutte contre la domination des E.U. [sic] et contre le règne des gros monopoles.²⁵

Dans l'esprit des communistes canadiens, l'adoption d'une nouvelle constitution sur la base d'un accord intégral entre les Canadiens français et les Canadiens anglais amènera les deux communautés vers une coopération pleine et entière s'opposant à l'envahisseur américain.

« This new constitution provides the possibility of a united effort by the Canadians of both nations for the betterment of our country as a whole, and for effective resistance to the loss of our independent existence, through total domination by United States.

Finally, this new constitution, this concept of a new confederal pact resting upon full equality, provides the basis for the consolidation of the friendship of the peoples of our two nations.²⁶ »

Comme nous avons pu le constater dans ce qui précède et à l'instar de notre commentaire sur la théorie marxiste-léniniste du droit à l'autodétermination exposé dans le chapitre III de ce mémoire²⁷, le PCC exclut le recours à la séparation (ou sécession) comme solution politique et constitutionnelle pour le Québec, même si, théoriquement, il ne la proscriit pas d'office. Ce qui est éloquent sur ce point est que le

²⁵ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630:02/3. « 17^e congrès national... ». [1962], p.1-2. Voir aussi ; Communist Party of Canada [CPC]. *The Road to Socialism in Canada*. 3^e ed., Toronto, Progress Books, 1962 [1960], p.11.

²⁶ CPC. « A New Constitution... ». *M.Q.*, no. 15 (automne 1965), p.85. Voir aussi ; CPC. « A democratic solution of the crisis of confederation » [18^e Convention Resolutions]. *Viewpoint*, vol.1 no.1 (avril 1964) p.6.

²⁷ Voir la section 3.1 « Ryerson reconnaît le droit à l'autodétermination nationale des Canadiens français » du chapitre III de ce mémoire.

Parti se réfère à la célèbre comparaison émise par Lénine entre le droit à l'autodétermination et le droit au divorce.

Insister sur le principe d'autodétermination, y compris le droit à la séparation, n'est pas la même chose que de prêcher activement la séparation.

Si nous pouvons faire une comparaison, n'est-ce pas la conviction d'un grand nombre de Canadiens que le droit de dissoudre un mariage par le divorce doit exister? Mais très peu de Canadiens en concluent qu'ils doivent recommander à tous les couples mariés de faire immédiatement appel aux cours de divorces!²⁸

Ryerson fera usage de la même comparaison dans un texte de 1963. Il écrit : « Which illustrates the point that Lenin made where the right to divorce doesn't necessary mean the same thing as the exercise of the right [...] and the right of self-determination doesn't mean ordering all nations to secede from states in which they have been living together.²⁹ » En définitive, l'évocation du droit à l'autodétermination vise plutôt à éviter son exercice effectif³⁰. Du reste, il va de soi que les dirigeants du PCC dénoncent les positions politiques des séparatistes et des indépendantistes. Ceux-ci font le jeu de l'impérialisme états-unien et celui des monopoles anglo-canadiens en affaiblissant la cohésion de la classe ouvrière canadienne³¹. Toutefois, le

²⁸ PCC. *Mémoire du Parti communiste canadien à la Commission royale sur le bilinguisme...*, p.23. Pour un exposé d'une logique similaire, mais avec une formulation quelque peu différente, voir ; ANC. Fonds CPC. MG28-IV4, vol. 42 dossier 38. « The Canadian Communist Party... ». 1961, p.7. Pour sa part, Lénine s'exprimait ainsi : « [...] Ils [les démocrates, parmi lesquels Lénine s'inclut] pensent qu'en fait, la liberté de divorce ne signifie pas la "dislocation" des liens de famille, mais au contraire leur renforcement sur des bases démocratiques, les seules qui soient possibles et stables dans une société civilisée. Accuser les partisans de la libre détermination, c'est-à-dire de la libre séparation, d'encourager le séparatisme, est aussi absurde et hypocrite que d'accuser les partisans de la liberté de divorce d'encourager la destruction des liens de famille. » (Lénine. *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*. Paris, Éditions sociales, 1973, p.51.)

²⁹ ANC. Fonds CPC. MG28-IV4, vol.44 dossier 57. Ryerson. « Lecture by Stanley B. Ryerson at the National School Held July 1963. The National Question in Canada ». 1963, p.20-21.

³⁰ Ces propos rejoignent ceux de Serge Denis. Voir ; Denis. « La question nationale au Canada. Stanley B. Ryerson... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.175.

³¹ PCC. *Mémoire du Parti communiste canadien à la Commission royale sur le bilinguisme...*,

PCC ne rejette pas d'emblée une possible collaboration entre lui, ou le Parti communiste du Québec³², et des groupes de gauche³³. Malgré tout, il dénonce et refuse toute action commune avec certains séparatistes qui font preuve, dans leurs termes, d'« exclusivisme d'un étroit nationalisme »³⁴ ou qui « pratiquent ou prônent l'égoïsme [sic] et l'exclusivisme national »³⁵. Néanmoins, aucune entreprise pour le moins soutenue ne semble s'être concrétisée.

Le PCC participe donc pleinement à ce brassage d'idées et de propositions si fertile pendant les années 1960 au Québec avec le renouveau national associé à la Révolution tranquille et avec la crise politique et constitutionnelle qui anime le Canada. Plusieurs des mesures mises de l'avant par le PCC se retrouvent, à quelques détails près, chez l'Union nationale et chez son chef Daniel Johnson durant la période 1963-1968. Sans en faire une liste exhaustive, l'on peut trouver l'idée de convoquer une Assemblée constituante dont le rôle serait de définir le cadre d'une constitution renouvelée et l'initiative de transformer le Sénat pour en faire une chambre élective de deux nations (Chambre des nationalités)³⁶. Le projet d'une constitution interne pour le Québec est aussi évoqué par le PCC et l'Union nationale³⁷. Dans un commentaire

p.23.

³² Le Parti communiste du Québec (PCQ) a été formé comme entité distincte mais toujours affilié au PCC en 1965.

³³ Voir ; Sam Walsh. « French Canada » [Report of National Executive Committee]. *Viewpoint*, vol. 2 no.2 (mai 1965), p.25-29.

³⁴ PCC. « Mémoire du Parti communiste canadien au Comité parlementaire... ». *Combat*, (mars 1964), p.1 point 7dI. Pour un exposé et un résumé des idées et des options politiques de certains groupes de gauche au Québec par le chef communiste au Québec, voir ; Sam Walsh. « New socialist left in Quebec ». [National Committee Meeting], *Viewpoint*, vol.2 no.1 (janvier 1965), p.47-67.

³⁵ PCC. *Congrès 69. Le 20^{ème} Congrès...*, p.68.

³⁶ Voir les trois articles suivants du même ouvrage collectif ; Gagnon. « Égalité ou indépendance : un tournant... », Laforest. « Une joute mémorable et ses lendemains... » et Rocher. « Pour un réaménagement ... » dans Comeau, Lévesque et Bélanger (dir.). *Daniel Johnson. Rêve d'égalité...*, p.173-182, p.183-200 et p.211-236. Voir aussi ; Johnson. *Égalité ou indépendance...*

³⁷ En 1967, le PCQ se montre en faveur d'une constitution québécoise qui établirait « [...] le

d'une ébauche de résolution en vue du XX^e Congrès du Parti en 1969, Ryerson signale le fait que celle-ci présente plusieurs similitudes avec des initiatives de l'Union nationale³⁸. Ryerson insiste en particulier sur l'idée partagée d'une constitution québécoise.

« Are we not in some danger of sharing with the Union Nationale the dubious benefits of a large ambiguity ? They hold out the promise of a "new constitution for Quebec" as bait for the gullible – as an ersatz for real national state. [...] We do have the acute need, however of differentiating ourselves from the flim-flam wherewith the Union Nationale is trying to imply that it's preparing to bring in a "State of Quebec" constitution.³⁹ »

Ryerson soulève donc une difficulté rencontrée par le PCC, c'est-à-dire que ce dernier soit associé d'une façon trop étroite avec des mesures préconisées par l'Union nationale, celle-ci étant un parti politique bourgeois.

Bien sûr, Ryerson a, à l'évidence, contribué à définir les positions et les propositions du PCC. Toutefois, à la fin de la décennie 1960, Ryerson semble prendre ses distances sur les matières constitutionnelles et politiques et, d'une manière plus générale, sur la question nationale québécoise. Ce thème sera abordé plus loin dans ce chapitre. Néanmoins, signalons immédiatement deux manifestations de cet éloignement. D'abord, Ryerson signifie son désaccord à l'égard de l'attitude à adopter à l'endroit des groupes qui prônent le séparatisme du Québec. Ensuite, il se montre

Québec comme l'État national souverain de la nation canadienne français [sic] [...] » (PCC, *Congrès 69. Le 20^{ème} Congrès...*, p.69. En plus de l'Union nationale en 1966, cette même idée est avancée par le Comité parlementaire de la Constitution en 1967.

³⁸ Voir ; UQAM, SAGD, Fonds SBR, 27P-630 : 02/1. Ryerson. « Commentaire. Draft "A New Constitution for Canada ». [1969], [texte manuscrit]. À proprement parler, le texte de quatre pages ne porte pas de titre. Pour l'ébauche de la résolution, voir ; UQAM. SAGD, Fonds SBR, 27P-630 : 02/19. « A New Constitution for Canada. Draft Resolution for CEC meeting of March 13, 1969 ». 1969, [texte annoté par Ryerson]. Après des modifications, cette ébauche composera le texte qui sera présenté au Congrès de 1969, voir ; PCC. « Déclaration politique. Une Nouvelle Constitution pour le Canada » dans *Congrès 69. Le 20^{ème} Congrès...*, p.67-70.

³⁹ UQAM, SAGD, Fonds SBR, 27P-630 : 02/1. Ryerson. « Commentaire. Draft "A New Constitution... » [1969]. Les soulignements sont de Ryerson.

favorable à l'idée d'une possible indépendance (sécession, séparation) du Québec de l'ensemble canadien. Nous préciserons et expliquerons ultérieurement ces aspects et leurs implications.

4.3 Les réinterprétations et les fondements historiques de Ryerson

Durant la décennie 1960, Ryerson pose un regard nouveau sur certaines de ses interprétations historiques. En outre, il en propose une réflexion critique (autocritique). Évidemment, ces réinterprétations ont des incidences sur ces appréciations actuelles et futures. De fait, il en indique parfois la portée et leurs implications théoriques et intellectuelles. « Stanley Ryerson indique souvent, y compris au sujet de textes qu'il a écrits pendant les trois dernières décennies [avant la décennie 1960], que tel ou tel de ses points de vue du passé était inachevé, faux, incomplet. Ce qui prouve, et c'est vrai puisqu'il modifie des choses, que l'auteur repense couramment ses analyses, réévalue même ses principaux apports.⁴⁰ » Cette auto-critique et ce regard rétrospectif porté sur son oeuvre peuvent avoir une étendue plus large que ses seules interprétations historiques à proprement parler. Par exemple, ils peuvent concerner son engagement politique ou plus globalement sa vision de l'Histoire. De plus, ils se prolongent jusqu'aux années 1980. À cette époque, Ryerson emploie alors les termes de « refonte »⁴¹ ou de « reconsidération »⁴² pour les

⁴⁰ Denis. « La question nationale au Canada. Stanley B. Ryerson... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.197-198. Cette attitude n'est cependant pas entièrement étonnante pour un historien. Comme tous les historiens, Ryerson peut profiter des apports et des développements de la recherche historique (nouvelles connaissances, courants historiographiques émergeant, problématiques originales,...), ainsi que d'une mise en perspective sur son propre travail que permet le recul temporel. En plus, il peut profiter des critiques constructives apportées par d'autres spécialistes sur ses travaux au courant des années.

⁴¹ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-010/4. « Liminaire ». [1985], [texte inédit], p.3. Ce texte semble être composé en vue de la réalisation de sa thèse de doctorat. L'auto-critique, de la part de Ryerson, de son oeuvre intellectuelle et de ses écrits, ainsi que l'approfondissement de ses conceptions ne s'arrêtent donc pas aux années 1960. Ils se poursuivent dans les années 1970 et 1980. On peut même affirmer, sans trop se tromper, que sa thèse de 1987 et sa préface à la réédition de *French Canada* de 1980 participent de ce phénomène. Pour sa thèse de doctorat, voir ; Ryerson. *Connaître l'histoire*,

qualifier. Mais, pour l'instant, il n'est point question d'entreprendre un tour d'horizon complet de tout ce qui peut être considéré comme des réinterprétations historiques de la part de Ryerson. Arrêtons-nous plutôt sur celles qui ont une conséquence directe sur les réflexions et les positions, aussi bien intellectuelles que politiques, de Ryerson pour la période étudiée, c'est-à-dire pour la décennie 1960.

L'œuvre historique maîtresse de Ryerson durant les années 1960, et certainement de sa carrière, est l'ouvrage *Unequal Union*⁴³, paru en version originale anglaise en 1968. Cette publication s'intéresse à l'histoire du Canada pour la période de 1815 à 1873. Les thèmes centraux sont les Rébellions dans le Haut et le Bas-Canada, la formation de l'État canadien (la dynamique menant à la Confédération) et la transition au capitalisme (processus d'industrialisation)⁴⁴. C'est avant tout dans cette

comprendre la société : un rapport en voie de mutation ? Histoire de cas : une prise de conscience des vecteurs socio-historiques du casse-tête Canada/Québec. Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Laval, 1987.). Pour la préface, voir ; Ryerson. « Preface » dans *French Canada : A Study in Canadian Democracy*. 3^e ed., Toronto, Progress Books, 1980 [1943], p.1-8.

⁴² UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-660/48. « Vers une reconsidération. Le marxisme et le nationalisme au Canada et au Québec, 1930 à 1980 ». [vers 1980], [texte inédit], p.1. Dans une note en bas de page, Ryerson donne la définition du mot « reconsidérer » qui signifie « [...] de revenir sur, revoir une position, est légitime tant qu'il ne signifie pas reviser [*sic*]. » Il poursuit en indiquant : « Je ne suis pas sûr de ne pas enfreindre cette légitimité! » (p.1). Ryerson emploie aussi le mot « reconsidération » dans sa thèse de doctorat (Ryerson *Connaître l'histoire, comprendre la société...*, p.9.).

⁴³ Ryerson. *Unequal Union*... Une version française, comprenant quelques modifications, a aussi été publiée pour la première fois en 1972 et de nouveau en 1976. C'est à l'édition de 1978 que nous allons nous référer dans le reste de ce mémoire, sauf indication contraire ; *Le Capitalisme et la Confédération : aux sources du conflit Canada-Québec (1760-1873), suivie d'un Mémoire sur la Charte de la langue française au Québec*. Version ref. et augm. de « Unequal Union », Trad. de l'anglais d'André D'Allemagne. Montréal, Parti Pris, 1978 [1972]. Il est à noter aussi que Ryerson a rédigé un autre ouvrage en 1960 sur l'histoire du Canada avant 1815, voir ; Ryerson. *The Founding of Canada*... Une édition française est aussi parue ; *Les origines du Canada*. Préf. d'Alfred Dubuc. Trad. de l'anglais d'Hervé Fuyet et de Janine Lazorthes-Barez. Montréal, VLB Éditeur, 1997. Ces deux derniers ouvrages participent à une initiative lancée par le PCC en 1946 sous le nom d'« Histoire du peuple ». Ryerson en était l'un des directeurs avec Margaret Fairley. Sur ce dernier point et pour des commentaires généraux sur les deux livres de Ryerson, voir ; Gregory S. Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : historien marxiste » dans Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.). *Le droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Montréal, VLB éditeur, 1989, p.249-251.

⁴⁴ Pour une analyse des ces thèmes et de certains aspects de l'œuvre historique de Ryerson, voir ;

monographie, mais pas uniquement cependant, que Ryerson expose ses réinterprétations historiques⁴⁵. D'ailleurs, elle est la dernière monographie que Ryerson ait composée. Entre 1968 et sa mort en 1998, Ryerson rédigea uniquement des articles, pour des revues, des ouvrages collectifs et des journaux.

La principale des réinterprétations de Ryerson est qu'il soutient maintenant que l'égalité politique n'a pas été accordée aux Canadiens français lors de l'obtention du gouvernement responsable en 1848 et lors de la mise en œuvre de la Confédération⁴⁶ en 1867. Il réfute donc ce qu'il avait soutenu en 1943 dans *Le Canada français : sa tradition, son avenir*⁴⁷.

Mais cette présence [la coalition binationale Baldwin-Lafontaine] même servait à cacher un aspect important de la réalité ; à savoir que cette nouvelle autonomie au sein de l'empire (*home rule, responsible government*) comportait le refus de l'autodétermination du droit de *self-government*, de la nation canadienne-française.

On avait donc adhéré au principe énoncé par Durham, selon lequel la présence d'une majorité anglaise devait être la précondition de l'autonomie coloniale [...]. Le supposé succès des deux révolutions bourgeoises (l'une *canadian* et l'autre canadienne-française) ne serait donc en grande partie qu'une illusion d'optique. Ce qui est affirmé en 1848 est la réalisation d'une mesure fort modeste de démocratie dans le cadre d'une suprématie anglo-capitaliste, étayée par la puissance de l'Empire.⁴⁸

Jean-Marie Fecteau. « Classes, démocratie, nation. La transition au capitalisme chez Stanley B. Ryerson » et Robert Tremblay. « La place de la Confédération dans l'œuvre de Stanley B. Ryerson » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.233-264 et p.265-286.

⁴⁵ Sur ce point, une importante partie, une « Postface polémique », a été incluse à son ouvrage *Le Capitalisme et la Confédération*. Voir les pages 321 à 334 de ce dernier ouvrage.

⁴⁶ Ryerson fait remarquer le mauvais emploi du terme « confédération » pour désigner la forme politique de l'État canadien de 1867. Il souligne : « De toute façon, le résultat fut un projet de fédération, même s'il s'agissait d'une fédération fortement centralisée. Le terme de *Confédération* [dans le texte] est étrangement faux. » (Ryerson. *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.286.)

⁴⁷ Montréal, Éditions de la Victoire, 1945. Voir la sous-section 2.2.4 « La reconnaissance de la nation canadienne-française par Ryerson » dans le chapitre II de ce mémoire.

⁴⁸ Ryerson. *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.145. Les italiques sont de Ryerson. En 1987, revenant sur cet aspect de son cheminement intellectuel, Ryerson écrit : « Constat de l'inégalité nationale politique et étatique. Corrigeant l'illusion selon laquelle la concession du "gouvernement responsable" (1848) et la négociation de la Confédération (1867) auraient créé des rapports d'égalité politique, on en vient à reconnaître que la question nationale est toujours à résoudre sur tous les plans.

Pour Ryerson, l'explication de son erreur d'interprétation est à chercher dans son adhésion à la perspective whig-libérale⁴⁹ de l'histoire, qui néglige l'agent national dans les explications historiques. En outre, « La racine de l'erreur théorique est à chercher, me semble-t-il, dans une sous-estimation radicale de l'importance du facteur national dans le processus historique. On ne saurait prétendre que la question nationale fut [*sic*] résolue en 1848 (et en 1867 !) qu'en attribuant à l'aspect politique, étatique, de l'autodétermination un rôle tout à fait secondaire.⁵⁰ » Ryerson identifie une conséquence directe de cette « erreur d'interprétation » pour lui, pour le PCC et pour la gauche canadienne en général : « The blind-spot in relation to political equality persisted, and played its part in the inability of the Left to for[e]see the new upsurge in the 1960s of the Quebec movements for national self-determination.⁵¹ »

Pour Ryerson, le gouvernement responsable a été accordé au Canada-Uni par les autorités de la métropole, parce que le nouveau statut politique de 1840 avait permis la mise en minorité des Canadiens français⁵². « Self-government of the Anglo-Canadian colonial bourgeoisie was made conditional on assurances of a "proper subordination of the French". To numerical minority status was added a political mechanism with built-in guarantees of British-imperial stability. That was to be the

L'enjeu est celui du droit à l'autodétermination nationale. » (Ryerson, *Connaître l'histoire, comprendre la société...*, p.10. Les soulignements sont de Ryerson.).

⁴⁹ Voir ; Ryerson. *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.323-325. Dans ces pages, Ryerson donne une explication de cette interprétation. Voir aussi ; Ryerson. « 1848, 1867... », *Horizons Research News Letter*, no.6 (février 1971), p.1.

⁵⁰ *Ibid.*, p.325.

⁵¹ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-660/34. Ryerson. « Canadian Marxists – and others – on the National Question ». [vers la fin de 1968], [texte inédit], p.6.

⁵² Voir les chapitres 8 « Autonomie coloniale et droits nationaux » et 9 « La moisson de 1848 » de ; Ryerson. *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.117-130 et p.131-146. Avec l'Acte d'Union de 1840, le Canada-Est (ancien Bas-Canada) et le Canada-Ouest (ancien Haut-Canada) obtenaient la même représentation parlementaire, malgré le fait que le nombre de la population du Canada-Est était supérieur. La représentation égale niait donc le principe de la représentation proportionnelle (*Rep by pop*).

essence of "responsible government" in a colony.⁵³ » La domination canadienne-anglaise a donc été rendue possible par la mise en minorité des Canadiens français en 1840. Pourtant, « La lutte des Canadiens français, nation annexée, pour ce qu'on appellerait de nos jours le droit à l'autodétermination, constituait un des principaux stimulants du mouvement réformiste dans les deux parties du Canada.⁵⁴ »

La Confédération n'a pas non plus assuré l'égalité politique à la nation canadienne-française, ni reconnu le caractère foncièrement binational du nouveau pays. Il en résulte une inégalité nationale inscrite dans la nature même de l'État canadien en vue d'entretenir et de favoriser l'emprise et le pouvoir anglo-canadien, qui s'exerce sur l'ensemble du territoire canadien, en incluant la nouvelle province du Québec. Pour bien comprendre l'interprétation historique de Ryerson, il faut noter que chez lui, la Confédération est avant tout une réalisation de la grande bourgeoisie canadienne-anglaise, avec l'appui de celle, moins nombreuse, du Canada français, ainsi que de l'Église catholique⁵⁵.

⁵³ Ryerson. « 1848, 1867... », *Horizons Research News Letter*, no.6 (février 1971), p.1. Il est à noter que l'interprétation de Ryerson de l'obtention du gouvernement responsable de 1848 partage des similitudes marquées avec celle de l'historien Maurice Séguin. Sur cette matière et Séguin, voir ; Robert Comeau. « Maurice Séguin et sa critique de l'optique nationaliste-fédéraliste de Lionel Groulx » dans Robert Comeau et Josiane Lavallée (dir.). *L'historien Maurice Séguin. Théoricien de l'indépendance et penseur de la modernité*. Sillery, Septentrion, 2006, p.70.) Il serait certes intéressant de procéder à une analyse comparative entre certains aspects de l'interprétation de Ryerson et celles des représentants de l'École historique de Montréal (Séguin, Brunet, Frégault) pour la période historique de la fin du XVIII^e et le XIX^e siècles canadien. Malheureusement, les limites de ce mémoire ne nous le permettent pas. Signalons malgré tout que Ryerson fait mention des interprétations et des travaux de Brunet et de Frégault dans quelques textes et ouvrages. Toutefois, nous n'avons relevé aucune remarque ou référence à Séguin. Par exemple, pour Brunet, voir ; Ryerson « 1848, 1867... ». *Horizons Research News Letter*, no.6 (février 1971), p.2. Et ; Ryerson. *Unequal Union...*, p.432. Pour Frégault, voir ; *The Founding of Canada : Beginnings to 1815*. 3^e ed., Toronto, Progress Books, 1972 [1960], p.110, 195 et *passim*.

⁵⁴ Ryerson. *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.138. Voir aussi ; Ryerson « 1848, 1867... ». *Horizons Research News Letter*, no.6 (février 1971), p.1.

⁵⁵ Ryerson. *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.287.

« [...] it was the Anglo-Canadian bourgeoisie that unified the scattered colonies under its own leadership. [...] On the one hand the French-Canadian nation was given to understand that it was entering into a partnership based on the principle of equality. On the other, it was in fact accorded a state structure that embodied no such relationship. [...] The resulting much-vaunted "federalism" was not that of a genuinely binational state; it was a centralized quasi-federal instrument of Anglo-Canadian rule.⁵⁶ »

En limitant volontairement la reconnaissance nationale des Canadiens français (et la réalité binationale du Canada) au domaine culturel (religion, langue, code civil), les artisans de la Confédération ont évacué la dimension politique⁵⁷, dont sa principale composante est le droit à l'autodétermination. « Le fédéralisme unitaire et centralisateur de 1867 portait précisément la marque de cette inégalité [entre les deux nations], à bien des égards. [...] des concessions restreintes dans les domaines linguistiques et religieux furent accordées aux Canadiens français, à titre de *minorité culturelle* [dans le texte], tandis qu'on leur refusait toute reconnaissance politique comme entité nationale.⁵⁸ » La crise politique et constitutionnelle des années 1960 au Canada trouve donc son origine dans les conceptions et les aménagements à la base de la Confédération. Ryerson résume d'une façon assez claire ce point dans l'extrait suivant :

La conclusion de tout cela, c'est que, d'une part on *laisse entendre* à la nation canadienne-française qu'elle adhère à une association fondée sur le principe de l'égalité, alors que d'autre part on lui prescrit des structures politiques qui ne correspondent pas à de telles relations. *Le fédéralisme* que l'on a tant chanté n'est pas celui qui correspond à un État binational, mais bien autre chose. [...] *L'erreur* des artisans du fédéralisme de 1867, ce n'est pas de ne pas avoir prévu les changements dans la répartition des responsabilités gouvernementales que l'urbanisation et l'industrialisation allaient imposer plus tard, *c'est d'avoir écarté la réalité binationale*⁵⁹.

⁵⁶ Ryerson. « Technology, Nationalism and Canada/Quebec "Problematic" » dans Bhikhu Parekh (dir.). *Dissent and Disorder : Essays in Social Theory*. Toronto, World University Service of Canada, [1969], p.77.

⁵⁷ Ryerson. « 1763-1963 : In the Beginning was the Conquest ». *MQ*, vol.7 (automne 1963), p.13.

⁵⁸ Ryerson. *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.313.

⁵⁹ *Ibid.*, p.289. Les italiques sont de Ryerson. Des remarques similaires se retrouvent dans ;

Par cette citation, l'on peut constater que Ryerson n'adhère pas à la thèse qui stipule que le fondement du Canada réside foncièrement dans l'union des dix provinces. Il ne soutient pas plus celle qui fait du Canada uniquement une création du Parlement de Londres et, par extension, la conception qui énonce que c'est le gouvernement fédéral qui est l'institution prédominante dans la structure politique canadienne⁶⁰. Comme nous le verrons dans la prochaine section, c'est en grande partie pour cette raison que Ryerson ne considère pas le Québec comme une « province comme les autres », mais bien l'État national des Canadiens français et l'émanation politique de cette nation.

Dans la conception de Ryerson, l'inégalité nationale (aussi bien socio-économique que politique) des Canadiens français trouve sa source dans la Conquête de 1760. Pour expliquer les inégalités sociales et économiques des Canadiens français, Ryerson perpétue dans ses grandes lignes, l'interprétation qu'il avançait déjà à la fin de la décennie 1930, en insistant davantage cette fois sur la plus grande faiblesse de la bourgeoisie canadienne-française comparativement à celle de la métropole anglaise⁶¹. Ryerson explique cette infériorité par trois raisons principales. C'est ainsi qu'il identifie l'avantage que détenait la Grande-Bretagne sur la France au niveau de l'état de l'avancement et du développement du capitalisme, la position avantageuse des colons britanniques dans le commerce, l'administration civile et les carrières militaires, ainsi que la persistance des institutions féodales et cléricales au Bas-Canada⁶². Pour illustrer les inégalités socio-économiques des Canadiens français, Ryerson peut dorénavant profiter des études de la Commission Laurendeau-Dunton⁶³.

Ryerson. « Technology, Nationalism... » dans Parekh (dir.). *Dissent and Disorder...*, p.77-78.

⁶⁰ Voir ; Ryerson. « Chapitre 18. Le Canada français sous l'Union » dans *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.275-292.

⁶¹ Ryerson. « 1763-1963 : In the Beginning... ». *MQ*, vol.7 (automne 1963), p.18.

⁶² Voir la section 1.5 « Les inégalités sociales et économiques des Canadiens français » du chapitre I de ce mémoire.

⁶³ Pour une illustration de ce fait, voir ; Ryerson « 1848, 1867... ». *Horizons Research News Letter*, no.6 (février 1971), p.2.

Avec la diffusion des données et des statistiques contenues dans les différents volumes de cette enquête, Ryerson est maintenant en mesure d'opérer une comparaison entre les Anglophones, les Francophones et les différents groupes ethniques à l'intérieur des frontières du Québec. Durant les décennies 1930 et 1940, faute de données suffisantes, Ryerson se bornait, dans la majorité du temps, à comparer la situation prévalant au Québec avec celle de l'Ontario. Il peut donc maintenant avoir une vue d'ensemble et une idée plus juste de l'étendue des inégalités vécues par les Canadiens français, autant par les Québécois francophones que par les Francophones du reste du Canada.

La différence avec les propos de Ryerson tenus durant les années 1930 se trouve dans son insistance sur l'exposition de l'inégalité politique des Canadiens français. Il précise : « Political inequality is the outcome of the imposition of a colonialist state structure. Not Confederation of 1867 but the Conquest of 1760 set the basic pattern of the French-English relations in Canada. [...] the pattern of the Conquest has become the pattern of the colony.⁶⁴ » L'octroi du gouvernement responsable de 1848 et l'instauration de la Confédération de 1867 n'apportent aucune solution à l'inégalité politique des Canadiens français. Ils en perpétuent plutôt l'effet et ils en entretiennent les conséquences, qui s'inscrivent dans l'oppression. « The British North America Act consecrates and perpetuates the political inequality whose the starting-point was the British Conquest of Canada⁶⁵. »

Avec la formulation de ses réinterprétations historiques dans les années 1960, il est possible de constater que Ryerson insiste davantage qu'auparavant sur la dimension politique de l'inégalité des Canadiens français sous le régime britannique (1760-1867) et lors des premiers temps de la Confédération. De même, il laisse plus de place au facteur national dans l'explication historique. « That misjudgment [celui, de la part de Ryerson, qui affirmait que le Canada français avait gagné l'essentiel de

⁶⁴ Ryerson. « Technology, Nationalism... » dans Parekh (dir.). *Dissent and Disorder...*, p.76-77.

⁶⁵ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-660/32. Ryerson « The Political-Economic Background of our Conflict of Communities ». [1967], [texte inédit], p.1.

l'égalité politique à l'intérieur de l'État fédéral canadien] was born of a serious theoretical flaw – underestimation of the political (state-power) element in the issue of national self-determination, and of the national character of the (aborted) bourgeois revolution in the French Canada of the 1840s.⁶⁶ » Dans ses réflexions critiques rétrospectives, Ryerson évalue lui aussi de la même façon l'évolution de son travail intellectuel⁶⁷.

Cette dernière remarque s'applique au regard nouveau porté par Ryerson sur les Rébellions de 1837-1838 au Bas et au Haut-Canada. Au cours de la décennie 1960, Ryerson met davantage l'accent sur l'aspect national des Rébellions dans le Bas-Canada⁶⁸ qu'auparavant dans ses autres publications, dont *1837*⁶⁹. Ryerson procède lui-même à un constat semblable : « L'ouvrage [1837], à ce qu'il me semble maintenant, souffrait d'un certain schématisme et, tout en soulignant l'aspect anticolonialiste des insurrections dans les deux Canadas, sous-estimait le rôle du facteur national au Bas-Canada.⁷⁰ » Ryerson déclare toujours que les deux Rébellions partagent l'essentiel des caractéristiques d'une révolution bourgeoise-démocratique, c'est-à-dire qu'« [...] il s'agissait d'établir la suprématie des représentants élus par le peuple sur les administrateurs désignés par nomination [...].⁷¹ » Les deux mouvements s'inscrivent dans une lutte anticoloniale et antiféodale où une solidarité

⁶⁶ Ryerson « 1848, 1867... ». *Horizons Research News Letter*, no.6 (février 1971), p.1-2.

⁶⁷ Voir ; Ryerson. « Préface » dans *French Canada...*, p.1-8.

⁶⁸ Voir ; Ryerson. « Chapitre 3. Démocratie et autodétermination » dans *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.35-60.

⁶⁹ Ryerson. *1837 : The Birth of Canadian Democracy*, Toronto, Francis White, 1937.

⁷⁰ Ryerson. *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.323. En 1987, Ryerson offrira une évaluation similaire : « Une erreur de taille que j'ai commise dans mon *1837* concerne la place accordée à la dimension nationalitaire du Bas-canada. Non pas que ce fût un tort de reconnaître le rôle significatif joué par la solidarité des mouvements coloniaux face à Downing Street. L'erreur consista en la sous-estimation du national sur le plan théorique et analytique. » (Ryerson. *Connaître l'histoire, comprendre la société...*, p.12. Les soulignements sont de l'auteur.).

⁷¹ Ryerson. *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.37.

entre les deux groupes linguistiques se dégage et s'exprime. Les Rébellions du Bas-Canada possèdent pourtant une particularité. « Recognizing that in the 1837 rebellions and movements for "responsible government" there merged both general-Canadian colonial struggle for self-government and the French-Canadian struggle for self-determination, we failed to distinguish between their differing outcomes.⁷² » À savoir la possibilité de former, pour le Bas-Canada, un État indépendant, souverain de la Couronne britannique. Jean-Paul Bernard, dans une évaluation de l'interprétation des Rébellions de Ryerson dans *Unequal Union*, amène cette remarque pertinente à propos de la démarche de Ryerson :

Beaucoup d'éléments communs [dans la lutte au Bas et au Haut-Canada] étaient en cause: "la liberté de commerce et de fabrication", "l'émergence de l'industrie et du capitalisme indigène", "la démocratie politique", "l'indépendance du Canada dans son ensemble"; mais un élément particulier aussi, "l'autodétermination nationale pour le Canada français". Dans cette perspective, les chapitres [dans *Unequal Union*] dans lesquels il sera question du Bas-Canada doivent être interprétés comme un effort pour évaluer la part respective, le poids relatif du commun et du particulier dans le déroulement historique.⁷³

Avec la publication d'un article dès 1963⁷⁴, Ryerson présente les premières formulations de sa vision renouvelée de l'histoire canadienne. Elle sera énoncée d'une façon plus explicite et complète, quoique pas totalement parachevée, dans *Unequal Union*. L'atmosphère entourant l'éveil national des Canadiens français (ou des Québécois francophones), conjugué et s'inscrivant dans la Révolution tranquille, a certainement contribué fortement au processus menant aux réinterprétations historiques de Ryerson. Elle l'a incité à repenser l'histoire du Canada au XIX^e siècle et

⁷² UQAM, SAGD. Fonds SBR. 27P-660/34. Stanley Ryerson. « Canadian marxists – and others... ». [vers la fin de 1968], [texte inédit], p.6. Voir aussi ; Ryerson. *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.37.

⁷³ Jean-Paul Bernard. « Stanley Bréhaut-Ryerson (1968). Luites de classes et conflits nationaux » dans *Les rébellions de 1837-1838. Les patriotes du Bas-Canada dans la mémoire collective et chez les historiens*. Montréal, Boréal Express, 1983, p.259.

⁷⁴ Ryerson. « 1763-1963 : In the Beginning... ». *MQ*, vol.7 (automne 1963), p.12-20.

à porter un regard critique sur son œuvre historique et intellectuelle antérieure. Il ressort de ce processus une caractéristique centrale, qui s'exprime par son insistance à l'égard des aspects politiques et nationaux de l'histoire du Canada et du Canada français. La crise politique et constitutionnelle déferlant au Canada a assurément entraîné Ryerson dans cette voie. « Whereas in the 1930s and '40s the labor movement in Quebec concerned itself largely with problems of wage-differential and other social-economic matters, the contemporary movement [dans les années 1960] is in some degree involved with issues of the state-structure of Confederation, with the political relationships of the English-Canadian and French-Canadian nations in Canada.⁷⁵ » Les fondements et les réinterprétations historiques de Ryerson ont, à leur tour, nourri son évaluation de cette crise politique et constitutionnelle qui secoue le Canada. La prochaine section s'intéresse à ce dernier thème.

4.4 Ryerson répond à la « crise de la Confédération »

Les réinterprétations et les fondements historiques de Ryerson forment la base sur laquelle vont se façonner la réponse et l'appréciation de ce dernier sur la « crise de la Confédération »⁷⁶. Les réflexions de Ryerson ne s'arrêtent cependant pas aux années 1960. Après son départ du PCC en 1971 et durant les deux décennies suivantes, Ryerson approfondira son étude des rapports Canada/Québec. Par conséquent, le travail intellectuel de Ryerson dans la décennie 1960 doit être considéré de préférence comme une amorce d'analyse plutôt que comme une entreprise achevée. On peut aussi postuler que les écrits de Ryerson ont grandement influencé les positions et les

⁷⁵ Ryerson. « Formation of Two National Communities, English Canadian and French Canadian in the XVII to XX Centuries ». *MQ*, vol.16 (1966), p.58.

⁷⁶ Un numéro spécial de 1963 de la revue *The Marxist Quarterly* porte précisément le titre de « Crisis of Confederation » et propose plusieurs articles sur cette problématique, dont deux de la main de Ryerson. Les références des articles de Ryerson sont : « 1763-1963 : In the Beginning... ». *MQ*, vol.7 (automne 1963), p.12-20. et Jacques Sénécal [Ryerson]. « Eugene Forsey, P.E. Trudeau and The Question : What is a Nation ? », *MQ*, no.7 (automne 1963), p.12-20 et p.21-26.

propositions du PCC sur les débats concernant la question nationale au Québec et exposées dans la section « 4.2 » de ce mémoire⁷⁷.

4.4.1 Ryerson pose les bases du débat et en clarifie les termes

La mise en branle de la Commission Laurendeau-Dunton donne le coup de départ d'une prise de conscience pan-canadienne des problèmes auxquels sont confrontés tant les Canadiens anglais que les Canadiens français. Dépassant le mandat⁷⁸ de cette commission, c'est aussi l'avenir politique et constitutionnel de la Confédération qui est en jeu, ou encore, l'avenir du fédéralisme canadien.

Analogiquement, Ryerson répond à cette crise. À la source, il conçoit ainsi ce qui en est au cœur : « The French-Canadian community was insistently calling for a restructuring of the relationship between French and English Canada. [...] The demand for recognition of the "French Fact" – recognition, that is, of the existence in Canada of a French-Canadian national community – is the primary factor here. Resistance to that demand, on the part of the English-speaking Canadian community is the other main component in the "crisis of Confederation".⁷⁹ » Ryerson souligne avec force, et il le fera tout au long de la décennie, le caractère national et politique des demandes et des revendications des Canadiens français. En quelque sorte, il tente de répondre à la

⁷⁷ La section 4.2 porte le titre « Le PCC répond au renouveau national au Québec ». À la fin du document du PCC soumis à la Commission d'enquête Laurendeau-Dunton, deux articles de Ryerson sont mentionnés, indiquant que ceux-ci forment la base sur laquelle le document repose (PCC. *Mémoire du Parti communiste canadien à la Commission royale sur le bilinguisme...*, p.36.).

⁷⁸ Selon les mots des auteurs de la commission, le mandat peut être résumé ainsi : « [...] faire enquête sur l'état présent du bilinguisme et du biculturalisme et [de] recommander les mesures à prendre pour que la Confédération canadienne se développe d'après le principe de l'égalité entre les deux peuples qui l'ont fondée, compte tenu de l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada, ainsi que les mesures à prendre pour sauvegarder cet apport. » (André Laurendeau et Davidson Arnold Dunton. « Les mots clefs du mandat » dans *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, vol.1 : Les langues officielles, Ottawa, R. Duhamel, 1967, p.XI.). Il y est également écrit : « Continuons-nous d'estimer que "le Canada traverse actuellement, sans toujours en être conscient, la crise majeure de son histoire"? [...] Telle continue d'être la situation. » (p.VII.).

⁷⁹ Ryerson. « It's Getting Harder to Dodge the Point ». *Horizons/MQ*, vol.24 (hiver 1968), p.1.

question : What does Quebec want ? Dans un autre texte, il résume ainsi ces demandes : « French Canadians' assertion of their demand for a changed relationship between the two national communities, for recognition of the right of self determination, for full control over their own national State, has become more vigorous and explicit.⁸⁰ » Le droit à l'autodétermination des Canadiens français prend dès lors une valeur éminemment politique, davantage que lors des vingt années précédentes. En outre, il signifie que les Canadiens français veulent être « Maîtres chez eux », ce qui implique qu'ils puissent choisir pour eux, sans aucune ingérence ou contrainte de la part du Canada anglais, le statut politique qui leur convient. « [...] national feeling in French Canada is directed primary against a status felt to be one of inequality, and toward achievement of a national state, whether in a re-constructed "bi-national federalism" ; a an autonomous "associate state" linked, on terms of equality, with English Canada ; or via outright separation.⁸¹ » Ryerson est donc bien au fait des différentes options politiques qui se discutent et qui circulent au Québec.

Comme les dernières remarques peuvent le laisser entrevoir, Ryerson conçoit le Québec comme l'État national des Canadiens français⁸². Cependant, ce sont les Canadiens français qui constituent la nation. Il emploie, durant la décennie 1960, l'expression « nation canadienne-française ». Prioritairement, la nation possède donc un caractère ethnique, culturel. Néanmoins, cette nation se retrouve dans sa majorité au Québec. Par conséquent, les Canadiens français sont en droit de contrôler et de diriger le gouvernement québécois. C'est en ce sens que Ryerson prend en compte l'aspect territorial. Ryerson s'explique :

« The French-Canadian nation, as we see it, is the *French-speaking community in Quebec* [italique de nous] (and contiguous areas?) It is the nation to whom the demand for self-determination relates. Not "self-determination for Quebeckers" – or "for

⁸⁰ Ryerson. « Crisis of the Canadas: The Present Stage ». *MQ*, vol.15 (automne 1965), p.1.

⁸¹ Ryerson. « Formation of Two National Communities... ». *MQ*, vol.16 (1966), p.59.

⁸² Voir ; Ryerson. *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.310.

Quebec". [...] Our point is that it is not the provincial boundary that "defines" the nation, but the nature (characteristics) of a certain community of people.⁸³ »

Cet aspect reste néanmoins imprécis pour l'instant. Plusieurs interrogations peuvent être soulevées à partir de cette dernière citation. Par exemple : de quelle façon qualifier les Canadiens français à l'extérieur du Québec ? Quelle serait leur situation ? Ryerson aborde succinctement cette question⁸⁴. Il écrit que les « Francophone minorities outside Quebec » est un sujet légitime, mais il n'est pas prioritaire. Leur statut dépendrait de la forme politique de l'État que veulent se donner les Québécois. Leur situation ne serait pas la même dans un Québec constitué comme État séparé du Canada, comparativement à un Québec « equal partnership » dans un Canada binational.

Ce qui est plus précis et détaillé dans la pensée de Ryerson est la différence qu'il pose entre les deux significations que l'on peut donner au vocable « nation ». Ryerson prend bien soin de différencier, la nation-communauté d'une part, et l'État-nation d'autre part. Il adopte la définition sociologique (l'on pourrait aussi dire stalinienne) de la nation et il rejette celle légale-juridique (ou aussi qualifiée de constitutionnelle). « The word "nation" is used in two conflicting senses, as meaning either "a sovereign state" [la définition légale-juridique] or [dans le texte] a community of people having a common language, territory, culture, etc., whether they have or do not have independent statehood [la définition sociologique].⁸⁵ » À l'évidence, Ryerson adhère à

⁸³ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630 : 02/4. Ryerson. « Notes on the National Question ». 13 décembre 1967, [texte inédit], p.4. Voir aussi ; Ryerson. « Question in Dispute » *MQ*, vol.15 (automne 1965), p.63.

⁸⁴ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630 : 02/4. Ryerson. « Notes on the National... ». 13 décembre 1967, [texte inédit], p.4. Pour les commentaires des phrases subséquentes sur ce thème, se rapporter à ce texte.

⁸⁵ Ryerson. « The "Canada Debate"... », *MQ*, vol.8 (1964), p.3. En plus de ce dernier article, voir en particulier sur cette question ; Sénécal [Ryerson]. « Eugene Forsey, P.E. Trudeau... », *MQ*, no.7 (automne 1963), p. 21-26. Et aussi : Ryerson. « The Obstinate Reality » *MQ*, vol.15 (1965), p.36-37. ; Stanley Ryerson « The Canadian Experiment : success or flop? » *Canadian tribune*, 4 décembre 1961, p.5.

la deuxième définition. Dans plusieurs textes, Ryerson fustige la conception d'Eugene Forsey⁸⁶ (et de tous ceux qui partagent sa vision⁸⁷) qui se réfère à la définition légale-juridique de la nation. De ce fait, Forsey n'admet pas que les Canadiens français forment une nation, mais que la seule nation existante est le Canada. Ryerson dénonce d'un même souffle certaines implications capitales de cette conception biaisée. L'une d'entre elles est la négation du droit à l'autodétermination des Canadiens français, de leur droit de décider pour eux-mêmes. Une autre implication se manifeste par la proscription de l'idée d'une restructuration du Canada selon la réalité binationale de l'État et d'une refonte complète de la constitution⁸⁸. Bref, ce point de vue inclut tous ceux qui prônent le statu quo constitutionnel. Un troisième corollaire stipule que le Québec est considéré comme une province comme les autres, comme l'une des dix provinces canadiennes sans droit ou statut particulier, et non en tant qu'État national des Canadiens français, ainsi qu'expression politique de ceux-ci⁸⁹. Finalement, la dernière résultante peut s'exposer ainsi : « Because Canada is a political nationality, any form of political duality must be rejected... Because there was no one cultural nationality, there should be cultural duality to do justice to French Canada and to maintain the political unity of Canada.⁹⁰ » À partir de cette dernière citation, on devine assez aisément que Ryerson signale la fourberie attachée à l'idée d'une dualité culturelle et linguistique et qui laisse de côté la dualité nationale. C'est cette dernière qui devrait primer. Du même coup, il s'inscrit en faux contre

⁸⁶ Forsey est constitutionnaliste et directeur de recherche pour le Congrès du travail du Canada (CTC), la principale centrale syndicale canadienne.

⁸⁷ Ryerson s'en prend aussi à la vision de Trudeau qui, sans se confondre avec celle de Forsey, en partage malgré tout des conséquences similaires. Voir ; Sénécal [Ryerson]. « Eugene Forsey, P.E. Trudeau... », *MQ*, no.7 (automne 1963), p. 21-26.

⁸⁸ Ryerson. « The Obstinate Reality... » *MQ*, vol.15 (1965), p.36.

⁸⁹ *Ibid.*, p.36. Voir aussi ; Ryerson. « Crisis of the Canadas... ». *MQ*, vol.15 (automne 1965), p.2. Ryerson « The Canadian Experiment... » *Canadian tribune*, 4 décembre 1961, p.5.

⁹⁰ Ryerson. « The Obstinate Reality... » *MQ*, vol.15 (1965), p.36.

l'énonciation du mandat et du postulat de la Commission Laurendeau-Dalton⁹¹. La vision mise de l'avant par Pearson et la commission ne fait qu'obscurcir le débat dans le but d'éviter de donner une solution conforme à la volonté des Canadiens français⁹².

« By presenting it [le dualisme] as solely a matter of language and culture, the whole problem is "contained" in the confines of the political status quo; and the whole issue of national self-determination is evaded. Yet the re-structuring of the French-English relationship in Canada involves precisely the political question of state structure: a question of the right of national, political self-determination for the French-Canada nation in the first place.⁹³ »

4.4.2 Le mouvement national-démocratique au Québec et le droit à l'autodétermination contre l'impérialisme américain et la domination anglo-canadienne

Tout comme le PCC, Ryerson s'inquiète et désire s'opposer à l'impérialisme économique des États-Unis. Dans le contexte de la Révolution tranquille qui anime le Québec, Ryerson développe un raisonnement et propose une analyse de la présence du grand capital américain et anglo-canadien au Québec⁹⁴. Suivant ce raisonnement, Ryerson pose un diagnostic différent, par rapport à celui du PCC, concernant les

⁹¹ Pour l'énonciation de ce mandat, voir dans ce chapitre de ce mémoire, la page 137 note 78. Voir aussi ; André Laurendeau et Davidson Arnold Dunton. « Les mots clefs du mandat [les pages bleues] » dans *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*. vol.1 : Les langues officielles, Ottawa, R. Duhamel, 1967, p.VI-XLIII. Et ; Paul Lacoste. « André Laurendeau et la Commission... » dans André Laurendeau. *Journal tenu pendant la Commission...*, p.25-44.

⁹² Ryerson. « Crisis of the Canadas... ». *MQ*, vol.15 (automne 1965), p.1. Voir aussi : UQAM, SAGD. Fonds SBR. 27P-630 : 02/10. Ryerson. « Lettre brouillon de Ryerson à l'éditeur du journal *Globe and Mail* ». 15 septembre 1967.

⁹³ Ryerson. « It's Getting Harder... ». *Horizons/MQ*, vol.24 (hiver 1968), p.2.

⁹⁴ Pour un exposé de Ryerson sur les corrélations entre le nationalisme et l'« internationalisation de la production » (ou encore dans un vocabulaire plus contemporain, sur la globalisation des économies et des échanges), ainsi que sur la nature et les manifestations de l'impérialisme, voir ; Ryerson. « Technology, Nationalism... » dans Parekh (dir.). *Dissent and Disorder...*, p.72-74. Ryerson définit, d'après Lénine, un pays impérialiste ainsi : « [...] [Pays] possédant une économie où dominent les grands monopoles, où la fusion des capitaux bancaires et industriels, avec la création d'une oligarchie financière; et faisant partie d'un monde où l'exploitation des capitaux, la partition et répartition du globe parmi les grands trusts internationaux et les puissances impérialistes signalaient l'avènement du "stade suprême et final du capitalisme". » (Ryerson. « La pensée de Marx au Canada ». *Cité Libre*, vol.76 (avril 1965), p.21.).

potentialités que recèle le mouvement national et démocratique des Canadiens français au Québec, dans le but de contrer le phénomène de pénétration économique du grand capital américain et canadien-anglais. Voyons comment le raisonnement de Ryerson s'articule.

Faisons un bref retour sur des considérations historiques mises de l'avant par Ryerson pour mieux comprendre sa position. D'après ses interprétations historiques de façon générale (des Rébellions, du gouvernement responsable, de la Confédération), et de la Conquête de 1760 en particulier, Ryerson qualifie, pour la première fois au cours des années 1960, les Canadiens français de nation dominée et opprimée. Cette condition est vraie pour le XIX^e et le début du XX^e siècles. De la même manière, cette oppression se perpétue au moment où Ryerson expose cette réalité, c'est-à-dire dans les années 1960. Cette condition de nation dominée et opprimée conduit Ryerson à considérer les Canadiens français comme une nation colonisée⁹⁵.

Deux siècles après la Conquête anglaise, plus de cent ans après les débuts de l'industrialisation du Bas-Canada, la nation québécoise* se trouve toujours dans une situation de colonisée. Le double poids d'une oppression, politico-militaire d'une part, socio-économique de l'autre, pèse sur la collectivité : héritage étouffant d'une conquête qui n'en finit plus. [...] de nos jours, c'est l'empire américain avec ses auxiliaires anglo-canadiens, bénéficiant des mêmes connivences, qui resserrent le joug colonialiste au Québec. [...] Au palier politique et social, c'est par l'entremise d'Ottawa, de l'État où dominent les élites anglo-canadiennes, que s'effectue la mise en œuvre des politiques continentales et impériales du capital financier⁹⁶.

⁹⁵ À une reprise que nous avons relevé, Ryerson parlera de « neo-colonialism », voir ; Ryerson. « National Policies and the Federal State », *Horizons/MQ*, vol.28 (hiver 1969), p.58.

* Ryerson emploie ici le terme « nation québécoise », et non celui de « nation canadienne-français ». Cet état de chose trouve son explication dans le fait qu'environ trois pages et demie de la partie « Les classes et la Nation » du livre *Le Capitalisme et la Confédération* ont été ajoutées à l'édition française de 1972 de *Unequal Union*. Dans son édition originale anglaise de 1968, *Unequal Union* ne comprenait pas ces pages.

⁹⁶ Ryerson. *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.317. Voir aussi ; Sénécal [Ryerson]. « Eugene Forsey, P.E. Trudeau... », *MQ*, no.7 (automne 1963), p.25.

Les propos précédents s'insèrent dans un débat qui anime la gauche québécoise. Elle s'interroge à savoir si le Québec est une colonie du Canada anglais⁹⁷ ? Ryerson offre une réponse nuancée qui éclaire ses positions sur la domination économique américaine et anglo-canadienne. Avant tout, il est nécessaire de noter que Ryerson ne retient pas la thèse qui affirme que le Québec forme une colonie du Canada anglais de la façon dont le conçoit la majorité des groupes de gauche au Québec. Pour Ryerson, cette prétention est trompeuse et embrouille les choses plus qu'elle ne les éclaire. Ryerson donne deux raisons principales pour cela⁹⁸. La première est que le Québec possède une structure économique hautement industrialisée et urbanisée, ainsi qu'intégrée à la phase du capitalisme-monopolistique ; la phase la plus avancée du développement du capitalisme. De ce fait, le Québec n'a aucun attribut d'une colonie, au sens d'un territoire sous-développé, qui est dépendant de la production et de l'exportation des matériaux bruts de base, comme peuvent l'être les colonies des pays européens impérialistes⁹⁹. La deuxième raison est qu'il existe une poignée de capitalistes-financiers canadiens-français qui profitent du capitalisme monopolistique et qui s'intègrent dans le réseau économique dominant, celui américain et canadien-anglais¹⁰⁰. En contrepartie, la position nuancée que Ryerson apporte peut s'énoncer ainsi : le Québec n'est pas colonisé par le Canada anglais dans son ensemble, pas plus que la nation canadienne-française n'est colonisée par la nation canadienne-anglaise. Toutefois, la nation canadienne-française est dominée et opprimée par les grands capitalistes américains, auxquels sont intégrés les capitalistes anglo-canadiens. Ce

⁹⁷ Pour un résumé de la thèse du mouvement *Parti pris* à ce sujet, voir ; Denis. *Luttes de classes...*, p.364-365.

⁹⁸ Voir avant tout ; Ryerson. « Question in Dispute... » *MQ*, vol.15 (automne 1965), p.63-64. Et ; UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630 : 02/16. PCC [Ryerson]. « Statement on the crisis of Confederation ». Janvier 1968, p.6, point 3. Une note manuscrite de Ryerson sur le document indique qu'il en est l'auteur pour le compte d'un petit sous-comité du PCC (p.5). Cette même note mentionne que le document a été adopté par le Comité central du PCC.

⁹⁹ Ryerson. « Question in Dispute... » *MQ*, vol.15 (automne 1965), p.63.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p.64.

sont ces acteurs puissants qui détiennent la plus grosse part de la richesse du Québec et qui contrôlent son économie. « For in fact, a crucial feature of the situation is that Quebec's economic development has been financed, directed and controlled from outside.¹⁰¹ » C'est en ce sens que Ryerson peut soutenir que la nation canadienne-française est colonisée. Il ne faut pas oublier non plus que la grande bourgeoisie canadienne-française profite aussi de cette situation, car elle est alliée, mais comme partenaire de moindre importance, à celle américaine et anglo-canadienne. Ryerson fournit des indications (surtout en recourant à des statistiques) démontrant que les Canadiens français du Québec sont dans une position d'infériorité sociale et économique dans leur propre province. Dans cette démonstration, Ryerson est aidé par les informations recueillies par la Commission Laurendeau-Dunton et par diverses publications récentes qui s'intéressent à la situation économique du Québec et des Québécois francophones¹⁰². « It is the "collective poverty" that makes French-Canadians "second-class citizens" in their own province.¹⁰³ »

Il est facile de comprendre que Ryerson voit d'un très bon œil la tendance qui s'affirme au Québec, avec la Révolution tranquille, réclamant un plus grand contrôle de l'économie québécoise et la direction des leviers économiques par les Québécois francophones. Selon Ryerson, cette tendance, qui trouve un large écho chez la population francophone du Québec, ébranle les assises économiques du grand capital étranger (américain et canadien-anglais) et freine l'impérialisme du voisin du Sud. La maîtrise économique, par les Québécois francophones, de leurs propres ressources et du capital étranger se combine et complète leurs revendications plus proprement politiques¹⁰⁴, dont le droit à l'autodétermination apparaît comme la principale

¹⁰¹ Ryerson. « Technology, Nationalism... » dans Parekh (dir.). *Dissent and Disorder...*, p.75.

¹⁰² Les auteurs et les travaux de André Raynauld, de Albert Faucher et de Maurice Lamontagne, ainsi que de Marcel Rioux sont souvent cités dans les textes de Ryerson.

¹⁰³ Ryerson. « Technology, Nationalism... » dans Parekh (dir.). *Dissent and Disorder...*, p.75.

¹⁰⁴ Deux articles de Ryerson synthétisent d'une manière assez complète ce thème de sa pensée. Voir ; Ryerson. « Technology, Nationalism... » dans Parekh (dir.). *Dissent and Disorder...*, p.72-80.

caractéristique. En définitive, selon l'expression de Ryerson, c'est bien une révolution nationale-démocratique qui se produit au Canada français¹⁰⁵. « The demand for national equality, and, to that end, a re-structuring of the social order situates the *Révolution tranquille* [dans le texte] in the common mainstream of movements of national and social emancipation elsewhere.¹⁰⁶ » La révolution nationale-démocratique a donc un double caractère constitutif. Celui, d'une part, d'une contestation de la structure économique sur laquelle le Québec repose, et d'autre part, une forte volonté de redéfinir les rapports politiques et constitutionnels du Canada français avec le Canada anglais. « It is no accident that "maîtres chez nous" is translate into demand for nationalization of alien trust as well as into that of a French-Canadian national state. The solution of the "national question" will require a radical shift in the social structure as well as a new Constitution (or Constitutions?).¹⁰⁷ » Cette révolution doit donc mettre fin aux inégalités socio-économiques et politiques dont souffrent les Canadiens français. Les inégalités économiques découlent en premier lieu de l'impérialisme économique américain, secondé par le capital anglo-canadien. Les inégalités politiques, quant à elles, émanent surtout du « [...] colonialist state-structure, inherited from the British Victorian colonial era and operated by Anglo-Canadian elite [...].¹⁰⁸ » De cette double oppression, socio-économique et politique, Ryerson remarque qu'une nouvelle conscience émerge dans

Et ; Stanley Ryerson. « Social and National Factors in the Quebec "Awakening" ». [1970], [Texte non publié], texte produit dans le cadre du VII^e Congrès mondial de sociologie, Varna (Bulgarie), 1970. Ce texte se trouve au Centre de recherche Stanley-Bréhaut-Ryerson de la fondation Aubin. Aucune cote de classement n'existe pour ce document pour l'instant.

¹⁰⁵ On retrouve, entre autres, l'expression de révolution nationale-démocratique dans ; Ryerson. « Question in Dispute... » *MQ*, vol.15 (automne 1965), p.56.

¹⁰⁶ Ryerson. « Question in Dispute... » *MQ*, vol.15 (automne 1965), p.64.

¹⁰⁷ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-660/32. Stanley Ryerson « The Political-Economic Background... ». [1967], [texte inédit], p.3. Pour des commentaires semblables, voir ; UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630 : 02/16. PCC [Ryerson]. « Statement on the crisis... ». Janvier 1968, p.7, point 13. Voir aussi ; Ryerson. « The "Canada Debate"... », *MQ*, vol.8 (1964), p.6-8.

¹⁰⁸ Ryerson. « Technology, Nationalism... » dans Parekh (dir.). *Dissent and Disorder...*, p.74.

la population québécoise, et en particulier chez la classe ouvrière, qui prend de plus en plus en compte la dynamique des classes sociales conjuguée à celle de la nation.

« This change in the consciousness of the ethnic community (from culture to State) involves social-class developments as well as ethnic consciousness. The delayed impact of industrialization on the old cultural-ideological superstructure is the accompaniment of a new assertiveness of the French-Canadian business elites, and of an advance in working-class consciousness and action: both occurring in the world context of national-liberation movements contesting an imperialism in crisis. Canadian opposition to the U.S. take-over coincides in point of time with the Quebec protest against Anglo-Canadian (and U.S.) domination.¹⁰⁹ »

Ce mouvement national-démocratique s'oppose directement aux grands dirigeants économiques américains et canadiens-anglais. « The line of division is that drawn by the U.S.-Anglo-Canadian big business oligarchy. It is the line of preservation of the status quo, inspired by a profound fear of the consequences of any radical structural reform in this period of world revolutionary upheaval.¹¹⁰ » Au demeurant, ce mouvement s'attaque également à « [...] the socio-political ultra-conservatism of the traditional French-Canadian clerical and business elites, entrenched in institutions that obstruct modernization and inhibit reform.¹¹¹ » La grande bourgeoisie des deux communautés nationales est donc touchée par le bouleversement social et national qui frappe le Québec.

¹⁰⁹ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630 : 02/16. Ryerson. « A comment on the Rioux-Dofny concept of "ethnic class" in Canada ». 1968, [texte inédit], p.5. Dans ce texte, Ryerson s'inscrit à en faux par rapport au concept de « classe ethnique » conçu par Marcel Rioux et Jacques Dofny. Sans nier la contribution au débat théorique de ces deux auteurs, cette mise au point de Ryerson lui permet néanmoins d'approfondir sa propre réflexion sur l'interrelation entre les classes sociales et la nation (les facteurs nationaux [ethniques] et de classe). Ryerson a aussi émis des commentaires à ce sujet dans un autre article, voir ; Ryerson. « Question in Dispute... » *MQ*, vol.15 (automne 1965), p.66-69. Pour les textes dans lesquels sont énoncés et développés le concept de « classe ethnique », voir ; Jacques Dofny et Marcel Rioux. « Les classes sociales au Canada français ». *Revue française de sociologie*, vol.3 no.3 (juillet-septembre 1962), p.290-300. Et ; Marcel Rioux. « Conscience ethnique et conscience de classe au Québec ». *Recherches sociographiques*, vol.6 no.1 (janvier-avril 1965), p.23-32.

¹¹⁰ Ryerson. « 1763-1963 : In the Beginning... ». *MQ*, vol.7 (automne 1963), p.19.

¹¹¹ Ryerson. « Technology, Nationalism... » dans Parekh (dir.). *Dissent and Disorder...*, p.74.

En outre, Ryerson fonde des espoirs sur le potentiel que recèle le mouvement à la fois national et démocratique au Québec. Celui-ci offre l'espoir de contrer la pénétration du grand capital américain et anglo-canadien et de mettre fin à la subordination politique et nationale des Canadiens français envers l'élite dirigeante canadienne-anglaise. D'autres composantes viendront se superposer qui amèneront Ryerson à prendre un certain recul, encore passablement dissimulé, envers le PCC. La prochaine section discute de ce thème.

4.5 Les premiers signes d'éloignement entre Ryerson et le PCC

Des signes laissent constater que Ryerson prend certaines distances par rapport à quelques conceptions et positions du PCC. Comme nous l'avons déjà soulevé, le PCC prône sans nuance la primauté de la solidarité entre les travailleurs canadiens-français et canadiens-anglais pour mettre en échec l'impérialisme américain. Ryerson va nuancer et atténuer ce jugement. Il semble de plus en plus percevoir que le Québec offre peut-être une perspective plus encourageante qu'au Canada anglais sur la route vers le socialisme. « Si c'est le développement de la grande industrie qui pose les bases matérielles et sociales de l'avènement du socialisme au Québec, c'est la montée du mouvement national pour l'autodétermination qui en est l'accélérateur historique.¹¹² » Dans ce même article, Ryerson fait un rapprochement entre le Québec et Cuba. Ce rapprochement laisse entendre que le premier pourrait suivre le même chemin vers le « progrès socialiste » que le second a vécu : « [...] nous voudrions croire que le passage au socialisme s'effectuera dans nos deux nations [canadienne-française et canadienne-anglaise] dans des conditions d'entre-aide et de solidarité. Nous n'excluons pas d'avance la possibilité que le Québec, loin d'être la Vendée, ne

¹¹² Ryerson. « L'avenir économique et national du Québec est lié au socialisme ». *Socialisme* 67, no.11 (février-mars 1967), p.39.

soit, à un moment donné, le Cuba des Canadas.¹¹³ » Par cette citation, Ryerson paraît discerner qu'un possible changement « socialiste » pourrait se réaliser, dans un premier temps, au Québec exclusivement. Un éventuel Québec « socialiste » pourrait ensuite donner l'impulsion nécessaire au Canada anglais pour l'amener vers un chemin similaire et une destination analogue. De plus, Ryerson pose un contre-argument à celui du PCC qui évoque la menace commune de l'impérialisme américain affectant aussi bien le Québec que le Canada anglais. Ryerson écrit :

« Assuredly, there exists in the "two Canadas" a historic common denominator common of joint interest in opposing U.S. domination. [...] But it is futile and self-defeating for English Canadians to invoke the threat of U.S. take-over as an argument against the French-Canadians' demand for self-determination. The interlocking (or fusion) of Anglo-Canadian and U.S. corporate capital casts the ruling elites as a common adversary.¹¹⁴ »

Ryerson a bien compris la double oppression (socio-économique et politique) ressentie par les Canadiens français. Il a tout aussi bien saisi que ces derniers attribuent, du moins en partie, cette oppression aux Canadiens anglais qui dominent la

¹¹³ *Ibid.*, p.40. Ryerson a fait le même rapprochement entre ces deux « régions » : « À l'heure présente, dit-il [Ryerson], nous du Parti communiste, n'excluons pas la possibilité que le Québec devienne le Cuba des Canadas. » (Réal Pelletier. « Le socialisme est-il pensable au Québec? Ryerson: un oui inconditionnel, Chapdelaine: socialisme mitigé, Plourde: solution impraticable » *Le Devoir*, 10 février 1967.).

¹¹⁴ Ryerson. « Technology, Nationalism... » dans Parekh (dir.). *Dissent and Disorder...*, p.80. Un commentaire semblable a été articulé par Leslie Morris, alors Secrétaire général du PCC, peu avant sa mort en 1964. Il écrivait : « For example, these rights [right of self-determination for French Canada] cannot be denied or limited under the plea that "granting" them, either in Confederation or in separation, would lead to the further penetration of Canada by the United States. » (Leslie Morris. *Challenge of the '60s. A 3-point program for Canada*. 2^eed., Toronto, Progress Books, mai 1964 [avril 1964], p.13.). Selon Gregory Kealey, Morris présentait une compréhension renouvelée sur la question nationale canadienne-française et il voulait redéfinir les positions traditionnelles du Parti à cet égard. Stephen Endicott, pour sa part, signale que Morris et Ryerson partageaient des vues communes, notamment au sujet de la démocratie socialiste. Cette communauté d'esprit va se refermer avec l'arrivée de William Kashtan comme successeur de Morris à la tête du Parti après la mort de ce dernier en 1964. (Gregory S. Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel révolutionnaire canadien » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.233-234. Et ; Stephen Endicott. « Les années torontoises, 1943-1969 » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.64.).

structure étatique canadienne et qui hésitent à la réformer (ou à la remplacer) pour assurer l'égalité intégrale des deux nations.

Après avoir poursuivi l'objectif de discuter et de clarifier le débat autour de la « crise de la Confédération »¹¹⁵, quelques commentaires de Ryerson montrent un certain désabusement de sa part. Ces commentaires concernent les deux visions contrastées chez les deux communautés nationales au sujet de la nature de la crise politique et constitutionnelle au Canada et des approches privilégiées pour la régler.

« As between English and French Canada, the processes of developing social and political consciousness are extremely uneven [dans le texte]: most of all is this true of the national question. To Anglo-Canadians, who assume the status quo as permanent, the proposals of full cultural dualism in the Bi-bi Report seem dreadfully radical; to French-Canadians, who assume the necessity of structural change aimed at national equality, those same proposals seem very inadequate. The term "national self-determination", to an Anglophone audience (even of the Left) requires painstaking, laborious explanation; to a Quebec audience it is almost a self-evident maxim. In this situation, an undifferentiated approach will be quite ineffectual: already, in English Canada our position and our terminology seem "far out" and far-fetched; in Quebec, to important sectors, we appear to tail behind the popular movement.¹¹⁶ »

Sans aller jusqu'à affirmer qu'il y a antagonisme entre la vision et la volonté des Canadiens anglais et des Canadiens français, Ryerson semble discerner une certaine mésentente entre ceux-ci. Cette constatation va à l'encontre de la position du PCC qui affirme la pleine et entière solidarité entre les travailleurs des deux nations. Au niveau de l'histoire commune des deux communautés nationales du Canada, Ryerson veut démolir l'idée fausse d'une parfaite entente entre elles. « The persistence into the present of the historic grievances of the vanquished is a fact of life. [...] There is a kind of mythology of the *Bonne Entente* [en français et en italique dans le texte], of

¹¹⁵ Voir en particulier ; Ryerson. « The "Canada Debate"... », *MQ*, vol.8 (1964), p.2-9.

¹¹⁶ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630 : 02/4. Ryerson. « Notes on the National Question ... », [1967], p.2. Pour des commentaires très similaires, voir ; Ryerson. « It's Getting Harder... », *Horizons/MQ*, vol.24 (hiver 1968), p.2-3.

the amicable agreement between the two national communities, that call for a critical re-examination.¹¹⁷ »

De plus, Ryerson évalue généralement d'un bon œil l'action des groupes « nationalistes de gauche »¹¹⁸. Il souligne leurs contributions théoriques au débat et leur effort de réflexion qui s'intéresse à la dynamique entre le nationalisme et le socialisme¹¹⁹.

« At the same time, awareness of the need to deepen and develop a more adequate theoretical-political position was heightened by the stimulus of an emerging indigenous current of interest in Marxism and Leninism among the Left nationalists and separatists. The journals *Socialisme* and *Parti Pris* served as forum and testing-ground for detailed researches and probing analyses on the part of a new, youthful "Gauche nationale".¹²⁰ »

En outre, Ryerson compose aussi des textes pour des publications non affiliées au PCC, comme *Cité Libre*¹²¹ et *Socialisme*¹²². Gregory Kealey fait également cette remarque : « La montée d'une gauche socialiste et nationaliste québécoise fournit à Ryerson un auditoire favorable, bien que pas nécessairement intéressé par le P.C.C. Cette relation avec la gauche québécoise importait beaucoup à Ryerson, parce qu'elle lui ouvrait des horizons et des perspectives inexistantes en 1956.¹²³ » Aucune

¹¹⁷ Ryerson. « 1763-1963 : In the Beginning... ». *MQ*, vol.7 (automne 1963), p.12-13.

¹¹⁸ Pour de courts commentaires généraux à propos de l'espoir que Ryerson porte à l'endroit du potentiel progressif du mouvement nationaliste de gauche au Québec, voir ; Joseph Levitt. *A Vision Beyond Reach. A Century of Images of Canadian Destiny*. Ottawa, Deneau, 1982, p.169 et p.181.

¹¹⁹ Voir ; Ryerson. « Parliaments, Personalities and Powers ». *MQ*, vol.12 (hiver 1965), p.52-53. Et ; *Idem*. « Crisis of the Canadas... ». *MQ*, vol.15 (automne 1965), p.2.

¹²⁰ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-660/34. Ryerson. « Canadian Marxists – and others... » [vers la fin de 1968], p.7.

¹²¹ Ryerson. « La pensée de Marx... ». *Cité Libre*, vol.76 (avril 1965), p.17-22.

¹²² Ryerson. « "Camelot" et "Révolte" ». *Socialisme : revue du socialisme international et québécois*. vol.8 (mai 1966) p.85-92. Et ; *Idem*. « L'avenir économique et national... ». *Socialisme* 67, no.11 (février-mars 1967), p.37-43.

¹²³ Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel... » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de*

indication ne signale cependant que des contacts directs ou répétés ont été entrepris entre certains groupes « nationalistes de gauche » et Ryerson. Norman Penner fait remarquer que, pour ce qui est du groupe d'initiateurs du périodique *Parti pris*, ceux-ci n'entretenaient pas de liens avec la « vieille gauche »¹²⁴. Il n'en reste pas moins que Ryerson ne rejette pas *a priori* les idées soumises et les vues des groupes de gauche québécois, même si ceux-ci préconisent la séparation politique du Québec.

En 1968, un événement déterminant viendra faire basculer le devenir de Ryerson. De même, cet événement rendra encore plus évidente la transformation majeure de la pensée de Ryerson qui s'exprime depuis quelques années déjà.

4.6 Tchécoslovaquie 1968 : point de rupture pour Ryerson et mise en lumière de la transformation majeure de sa pensée

4.6.1 Les événements en Tchécoslovaquie, Ryerson et le PCC

C'est à l'été et à la fin de l'année 1968 que l'éloignement entre Ryerson et le PCC se consume d'une façon décisive. L'intervention militaire des troupes du Pacte de Varsovie, avec à sa tête la puissance soviétique, en Tchécoslovaquie en août 1968 marque un point de rupture dans le militantisme communiste de Ryerson au sein du PCC. Cet événement se conjugue et alimente les différences de positions et d'appréciations entre Ryerson et les dirigeants du Parti, dont la question nationale au Québec est l'un des principaux sujets de discordes et de divergence. De même, les années 1968-1971 confirment la transformation majeure de la pensée de Ryerson concernant la question nationale au Québec. Cette transformation s'est manifestée à partir du milieu de la décennie 1960.

L'attitude du PCC à l'égard de l'intervention de l'URSS et des forces du Pacte de Varsovie dans le pays socialiste tchécoslovaque marque un point de non-retour pour

se taire..., p.233.

¹²⁴ Penner. *The Canadian Left...*, p.221.

Ryerson. Récapitulons succinctement le déroulement des événements pour ce qui est de l'attitude et de la réaction du PCC et de Ryerson¹²⁵.

Les forces du Pacte de Varsovie envahissent le sol tchécoslovaque le 20 août 1968. Le lendemain, le Comité exécutif central (CEC) du PCC, dont Ryerson est l'un des membres, publie une déclaration condamnant cette action dans le journal du Parti *Canadian Tribune*¹²⁶. Ce qui est encore plus révélateur est le fait que c'est Ryerson lui-même qui a composé cette déclaration¹²⁷. Dans ce communiqué, il y est notamment rédigé : « In our view there were involved in the Czechoslovak situation not only intrigues of enemies of socialism, but - facilitating these - the presence of unsolved problems of socialist development and socialist democracy, efforts to deal with which we warmly greeted in the decision of our April 1968 Central Committee meeting. » Ryerson, et en fin du compte le PCC aussi, voyait d'un très bon oeil le mouvement de démocratisation dont faisait preuve le Parti communiste tchécoslovaque sous la direction de Dubcek lors du « Printemps de Prague » au début de l'année 1968. Un revirement survient au début du mois d'octobre 1968, soit moins d'un mois et demi plus tard. Lors d'une réunion du Comité central du PCC¹²⁸, une résolution est votée par cette dernière instance qui répudie la déclaration d'août 1968

¹²⁵ Sur cette intervention d'une manière générale et la description des événements, voir ; François Fejtö. « Chapitre 11 : La tragédie tchécoslovaque » dans *Histoire des démocraties populaires*. Volume 2 : Après Staline, 1953-1979. 3^e ed., Paris, Éditions du Seuil, 1992 [1969], p.245-283. Concernant la réaction du PCC à la crise tchécoslovaque, voir ; Avakumovic. *The Communist Party in Canada...*, p.262-271. Et ; Penner. *Canadian Communism...*, p.254-256. Plus spécifiquement sur le rôle et l'action de Ryerson dans le débat entourant les événements en Tchécoslovaquie et de son départ du PCC voir ; Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel... » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.236-241. Et ; Endicott. « Les années torontoises... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.63-68.

¹²⁶ Pour la déclaration, voir ; PCC. « Statement of the Central Executive Committee Communist Party of Canada ». *Canadian Tribune*. 21 août 1968, p.1.

¹²⁷ Pour le manuscrit brouillon de la main de Ryerson, voir ; UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630 : 02/4.

¹²⁸ Le Comité central est composé d'un nombre plus important de membres (environ une cinquantaine) que le Comité exécutif central (un peu moins d'une vingtaine).

pour finalement se prononcer en faveur de l'intervention soviétique¹²⁹. Les premières phrases du document s'énoncent ainsi : « The Central Committee of the Communist Party of Canada holds the view that the entry of the Warsaw Treaty troops into Czechoslovakia was in the interests of world socialism and the preservation of world peace and security. It rejects those aspects of the Central Executive statement of August 22nd [...].¹³⁰ » Le vote est de vingt-huit personnes en faveur de l'action soviétique et quatorze contre. Ryerson désapprouve totalement et sans aucune nuance ce deuxième vote¹³¹. Il s'insurge contre le processus incorrect ayant mené au vote et contre le refus du PCC d'affronter directement les problèmes et difficultés liés et soulevés par les événements tchécoslovaques.

« Administrative-organizational measures are being undertaken with a view to pre-determining the character and outcome of the discussion, including measures directed to suppress all expression of views divergent from that of the CC [Central Committee] resolution. [...] In the international Communist movement a deepgoing [*sic*] debate is going on, involving not only an appraisal of what actually happened in Czechoslovakia but the radically different approaches, ways of thinking and acting which those events dramatically and tragically epitomized.¹³² »

Faisant suite à l'action des effectifs du Pacte de Varsovie, Ryerson développe davantage, dans un autre texte, les difficultés auxquelles sont confrontées le mouvement communiste international, de même que le PCC¹³³. Nous y reviendrons

¹²⁹ Pour la déclaration, voir ; PCC. « Statement on Czechoslovakia of the Central Committee Communist Party of Canada ». *Canadian Tribune*, 9 octobre 1968, p.3.

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630 : 02/7. [Texte manuscrit brouillon de deux pages de la main de Ryerson], [1968]. Voir aussi ; Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel... » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.238.

¹³² *Ibid.*

¹³³ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630 :02/4. Ryerson. « Amendment to replace those paragraphs (1 to 4, 11) dealing with the Czechoslovak Crisis in the Draft Statement on Czechoslovakia ». [texte inédit suivant la réunion du Comité central d'octobre 1968], [1968], p.1-4.

au peu plus loin dans cette section lorsque nous aborderons les raisons ayant poussé Ryerson à quitter le PCC en 1971. Pour l'instant, citons un passage de ce texte qui en montre l'esprit :

« The view that the expression of contrary ideas (including one may prove to be wildly erroneous) is dynamite, that socialism is too precarious a structure to permit an open discussion and debate of differences, is the kind of thinking that leads to the conclusion that truth is something that is conferred by power, that criticism equals counter-revolution, and that, for instance, the appropriate answer to "2,000 words" * is 7,000 tanks. This authoritarian-bureaucratic approach is what the 20th Congress seriously called in question [...].¹³⁴ »

John Boyd¹³⁵ et Ryerson sont les membres les plus importants du PCC ayant manifesté leurs désaccords avec la résolution du Comité central.

Après 1968, des allégations dans des publications officielles du PCC critiquent sévèrement ceux qui se sont opposés au coup de force soviétique de Prague. Sans être nommé, Ryerson est visé par celles-ci¹³⁶. Voici un exemple de déclaration :

* Ryerson fait référence au titre (Deux milles mots) d'un appel lancé par les libéraux tchécoslovaques (partisans du Dubcek) dans le périodique *Literarni Listy* dans le but de diffuser leurs revendications et leurs idées en vue du XIV^e Congrès extraordinaire du Parti communiste tchécoslovaque. (Fejtő. *Histoire des démocraties populaires...*, p.266-268.).

¹³⁴ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630 :02/4. Ryerson. « Amendment to replace those paragraphs (1 to 4, 11)... ». [1968], p.3.

¹³⁵ John Boyd était le représentant du PCC à Prague auprès du journal communiste international *World Marxist review*. Boyd a fait parvenir des articles au journal du PCC *Canadian Tribune* entre avril et août 1968. Dans ceux-ci, étant un témoin privilégié, il se montrait très enthousiaste par le climat qui se dégageait en Tchécoslovaquie avant le 20 août 1968. Boyd entretenait une correspondance avec Ryerson dans laquelle il lui communiquait des informations et des témoignages sur la situation en Tchécoslovaquie. Pour les lettres de Boyd (pour les années 1968 et 1969) reçues par Ryerson, Voir ; UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630 : 02/4 et 27P-030/21. Malheureusement, nous n'avons déniché aucune lettre envoyée par Ryerson à Boyd, ce qui aurait pu nous éclairer sur l'évaluation que Ryerson faisait de la situation tchécoslovaque.

¹³⁶ Voir ; PCC. *Congrès 69. Le 20^{ième} Congrès...*, p.23-24. Et ; UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630 :02/4. PCC. « Congrès '69. Bulletin de discussion du Parti communiste du Canada en préparation pour le 20^e Congrès », no.1 (Janvier 1969), p.12.

« [...] a decided strengthening of the ideological work of the party. In the past period of time there has been a *serious neglect of this side* [italique de nous] of the Party's work and we are paying a price for it. This brought home by the complex events in Czechoslovakia which caught a number of good comrades of guard and off base. These comrades failed to grasp the new tactics of imperialism in its struggle against socialism and did not see the essence of the question involved in these events, the threat of the socialist gains, the political power of the working class and the leading role of the Party [...] which necessitated action by the Warsaw Treaty countries in defense of socialism and peace [...]. The roots of this confusion and differences of views arose from *serious weakness in the ideological work* [italique de nous] of the party in the recent period.¹³⁷ »

Dans le passage ci-dessus d'un texte composé dans le cadre du plénum du Comité central, Kashtan met l'accent sur « a serious neglect of this side [ideological work] » et le « serious weaknesses in the ideological work ». De ce fait, il attaque indirectement Ryerson sur un autre aspect que celui ayant trait à l'invasion d'août 1968. Il l'assaille à propos de la qualité de son travail intellectuel. Un désaveu passablement clair de la plus haute autorité du Parti. Il ne faut pas oublier que Ryerson reste, avant 1968, un intellectuel de premier plan dans les rangs du PCC. Avec le processus encourageant les discussions en vue de la préparation du Congrès national du PCC en avril 1969, Ryerson est mis à mal par plusieurs membres importants du Parti¹³⁸.

Ryerson lui-même fut désigné comme le symbole de l'hétérodoxie, au point où ceux qui voulaient conserver leurs lettres de créance communistes ont jugé opportun de le dénoncer dans leurs interventions au congrès [XX^e Congrès du PCC en avril 1969]. Cela ne se limitait pas à la critique de l'invasion de la Tchécoslovaquie émise par Ryerson, mais incluait également ses autres prises de position, notamment celle en faveur du respect des aspirations nationales du Québec qui fut dénoncée comme une manifestation de nationalisme bourgeois divisant la classe ouvrière.¹³⁹

¹³⁷ William Kashtan. « The Economic and Political Situation and Tasks of the Party », 1968, p.22 citée dans Brian McDougall. *Stanley Ryerson and Materialist Conception of History: a Study in the Stalinism Distortion of Marxism*. Mémoire de M.A. (Science politique), Carleton University, 1982, p.421-422.

¹³⁸ Voir ; Sam Walsh. « Three points of difference with Comrade Stanley Ryerson ». *Convention '69* [Discussion Bulletin of the Communist Party of Canada in Preparation for the 20th Convention], no. 3 (14 mars 1969), p.2-6.

¹³⁹ Endicott. « Les années torontoises... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.65.

La publication de la revue théorique *Horizons/Marxist Quarterly*, dont Ryerson est le directeur, cesse en 1969. Selon toute vraisemblance, cette interruption n'est pas étrangère aux prises de position de Ryerson¹⁴⁰.

Ryerson n'est plus membre du comité central du PCC à partir de 1969. En 1971, il quitte officiellement le PCC. Dans une courte notice marquant ce départ dans la presse du Parti, il est écrit : « This decision arises from the fact that he [Ryerson] continues to maintain the different views he held prior to the 20th Convention and which the 20th Convention declared to be erroneous. [...] The CEC now declares that S.B. Ryerson is no longer a member of the Communist Party of Canada.¹⁴¹ »

4.6.2 La question nationale au Québec et le départ de Ryerson

Après l'été 1968, les positions et l'appréciation de Ryerson et du PCC sur la question nationale québécoise s'écartent définitivement et d'une façon encore plus visible qu'auparavant. Cette situation est l'une des raisons principales pour laquelle Ryerson prend la décision de couper tous les liens avec le Parti en 1971¹⁴². L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie confirme l'impossibilité de résoudre les divergences réciproques sur la question nationale québécoise. Cet événement précipite la rupture entre Ryerson et le PCC. Les différends deviennent de ce fait irréconciliables.

Ryerson a très peu écrit sur son expérience communiste d'une façon générale (1935-1971)¹⁴³. De même, il n'a laissé que quelques éléments d'information à propos

¹⁴⁰ Pour le dernier éditorial de Ryerson, où il est possible de déceler une certaine amertume de sa part, voir ; Ryerson. « Seven Years – And a New Start ». *Horizons/MQ*, vol.28 (hiver 1969), p.1-3. Voir aussi ; Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel... » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.237. Et ; Endicott. « Les années torontoises... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.64-65.

¹⁴¹ PCC. « S.B. Ryerson not CP member ». *Canadian Tribune*, 10 mars 1971, p.4.

¹⁴² Joseph Levitt offre une évaluation apparentée à la nôtre, voir ; *A Vision Beyond Reach...*, p.166.

¹⁴³ Le document le plus pertinent et révélateur à ce sujet, est sûrement sa thèse de doctorat de

des raisons qui l'ont poussé à mettre fin à son association avec le PCC. Par conséquent, très peu de témoignages écrits rétrospectivement de Ryerson sont disponibles. De ce fait, nous devons surtout nous reporter à ses écrits contemporains pour la période étudiée (1968-1971). Toutefois, dans un texte de 1985, il confirme que la question nationale au Québec a grandement contribué à précipiter son départ du PCC. Il écrit :

[...] cette positivité de ma part [position de Ryerson à l'égard du mouvement national-démocratique] évoluait de la revendication de l'égalité nationale vers celle d'État francophone indépendant, avec restructuration de l'État canadien; ce qui se révèle l'une des causes de ma rupture avec le marxisme orthodoxe et ses institutions, à la fin des années 60. Les autres se rapportaient aux questions de démocratisation, aux processus de conscientisation [prise de conscience ?, *sic*] autour de l'idéal d'une société alternative (Prague, 1968).¹⁴⁴

Dans sa thèse de doctorat, Ryerson offre un témoignage semblable lorsqu'il rédige : « Distanciation: Plusieurs éléments de désaccord, concernant diverses facettes de la question nationale, de dogmatisme sectaire, de démocratisation "formel" et "réel", la plupart du temps me traversant de part en part (je n'avais sûrement pas "toujours raison", malgré un pli caractériel de ce côté) – ces choses vécues recoupèrent la "crise des marxismes" à l'échelle planétaire.¹⁴⁵ » Évidemment, la question nationale n'est pas le seul aspect de dissension entre Ryerson et les dirigeants communistes. Sur les autres raisons mentionnées par Ryerson dans les deux citations ci-dessus, nous allons y revenir un peu plus loin dans cette section.

1987. Cependant, Ryerson n'y produit pas une estimation systématique de son expérience au sein du PCC. Il résume ainsi l'objectif qu'il poursuivait en rédigeant sa thèse : « Le récit de cette immersion marxienne, une "demi-vie" en quelque sorte, commencée à Paris (1931) pour s'achever à Prague même (en septembre 1968), reste à faire. Il ne saurait en être question ici que sous l'angle des écrits qu'elle provoqua: tant sur le plan de prises de position qui me paraissent toujours valables, que de reconsidérations en cours depuis plusieurs années déjà. » (Ryerson. *Connaître l'histoire, comprendre la société...*, p.9.).

¹⁴⁴ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-010/4. Ryerson. « Liminaire ». [1985], p.2-3.

¹⁴⁵ Ryerson. *Connaître l'histoire, comprendre la société...*, p.32.

Un texte important de Ryerson nous éclaire sur les divergences entre ses positions et celles du PCC¹⁴⁶. Dans ce texte, Ryerson se montre particulièrement explicite. Voyons, dans un premier temps, ce que dit Ryerson au sujet de la question nationale au Québec.

Après avoir évalué le contexte politique canadien et québécois (élection de Trudeau, prises de position des divers groupes et partis politiques), Ryerson vient à proposer une séparation complète du Québec de l'ensemble canadien et la formation d'un État québécois pleinement souverain. Un avis qu'il n'avait jamais prôné jusqu'ici.

« The question arises as to whether a break in Confederation may not be unavoidable. It looks less and less as though the existing framework would allow of the working out of a new, voluntary Confederal pact of the two nations on a footing of real equality. What Marx once visualized for Ireland – separation "although after separation there may come federation" (letter to Engels, Nov.2, 1867) may well be what must happen here : that the only basis on which la Nation Québécoise [dans le texte] will be able to secure and freely exercise the right of national self-determination will be as an independent, sovereign state. In any event, the Communists of English-speaking Canada cannot but strengthen their stand in support of *Quebec's right to independence* [italique de nous]. Our advocacy of a "new confederal pact" will then stand as a projected possible (and desirable) *sequel to independence* [italique de nous], not as a substitute for sovereignty.¹⁴⁷ »

Ryerson en vient donc à préconiser l'indépendance politique du Québec de l'État canadien. Pour appuyer cette alternative qui lui paraît la plus appropriée, Ryerson fait un rapprochement entre la thèse de Marx sur l'Irlande d'une part, et la situation du Québec d'autre part. Malgré cela, Ryerson ne donne pas d'explication ou de précision

¹⁴⁶ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-660/34. Ryerson, « For Broader Approaches ». [1969]. Ce texte de six pages a été publié, sous le même titre, dans la brochure du PCC en vue d'une discussion ouverte en tant que préparation au XX^e Congrès du PCC en avril 1969 ; *Convention '69* [Discussion Bulletin of the Communist Party of Canada in Preparation for the 20th Convention], no.2 (février 1969), p.18-21. Nous n'avons pu mettre la main sur cette brochure. De plus, Ryerson signale qu'en conformité avec une décision du Comité exécutif, il a accepté de ne pas faire paraître une déclaration qu'il a composée le 22 août 1968. Il en publie toutefois le contenu dans ce texte (p.5).

¹⁴⁷ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-660/34. Ryerson, « For Broader Approaches... ». [1969], p.2.

sur la signification qu'il attribue à cette thèse pour le cas québécois. Voyons, dans les grandes lignes, un court aperçu de cette thèse¹⁴⁸.

Avant les années 1860, Marx entrevoyait que, en premier lieu, l'avènement futur du socialisme en Angleterre avait pour corollaire la fin de l'oppression nationale des Irlandais (et *ipso facto*, représentait la solution à la question nationale irlandaise). Toutefois, à partir du début de la décennie 1860, Marx repense cette matière et il en vient à inverser son raisonnement. Dorénavant, les socialistes (les activistes membres de la I^{ère} Internationale) ne doivent plus se contenter d'attendre la réalisation du socialisme en Angleterre, mais plutôt tout faire pour promouvoir et favoriser l'indépendance de l'Irlande. C'est l'indépendance de l'Irlande qui va rendre possible l'édification de la société socialiste aussi bien dans cette région qu'en Angleterre. La souveraineté politique de l'Irlande est une condition *sine qua non* pour mettre fin aux antipathies nationales (ethniques) entre les travailleurs irlandais et anglais que Marx observe. Cette référence est particulièrement révélatrice de la conception de Ryerson.

Avec à l'esprit la référence de Ryerson à Marx et à l'Irlande, en tenant compte de l'ensemble du texte¹⁴⁹ et en faisant preuve de mesure pour ne pas pervertir la pensée de Ryerson, nous croyons être en mesure de résumer son appréciation. Dans l'optique de Ryerson, un Québec indépendant pourra négocier plus aisément, d'égal à égal et sans contrainte, avec le Canada en vue de déterminer un cadre politique et constitutionnel unissant les deux États, ainsi que pleinement satisfaisant pour chacun. Le choc qu'occasionnerait l'accession à la souveraineté du Québec, pousserait peut-

¹⁴⁸ Sur ce sujet, voir ; Georges Haupt et Claudie Weill. « Marx et Engels devant le problème des nations ». *Cahiers de l'ISEA Série S n.17*, T. VIII, n.10 (octobre 1974), p.1476-1486. Et ; Gilles Bourque. *L'État capitaliste et la question nationale*. Montréal, PUM, 1977, p.240-244. Pour des textes de Karl Marx s'exprimant sur ce sujet, voir ; « L'Irlande et la classe ouvrière anglaise » et « La question irlandaise et l'Internationale » dans Georges Haupt, Michaël Löwy et Claudie Weil. *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914*. 2^e éd., Montréal, L'Harmattan, 1997 [1974], p.95-97 et p.97-100. Et ; *Lettres à Kugelmann (1818-1883)*. Paris, Anthropos, 1968.

¹⁴⁹ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-660/34. Ryerson, « For Broader Approaches... ». [1969], p.2.

être les Canadiens anglais à dialoguer en montrant plus d'ouverture envers celui-ci. Ryerson manifeste toujours le souhait que les deux communautés nationales puissent coexister dans une même structure étatique. L'expression politique de cette coexistence serait convenue entre elles¹⁵⁰. Il serait dès lors plus aisé pour les populations des deux nations de coopérer et d'unir leur effort pour transformer le système économique capitaliste. Cette logique est aussi exprimée dans ce passage d'un autre article de Ryerson : « It seems unlikely (to say the "least") that national tensions and hostilities can be transcended, and new relationships of mutual trust and amity come into being between the peoples of Quebec and Anglo Canada, short of a radical re-structuring of society and state.¹⁵¹ » Au demeurant, il est difficile de ne pas être frappé par l'analogie entre la proposition de Ryerson et l'option de la souveraineté-association (les États associés) de René Lévesque¹⁵².

Il y a un autre point central qui ressort. Ryerson prononce un verdict très pessimiste concernant l'influence du PCC au sein de la société canadienne. « [...] yet there remains our difficulty in crashing the "1 per cent of the vote" barrier which suggests [...] that we are at best are no more than a barely marginal force. This is not intended as a homily for humility, but as a plea for realism.¹⁵³ » Un diagnostic semblable est porté au sujet de la collaboration et des échanges entre le PCC d'une part, et les nationalistes de gauche et les forces progressistes au Québec, d'autre part. Ryerson montre une réelle sympathie envers les forces souverainistes

¹⁵⁰ Un raisonnement qui se rapproche de celui exprimé dans ce paragraphe est aussi formulé par Joseph Levitt, voir ; *A Vision Beyond Reach...*, p.166.

¹⁵¹ Ryerson. « Technology, Nationalism and the Canada/Quebec "Problematic" ». *Horizons Reseach News Letter*, no.4 (janvier 1970), p.11. Cet article a aussi paru dans un ouvrage collectif en 1969, mais la phrase ci-dessus citée n'y apparaît pas. La seule différence entre les deux textes est l'ajout d'environ sept phrases supplémentaires à la fin de l'article de 1970, dont la phrase citée. Voir pour l'article de 1969 ; Ryerson. « Technology, Nationalism... » dans Parekh (dir.). *Dissent and Disorder...*, p.72-80.

¹⁵² René Lévesque fonde le Parti québécois (PQ) en 1968.

¹⁵³ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-660/34. Ryerson, « For Broader Approaches... ». [1969], p.3.

(indépendantistes) et le mouvement étudiant québécois¹⁵⁴. Il énonce le souhait qu'une collaboration fructueuse et enrichissante puisse s'établir entre ces forces et le PCC. Il se prononce pour la fin des dénonciations injustifiées et néfastes proférées par le PCC à leur encontre et pour la pénétration des idées du PCC au Québec.

« A much-needed turn outward is not helped by an approach that appears to argue for defensive turning inward. Persisting sectarian negativism, dogmatic disquiet about the "threat of spontaneity (!) can only severely hamper our effort to relate in relevant ways to new phenomena. For instance, confronted with the student revolt or, say, the Quebec Independence movements, we too often fall into a trap of oversimplification – equating tactics with ideology. [...] Failure to recognize their [Quebec Independence movements] thrust objectively progressive thrust, that they are vitally important potential allies in struggle against the common adversary (monopoly, imperialism) is crucial for leadership by the labor to any emergent mass opposition to the Establishment. Moreover, shutting ourselves in a smug sectarian-negativism lessens (if it does not wholly extinguish) our chances of influencing ideologically, through exchanges of views and debate, the participants in these same opposition currents.¹⁵⁵ »

Procédons à un résumé des deux grandes orientations mises de l'avant par Ryerson. La première postule que le PCC doit soutenir l'indépendance totale et complète du Québec de l'ensemble canadien et la formation d'un État québécois souverain. La deuxième affirme que le PCC doit se rapprocher des groupes et des mouvements indépendantistes et progressistes du Québec au bénéfice des actions communes et des échanges de points de vue. Les dirigeants communistes doivent mettre un terme aux « pronounced sentence »¹⁵⁶ à leur sujet. Visiblement, le PCC n'était pas disposé à s'engager dans cette voie. Les changements réclamés allaient trop loin selon l'évaluation des autorités du Parti. L'adaptation exigée était trop

¹⁵⁴ *Ibid.*, p.2-3. Pour une évaluation apparentée, voir ; McCaffrey. *Stanley B. Ryerson : Marxist Intellectual...*, p.125 et p.127.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p.3-4.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p.3.

considérable. Le PCC a présenté, comme on l'a noté dans la sous-section précédente¹⁵⁷, une fin de non-recevoir à l'endroit des propositions de Ryerson.

Ryerson a su poser un regard lucide et avisé sur la « crise de la Confédération », sur l'affirmation nationale des Québécois et sur, selon sa propre expression, le mouvement national et démocratique au Québec. Avec comme approche le marxisme intégrant la nation (ou le nationalitaire), il a articulé des réflexions enrichissantes pour comprendre ces phénomènes.

4.6.3 Les autres dimensions de divergence entre Ryerson et le PCC

À la suite de l'offensive de Moscou en Tchécoslovaquie, et même antérieurement, Ryerson se montre très critique et exige un renouvellement de la part du PCC en fonction de plusieurs dimensions¹⁵⁸. Il n'y a donc pas seulement la question nationale au Québec qui préoccupe grandement Ryerson et qui participe à sa rupture avec le PCC. Il est possible de regrouper les critiques de fond de Ryerson selon deux grandes thématiques¹⁵⁹. La première s'énonce comme étant les voies nationales et multiples pouvant mener au socialisme. Par conséquent, Ryerson formule une remise en question du « modèle soviétique » comme seul et unique modèle à suivre dans l'édification du socialisme. Le démocratisme « réel » associé au socialisme forme la

¹⁵⁷ Voir la sous-section précédente 4.6.1 « Les événements en Tchécoslovaquie, Ryerson et le PCC » de ce mémoire. Voir en particulier le texte de Sam Walsh, directement dirigé contre celui de Ryerson, dans lequel il présente une réaction incisive. Voir ; Sam Walsh. « Three points of difference... » *Convention 69*, no.3 (14 mars 1969), p.2-6.

¹⁵⁸ Il n'est pas question dans cette sous-section de s'attarder en profondeur sur ce thème, mais dans donner un aperçu. La raison est que ce mémoire se concentre sur la dimension de la question nationale au Québec dans la pensée de Ryerson. Il nous paraît cependant nécessaire d'examiner succinctement les autres dimensions pour permettre une mise en perspective qui concourt à ne pas laisser croire ou entendre que c'est seulement et uniquement la question nationale qui contribue à la rupture de Ryerson avec le PCC. Pour une analyse plus complète de ce thème, voir ; Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel... » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.227-241.

¹⁵⁹ Dans le tourbillon des événements de 1968, ceux-ci sont exposés dans deux documents, voir ; UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-660/34. Ryerson, « For Broader Approaches... », [1969], p.1-6. Et ; UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630 :02/4. Ryerson. « Amendment to replace those paragraphs (1 to 4, 11)... ». [1968], p.1-4.

deuxième thématique. L'une des manifestations de ce besoin de démocratie émerge dans l'acceptation de l'émission et de la diffusion de critiques et de points de vue divergents dans les partis communistes et concernant l'action de Moscou. En définitive, que des débats constructifs soient permis dans un esprit de dépassement.

« In the process, there is a healthy pressure to overcome the authoritarian cast of mind that tends (often quite unconsciously) to see socialist democracy, not as an organic class imperative of the workers, but as some sort of "concession" grudgingly conceded to "others"; a standpoint that views centralism as something essentially proletarian, but democracy as somehow petty-bourgeois, alien, meriting suspicion: whence bureaucratic *[sic]* centralism.¹⁶⁰ »

En définitive, Ryerson énonce le souhait d'un « [...] pluralism [dans le texte] in socialist society that is fully in the logic of the 20th Congress approach (multi-party coalition under socialism, multiplicity of paths of models, etc.).¹⁶¹ »

Il est à noter que ces réflexions de Ryerson envers les difficultés et les défis qui se posent au socialisme et au mouvement communiste international ne sont pas apparues soudainement avec la crise tchécoslovaque de l'été 1968. Depuis le début des années 1960, Ryerson fait preuve d'une ouverture d'esprit non empreinte du dogmatisme trop souvent accolé à certains communistes. « Durant cette période [début de la décennie 1960], Ryerson exprime clairement son antistalinisme et, dans les faits, laisse entendre que le débat avorté de 1956-1957 n'avait pas suffisamment approfondi la question de Staline et de la démocratie socialiste.¹⁶² » La publication de la monographie *Open society*¹⁶³ en 1965 est une preuve flagrante de l'ouverture dont fait

¹⁶⁰ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-660/34. Ryerson, « For Broader Approaches... », [1969], p.4. Les soulignements sont de Ryerson. Ce thème de la démocratie « réel » est déjà présent dans son ouvrage *Open society*. Voir ; *The Open Society: Paradox and Challenge*. New York, International Publishers, 1965.

¹⁶¹ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-660/34. Ryerson, « For Broader Approaches... », [1969], p.4.

¹⁶² Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel... » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.236.

¹⁶³ Ryerson. *The Open Society...* Les chapitres 9 « Paradox of Democracy » et 10 « The

preuve Ryerson. Dans cet ouvrage, après avoir démontré que la société capitaliste n'est pas aussi libre qu'il n'y paraît, Ryerson propose une réflexion sur la démocratie ouverte au socialisme et sur le socialisme ouvert à la démocratie¹⁶⁴. Comme exemple de l'opportunité de la démocratie pour le socialisme, Ryerson écrit : « Changing the "superstructure", made up of social and political institutions, attitudes and views, turns out to be a much more complicated process than some of us had thought : one involving the mediation of all manner of factors, including some that we had tended to ignore. One of these was the question of democratic theory in relation to the struggle for socialism and to the working of the socialist state.¹⁶⁵ »

Dans le même esprit, en 1964, Ryerson se montre désapprobateur quant à la passation des pouvoirs en URSS¹⁶⁶. Il affirme : « *Open debate of public policy issues* [dans le texte]: this is in some ways the nub of the matter raised in the discussion of the removal of Khrushchov from leadership. The practice of making public only the version and argument of the majority can hardly be conducive of the fullest development of debate.¹⁶⁷ » En terminant, à la tête de la revue théorique du PCC *Marxist Quarterly* (1962-1966), et de *Horizons/Marxist Quarterly* (1966-1969), Ryerson a ouvert les pages de la revue à des contributions intellectuelles dépassant les limites du marxisme. « À partir de 1962, Ryerson est devenu le membre principal

Challenge: Democracy and Socialism » sont les plus intéressants pour notre propos.

¹⁶⁴ Pour une étude rigoureuse de *Open society*, voir ; Hervé Fuyet. « Une étape décisive dans l'itinéraire de Stanley B. Ryerson : *The Open Society : Paradox and Challenge* » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.287-304. Selon Fuyet, ce livre « [...] signale l'amorce d'un virage personnel dans l'itinéraire de l'auteur » (p.287). De plus, Fuyet rapproche l'exposé de Ryerson dans *Open Society* des précurseurs de l'eurocommunisme. (p.296 et p.298). La publication du livre par International Publishers de New York est pour le moins surprenante, car la maison d'édition attitrée du PCC se trouve être Progress Books de Toronto. Selon M. Robert Comeau, Ryerson lui aurait avoué que le PCC était réticent à publier le livre, car son contenu s'écarterait de l'orientation voulue par les responsables du PCC. (Entretien avec M. Robert Comeau, professeur associé d'histoire à l'UQAM, le 20 mars 2007 à Montréal).

¹⁶⁵ Ryerson. *The Open Society...*, p.109.

¹⁶⁶ Ryerson. Ryerson. « Parliaments, Personalities... ». *MQ*, vol.12 (hiver 1965), p.52-58.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p.57.

d'un collectif de rédaction dans le but d'ouvrir la pensée marxiste à des idées auparavant repoussées ou ignorées comme la religion, les philosophies non marxistes et les nouveaux mouvements sociaux.¹⁶⁸ » Les divergences entre Ryerson et les autorités du PCC ne se limitent donc pas à la question nationale au Québec, même si celle-ci occupe une place centrale. La mise en échec du « Printemps de Prague » par la direction soviétique a amené Ryerson à soulever des dimensions problématiques qu'il ne pouvait plus ignorer. « The problems of socialist democracy and of national paths to socialism are not – in these times [dans la tourmente des événements d'août 1968] – to be resolved in the kind of idyllic terms that only a future war-free world and socialist commonwealth of man hold promise of.¹⁶⁹ »

4.7 Conclusion

En 1969, Ryerson abandonne son poste au sein du comité central du PCC. Deux ans plus tard, en 1971, il quitte officiellement le PCC. Selon son propre aveu, et d'après ce qu'on a pu relever dans la section précédente, l'invasion de la Tchécoslovaquie a fortement contribué à son départ. « L'adhésion à la Gauche marxiste, qui infléchira une partie majeure du cours subséquent de ma vie, a son point de démarrage à Paris, en 1931. L'immersion, vécue à Toronto et à Montréal surtout, s'achève à Prague en septembre 1968.¹⁷⁰ » Son départ se fait discrètement, « sur la pointe des pieds »¹⁷¹. En effet, Ryerson aurait « [...] conclu une entente discrète de

¹⁶⁸ Endicott. « Les années torontoises, 1943-1969 » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.64. Pour une appréciation du même ordre, voir ; Kealy. Kealey. « Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel... » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.233.

¹⁶⁹ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630 :02/4. Ryerson. « Amendment to replace those paragraphs (1 to 4, 11)... ». [1968], p.2.

¹⁷⁰ Ryerson. *Connaître l'histoire, comprendre la société...*, p.30. Voir aussi les pages 9 et 47.

¹⁷¹ Cette expression est employée par trois auteurs. Voir ; Endicott. « Les années torontoises... », Robert Comeau. « Le Parti communiste canadien, Stanley Bréhaut Ryerson et la question canadienne-

non-agression avec la direction du Parti, peu de temps après l'intervention des forces du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie.¹⁷² » C'est sûrement une des explications à son mutisme des vingt-cinq années suivantes, à tout le moins par écrit, à propos de son expérience au sein du PCC. Nous avons pu mettre la main sur un document dans lequel Ryerson expose brièvement son état d'esprit peu de temps avant sa rupture définitive avec le Parti, alors que sa décision est déjà prise¹⁷³. C'est le seul document de ce genre que nous ayons trouvé.

« What I [Ryerson] proposing to do is quite unworkable. It is to work through and resolve in a way that is not the traditional one, questions connected with what are described as my "revisionist view": question involving serious differences and underlying doubts that I have been unable to resolve while continuing in the untenable position of being committed to support – vocally, or, what is worse, silently – views that I do not share. Hence, after two years of intense reflection, the decision to allow my membership to lapse as of last autumn (1970).¹⁷⁴ »

Ce document ne confirme pas qu'il y ait eu une entente tacite entre Ryerson et le PCC, mais il rend celle-ci crédible. Néanmoins, Ryerson énonce son désir de conserver des liens de bonne entente avec le PCC, et non des « relations of declared

française, 1935-1965 », et Fuyet. « Une étape décisive dans l'itinéraire... ». Tous ces articles se retrouvent dans l'ouvrage collectif suivant ; Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, respectivement aux pages 66, 131 et 292.

¹⁷² Fuyet. « Une étape décisive dans l'itinéraire... ». dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.291-292. Fuyet a obtenu cette information de Sam Walsh, président du Parti communiste au Québec (p.303, note 10). Cette version est confirmée par un autre auteur ; Merrily Weisbord. *Le rêve d'une génération. Les communistes canadiens, les procès d'espionnage et la guerre froide*. Montréal, VLB éditeur, 1988, p.364. Weisbord écrit : « Stanley, regroupant des documents éparpillés sur son bureau encombré, grommelle une phrase où il est question de "relation pathologique avec l'Union soviétique" et de "syndrome de soumission", oubliant un instant le contrat tacite qui le lie au Parti [italique de nous]. » (p.364).

¹⁷³ UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630 : 02/4. Document inédit d'une page, sans titre et publié, soit à la fin de 1970, ou au début de 1971. Concernant les discussions entourant le départ de Ryerson en 1971, nous avons également repéré une lettre de William Kashtan adressée à Ryerson, ainsi qu'une déclaration du Comité exécutif central. Ces deux documents ne sont que peu pertinents pour notre propos. Voir ; UQAM.SAGD. Fonds SBR. 27P-630 : 02/4. « Lettre de William Kashtan à Stanley Ryerson datée du 22 février 1971 » et « Central Executive Committee Statement ». 4 février 1971.

¹⁷⁴ *Ibid.*

political enmity »¹⁷⁵. Il ne souhaite pas que les désaccords entre eux soient interprétés comme une animosité et du ressentiment. « The other [impediment] would be an automatic implementing of the ancient assumption that dissenting views are the work of the class enemy, that differences automatically entails antagonism. Perhaps they do not.¹⁷⁶ » Finalement, la raison du silence de Ryerson après 1971 peut être dégagée de sa volonté de ne pas faire le jeu de la bourgeoisie et de la droite, en critiquant vertement le PCC et le mouvement communiste¹⁷⁷.

« I am determined that what is for myself a personal and private decision [...] shall not [dans le texte] be seized upon, dramatized and used by reaction against the Left. [...] For almost two years I have been persuading myself that the unavoidable penalty for refusal to provide ammunition to the Right is a silence that is merely interpreted as ambiguity. [...] I am no less concerned than before that they should contribute positively, and not bring grist to the mills of the Establishment.¹⁷⁸ »

Tout au long de la décennie 1960, une transformation majeure de la pensée de Ryerson s'est opérée, comme il a été possible de le constater dans ce chapitre. Cette transformation n'est pas soudaine, mais plutôt progressive. Elle s'inscrit au processus de remise en cause de son engagement au sein du PCC. Les deux éléments se chevauchent et s'alimentent. Nous sommes en accord avec l'affirmation suivante de Serge Denis : « Cette publication [*Unequal Union*] survient alors même qu'il est personnellement engagé dans une période de profonde remise en question de son militantisme *avant, pendant et après* [italique de nous] l'intervention des troupes du

¹⁷⁵ *Ibid.*

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ Cette énonciation rejoint celle de Endicott. Il écrit : « Quant au Parti, "certains sont partis en claquant la porte, dit-il [Ryerson], et d'autres sont partis sur la pointe des pieds". Il a choisi la seconde solution parce qu'il [Ryerson] ne voulait pas donner satisfaction au camp de la bourgeoisie. "L'ennui, c'est que dans ce cas, ajouta-t-il [Ryerson], personne ne connaît notre point de vue." ». (Endicott. « Les années torontoises... ». dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.66.). Endicott tient ce renseignement d'une conversation avec Ryerson tenue en 1975 (p.69, note 25).

¹⁷⁸ *Ibid.*

Pacte de Varsovie contre le "printemps de Prague".¹⁷⁹ » La crise tchécoslovaque de 1968 agit donc plus comme catalyseur à une réflexion antérieure déjà passablement amorcée plutôt que comme le déclencheur amenant un changement brusque et immédiat. En 1972, Ryerson entreprend une nouvelle carrière de professeur d'histoire à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Même s'il quitte le PCC, Ryerson reste tout de même un intellectuel marxiste et engagé. Cependant, il ne se tourne plus vers l'URSS et le mouvement communiste comme modèle pour assurer le triomphe d'une société alternative à celle capitaliste.

Dans les années 1960, Ryerson met à profit le matérialisme historique dans ses recherches en histoire. De plus, le marxisme demeure l'élément prioritaire de son système de pensée, ou dit autrement, le marxisme occupe la plus haute marche dans la hiérarchie des valeurs de son système de pensée. Cette remarque a pour but d'expliquer la raison pour laquelle nous avons recours à l'expression « transformation majeure de la pensée de Ryerson » et que nous rejetons les termes de « rupture » ou de « discontinuité ». Ryerson ne peut donc être qualifié de « nationaliste de gauche ». La nation n'en constitue pas moins un élément d'une haute importance dans ce système de pensée, mais subordonnée au marxisme. Ceci étant énoncé, Ryerson a toujours axé ses analyses sur l'interpénétration et les rapports mutuels (dialectique) entre les dimensions de classe (« classiste ») et de la nation (nationalitaire). Il n'est donc pas aisé de faire une distinction, autre que rhétorique, entre les deux.

« Fundamental for Marxists, is the primacy of the role of the socio-economic formation the mode of production. The ethnic or national community evolves, derives its dynamic of change, in ways and direction determined by the movement and conflict of social class forces. Not the nation but the class is primary. [...] but from the primacy of social structure it does not all follow that the nation is merely a matter of form, void of a content of its own : this sort of denial of the autonomy and substance of the ethnic community is one of the impediments that have been placed by mechanical materialism in the roadway of development of revolutionary Marxism.¹⁸⁰ »

¹⁷⁹ Denis. « La question nationale au Canada. Stanley B. Ryerson... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p. 159.

Après 1971, Ryerson poursuit et approfondit plusieurs thèmes abordés dans les années 1960. Il s'intéresse particulièrement aux rapports Canada/Québec et à la dynamique entre l'oppression sociale et l'oppression nationale chez les Québécois francophones. Le prochain, et dernier chapitre sera l'occasion d'étudier ces thèmes de la pensée de Ryerson pour la période s'échelonnant de 1971 jusqu'à son décès en 1998.

¹⁸⁰ Ryerson. « Question In Dispute... » *MQ*, vol. 15 (Automne 1965), p.68. Pour une appréciation apparentée, voir en particulier ; Ryerson. *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.333. Voir aussi ; Ryerson. « Interaction de la conscience sociale et de la conscience nationale » dans *Rencontre internationale de Royaumont. Quel avenir attend l'Homme ?*. Paris, PUF, 1961, p.43. Et ; Ryerson. Ryerson. « La pensée de Marx... ». *Cité Libre*, vol.76 (avril 1965), p.22.

CHAPITRE V

LES RAPPORTS QUÉBEC/CANADA ET L'AUTODÉTERMINATION NATIONALE. L'APPROFONDISSEMENT, 1971-1998

Dès 1969, Ryerson revient s'installer à Montréal. En 1972, il amorce une nouvelle carrière. En effet, il est engagé comme professeur au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il occupera ce poste jusqu'en 1991, donc pendant environ une vingtaine d'années. L'année suivante, il se voit décerner le titre de professeur émérite par l'UQAM. Il décède en 1998 à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La question nationale au Québec continue d'être le sujet de prédilection de Ryerson entre 1971 et 1993. Sa principale contribution se manifeste dans l'approfondissement de thèmes qu'il a exposés durant la période 1965-1971. Ces thèmes peuvent être regroupés sous la thématique de l'étude des rapports Québec/Canada avec une approche qui fait appel à la dynamique et aux interrelations entre, d'une part, la structure socio-économique et l'oppression sociale et, d'autre part, la communauté nationale et l'oppression nationale. Dans ses écrits¹, Ryerson ne se

¹ Ryerson publie plusieurs articles (plus d'une trentaine dans les deux langues) dans des périodiques, des ouvrages collectifs et des journaux, dont dans de nombreuses publications québécoises et canadiennes de gauche (*Canadian Dimension*, *Les Cahiers du socialisme*, etc.). Il participe également, comme collaborateur, à quelques ouvrages collectifs ou monographies. Par conséquent, *Unequal Union* (et sa version française *Le Capitalisme et la Confédération*) est la dernière monographie écrite dans sa carrière. Après 1971, la presque totalité de ses écrits se concentrent dans les décennies 1970 et 1980. De plus, il participe à de nombreux colloques ou congrès internationaux touchant les diverses disciplines des sciences sociales (XV^e Congrès international des sciences historiques à Bucarest en 1980, XII^e Congrès mondial de sociologie à Madrid en 1990, etc.).

limite pas exclusivement à cette thématique, mais elle occupe toutefois la place centrale de son activité intellectuelle². Il n'est bien sûr pas question dans ce chapitre de répéter inutilement des éléments de la pensée de Ryerson se retrouvant déjà dans le chapitre précédent. Lorsque cela s'applique, nous allons plutôt concentrer notre analyse sur les aspects originaux ou traités différemment de thèmes déjà étudiés.

5.1 Le contexte historique

Les revendications nationales des Québécois ne se dissipent pas dans la décennie 1970. L'élection de Pierre Elliott Trudeau, comme premier ministre du Canada en 1968, ne met pas un terme au mouvement d'affirmation nationale des Québécois. Bien au contraire, le nationalisme québécois se manifeste avec insistance tout au long de la période, avec le temps fort que représente le référendum sur la souveraineté-association de 1980. Lors de celui-ci, l'option péquiste du « Oui » (en faveur de la souveraineté-association du Québec) est défaite avec une récolte de 40,4% des voix. Le choix opposé du « Non » amasse pour sa part 59,6% des votes³. Dès 1968, le Parti québécois (PQ) est fondé par René Lévesque et regroupe les indépendantistes et les partisans de la souveraineté-association au Québec. Le parti politique de Lévesque a comme objectif premier celui de la souveraineté politique du Québec. Parmi plusieurs événements marquants se rapportant à la question nationale québécoise, outre le référendum de 1980, mentionnons la Crise d'octobre de 1970, l'élection du premier gouvernement péquiste en 1976 et les grandes manifestations en faveur de la langue française qui conduisent à l'adoption, par le gouvernement de Lévesque, de la Charte québécoise de la langue française (Loi 101) en 1977. Au niveau social, un

² Par exemple, parmi plusieurs autres sujets, Ryerson s'intéresse à l'histoire des travailleurs québécois, aux retombées sociales des avancées technologiques et scientifiques, ainsi qu'à l'histoire des autochtones au Canada.

³ Statistiques recueillies dans Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard. *Histoire du Québec contemporain*. vol.2 : Le Québec depuis 1930. Nouv. éd. rév., Montréal, Boréal, 1989 [1986], p.727.

mouvement de contestation de grande ampleur se révèle lors de la constitution des Fronts communs intersyndicaux de 1972 et de 1976. Ils réunissent des milliers de travailleurs syndiqués des secteurs public et parapublic en vue de mener des négociations collectives avec le gouvernement québécois.

La décennie 1970 voit les théories marxistes et socialistes être adoptées, sous des formes et des proportions diverses, par plusieurs mouvements politiques et groupes populaires et communautaires. De même, ces idées marquent les courants intellectuels au Québec⁴. « [...] l'emprise du marxisme au Québec, comme discours et pratique politiques, connaît son plus grand essor au cours des années soixante-dix.⁵ » Parmi les groupes politiques en vue, il y a le mouvement marxiste-léniniste (les « m-l »). Les deux groupes les plus actifs de ce mouvement sont En Lutte! et la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada [LC(ml)C] qui deviendra plus tard le Parti communiste ouvrier (PCO). Ceux-ci font preuve d'une allégeance presque totale à l'endroit des modèles communistes chinois (Parti communiste chinois de Mao Tsé Tong) et albanais (Parti des Travailleurs d'Albanie de Enver Hoxha)⁶. De plus, ils sont caractérisés par le sectarisme et le dogmatisme, aussi bien au niveau de l'organisation, de l'idéologie que de la pratique politique.

⁴ Voir ; Lucille Beaudry « Le marxisme au Québec : une hégémonie intellectuelle en mutation (1960-1980) » et Louis Favreau. « Mouvements socialistes, marxisme et question nationale au Québec » dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.). *Un siècle de marxisme*. Sillery, PUQ, 1990, p.259-279 et p.281-296.

⁵ Beaudry. « Le marxisme au Québec : Une hégémonie... » dans Beaudry et al. *Un siècle de marxisme...*, p.262.

⁶ Voir ; Jean-Philippe Warren. *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*. Montréal, VLB éditeur, 2007.

5.2 Quelques précisions sur l'emploi du terme « nation » par Ryerson⁷

Au début de la décennie 1970, Ryerson abandonne l'expression « nation canadienne-française » pour plutôt se tourner vers celle de « nation franco-québécoise » qui, selon lui, représente mieux la réalité actuelle. Ryerson adopte de ce fait consciemment la dénomination que propose l'historien Michel Brunet. Ryerson fait cette remarque : « Quel terme doit-on employer pour désigner les Québécois francophones ? "Canadiens français" englobe non seulement ceux-ci, mais les francophones des autres provinces également. M. Michel Brunet, auteur de *Canadians et Canadiens*, a proposé dernièrement le terme "Franco-Québécois".⁸ » À quelques reprises, Ryerson a recours à des expressions similaires, comme par exemple à « nation québécoise francophone »⁹. Dans la langue anglaise, ce sont plutôt les termes « French-speaking Québécois »¹⁰ ou même « francophone Québécois »¹¹ qui sont d'usage. Il est donc avéré que Ryerson délimite la nation franco-québécoise au territoire de la province de Québec. Les limites de cette province devront être celles de l'État de la nation franco-québécoise. Toutefois, le territoire québécois (la province de Québec) n'est pas l'équivalent de la nation franco-québécoise (la nation-communauté)¹². En effet, les anglophones résidant au Québec sont considérés par

⁷ Nous vous renvoyons à la sous-section 4.4.1 « Ryerson pose les bases du débat et en clarifie les termes » du chapitre précédent pour d'autres réflexions à ce sujet et qui sont complémentaires à celles-ci.

⁸ Ryerson. « Le social et le national dans le "réveil québécois" » dans Abel Anouar Malek (dir.). *Sociologie de l'impérialisme*. Paris, Anthropos, 1971, p.548 note 9.

⁹ Ryerson. « Mutations potentielles des rapports de force Canada/Québec » dans Edmond Orban (dir.). *La modernisation politique du Québec*. Sillery, Boréal Express, 1976, p.68.

¹⁰ Ryerson. « Quebec : Concepts of Class and Nation » dans Gary Teeple (dir.). *Capitalism and the National Question in Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 1972, p.212.

¹¹ Ryerson. « The Issue is Equality » dans Stanley G. French (dir.). *Philosophers Look at Canadian Confederation/La Confédération canadienne : qu'en pensent les philosophes ?*. Montréal, Canadian Philosophical Association/Association canadienne de philosophie, 1979, p.162.

¹² *Ibid.*, p.162. C'est dans ce texte que Ryerson se prononce le plus sur ce qu'il entend par nation franco-québécoise et ses implications (voir les pages complètes de l'article : 161-165.). Cependant, ses

Ryerson comme faisant partie de la nation canadienne-anglaise. « [...] the Quebec anglo-minority are part of the English-speaking nation in Canada.¹³ » De la même manière, il effectue une distinction entre les membres de la nation francophone québécoise et le peuple québécois. Le peuple québécois désignant tous les habitants du territoire de la province de Québec, en incluant les membres de la nation canadienne-anglaise. Par conséquent, le peuple québécois englobe un plus grand nombre d'individus que la nation franco-québécoise. Discutant de certaines clauses de la Charte de la langue française, Ryerson apporte ces précisions :

À noter, en rapport avec le projet de loi No.1 que plusieurs personnes ou organisations ont fait objection – avec raison, me semble-t-il – à des inconséquences qu'on retrouve dans l'usage du vocable "Québécois" employé, par exemple, au sens de "toute personne" ou "tout intéressé", à l'Article 2; mais au sens de "Québécois francophone", à l'Article 112 (b).

La nation-communauté est, à mon sens, celle des Québécois francophones; le peuple québécois comprend tous les ressortissants du Québec actuel.¹⁴

Il serait donc exact d'affirmer, dans le sillage de Serge Denis, « [...] que la conception de la nation que retient ici Ryerson est liée à une vision identitaire

explications restent succinctes.

¹³ *Ibid.*, p.162. La situation même de Ryerson soulève des interrogations. Même si sa langue maternelle est l'anglais, Ryerson se considère assurément comme membre de la communauté-nation franco-québécoise, et non faisant partie de celle canadienne-anglaise. Dès 1945, il apporte cette spécification : « On remarquera, en parcourant le texte, que j'emploie le terme "nous" en parlant des Canadiens-français [*sic*]. Je crois avoir le droit de parler ainsi, non seulement parce que *ma mère est canadienne-française* [italique de nous] (Un Bréhaut vint à Québec peu après la mort de Champlain), mais aussi parce que *j'ai passé près de dix ans de ma vie* [italique de nous] comme journaliste, dans le mouvement ouvrier canadien-français. » (Ryerson. *Le Canada français : sa tradition, son avenir*, Montréal, Éditions de la Victoire, 1945, p.vi.). Dans cette dernière citation, pour justifier son identité en tant que Canadien français, Ryerson évoque à la fois ses origines ethniques et le fait qu'il a vécu pendant une certaine période de temps (dix ans) au Québec, et par conséquent, qu'il a côtoyé les habitants (travailleurs) canadiens-français. Il est déjà possible à cette époque de relever l'ambiguïté qui se pose à Ryerson, mais aussi à d'autres penseurs, à propose d'une délimitation des balises déterminant la nation et l'identité canadienne-françaises.

¹⁴ Ryerson. « Mémoire sur la "Charte de la langue française au Québec" » dans *Le Capitalisme et la Confédération : aux sources du conflit Canada-Québec (1760-1873), suivie d'un Mémoire sur la Charte de la langue française au Québec*. Version ref. et augm. de « Unequal Union », Trad. de l'anglais d'André D'Allemagne. Montréal, Parti Pris, 1978 [1972], p.364.

(langue, ethnie) du groupe humain étudié (la "nation franco-qubécoise"), comme il le dit lui-même en d'autres mots.¹⁵ » Pourtant, il est assez évident que cette conception de Ryerson laisse des points non élucidés et des questions en suspens. Par exemple, comment qualifier les immigrants non anglophones (allophones) venant demeurer au Québec, qui apprennent la langue française et qui l'utilisent comme langue d'usage dans leur vie quotidienne ? Ceux-ci ne peuvent être considérés comme faisant partie de la nation canadienne-anglaise ou « English-speaking ». Peuvent-ils cependant être compris dans la nation franco-qubécoise, et selon quels critères ? Ryerson ne nous informe pas sur cette question. Il ne l'aborde tout simplement pas dans ses écrits. Il ne définit pas de possibles critères d'intégration à la nation franco-qubécoise qui pourraient s'appliquer à un immigrant ou même à un membre d'une communauté culturelle.

Pourtant, il serait faux de croire que la conception de Ryerson puisse laisser place à une certaine « pureté de race », ou quelque chose s'y approchant. Du reste, Ryerson ne montre aucune réticence à accepter les résultats du référendum de 1980. Il ne remet jamais en question la légitimité ou la validité de la consultation populaire comme exercice démocratique. Comme le fait remarquer justement Serge Denis, il ne faut pas exclusivement juger de la définition de la nation donnée par Ryerson d'après des critères élaborés depuis les dernières décennies en sciences sociales et selon les avancées des connaissances et des paradigmes contemporains. La nation n'est pas un concept immuable, a-historique, mais bien un concept qui évolue, avec la prise en compte des situations nouvelles et des événements particuliers¹⁶. Il n'en reste pas

¹⁵ Serge Denis. « La question nationale au Canada. Stanley B. Ryerson et le Québec contemporain, 1965-1993 » dans Robert Comeau et Robert Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*. Hull, Vents d'Ouest, 1996, p.178.

¹⁶ Pour de plus amples remarques « analytiques » fort pertinentes, Voir *Ibid.*, les pages 172-173 et 180-187. En outre, Serge Denis précise ce qui suit : « Si l'expression "nation québécoise" paraît aujourd'hui plus familière, il faut se rappeler que la formation d'une nation est un processus aux dimensions multiples, dont le développement n'est pas terminé avant d'avoir lieu. » (p.172).

moins que la pensée de Ryerson souffre de certaines insuffisances qui auraient pu l'amener à rendre plus explicite sa vision de la nation franco-qubécoise.

5.3 Les rapports Québec/Canada, l'autodétermination et le mouvement national

Ryerson maintient son inquiétude et persévère dans sa dénonciation de la pénétration de capitaux des États-Unis au Québec et au Canada. Il voit d'un très mauvais œil le contrôle de certains secteurs économiques clés par les multinationales américaines : les ressources naturelles, l'industrie manufacturière et le secteur financier et des assurances. Ce contexte marqué par l'impérialisme américain est rendu possible par l'existence même du système capitaliste contemporain. « La formation socio-économique de l'entreprise privée capitaliste, arrivée depuis un demi-siècle au stade des grands monopoles, avec imbrication progressive dans la structure des corporations américaines ainsi que dans celle des appareils étatiques – tel est le profil de la société Canada/Québec.¹⁷ » Les préoccupations découlant de cette réalité sont visibles et partagées autant par les Canadiens anglais que par les Québécois. « Dans les "deux Canadas" des couches de plus en plus larges prennent position contre la mainmise américaine sur l'économie et ses ressources naturelles.¹⁸ »

Toutefois, pour Ryerson, ce qui différencie la situation au Québec de celle prévalant au Canada anglais réside dans le fait que cette domination économique des voisins du Sud se combine à une domination politique exercée par la classe dirigeante anglo-canadienne et qui est inscrite dans la structure étatique canadienne¹⁹. Ryerson appuie sa démonstration avec une citation tirée d'un article de Hertsch et Soucy : « Mais ce qui, "avec la langue et les aspects culturels qui lui sont liés, distingue fondamentalement le Québec du reste du Canada c'est précisément que la dépendance

¹⁷ Ryerson. « Mutations potentielles... » dans Orban (dir.). *La modernisation politique...*, p.73.

¹⁸ Ryerson. « Le social et le national... » dans Malek (dir.). *Sociologie de l'impérialisme...*, p.560.

¹⁹ Voir ; Ryerson. « Why I'll Vote Yes ». *This Magazine*, vol.14, no.3 (mai-juin 1980), p.4.

qu'il "partage" avec ce dernier se double d'un second rapport de subordination, tant politique qu'économique, face à la bourgeoisie anglophone-canadienne".²⁰ » À l'instar de ce qui a été discuté dans la section 4.3 « Les réinterprétations et les fondements historiques de Ryerson » du chapitre IV, l'État canadien, en raison de sa nature découlant de son évolution historique, perpétue la situation d'infériorité socio-économique et politique dans laquelle résident les Canadiens français. De plus, il laisse non résolue la question nationale québécoise.

Le corollaire de l'inégalité *socio-économique* [dans le texte], conséquence d'une industrialisation implantée par le monde des affaires anglo-canadien, est l'infériorité *politique* [dans le texte] qui découle de la mise en place par le conquérant d'une structure étatique colonialiste. L'unification (1867) des provinces coloniales dans le cadre d'un État fédéral plutôt centralisé permet à la bourgeoisie anglo-canadienne de "résoudre" à sa façon la question nationale.²¹

Pour étayer sa démonstration, Ryerson évoque des indicateurs de la situation d'infériorité socio-économique vécue par les Québécois francophones, notamment dans le monde du travail²². Pour cela, il met à contribution les informations contenues dans le Rapport de la Commission Laurendeau-Dunton. De même, comme autres indicateurs, il souligne « [...] la sous-représentation des hommes d'affaires canadiens-français aux sommets de l'élite économique canadienne [...] [ainsi, le fait que] la bourgeoisie francophone est de taille fort réduite²³ » au Québec même.

Pour Ryerson, l'État canadien, qui se trouve entre les mains de l'élite anglo-canadienne, est complice des multinationales américaines qui entendent étendre leur mainmise sur l'économie québécoise. Il leur sert d'instrument pour faciliter leurs

²⁰ Thierry Hertsch et Pierre-Yves Soucy, in *Cahiers du Socialisme*, no.3, p.223-224 cité dans Ryerson. « Scénario pour un cauchemar à éviter ». *Les Cahiers du socialisme*, no.5 (printemps 1980), p.9.

²¹ Ryerson. « Le social et le national... » dans Malek (dir.). *Sociologie de l'impérialisme...* p.557.

²² Voir notamment ; *Ibid.*, p.545-554.

²³ Ryerson. « Mutations potentielles... » dans Orban (dir.). *La modernisation politique ...*, p.74.

visées, plutôt que de défendre les intérêts proprement canadiens. « L'État fédéral est étayé en tout premier lieu par l'Empire des États-Unis auquel il est inféodé, et auquel il sert de courroie de transmission d'investissements et d'hégémonie culturelle et militaire.²⁴ » Ce commentaire de Joseph Levitt précise cette vision de Ryerson : [...] Ryerson saw the government as a bourgeois state now acting as a servile agent for American multi-nationals.²⁵ »

Ainsi, Ryerson se distingue de certains intellectuels canadiens-anglais qui voyaient dans le renforcement de l'État central canadien une mesure visant à freiner l'influence américaine au Canada²⁶. Même en prenant en compte les revendications nationales québécoises, ces intellectuels ne perçoivent pas l'État canadien, à la manière de Ryerson, comme un instrument de sujétion dirigé à l'endroit des Franco-québécois²⁷. Comme l'a bien souligné Serge Denis, « En d'autres mots, le point de départ de l'appréciation analytique de Ryerson est dorénavant donné par le dynamisme des revendications du Québec, et non par la problématique du maintien de l'unité fédérale.²⁸ »

²⁴ Ryerson. « Mémoire sur la "Charte..." » dans *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.358.

²⁵ Joseph Levitt. *A Vision Beyond Reach. A Century of Images of Canadian Destiny*. Ottawa, Deneau, 1982, p.169.

²⁶ C'est, entre autres, la position de l'historien anglo-canadien Donald Creighton,. À ce sujet, voir ; Levitt. *A Vision Beyond Reach...*, p.169. Pour sa part, Serge Denis écrit : « La peur de "balkanisation" du fédéralisme canadien, sous la force d'attraction de la puissance américaine, conduisait une partie de la gauche universitaire anglophone à chercher le salut progressiste du pays dans un renforcement de l'État central. » (Serge Denis. *Le long malentendu. Le Québec vu par les intellectuels progressistes au Canada anglais, 1970-1991*. Montréal, Boréal, 1992, p.40.).

²⁷ Sur les points de vue et les idées de six historiens canadiens-anglais (W.L. Morton, D. Creighton, F. Underhill, R. Cook et A. Lower, en plus de Ryerson) au sujet de l'influence américaine sur la vie nationale canadienne durant les décennies 1960 et 1970, voir ; Joseph Levitt. « Chapitre IX. Endangered Canada » dans *A Vision Beyond Reach...*, p.158-185. Sur la vision que porte les intellectuels canadiens-anglais progressistes sur le Québec durant les décennies 1970, 1980 et 1990, voir ; Denis. *Le long malentendu...*

²⁸ Denis « La question nationale au Canada. Stanley B. Ryerson... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.165.

Selon Ryerson, dans le contexte des années 1970, le mouvement national québécois possède un caractère éminemment progressif. Il décèle dans le néo-nationalisme québécois une dimension de critique sociale qui l'oppose au nationalisme traditionnel antérieur qui était caractérisé par le repli sur la protection de la culture canadienne-française et la perpétuation du statut quo politique.

« The insecurity lived by the latter community [French Québec], constrained to permanent minority status (state-political, military, cultural, socio-economic) has at last in the post World War II de-colonization context, given rise to a nationalism that is no longer clerical-traditionalist but charged with social radicalism. No longer confined to the issue of survival as a "cultural-linguistic group", it is a national-popular movement of state-political assertion.²⁹ »

Ryerson accorde une grande importance à la nature du nationalisme qui caractérise une collectivité. Il en dégage ainsi le potentiel progressiste de changement sociétal que renferme le mouvement national insufflé par ce nationalisme. C'est en ce sens qu'il distingue le « [...] nationalisme hégémonique (du dominateur) et [le] nationalisme contestataire (du dominé) : nationalismes impérialiste et anti-impérialiste.³⁰ » Le néo-nationalisme québécois identifié par Ryerson s'inscrit évidemment dans le deuxième type de nationalisme, celui contestataire et anti-impérialiste. En outre, dès 1945, Ryerson faisait une distinction du même genre. Il écrivait : « Le sentiment national, chez nous [au Canada français] comme ailleurs, a joué un rôle parfois progressiste, parfois réactionnaire. Cela dépend des classes

²⁹ Ryerson. « The Issue is Equality... » dans French (dir.). *Philosophers Look...*, p.163. Voir aussi ; *Idem.* « Hugh MacLennan's View of Social Class and Nationhood » dans Elspeth Cameron (dir.). *Proceedings of the MacLennan Conference at University College*. Toronto, Canadian Studies Program, University of Toronto Press, 1982, p.10.

³⁰ Université du Québec à Montréal [UQAM]. Service des archives et de gestion des documents [SAGD]. Fonds d'archives Stanley Bréhaut Ryerson [Fonds SBR]. 27P-660/39. « Les concepts de "races" et de "nationalistes" dans l'historiographie anglo-canadienne », 1972, [texte non publié], p.13. Une distinction semblable entre un « nationalisme d'un peuple dominé » et un « nationalisme du groupe dominant » est aussi présente dans Ryerson. *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.139. Voir aussi ; *Idem.* *Connaître l'histoire, comprendre la société : un rapport en voie de mutation ? Histoire de cas : une prise de conscience des vecteurs socio-historiques du casse-tête Canada/Québec*. Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Laval, 1987, p.18-19.

sociales qui en assument la direction.³¹ » Par conséquent, pour évaluer adéquatement la portée progressiste d'un nationalisme (pour remédier à la fois à la domination nationale et sociale), il faut tenir compte des « [...] specific historical configurations of class structure and class interests.³² ».

Pour ce qui est du cas québécois, Ryerson estime que, porté par ce néo-nationalisme, le mouvement national au Québec, avec la revendication de l'autodétermination nationale, dispose de la capacité de mettre un terme à la double oppression, sociale aussi bien que nationale, vécue par les Québécois francophones. Pour que ce mouvement national soit pleinement opérant, il faut qu'il regroupe une base qui soit la plus large possible, ce qui demande d'inclure les classes ouvrière et populaire³³.

La symbiose du Canada satellite avec l'empire des multinationales s'effectue et se maintient par l'instrumentalité de l'appareil d'État canadien. Dans la mesure où les mouvements populaires réussiront à remettre en cause la valeur politique ou la légitimité de cet appareil et de ses structures de pouvoir, ils porteront un coup au système de propriété capitaliste dont il est l'expression. C'est dans ce sens que la revendication au Québec du droit à l'autodétermination nationale constitue, du moins en puissance, un moyen d'affaiblir le système impérial des grandes corporations.

Pour que ce potentiel s'affirme, il faudrait que le nationalisme québécois à tendance démocratique et anti-impérialiste trouve un terrain d'entente et d'action commune avec le mouvement ouvrier qui cherche en tâtonnant les voies de l'unité et de l'expression politique autonome.³⁴

³¹ Ryerson. *Le Canada français : sa tradition, son avenir*, Montréal, Éditions de la Victoire, 1945, p.144.

³² Ryerson. « After the Quebec Referendum : A Comment ». *Studies in Political Economy : A Socialist Review*, no.4 (automne 1980), p.138.

³³ Pour Ryerson, le mouvement national inclut parmi ses participants « [...] les étudiants du secondaire, des "collèges", des universités ; les jeunes de toutes les catégories sociales ; des intellectuels, travailleurs dans le secteur de la culture, enseignants ; certains secteurs du clergé ; le mouvement de la libération de la femme ; certaines couches de la petite bourgeoisie urbaine et des fonctionnaires ; les ouvriers [...] ». (Ryerson. « Le social et le national... » dans Malek (dir.). *Sociologie de l'impérialisme...*, p.562.). Voir aussi ; *Idem*. « The Canada/Quebec Conundrum ». *Marxist Perspectives*, no.10 (1980), p.142.

³⁴ Ryerson. « Mutations potentielles... » dans Orban (dir.). *La modernisation politique...*, p.70.

La nation franco-québécoise démontre une volonté de mettre un terme à « [...] l'état de dépendance quasi-coloniale vis-à-vis de l'État Canadien [*sic*] et des intérêts financiers anglo-canadiens et américains [...] »³⁵ par l'exercice de l'autodétermination. Celui-ci produit, par la même occasion, l'ébranlement du système économique capitaliste et s'engage dans la voie de l'édification d'une société alternative. « As the dimension of Quebecois national identity loomed ever larger, so did the radical social and economic connotation of a take-over of "own house" l'Etat du Quebec, its industries, its resources. An alternative structuring of the State can carry with it the prospect of an alternative order of society.³⁶ »

Dans le contexte québécois des années 1970 et 1980, le mouvement d'autodétermination nationale, nettement progressif, englobe donc des revendications à la fois de nature nationale et de nature sociale, les deux étant inextricablement liées et interactives. « L'intensité des luttes, l'ampleur de leur résonance, font que le Québec s'est vu transformé en lieu de contestation à la fois des classes sociales décisives (capital, travail) et des pressions nationales-démocratiques, dont l'effet conjugué est une remise en question du "système".³⁷ » Les événements d'Octobre 1970 et le Front commun intersyndical de 1972 sont, pour Ryerson, la preuve de l'interpénétration des facteurs de classe (social) et de nation (nationale).

« If the year of the Crise d'octobre was followed promptly by years of the Front Commun, it was because national oppression of francophone and capitalist exploitation of the working class have been fused in the one historic crucible that is Canada/Quebec. The double ancient heritage of aftermath of Conquest and implant of the Industrial Revolution, both under the command of les Anglais, meant that class struggle and national liberation are inescapably one process, with two interacting, inextricable components.³⁸ »

³⁵ Ryerson. « Le social et le national... » dans Malek (dir.). *Sociologie de l'impérialisme...*, p.548.

³⁶ Ryerson. « An Opening in Quebec ». *Canadian Dimension*, vol.12, no.2 (avril 1977), p.29. Voir aussi ; *Idem*. « Le social et le national... » dans Malek (dir.). *Sociologie de l'impérialisme...*, p.558 et p.562.

³⁷ Ryerson. « Mutations potentielles... » dans Orban (dir.). *La modernisation politique...*, p.75. Voir aussi ; *Idem*. « The Issue is Equality... » dans French (dir.). *Philosophers Look...*, p.164 ; Et ; *Idem*. « Quebec : Concepts... » dans Teeple (dir.). *Capitalism and the National Question...*, p.221.

La négation historique des droits nationaux des francophones lors de la mise en place de l'État fédéral canadien en 1867, et la persistance de cette négation jusqu'à nos jours, nécessite, de la part des Québécois francophones, la correction de cette injustice et la cessation de l'oppression qui en découle. Devant le refus des élites politiques et économiques du Canada de corriger cette situation, la nation franco-québécoise n'a d'autre choix que d'exercer son droit à l'autodétermination nationale par la concrétisation d'un État indépendant. Une formulation semblable de cette logique de la pensée de Ryerson est énoncée par Serge Denis. Il écrit : « Ainsi donc, ce sont les conditions d'inégalité faites à la population canadienne-française en 1867 qui sollicitent l'exercice du droit à l'autodétermination. En d'autres mots, l'exigence démocratique de l'égalité des droits suppose la subversion de[s] bases constitutives de l'État canadien.³⁹ »

Dès 1977, les écrits de Ryerson indiquent un penchant pour le projet de souveraineté-association du PQ. En précisant son soutien aux dispositions du projet de Loi 101, Ryerson écrit : « "L'État du Québec souverain" n'étant pas proclamé encore, il importe de procéder en en tenant compte. Le jour où il sera proclamé, avec appui majoritaire, on se sentira sûrement assez confiant en ses propres forces pour faire preuve d'une générosité prudente et éclairée [envers les groupements linguistiques du Québec affectés par la Loi 101].⁴⁰ » Il semble donc que pour Ryerson un État du Québec indépendant n'est qu'une question de temps. De façon non équivoque en 1980, Ryerson appuie l'option du « Oui » lors du référendum tenu la

³⁸ Ryerson. « An Opening... ». *Canadian Dimension*, vol.12, no.2 (avril 1977), p.29. Voir aussi ; *Idem*. « Le pari québécois : de la nation/communauté au pouvoir étatique ? ». *Politique aujourd'hui*, no.7-8 (juillet-août 1978), p.27.

³⁹ Denis. « La question nationale au Canada. Stanley B. Ryerson... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.171.

⁴⁰ Voir ; Ryerson « Mémoire sur la "Charte..." » dans *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.362. Pour Denis, c'est en 1979 que Ryerson semble avoir explicitement souscrit au projet du parti de Lévesque. Voir ; Denis. « La question nationale au Canada. Stanley B. Ryerson... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.179.

même année⁴¹. Il considère que ce choix apparaît comme celui étant le plus réaliste et le plus réalisable. C'est en ce sens qu'il précise que la souveraineté-association n'est pas la seule expression du droit à l'autodétermination, ni la seule forme d'affirmation du principe d'égalité nationale, mais elle est la plus faisable à ce moment⁴². C'est avec l'image suivante que Ryerson exprime son point de vue sur la souveraineté-association. Il affirme :

Se peut-il que, face à l'obstination des dominants de l'élite financière, commerciale et industrielle, on se voit obligé de recourir à une sorte d'intervention chirurgicale ? Dans tel cas de membre démis, pour reprendre une mauvaise réduction de fracture et en arriver à une réduction adéquate, il faut parfois commencer par recréer la fracture. Pour draconienne, et pénible, que la mesure paraisse, elle n'en demeure pas moins indiquée, à l'occasion. Et malgré son aspect saugrenu, elle s'avère foncièrement constructive.⁴³

Aux yeux de Ryerson, l'appui au « Oui » est la seule solution concevable et applicable pour qu'une relation de complète égalité soit établie entre les deux communautés nationales et pour qu'un rapprochement soit possible. La souveraineté-association agissant comme l'intervention chirurgicale de l'image précédente employée par Ryerson pour « réparer » la mauvaise réduction que représente, pour la nation franco-québécoise, le régime politique canadien.

[...] s'il existe réellement au Canada une situation d'inégalité nationale entre les communautés francophone et anglophone (en ce qui concerne la configuration de l'État ainsi que les rapports socio-économiques et culturels), alors un vote populaire traduisant une volonté d'autodétermination, de réalisation du principe de l'égalité des peuples, d'un remaniement étatique des rapports nationaux sur des bases nouvelles, "d'égal à égal", pourrait bien avoir une portée positive.⁴⁴

⁴¹ Ryerson. « Why I'll Vote Yes... ». *This Magazine*, vol.14, no.3 (mai-juin 1980), p.4-7. Et ; Ryerson. « Why I'll vote Yes ». *The Gazette*, 29 mai 1980.

⁴² Ryerson. « Why I'll Vote Yes... ». *This Magazine*, vol.14, no.3 (mai-juin 1980), p.5.

⁴³ Ryerson. « Mémoire sur la "Charte..." » dans *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.362. La même image d'une fracture mal corrigée a également été employée par Ryerson dans un autre texte, voir ; *Idem*. « Why I'll vote Yes... ». *The Gazette*, 29 mai 1980.

⁴⁴ Ryerson. « Scénario pour un cauchemar... ». *Les Cahiers du socialisme*, no.5 (printemps 1980), p.5. Voir aussi ; *Idem*. « Why I'll Vote Yes... ». *This Magazine*, vol.14, no.3 (mai-juin 1980), p.5-6.

Après avoir étudié le potentiel de l'exercice du droit à l'autodétermination pour la nation franco-qubécoise mené par le mouvement national au Québec, Ryerson se penche sur les formes plus précises de ce mouvement et il évalue la conjoncture politique dans laquelle il évolue. La démarche référendaire, l'appui à la souveraineté-association et le vote pour le « Oui » soulèvent des réflexions empreintes d'ambiguïtés pour une bonne partie de la gauche québécoise. Voyons de quelle façon Ryerson a traité ces considérations.

5.4 Considérations et stratégies politiques

Avec le référendum de 1980, un dilemme apparent est soulevé par Ryerson, à la suite de certains groupes et mouvements de gauche au Québec. Ryerson fait la remarque suivante : « Pour plusieurs, la chose se présente comme étant un choix à faire entre nationalisme et lutte de classe. Celle-ci interdisant de combattre l'oppression nationale ; celui-là abdiquant toute lutte contre le capital...⁴⁵ » Une remarque similaire est faite par Ryerson sous forme d'interrogation dans un autre texte : « "Which are you for – nationalism or the class struggle ?"⁴⁶ » Pour Ryerson ces énonciations présentent un faux dilemme. Opposer l'un à l'autre, libération nationale (oppression nationale) et lutte de classe (oppression sociale), c'est ne pas reconnaître l'enchevêtrement des deux dimensions combattues par la nation franco-qubécoise. C'est effectuer une dichotomie biaisée.

« Impaled on this spurious dilemma born of a half-truth the would-be Marxist staunchly chooses a class struggle that seemingly disqualifies (as "nationalist") all effective resistance to national oppression. While the one who opts for nationalism is obviously abdicating all struggle against capitalism.

⁴⁵ Ryerson. « Scénario pour un cauchemar... ». *Les Cahiers du socialisme*, no.5 (printemps 1980), p.5.

⁴⁶ Ryerson. « Why I'll Vote Yes... ». *This Magazine*, vol.14, no.3 (mai-juin 1980), p.4.

But what if the question is a half-hoax? What if reality is a shade different, and involves a much more complex and subtle imbrication of national and class polarities, transitions, mediations in short, contradictions?⁴⁷ »

Dans l'optique de Ryerson, une position en faveur de la volonté d'autodétermination et de l'égalité nationale portées par un vote pour le « Oui » ne mettra pas d'emblée un terme au capitalisme, mais signifie plutôt « [...] a reasoned step on the long road to attaining that objective.⁴⁸ ». La souveraineté du Québec ne conduira pas d'emblée et automatiquement à l'édification d'une société « alternative » (autre que capitaliste), mais elle lui ouvrira le chemin pour que cela soit possible.

La section précédente nous a démontré que, dans l'appréciation de Ryerson, il est impossible d'isoler l'une de l'autre, oppression nationale et oppression sociale. « [...] c'est en reconnaissant à quel point l'oppression nationale est organiquement liée avec la domination du grand capital, qu'on se rendra compte de l'énorme potentiel libérateur du mouvement national, On en déduira, non pas le refus stérile, mais une approche affirmative ouvrant la voie à un nouveau bloc des forces sociales progressistes et démocrates.⁴⁹ » Dans le cas des rapports Québec/Canada, l'oppression nationale n'existe pas comme une donnée indépendante, en dehors du système d'exploitation sociale capitaliste. Un État québécois « associé » pourra s'attaquer à l'oppression nationale et contribuera, par la même occasion, à réaménager l'édifice politique canadien et à ébranler le grand capital anglo-canadien et américain. Pour Ryerson, la campagne des grandes entreprises canadiennes (et de leurs porte-parole) au côté du camp du « Non » confirme leur crainte de voir miner les rapports de domination économique et politico-étatique existants.

⁴⁷ *Ibid.*, p.4.

⁴⁸ *Ibid.*, p.6.

⁴⁹ Ryerson. « Mémoire sur la "Charte..." » dans *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.358.

« This potential threat to the existing power-structure intensified, from the "*Révolution tranquille*" [dans le texte] of the sixties to the 1976 coming to power in Québec of the *Parti québécois* [dans le texte] on a programme that was essentially one of "associate states" and national equality. The Anglo Canadian corporate élite responded (in the Referendum of 1980) with a counter-campaign of nationalism of its own: Bell Telephone, the CPR, Alcan and Domtar (and Ottawa) successfully projected a version of "Canadian unity" that was solid based on the corporate and federal status quo.⁵⁰ »

Ryerson ne s'est jamais avancé à prédire le caractère du futur État « associé » québécois, ou même ce qu'il adviendra après un référendum gagnant. Il préfère laisser la population faire ses choix. À propos des futures relations entre un Québec « souverain » et le Canada anglais, Ryerson expose ainsi sa logique : « If federal Canada as we know it is founded on a structure of fundamental inequality, it will take radical re-structuring into "associate states" to make equality real between the nation-communities we have known as "French" and "English" Canada. What the workable and acceptable pattern may turn to be, must depend on an interaction of wills.⁵¹ »

Une des raisons évoquées par Ryerson pour expliquer l'échec du « Oui » lors du référendum de 1980 est l'absence d'un bloc cohérent et structuré des travailleurs et des nationalistes-démocrates au Québec⁵². Ce bloc aurait pu contrer la pression exercée par les grandes compagnies à l'avantage de l'option du « Non »⁵³. En d'autres occasions après 1980, Ryerson évoquera la nécessité de cette alliance de la gauche et de la classe ouvrière, entre autres, pour exercer une pression sur le PQ qui, en

⁵⁰ Ryerson. « Hugh MacLennan's View... » dans Cameron (dir.). *Proceedings of the MacLennan...*, p.10. Voir aussi ; *Idem*. « After the Quebec Referendum... ». *Studies in Political Economy : A Socialist Review*, no.4 (automne 1980), p.140-141 et p.145.

⁵¹ Ryerson. « Why I'll Vote Yes... ». *This Magazine*, vol.14, no.3 (mai-juin 1980), p.6.

⁵² Voir ; UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-660/48. Ryerson. « Cette liberté qui enfreint les libertés ». Association canadienne de Science politique, 1980, [texte non publié], p.8. *Idem*. « Why I'll Vote Yes... ». *This Magazine*, vol.14, no.3 (mai-juin 1980), p.4 ; *Idem*. « After the Quebec Referendum... ». *Studies in Political Economy : A Socialist Review*, 4 (automne 1980), p.145.

⁵³ Ryerson. « After the Quebec Referendum... ». *Studies in Political Economy : A Socialist Review*, no.4 (automne 1980), p.145.

contexte de crise économique, subit l'influence de la droite et du monde des affaires⁵⁴. Même avant 1980, Ryerson concevait le mouvement national québécois comme devant englober, de façon la plus large possible, les forces du mouvement ouvrier et les forces progressistes et démocratiques du Québec⁵⁵.

Dès les années 1970, Ryerson semble envisager une alliance possible entre le PQ, qui est au centre du mouvement national, et le mouvement ouvrier. Démontrant qu'il existe bel et bien une bourgeoisie québécoise, numériquement faible et intégrée à l'élite économique canadienne-anglaise, Ryerson constate finalement que la petite-bourgeoisie, que le PQ incarne, n'est pas l'ennemi de la classe ouvrière⁵⁶. « Starting out from a denial of the existence of a francophone Quebec bourgeoisie, it is possible to conclude that the main enemy of labour is "la petite bourgeoisie péquiste" : opposed to this PQ-led middle stratum stand the producers, "la classe qui lui est antagoniste : la classe des producteurs [en français dans le texte]".⁵⁷ » Il faut pourtant spécifier que Ryerson n'apporte pas de précision sur la nature ou l'expression politique précise d'une telle alliance, et cela, avant ou après 1980. De même, il n'analyse pas en profondeur le projet politique du PQ, ni même la nature sociale de ses leaders, membres, partisans ou électeurs. Nous sommes en accord avec les conclusions suivantes de Serge Denis : « [...] Stanley Ryerson acceptait la présence

⁵⁴ Ryerson. « A New pattern for Canada ? Hardly » *Socialist Studies/Études socialistes*, no.2 (1984), p.215. Une idée semblable est évoquée dans ; *Idem*. « Stanley-Bréhaut-Ryerson : mouvement ouvrier et question nationale ». *Conjoncture politique au Québec*, no.1 (1981-1982), p.92. Voir aussi ; *Idem*. « Preface » dans *French Canada : A Study in Canadian Democracy*. 3^e ed., Toronto, Progress Books, 1980 [1943], p.5-6.

⁵⁵ Ryerson. « Mutations potentielles... » dans Orban (dir.). *La modernisation politique...*, p.70. *Idem*. « Quebec : Concepts... » dans Teeple (dir.). *Capitalism and the National Question...*, p.225.

⁵⁶ Ryerson. « Quebec : Concepts... » dans Teeple (dir.). *Capitalism and the National Question...*, p.221-223. Sur l'existence d'une bourgeoisie québécoise distincte de la petite-bourgeoisie, voir ; UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-660/44. Ryerson. « La petite bourgeoisie, factotum surmené d'une certaine historiographie ». [1977], [texte non publié]. Et ; *Idem*. « Scénario pour un cauchemar... ». *Les Cahiers du socialisme*, no.5 (printemps 1980), p.6-8.

⁵⁷ Ryerson. « Quebec : Concepts... » dans Teeple (dir.). *Capitalism and the National Question...*, p.222.

du PQ tel qu'il était, comme parti quelque peu composite socialement (c'est-à-dire "bourgeois"- "petit bourgeois"), mais que l'appui qu'il lui accordait était critique (du fait même des réactions de faiblesse qu'une telle composition sociale pouvait entraîner) et qu'il jugeait nécessaire, on l'a vu, de renforcer sa détermination par une pression de la gauche.⁵⁸ »

5.5 Quelques remarques sur le « socialisme » de Ryerson

Il n'est pas aisé de qualifier le « socialisme » prôné par Ryerson pendant la période 1971-1998. Lui-même n'a offert que des remarques ponctuelles et peu élaborées de sa vision d'un socialisme renouvelé. De plus, il n'a pas offert de réflexion (encore moins d'introspection) sur sa propre expérience communiste antérieure. Pourtant, ce passage, tiré d'un compte rendu de l'ouvrage *American Communism in Crisis* de Joseph R. Starobin réalisé par Ryerson, semble contenir une divulgation sur son passé au sein du PCC. Ryerson se montre critique par rapport aux relations de subordination qu'entretenaient les partis communistes nationaux à l'égard de l'IC. Ryerson mentionne : « A tacitly institutionalized intellectual, political dependence on what was seen as a world revolutionary movement whose historic centre of gravity resided outside the country : *this was the crux of a compulsion to failure* [italique de nous]. (Later transpositions of "Mecca" to other revolutionary locations have faithfully reproduced the insoluble dilemma).⁵⁹ » Également, pour qualifier l'angle de vision avec lequel il entend analyser l'œuvre de Hugh MacLennan, Ryerson emploie

⁵⁸ Denis. « La question nationale au Canada. Stanley B. Ryerson... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.195. Pour l'ensemble de la section 5.4, les pages 187 à 195 de cet article de Denis sont d'une grande pertinence et d'un grand intérêt. Plusieurs de nos commentaires recoupent ceux contenus dans ces pages.

⁵⁹ Ryerson. « Compte rendu de *American Communism in Crisis : 1943-1957* de Joseph R. Starobin » *Canadian Forum*, vol.52 (février 1973), p.41.

les mots : « [...] ancient Marxist standing outside the pale of all seven orthodoxies.⁶⁰ ».

Tout au long de la décennie 1970, Ryerson s'en prend aux orientations théoriques et idéologiques des groupes marxistes-léninistes⁶¹. Il y dénoncent leur vision dogmatique et figée d'une certaine conception du marxisme⁶². Au premier chef, concernant plus directement la question nationale, Ryerson se dresse contre l'idée que la primauté analytique doit nécessairement se porter vers la lutte des classes et que la question nationale doit être évaluée en fonction de cette lutte⁶³. « Il existe un "marxisme unidimensionnel", pour ainsi dire, qui réduit tout à la seule existence conflictuelle des classes, à l'exclusion de la dimension nationale. [...] Fort de ce réductionnisme, on décrète que la question nationale n'est que fiction nocive, ou tout au plus, facette mineure de telle ou telle lutte de classes.⁶⁴ » Dans le même ordre d'idées, Ryerson s'oppose à la « [...] neo-Marxist structuralist view of the nation reduces it to a side effect of the CMP (capitalist mode of production), imaginary as well as ideological.⁶⁵ ».

⁶⁰ Ryerson. « Hugh MacLennan's View... » dans Cameron (dir.). *Proceedings of the MacLennan...*, p.5.

⁶¹ Voir ; Bernard Dansereau. « Une expérience de l'extrême gauche : le Parti communiste ouvrier ». *Bulletin d'histoire politique*, vol.13 no.1 (automne 2004), p.25-35. Et ; André Valiquette. « Introduction historique au groupe *En lutte !* ». *Bulletin d'histoire politique*, vol.13 no.1 (automne 2004), p.37-42.

⁶² Voir en particulier ; Ryerson. « Stanley-Bréhaut-Ryerson : mouvement ouvrier... ». *Conjoncture politique au Québec*. no.1 (1981-1982), p.89-93. Et ; Frank Cunningham. « Le marxisme et les années 1980. Frank Cunningham interroge C.B. Macpherson et Stanley B. Ryerson. » *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9 no.1 (automne 2000), p.164-166. Voir aussi ; Lucille Beaudry. « Pertinence et actualité d'une critique de l'orthodoxie : Stanley B. Ryerson et les courants marxistes-léninistes des années 1970 » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.209-221.

⁶³ Pour une étude sur la position du courant marxiste-léniniste et de la question nationale au Québec, voir ; Pierre Dubuc. « Le mouvement marxiste-léniniste et la question nationale québécoise ». *Bulletin d'histoire politique*, vol.13 no.1 (automne 2004), p.129-138.

⁶⁴ Ryerson. « Stanley-Bréhaut-Ryerson : mouvement ouvrier... ». *Conjoncture politique au Québec*. no.1 (1981-1982), p.90-91.

⁶⁵ Ryerson. « The Issue is Equality... » dans French (dir.). *Philosophers Look...*, p.164. Pour une

Ryerson ne perçoit pas les sociétés socialistes existantes comme des modèles dignes d'intérêt⁶⁶. Il offre toutefois une tentative de qualification de son projet de société que sous-tend son engagement social. Il s'exprime sur « un socialisme pensé à nouveau, retravaillé, "réinventé" », un « socialisme comme démocratie », avec une approche « ouverte », « humaniste » et « communautaire »⁶⁷. Dans sa thèse de doctorat, il le formule comme « une société alternative, communautaire, fondée sur la prise de possession collective des grands moyens productifs »⁶⁸. La démocratie « en profondeur »⁶⁹ concrètement pratiquée est l'une de ses principales préoccupations. « L'impuissance ne sera jamais l'antidote d'un pouvoir oppressif. L'enjeu est la démocratie: non pas seulement la démocratie formelle, mais sa substance même. De plus, cet enjeu se pose à l'échelle de la planète.⁷⁰ » Sur cette question de la conception sociale d'une « démocratie socialiste », Ryerson semble partager beaucoup de points avec le courant intellectuel « socialisme et indépendance » actif dans les années 1970 et 1980⁷¹.

critique similaire, voir ; UQAM. SAGD. Fonds SBR. 27P-630 : 02/17. Ryerson. « Fragmented knowing and the itch to interdisciplinary ». 1979, [texte non publié], p.5. Voir aussi ; *Idem*. « "Canada/Québec" : le savoir fragmenté, la démangeaison interdisciplinaire ». *Socialist Studies/Études socialistes*, vol.1 no.1 (mai 1979), p.81. Et ; *Idem*. « The Canada/Quebec Conundrum... ». *Marxist Perspectives*, no.10 (1980), p.149-150.

⁶⁶ Voir ; UQAM. SAGD. Fonds SBR. Ryerson. « Cette propriété qui enfreint... », [1980], p.12. Et ; Josée Boileau. « Le gauchiste redevenu fréquentable ». *Le Devoir*, 8 juin 1992, p.11.

⁶⁷ Voir ; Cunningham. « Le marxisme et les années 1980... » *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9 no.1 (automne 2000), p.167. (les pages de l'article sont : 153-168.) Cet article avait déjà été publié originellement en anglais dans la revue *Socialist Studies/Études socialistes* en 1983.

⁶⁸ Ryerson. *Connaître l'histoire, comprendre la société...*, p.14.

⁶⁹ Ryerson. « Prise de conscience : nationalité et tensions sociétales. Notes pour un témoignage ». *Cahiers de recherche sociologique*, no.20 (1993), p.18.

⁷⁰ Ryerson. « Le camarade Bethune » dans Comeau, Robert et Bernard Dionne (dir.). *Le droit de se taire. Histoire des communistes au Québec de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Outremont, VLB éditeur, 1989, p.189. Cette réflexion de Ryerson sur la démocratie « en substance » versus démocratie formelle est déjà présente dans son ouvrage de 1965 ; *The Open Society : Paradox and Challenge*. New York, International Publishers, 1965.

⁷¹ Pour une brève description de ce courant et de sa vision de la démocratie socialiste, voir ;

Vers la fin de sa vie, Ryerson semble réévaluer l'importance relative entre les structures socio-économiques et la nation-communauté dans son système de pensée. Il écrit : « Inacceptable, ici, est le schéma figé, hiérarchisé du mouvement historique, où la primauté causale appartient nécessairement au socio-économique (contradiction de classes), tandis que la "nation... n'est pas la force motrice principale". D'interaction dialectique, pas une miette!⁷² » Il n'en reste pas moins que pour Ryerson, il semble qu'ultimement, la fin des contradictions de classes concrétisée au sein d'une société « "alternative" démocratique radicale »⁷³ est le but à poursuivre et la réalisation à envisager. Dans le cas du Québec, cet objectif passe et devra passer par l'application du droit à l'autodétermination et la mise en place d'un État québécois « souverain ». L'exercice de l'autodétermination par la nation franco-québécoise ouvre la voie à cette société alternative par l'atteinte de l'égalité nationale pour les Québécois francophones. C'est dans l'analyse du cas précis du Québec, avec l'évaluation des rapports Québec/Canada et du potentiel progressiste que recèle le néo-nationalisme québécois incarné par le mouvement national, que Ryerson appuie l'autodétermination du Québec comme nécessité pour affaiblir le grand capital anglo-canadien et américain. Ryerson perçoit très bien qu'une société « socialiste et démocratique » encore mal définie ne peut tomber du ciel comme par enchantement. C'est par la pratique démocratique réelle et la mise à bas de l'oppression nationale que la nation franco-québécoise pourra y arriver. « [...] l'époque contemporaine reste tout de même, pour Ryerson, celle où l'opposition au capitalisme des grands monopoles doit l'emporter, et qu'il reconnaît toujours à la classe ouvrière la puissance essentielle

Beaudry. « Le marxisme au Québec : une hégémonie... » dans Beaudry et al. (dir.). *Un siècle de marxisme...*, p.269-274. Ce courant est représenté par des démarches politiques comme Le Mouvement socialiste et le Regroupement pour le socialisme, par des revues, comme *Les cahiers du socialisme* et des organismes populaires à l'exemple du Centre de formation populaire.

⁷² Ryerson. « Prise de conscience... ». *Cahiers de recherche sociologique*, no.20 (1993), p.16.

⁷³ Ryerson. « Le camarade Bethune... » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.190.

à ce bouleversement.⁷⁴ » Pour Ryerson, la tâche ultime de l'action politique reste la même qu'au début de son engagement militant.

L'élévation de la majorité par le renversement de la minorité régnante constitue la tâche démocratique de la révolution. Révolution permettant de passer d'un système social fondé sur la domination, exercé par le pouvoir et par la propriété privée d'une minorité régnante, à un nouvel ordre communautaire. L'égalité en tant qu'abolition de toutes les classes sociales et de toutes les structures fondées sur l'exploitation, voilà le but ultime du marxisme.⁷⁵

Les moyens et les méthodes, bien entendu, ont toutefois grandement changé entre les débuts de son militantisme communiste en 1934 et le moment où il écrit ces dernières lignes en 1978⁷⁶.

5.6 Conclusion

Sans jamais confondre classe sociale et communauté nationale⁷⁷, Ryerson offre une approche originale intégrant ces deux concepts à l'analyse politique et historique du Québec entre les années 1971 et 1993. Avec l'étude des rapports Québec/Canada, prenant racine dans l'histoire, Ryerson perçoit le potentiel de libération sociale et nationale que recèle l'exercice de l'autodétermination nationale par la nation franco-québécoise. Ce potentiel est le dépassement de l'oppression nationale et de l'oppression sociale vécues par les Québécois francophones. Le néo-nationalisme

⁷⁴ Denis. « La question nationale au Canada. Stanley B. Ryerson... » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.191.

⁷⁵ Ryerson. « Le camarade Bethune... » dans Comeau et Dionne (dir.). *Le droit de se taire...*, p.187.

⁷⁶ La citation précédente est originalement tirée de l'ouvrage collectif *Bethune : The Montreal Years, an Informal Portrait*, publié en anglais en 1978. La référence complète est ; Ryerson. « Comrade Beth » dans Wendell MacLeod, Libbie Park et Stanley B. Ryerson. *Bethune : The Montreal Years, an Informal Portrait*. Torontom Lorimier, 1978, p.136-167.

⁷⁷ Pour la distinction des deux, voir ; Ryerson. « Quebec : Concepts... » dans Teeple (dir.). *Capitalism and the National Question...*, p.224. Et ; *Idem*. « Hugh MacLennan's View... » dans Cameron (dir.). *Proceedings of the MacLennan...*, p.8-11.

porté par le mouvement national québécois annonce la possibilité de briser la structure étatique canadienne et, par la même occasion et dans un même mouvement, d'ébranler le grand capital anglo-canadien et américain. De plus, ce mouvement permet de freiner la pénétration des grandes multinationales états-uniennes au Québec, caractéristique du capitalisme monopolistique contemporain.

Même si Ryerson a quitté le PCC et qu'il se dissocie de tous les « socialismes constitués », il n'en demeure pas moins un intellectuel engagé. Parmi ses nombreuses prises de position, signalons sa conviction en faveur de la Charte de la langue française (Loi 101)⁷⁸ et son appui au projet de souveraineté-association du PQ lors du référendum de 1980. De plus, il contribue à animer des discussions et des débats au sein de la gauche québécoise et canadienne sur différents sujets et thèmes, dont celui de l'égalité nationale pour la nation franco-québécoise⁷⁹. Ryerson décède en 1998 à l'âge de quatre-vingt-sept ans en laissant derrière lui une contribution intellectuelle exceptionnelle, entre autres, sur la question nationale au Québec.

⁷⁸ Ryerson. « Mémoire sur la "Charte..." » dans *Le Capitalisme et la Confédération...*, p.350-363.

⁷⁹ Pour l'influence de Ryerson et de ses idées au sein de la gauche canadienne, voir ; David Frank. « "A sense of Direction" : l'influence de Stanley B. Ryerson auprès de la nouvelle gauche anglo-canadienne » dans Comeau et Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel...*, p.339-362. Voir aussi ; Vivian McCaffrey. *Stanley B. Ryerson : Marxist Intellectual and the French-Canadian National Question*. Mémoire de M.A. (histoire), Université d'Ottawa, 1982, p.146-147. Plus généralement sur l'influence du marxisme au Canada anglais où il est quelque peu question de Ryerson, voir ; Michael O'Sullivan « Le marxisme dans le vie intellectuelle du Canada anglais » dans Beaudry et al. (dir.). *Un siècle de marxisme...*, p.297-314.

CONCLUSION

Ce mémoire nous a permis de comprendre la pensée et les positions intellectuelles de Stanley Bréhaut Ryerson sur la question nationale au Québec, de l'amorce de son engagement communiste au début des années 1930 jusqu'à son décès en 1998.

Stanley Bréhaut Ryerson est né en 1911 dans une famille aisée de l'Ontario. De 1919 à 1929, il fréquente la très réputée institution scolaire *Upper Canada College*. En 1933, il obtient un baccalauréat en langues modernes de l'Université de Toronto. C'est lors d'un séjour en France en 1931-1932 que Ryerson adhère au communisme. Il amorce décisivement son militantisme au sein du Parti communiste du Canada (PCC) en 1934 à Montréal. Tout au long d'un engagement de plus de trente-cinq ans dans ce Parti, Ryerson occupe des postes de direction et de responsabilité, étant dès la fin des années 1930 considéré comme l'« intellectuel du Parti » et ayant le statut de « révolutionnaire professionnel ». Il devient rapidement le spécialiste du Canada français et de la question nationale au Québec dans les rangs du Parti. Sur ces sujets, ses analyses et ses réflexions contribuent grandement à définir et à orienter les positions et les politiques du PCC. En 1971, Ryerson quitte toutefois le PCC. Dès lors et jusqu'en 1991, il est professeur universitaire à l'UQAM où il poursuit ses analyses sur la question nationale au Québec et sur les rapports Canada/Québec. Il décède en 1998.

C'est dans le contexte de la Grande Dépression des années 1930 et du Front populaire antifasciste que Ryerson débute ses activités communistes au Québec et qu'il élabore ses premières réflexions sur la question nationale québécoise. Ryerson est préoccupé par la diffusion des idées fascistes et corporatistes dans la société québécoise. Il dénonce la connexion entre le nationalisme et le fascisme/corporatisme

que certains groupes politiques, intellectuels et religieux au Québec propagent, sans toutefois en identifier toutes les tendances ou en différencier les contenus. Ryerson perçoit dès lors le nationalisme canadien-français comme réactionnaire. En conformité avec l'interprétation communiste alors en vigueur, Ryerson considère ce nationalisme comme une manipulation du sentiment national du peuple canadien-français opérée par la grande bourgeoisie capitaliste et les trusts pour promouvoir leurs intérêts et tromper les masses canadiennes-françaises. Très tôt, Ryerson perçoit l'infériorité économique, sociale et culturelle dont souffrent les Canadiens français par rapport à la situation des Canadiens anglais. Il n'évoque cependant pas une possible infériorité politique, cette dimension étant passée sous silence. Il plaide, tout comme le PCC, pour le rehaussement du niveau de vie des travailleurs québécois au même niveau que celui des travailleurs des autres provinces canadiennes. Pour remédier à cette infériorité, Ryerson fait reposer ses espoirs sur l'action du gouvernement central. Le gouvernement québécois de Duplessis étant à la solde du grand capital et foncièrement de droite.

Avec le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, et surtout la crise de la conscription, Ryerson est amené à préciser sa pensée. À partir de l'été 1941 et lors du vote d'avril 1942, le PCC donne son appui inconditionnel à la conscription obligatoire pour service outre-mer. Pour Ryerson, cette question se révèle délicate et sa position laisse transparaître une hésitation, étant donné le rejet massif de cette mesure par la population canadienne-française. Sans jamais appuyer formellement la conscription, Ryerson favorise néanmoins l'effort de guerre canadien et soutient l'enrôlement sur une base volontaire. En 1943, Ryerson reconnaît que le peuple canadien-français forme une nation selon les critères définis par Staline. C'est une première pour un membre du PCC. Cette reconnaissance n'amène cependant pas Ryerson à revendiquer le droit à l'autodétermination nationale pour les Canadiens français. Ceux-ci ayant déjà obtenu l'égalité politique lors de la mise en place du gouvernement responsable en 1848 et de la Confédération canadienne en 1867. De même, pour Ryerson, la Confédération est la consécration de l'exercice du droit à l'autodétermination des

Canadiens français, car ces derniers ont pu déterminer par eux-mêmes la forme de l'État qu'il leur convenait. À l'instar de la période du Front populaire, le PCC et Ryerson sont préoccupés par l'exacerbation du nationalisme que Duplessis et le Bloc populaire pratiquent dans le contexte particulièrement volatile de la crise de la conscription au Québec. Vers la fin de la guerre, avec le clivage tangible entre les Canadiens français et les Canadiens anglais au sujet de la participation canadienne à la guerre, Ryerson plaide pour une meilleure prise en compte du facteur national pour améliorer les relations entre les deux nations. Toutefois, ce désir ne sera pas mis en pratique, ni par Ryerson, ni par le Parti ouvrier-progressiste (POP) au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

À la fin de la guerre, les autorités communistes canadiennes entendent favoriser la centralisation des pouvoirs du gouvernement fédéral dans les champs de compétence provinciale. Par cette orientation, le POP va à l'encontre des aspirations des Canadiens français qui appellent plutôt à limiter les pouvoirs d'Ottawa dans les sphères dévolues aux provinces. De même, certains membres canadiens-français du POP émettent eux aussi des réticences. Découlant de cette situation, le V^e Congrès du POP au Québec et la crise de 1947 se soldent par l'expulsion du Parti des militants du « groupe d'Henri Gagnon ». La question nationale au Québec est un des sujets majeurs en litige. Cette action affaiblit grandement le POP au Québec, qui ne s'en relèvera jamais. Ryerson joue un rôle central dans cette crise. Il détient alors un poste clé dans la hiérarchie du POP, celui de directeur national à l'organisation. Dans un article de 1946, Ryerson reconnaît le droit à l'autodétermination à la nation canadienne-française. Cette reconnaissance est en partie exprimée dans le but de contrer les appréhensions des militants québécois protestataires. Lors du Congrès de 1947, avec la « résolution surprise » qu'il a rédigée et par son action, Ryerson coupe court à toute clarification des désaccords et à toute discussion entre les deux groupes alors aux prises. De même, le POP et Ryerson ne permettent pas les débats, avant ou pendant le Congrès. Ils n'acceptent pas la remise en cause de ce qui a été décidé dans les hautes instances du Parti. Malgré la reconnaissance du droit à l'autodétermination

en 1946 par Ryerson, suivie en cela par le POP en 1952, Ryerson n'a pas pris en compte la dimension éminemment politique de celle-ci. Il n'a pas su expliquer les raisons poussant les Canadiens français à se dresser contre la centralisation des pouvoirs d'Ottawa et à appuyer l'autonomie provinciale défendue par Duplessis. Ryerson continue de limiter l'oppression des Canadiens français aux domaines économique et social, en évacuant la dimension politique.

Avec le renouveau national associé à la Révolution tranquille au Québec et l'affirmation nationale des Canadiens français durant les années 1960, Ryerson se prononce sur les débats entourant la crise constitutionnelle et politique qui anime le Canada. Avec la « crise de la Confédération », c'est les rapports entre les Canadiens français et les Canadiens anglais, ainsi que les relations fédérales-provinciales qui sont remis en question en vue de chercher à définir de nouvelles voies. À partir du milieu de la décennie 1960, Ryerson amorce une réinterprétation historique de son œuvre antérieure. L'un des éléments centraux de celle-ci se trouve dans le fait que Ryerson considère maintenant que l'égalité politique n'a pas été accordée aux Canadiens français lors de l'obtention de la responsabilité ministérielle en 1848 et lors de la mise en oeuvre de la fédération canadienne de 1867. Les fondements et les réinterprétations historiques de Ryerson sont à la base de la transformation majeure de sa pensée. Ryerson discerne le double caractère de l'oppression, socio-économique et politique, que subissent les Canadiens français. Cette oppression est imposée par le grand capital américain et anglo-canadien, ainsi que par l'élite dirigeante canadienne-anglaise. Pour mettre un terme à cette double oppression, Ryerson appuie le mouvement national-démocratique au Québec, prônant l'autodétermination de la nation canadienne-française.

À partir de la fin de la fin de la décennie 1960, les positions de Ryerson sur la question nationale au Québec s'éloignent de celles du PCC. Les premiers signes de distanciation deviennent perceptibles. L'intervention armée des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968 en vue de mâter le « Printemps de Prague » constitue le point de rupture définitif entre Ryerson et la direction du PCC. Cet

événement confirme les divergences irréconciliables entre eux, en particulier au sujet de la question nationale québécoise. Ryerson quitte officiellement le PCC en 1971.

Après plus de trente-cinq ans de militantisme au sein du PCC, Ryerson entreprend la carrière de professeur universitaire au département d'histoire de l'UQAM. Durant environ vingt ans, Ryerson approfondit ses réflexions sur les rapports Canada/Québec, ainsi que sur l'interrelation et la dynamique entre l'oppression sociale et l'oppression nationale que subit la nation franco-québécoise. Prenant en considération la structure socio-économique et la communauté nationale, Ryerson formule une analyse de l'enchevêtrement de ses deux composantes pour comprendre le Québec contemporain. Ryerson distingue le caractère profondément progressif du néo-nationalisme québécois qui anime le mouvement d'autodétermination. Ce mouvement a le potentiel de mettre un terme à la double oppression, à la fois nationale et sociale, qu'éprouvent les Québécois francophones. Ryerson en vient donc à appuyer l'option du « Oui » lors du référendum sur la souveraineté-association de 1980. Il décède en 1998 à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

L'évolution de la pensée de Ryerson sur la question nationale québécoise pourrait paraître, à première vue, rectiligne. Mais tel ne fut pas le cas. Du rejet presque sans nuance du nationalisme dans les années 1930 comme idéologie réactionnaire de la bourgeoisie, Ryerson a perçu le potentiel progressif du mouvement national et d'autodétermination de la nation franco-québécoise dès le milieu de la décennie 1960. Il a fini par souscrire explicitement au projet de souveraineté-association du Parti québécois en 1980. Cette évolution est pourtant ponctuée de bifurcations, d'hésitations et de moments d'activation. Le rôle tenu par Ryerson dans les événements entourant le V^e Congrès du POP au Québec en 1947 signale une de ces phases de dilemme. La période qui s'échelonne du milieu de la décennie 1960 à l'année 1971 marque plutôt un moment d'effervescence et d'activation dans la pensée de Ryerson, ainsi qu'un tournant dans son parcours professionnel et dans sa démarche intellectuelle. Toutefois, il serait abusif de parler d'une rupture dans sa pensée. Après

1965, Ryerson n'abandonne jamais une analyse qui tient compte des contradictions de classe et une approche qui met à profit le matérialisme historique.

Le PCC et les partis communistes nationaux font partie du mouvement communiste international qui se définit comme internationaliste et qui transcende les frontières nationales. Moscou, ainsi que successivement l'Internationale communiste et le *Kominform*, incarnent ce mouvement qui se distingue par son caractère très centralisé et hautement hiérarchisé¹. Le PCC en reçoit ses directives et y demeure subordonné. Ryerson est donc étroitement associé aux actions du PCC, et par extension, à celles du mouvement communiste international dirigé par Moscou. Pendant son adhésion au PCC, il serait pourtant abusif d'affirmer que Ryerson a suivi aveuglément les directives émanant du PCUS, ainsi que les orientations du PCC. À quelques reprises, Ryerson s'est écarté de la ligne politique du PCC. Ce fut le cas lors de l'épisode du « Operative Centre » durant les premières années de la Deuxième Guerre mondiale. Un autre exemple est l'allégation, de la part de Ryerson, que les Canadiens français forment une nation. Allégation originale pour un membre du PCC et contenue dans son ouvrage *French Canada*² datant de 1943. Également, signalons ses critiques directes et franches contre l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968. À d'autres moments, en tant que haut responsable du PCC, Ryerson a pris des initiatives importantes conformes aux souhaits de la direction nationale. Ses actions lors de la crise de 1947 au Québec en sont un exemple.

¹ Pour une étude évaluant les rapports entre le centre dirigeant moscovite d'une part, et le PCC, le Parti communiste des États-Unis et le Parti communiste de Grande-Bretagne d'autre part, durant la fin des années 1920 et le début de la décennie 1930, voir ; John Manley. « Moscow Rules? "Red" Unionism and "Class Against Class" in Britain, Canada, and United States, 1928-1935 ». *Labour/Le Travail*, vol.56 (automne 2005), p.9-49. Pour une autre étude qui aborde la question des relations entre l'IC et le Parti communiste des États-Unis, voir ; Hubert Villeneuve. « Pénible gouverne : le Parti Communiste des États-Unis et le pilotage du Komintern, 1919-1943 ». *Bulletin d'histoire politique*, vol.15 no.2 (hiver 2007), p.171-183.

² Ryerson. *French Canada : A Study in Canadian Democracy*. Avant-propos de Évariste Dubé, Toronto, Progress Books, 1943.

Dans l'évaluation des relations entre Ryerson et le PCC, il est également indispensable de prendre en considération la vision que revêt pour Ryerson son travail d'intellectuel et d'historien, en lien avec son militantisme communiste. Ces deux dimensions de son activité professionnelle étant indissociables et intimement interdépendantes. « En ce sens, Ryerson ne se "sert" pas de l'histoire pour les objectifs à court terme de la lutte idéologique ou théorique. Tout au contraire, l'histoire apparaît comme le terrain de la lutte, comme le lieu trouble et changeant dont il est possible de rendre compte, dont se dégage un *sens* [dans le texte], dans la double acception de raison et de direction.³ » Et même après 1971, Ryerson reste tout à la fois un professeur universitaire et un intellectuel engagé, les deux « fonctions » se complétant et s'enrichissant mutuellement.

Une des insatisfactions rencontrées dans ma démarche est l'absence de repérage de correspondances entre Ryerson et les dirigeants du PCC (direction nationale à Toronto ou provinciale au Québec) dans les archives personnelles de ce premier. La consultation de documents de correspondance aurait pu davantage nous renseigner sur les dynamiques relationnelles internes du Parti à propos de la question nationale (débat, désaccords, discussions, rapports de force, directives,...). Dans une organisation politique comme le PCC, il y a une difficulté qui consiste à bien saisir les enjeux des débats dans un parti centralisé et grandement hiérarchisé où les divergences sont souvent réglées au sein du cercle dirigeant et qui, quelques fois, sont difficilement perceptibles à travers les documents officiels. Une question notable peut être formulée ainsi : quel est le réel degré d'importance accordé à la question nationale québécoise par les autorités du Parti comparativement à d'autres sujets de discussion ? Selon Emery Samuel, un responsable du PCC au Québec entre 1939 et

³ Jean-Marie Fecteau. « Classes, démocratie, nation. La transition au capitalisme chez Stanley B. Ryerson » dans Robert Comeau et Robert Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*. Hull, Vents d'Ouest, 1996, p.239.

1943, la question nationale québécoise n'a jamais été une préoccupation centrale pour les autorités communistes canadiennes.

L'entente à l'intérieur du P.O.P. était fondée sur la proposition que [...] les membres de langue anglaise acceptaient l'existence bi-nationale du Canada, comme une vérité fondamentale. La vérité était tout autre, car la reconnaissance du fait national canadien-français était limité [*sic*] au Québec. Les Canadiens-Anglais [*sic*] du P.O.P. à l'exception du petit groupe montréalais n'ont jamais accepté que le Canada soit un État binational, pour la bonne raison qu'ils n'ont jamais débattu sur le sujet.⁴

Henri Gagnon, militant communiste qui fut expulsé du POP en 1947, confirme les allégations précédentes de Samuel. Il explique cette situation par la composition ethnique du Parti (majoritairement slave et européenne) et par l'ascendant qu'exerce le modèle soviétique sur le cas canadien⁵. Également, l'accès à la correspondance de Ryerson nous aurait peut-être permis de distinguer et d'évaluer plus facilement la contribution de Ryerson au sujet des politiques adoptées par le PCC concernant le Canada français, ainsi que de distinguer davantage ses positions plus proprement personnelles. Une recherche plus exhaustive dans le fonds d'archives « Communist Party of Canada » des Archives nationales du Canada nous aurait peut-être aidé sur cette question. Toutefois, l'étendue de ce fonds est considérable et une recherche systématique aurait demandé énormément de temps, sans être convaincu que le résultat aurait été profitable pour notre mémoire. De plus, ce mémoire n'a pas pour objet principal l'étude du PCC et de la question nationale québécoise.

Un autre obstacle rencontré dans l'écriture de ce mémoire est la quasi absence de témoignages écrits de Ryerson, contemporains ou postérieurs, sur les raisons de sa rupture avec le PCC en 1971, ou même sur son opposition à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968. En effet, même après un examen minutieux du fonds

⁴ Emery Samuel. « Lettre d'un exilé ». *La voie canadienne*, (mars-avril 1960), p.18 cité dans Robert Comeau et Bernard Dionne. *Les communistes au Québec: 1936-1956 : sur le Parti communiste du Canada/Parti ouvrier-progressiste*. 2^e éd., Montréal, Presse de l'Unité, 1981 [1980], p.62.

⁵ Henri Gagnon. *Les militants socialistes du Québec. D'une époque à l'autre*. Saint-Lambert, Héritage, 1985, p.105.

d'archives de Ryerson déposé à l'UQAM, nous n'avons repéré que très peu de témoignages. Toutefois, la documentation recensée s'est révélée suffisante pour analyser ces deux événements. Néanmoins, des témoignages de Ryerson auraient pu en préciser les interprétations.

Ryerson est un acteur privilégié des grands événements et des grandes périodes de l'histoire du Québec et du Canada au XX^e siècle. Il a vécu la crise économique de l'entre-deux-guerres et il a observé la montée des idéologies d'extrême-droite. Il a été témoin du déroulement de la Deuxième Guerre mondiale et de la crise de la conscription. Il a fait l'expérience de la guerre froide et de la chasse aux communistes. Il a assisté à la Révolution tranquille et il a pris part à la crise de la Confédération canadienne. Finalement, dans les années 1970 et 1980, il a contribué aux débats marqués par le nationalisme québécois. L'itinéraire professionnel et intellectuel de Ryerson est un cas d'étude d'un grand intérêt pour cerner la façon dont un intellectuel de gauche répond à l'évolution et aux multiples transformations du nationalisme québécois tout au long du XX^e siècle. Nous croyons que ce mémoire a contribué à comprendre et à approfondir cet aspect de l'histoire du Québec et du Canada.

Dans ce mémoire, nous nous sommes concentré sur la dimension de la question nationale au Québec dans la pensée et l'œuvre de Ryerson. Une piste de recherche ultérieure fort intéressante et pertinente pourrait être une étude de sa contribution à l'historiographie québécoise et canadienne. En effet, Ryerson est un précurseur de la pratique de l'histoire au Canada. Il a adopté une approche et une démarche mettant à profit le matérialisme historique. De plus, il a contribué à approfondir les connaissances et les interprétations historiques sur plusieurs objets d'étude. Mentionnons les Rébellions de 1837-1838 dans le Haut et le Bas-Canada, la mise en place de l'État canadien et l'économie politique au XIX^e siècle. En terminant, Ryerson a offert une analyse et une réflexion originales sur les relations et les dynamiques entre oppression nationale et oppression sociale, ainsi que sur les connexions et les

corrélations entre le grand capital et la communauté nationale. De ce fait, Ryerson est un intellectuel et un historien singulier qui mérite pleinement que l'on s'attarde à l'étude de sa pensée.

ANNEXE A

Tableau 1
Évolution approximative des effectifs québécois
du Parti communiste de 1930 à 1960*

Années	Canadiens français	Autres	Total
1930 ¹	20	60	80
1931 ⁵	50	150	200
1932 ¹	40	100	140
1936 ¹	100	400	500
1939 ¹	200	800	1 000
1947 ¹	500	2 000 ²	2 500
1956 ³	300	600	900
1960 ⁴	150	250	400

Sources

1. Données recueillies par Marcel Fournier dans *Communisme et anticomunisme au Québec (1920-1950)*, Montréal, éd. Albert Saint-Martin, 1979; entrevues avec d'anciens militants

2. Ce chiffre nous paraît gonflé; des entrevues nous portent plutôt à limiter à 1 000 l'effectif de ce groupe.

3. Estimation d'Henri Gagnon, alors qu'il dirigeait le P.O.P. vers la fin de l'année 1956.

4. *Ibid.*

5. « Resolution of Organization Conference District #2, CPCP, Attorney-General files, boîte 8, 8C 0027-8.

* Tableau tiré de ; Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.). *Le droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Montréal, VLB éditeur, 1989, p.495.

ANNEXE B

Tableau 2
Effectifs du Parti communiste au Canada
de 1921 à 1960*

Années	Effectifs
1921	650
1925	4 500
1927	3 000
1929 ¹	2 876
1931 ¹	1 385
1934	5 500
1935	9 000
1936	10 000
1937	15 000
1939	16 000
1946	19 000
1947 ²	23 000
1960 ³	3 000

Sources

1. Ivan Avakumovic. *The Communist Party in Canada. A History*. Toronto, McClelland and Stewart, 1975, p.66; le P.C.C. déclarait à l'Internationale communiste qu'il avait une base de 4 000 membres, à ce moment-là.

2. Selon le *World News and Views* de Londres; depuis 1946, le P.C.C. ne publie jamais de chiffres sur ses effectifs.

3. Avakumovic établit la base militante du P.C.C. à 1 500 à 3 000 membres, au cours des années soixante (*op. cit.*, p.243).

* Tableau tiré de ; Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.). *Le droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Montréal, VLB éditeur, 1989, p.496.

ANNEXE C

Vie et œuvre de Stanley Bréhaut Ryerson – Repères chronologiques

- 1911 : Naissance de Stanley Bréhaut Ryerson à Toronto.
- 1929 : Inscription à l'Université de Toronto en langues modernes.
- 1931-1934 : Séjours à Paris où il obtient un Diplôme d'études supérieures en langues et littérature italiennes de la Sorbonne.
- 1932 : Adhère à la Ligue des jeunes communistes.
- 1933 : Obtention d'un B.A. en langues modernes de l'Université de Toronto.
- 1934 : Adhère à la section québécoise du PCC ; installation à Montréal.
- 1935 : Secrétaire provincial du PCC au Québec et accession au Comité central du Parti.
- 1943-1947 : Responsable national de la formation du POP.
- 1943-1969 : Domicilié à Toronto.
- 1944-1947 : Directeur de la revue théorique du POP, *National Affairs Monthly*.
- 1945 : Publication de la monographie *Le Canada français : sa tradition, son avenir*, paru en langue anglaise en 1943 sous le titre *Fench Canada : A study in Canadian Democracy* ; reconnaissance pour la première fois de la nation canadienne-française.
- 1946 : Publication d'un article dans *NAM* où il reconnaît officiellement le droit à l'autodétermination nationale à la nation canadienne-française.
- 1947 : Désigné Secrétaire national du POP à l'organisation.
- 1952 : Reconnaissance, pour la première fois dans un document officiel du POP, du droit à l'autodétermination nationale de la nation canadienne-française.
- 1960 : Publication de l'ouvrage *The founding of Canada : Beginnings to 1815*, traduit en français sous le titre *Les origines du Canada*.

- 1962-1966 : Directeur de la revue théorique du PCC, *Marxist Quarterly*.
- 1965 : Publication de *The Open Society : Paradox and Challenge*.
- 1966-1969 : Directeur de la revue théorique du PCC, *Horizons/Marxist Quarterly*, qui remplace la revue *Marxist Quarterly*.
- 1968 : Publication du livre *Unequal Union: Confederation and the Roots of conflict in Canadas, 1815-1873*, il offre une version refondue, corrigée et augmentée en langue française en 1972 sous le titre *Le Capitalisme et la Confédération. Aux sources du conflit Canada-Québec (1760-1873)* ; intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie.
- 1969 : Départ du Comité central du PCC ; il revient s'établir à Montréal.
- 1971 : Départ officiel du PCC.
- 1972-1991 : Professeur au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal.
- 1980 : Appui en faveur du « Oui » lors du référendum sur la souveraineté-association.
- 1992 : Nommé professeur émérite par l'UQAM.
- 1998 : Décès à Montréal à l'âge de 87 ans.

BIBLIOGRAPHIE

I. Sources premières (documents de première main)

A. Documents d'archives

Montréal. Services des archives et de gestion des documents. Université du Québec à Montréal. Fonds Stanley-Bréhaut-Ryerson (27P).

Ottawa, Archives nationales du Canada. Fonds « Communist Party of Canada » (MG28-IV4).

B. Périodiques consultés

National Affairs Monthly, 1944-1957

Marxist Quarterly, 1962-1966

World Marxist Review, 1962-1968

Horizons/Marxist Quarterly, 1966-1969

C. Journaux consultés

Clarté, 1935-1939

La Victoire, 1942-1944

Canadian Tribune, 1943-1971

D. Écrits de Stanley B. Ryerson

Remarque : La liste qui suit n'inclut que les écrits de Ryerson cités dans ce mémoire et non tous ceux consultés. Pour une liste exhaustive, nous vous invitons à consulter l'ouvrage suivant : Robert Comeau et Robert Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*. Hull, Vents d'Ouest, 1996, p.381-413.

1. Monographies

Ryerson, Stanley. *1837 : The Birth of Canadian Democracy*, Toronto, Francis White, 1937.

_____. *French Canada : A Study in Canadian Democracy*. Avant-propos de Évariste Dubé, Toronto, Progress Books, 1943.

_____. *Le Canada français : sa tradition, son avenir*, Montréal, Éditions de la Victoire, 1945.

_____. *The Founding of Canada : Beginnings to 1815*. Toronto, Progress Books, 1960.

_____. *The Open Society : Paradox and Challenge*. New York, International Publishers, 1965.

_____. *Unequal Union : Confederation and the Roots of Conflict in the Canadas, 1815-1873*. Toronto, Progress Books, 1968.

_____. *Le Capitalisme et la Confédération : aux sources du conflit Canada-Québec (1760-1873), suivie d'un Mémoire sur la Charte de la langue française au Québec*. Version ref. et augm. de « Unequal Union », Trad. de l'anglais d'André D'Allemagne. Montréal, Parti Pris, 1978.

_____. *Les origines du Canada*. Préf. d'Alfred Dubuc. Trad. de l'anglais d'Hervé Fuyet et de Janine Lazorthes-Barez. Montréal, VLB Éditeur, 1997.

2. Dépliants et pamphlets

Ryerson, Stanley [sous le pseudonyme de E. Roger]. *Le réveil du Canada français*. Montréal, Les Éditions du peuple, 1937.

Ryerson, Stanley [sous le pseudonyme de E. Roger]. *La conscription, c'est l'esclavage*. Montréal, Parti communiste canadien, 1940.

Ryerson, Stanley. *Drew, Dorion, Duplessis contre le Canada français*, Montréal, Parti ouvrier-progressiste du Canada français, 1944.

_____. *Two peoples, One land, One future, with Letter from Sam Carr*, Toronto, Labor Progressive Party, 1944.

_____. *Why Be a Doormat ?*. Toronto, Labor Progressive Party, 1948.

_____. *Which side are you on ? A Question for Messrs Coldwell, Lewis and Millard*. Toronto, Labor Progressive Party, [1949].

3. Articles de revues et d'ouvrages collectifs

Abréviations :

NAM : *National Affairs Monthly*

MQ : *Marxist Quarterly*

Horizons/MQ : *Horizons/Marxist Quarterly*

Ryerson, Stanley. « French Canada ; Thorn in the Side of Imperialism ». *The Monthly Review*, (mars 1940), p.25-30.

_____. « Day of Decision in French Canada ». *NAM*, vol.1 no.2 (mai 1944), p.35-38.

_____. « A Great Party For Great Tasks ». *NAM*, vol.3 no.7 (juillet 1946), p.200-202.

_____. « The National Question and Canadian Imperialism ». *NAM*, vol.3 no.10 (octobre 1946), p.296-303.

_____. « Nationalisme et conscience de classe ». *Action*, vol.1 no.2 (automne 1947), p.1-8.

_____. « Canadian Imperialism : Satellite of Wall Street ». *NAM*, vol.5 no.6 (juin 1948), p.184-188, 207.

_____. « Problems of Communist Leadership ». *NAM*, vol.7 no.4 (avril 1950), p.13-23.

_____. « Making the Turn » *NAM*, vol.7 no.6 (juin 1950), p.47-52.

_____. « Party Member : A Proud Title ». *NAM*, vol.10 no.3 (mars 1953), p.15-23.

_____. « US Invasion Repulsed, 1812-1814 » *NAM*, vol.11, no.5 (avril 1954), p.3-26.

_____. « In the Fight for Canada ; Build the Movement ». *NAM*, vol.11 no.6 (mai-juin 1954), p.47-55.

_____. « Interaction de la conscience sociale et de la conscience nationale » dans Rencontre internationale de Royaumont. *Quel avenir attend l'Homme ?*. Paris, PUF, 1961, p.43-45.

_____. « The Paradox of the "Open Society" ». *World Marxist Review*, vol.6 no.12 (décembre 1963), p.39-46.

_____. « Two Nation-Communities and the Canadian Federal State ». *MQ*, vol.4 (1963), p.18-23.

_____. « 1763-1963 : In the Beginning was the Conquest ». *MQ*, vol.7 (automne 1963), p.12-20.

_____. « Eugene Forsey, P.E. Trudeau and the Question : What is a Nation ? ». *MQ* vol.7 (automne 1963), p.21-26.

_____. « Our national Question ». *MQ*, vol.7 (automne 1963), p.2-4.

_____. « The "Canada Debate" », *MQ*, vol.8 (1964), p.2-9.

_____. « Parliaments, Personalities and Powers », *MQ*, vol.12 (1964), p.52-58.

_____. « Canadian Communists and the French Canadian Nation ». *MQ*, vol.15 (automne 1965), p.27-35.

_____. « Crisis of the Canadas : The Present State », *MQ*, vol.15 (automne 1965), p.1-3.

_____. « The Obstinate Reality », *MQ*, vol.15 (automne 1965), p.36-37.

_____. « Question in dispute ». *MQ*, vol.15 (automne 1965), p.56-69.

_____. « La pensée de Marx au Canada ». *Cité Libre*, vol.76 (avril 1965), p.17-22.

_____. « "Camelot" et "Révolte" ». *Socialisme*, vol.8 (mai 1966) p.85-92.

_____. « Formation of National Communities, English Canadian and French Canadian in the XVII to XX Centuries ». *MQ*, vol.16 (1966), p.55-59.

_____. « Social Science, The Pentagon and Quebec ». *MQ*, vol.18 (été 1966), p.77-87.

_____. « Nos activités parmi les différentes idéologies ». *Point de vue*, vol.3 no.5 (juin 1966), p.62-68.

_____. « "Horizons" ». *Horizons/MQ*, vol.19 (automne 1966), p.1-2.

_____. « L'avenir économique et national du Québec est lié au socialisme ». *Socialisme*, vol.12-13 (avril-juin 1967), p.37-43.

_____. « It's Getting Harder to Dodge the Point... ». *Horizons/MQ*, vol.24 (hiver 1968), p.1-3.

_____. « Grand Illusion ». *Horizons/MQ*, vol.26 (été 1968), p.1-3.

_____. « National Policies and the Federal State ». *Horizons/MQ*, vol.28 (hiver 1969), p.1-3.

_____. « Seven Years – And A New Start ». *Horizons/MQ*, vol.28 (hiver 1969), p.1-3.

_____. « Technology, Nationalism and the Canada/Quebec Problematic » dans Parekh, Bhikhu (dir.). *Dissent and disorder : Essays in Social Theory*. Toronto, World University Service of Canada, [1969], p.72-80.

_____. « Technology, Nationalism, and the Canada/Quebec Problematic ». *Horizons Research News Letter*, vol.4 (janvier 1970), p.1-12.

_____. « 1848-1867... ». *Horizons Research News Letter*. vol.6 (février 1971), p.1-2.

_____. « Le social et le national dans le "réveil québécois" » dans Malek, Abel Anouar (dir.). *Sociologie de l'impérialisme*. Paris, Anthropos, 1971, p.543-567.

_____. « Quebec : Concepts of Class and Nation » dans Teeple, Gary (dir.). *Capitalism and the National Question in Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 1972, p.211-227.

_____. « Compte rendu de *American Communism in Crisis : 1943-1957* de Joseph R. Starobin ». *Canadian Forum*, vol.52 (février 1973), p.40-43.

_____. « Mutations potentielles des rapports de force Canada/Québec » dans Orban, Edmond (dir.). *La modernisation politique du Québec*. Sillery, Boréal Express, 1976, p.55-78.

_____. « An Opening in Quebec ». *Canadian Dimension*, vol.12, no.2 (avril 1977), p.28-29.

_____. « Mémoire sur la "Charte de la langue française au Québec" » dans Stanley Ryerson. *Le Capitalisme et la Confédération : aux sources du conflit Canada-Québec (1760-1873), suivie d'un Mémoire sur la Charte de la langue française au Québec*. Version ref. et augm. de « Unequal Union », Trad. de l'anglais d'André D'Allemagne. Montréal, Parti Pris, 1978 [1972], p.350-364.

_____. « Le pari québécois : de la nation/communauté au pouvoir étatique ? ». *Politique aujourd'hui*, no.7-8 (juillet-août 1978), p.23-28

_____. « Comrade Beth » dans MacLeod, Wendell, Libbie Park et Stanley B. Ryerson. *Bethune : The Montreal Years, an Informal Portrait*. Toronto Lorimier, 1978, p.136-167.

_____. « "Canada/Québec" : Le savoir fragmenté, la démangeaison interdisciplinaire ». *Socialist Studies/Études socialistes*, vol.1 no.1 (mai 1979), p.77-84.

_____. « The Issues is Equality » dans French, Stanley G. (dir.). *Philosophers Look at Canadian Confederation/La Confédération canadienne : qu'en pensent les philosophes ?*. Montréal, Canadian Philosophical Association/Association canadienne de philosophie, 1979, p.161-165.

_____. « The Canada/Quebec Conundrum ». *Marxist Perspectives*, no.10 (1980), p.138-151.

_____. « Scénario pour un cauchemar à éviter ». *Les Cahiers du socialisme*, no.5 (printemps 1980), p.4-13.

_____. « Why I'll vote yes ». *This Magazine*, vol.14, no.3 (mai-juin 1980), p.4-7.

_____. « After the Quebec Referendum : A Comment ». *Studies in Political Economy : A Socialist Review*, no.4 (automne 1980) p.139-146.

_____. « A Future for Equality in Canada ? » dans Moscovitch, Allan et Glenn Drover (dir.). *Inequality : Essays on the Political Economy of Social Welfare*. Toronto, University of Toronto Press, 1981, p.373-384.

_____. « Stanley-Bréhaut-Ryerson : mouvement ouvrier et question nationale ». *Conjoncture politique au Québec*, no.1 (1981-1982), p.89-93.

_____. « Hugh MacLennan's View of Social Class and Nationhood » dans Cameron, Elspeth (dir.). *Proceedings of the MacLennan Conference at University College*. Toronto, Canadian Studies Program, University of Toronto Press, 1982, p.3-23.

_____. « A New pattern for Canada ? Hardly » *Socialist Studies/Études socialistes*, no.2 (1984), p.211-214.

_____. « Le camarade Bethune » dans Comeau, Robert et Bernard Dionne (dir.). *Le droit de se taire. Histoire des communistes au Québec de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Outremont, VLB éditeur, 1989, p.162-192.

_____. « Laurendeau, la Commission Royale, l'Histoire » dans Comeau, Robert et Lucille Beaudry (dir.). *André Laurendeau, un intellectuel d'ici*. Sillery, PUQ, 1990, p.219-222.

_____. « Prise de conscience : nationalité et tensions sociétales. Notes pour un témoignage ». *Cahiers de recherche sociologique*, no.20 (1993), p.11-20.

4. Articles de journaux

Abréviations :

CT : *Canadian Tribune*

Ryerson, Stanley [sous le pseudonyme de E. Roger]. « Une honte dont on est fier ». *Clarté*, 7 février 1935.

Stanley Ryerson. « The Choice Before Quebec », *Daily Clarion*, 25 juillet 1936.

Ryerson, Stanley [sous le pseudonyme de E.Roger]. « L'éducation anti-nationale de M. Lionel Groulx ». *Clarté*, 12 décembre 1936.

_____. « Pour une culture canadienne-française ». *Clarté*, 26 décembre 1936.

_____. « Pourquoi ne met-il pas sous clef les exploiters du peuple? ». *Clarté*, 13 mars 1937.

_____. « Le débat au parlement du Québec reflète l'opposition populaire ». *Clarté*, 20 mars 1937.

_____. « Faiblesse de la doctrine séparatiste ». *Clarté*, 8 mai 1937 (1^{ère} partie).

- _____. « Faiblesse de la doctrine séparatiste ». *Clarté*, 15 mai 1937 (2^e partie).
- _____. « La rébellion de 1837 – bataille pour la démocratie! » *Clarté*, 22 mai 1937.
- _____. « Cent ans de capitalisme dans le Québec ». *Clarté*, 22 mai 1937.
- _____. « L'écoeuvante ironie du congrès de la langue française. » *Clarté*, 3 juillet 1937.
- _____. « Le feu de la Rivière-du-chêne, 1837 ». *Clarté*, 24 juillet 1937.
- _____. « M. Duplèssis sabote le projet d'Assurance Chomage ». *Clarté*, 4 décembre 1937.
- _____. « Protestation de S.-B. Ryerson ». *Clarté*, 1^{er} janvier 1938.
- _____. « La crise du nationalisme. M. Paul Bouchard se vend. ». *Clarté*, 12 mars 1938.
- _____. « La lutte se poursuit toujours contre la législation anti-ouvrière ». *Clarté*, 12 mars 1938.
- _____. « Les traditions démocratiques au Québec ». *Clarté*, 14 mai 1938.
- _____. « Vers un front démocratique du Québec ». *Clarté*, 28 mai 1938.
- _____. « Vers l'unité démocratique du Québec ». *Clarté*, 10 septembre 1938.
- _____. « Le nationalisme au service du progrès », *Clarté*, 29 octobre 1938.
- _____. « Le jugement de Greenshields. Un signal d'alarme ». *Clarté*, 10 juin 1939.
- _____. « Le Parti libéral au service de l'impérialisme ». *Clarté nouvelle*, 15 juillet 1939.
- Ryerson, Stanley. « Des rêves de M. Cardin aux réalités de M^{re} Hull ». *La Victoire*, 1^{er} août 1942.
- _____. « Les buts de guerre du Canada français ». *La Victoire*, 8 août 1942.

_____. « Le travail anti-national du politicien Duplessis ». *La Victoire*, 29 août 1942.

_____. « Brisons l'influence des Munichois de chez-nous ! ». *La Victoire*, 19 septembre 1942.

_____. « Qu'on arrête le docteur Gabriel Lambert ». *La Victoire*, 19 décembre 1942.

_____. « Pour enforcer la démocratie canadienne à la veille de l'action offensive ». *La Victoire*, 6 février 1943.

_____. « La guerre, "l'Action catholique" et les Communistes ». *La Victoire*, 13 mars 1943.

_____. « La sécurité sociale et le Canada français ». *La Victoire*, 20 mars 1943.

_____. « Quebec-Touchstone of National Unity. Smashing of Quisling Forces and Democratic Labor Policy are Essential for Total War ». *CT*, 24 avril 1943.

_____. « La réforme scolaire et l'avenir des enfants ». *La Victoire*, 1^{er} mai 1943.

_____. « French Canada And the New Party ». *CT*, 31 juillet 1943.

_____. « Democracy in Quebec And National Unity ». *CT*, 30 octobre 1943.

_____. « Pour l'avenir du Canada français ». *La Victoire*, 11 décembre 1943.

_____. « Coup de poignard dans la dos ». *La Victoire*, 13 mai 1944.

_____. « M. Bouchard exploite l'OJC ». *La Victoire*, 8 juillet 1944.

_____. « Quel changement voulons-nous ? ». *La Victoire*, 22 juillet 1944.

_____. « Un an de lutte pour l'unité canadienne ». *La Victoire*, 26 août 1944.

_____. « Cette question de coalition ». *La Victoire*, 7 octobre 1944.

_____. « Solidarity and Party work ». *CT*, 10 avril 1950, p.7.

_____. « Notes on an Anniversary. Conquest of Canada ». *CT*, 14 septembre 1959, p.6.

_____. « The Canadian Experiment : success or flop? ». *CT*, 4 décembre 1961, p.5.

_____. « Why I'll Vote Yes ». *The Gazette*, 29 avril 1980.

5. Autres

Les représentants du District 2 [Stanley Ryerson]. « Building the Movement in Quebec » dans Communist Party of Canada. *Toward A Canadian People's Front. Reports and Speeches at Ninth Plenum of the Central Committee, Communist Party of Canada*. [s.l.], 1935, p.154-161.

Stanley Ryerson. « Speeches of Stanley Ryerson » dans Labor-Progressive Party. *The L.P.P. and Post-War Canada. Excerpts from Speeches and Reports at Labor-Progressive Party National Convention*. [Toronto], sans éditeur, 1945, p.81-87.

_____. « Lecture by Stanley B. Ryerson at the National School Held July 1963 ». 1963, [texte non publié].

_____. « The Political-Economic Background of Our Conflict of Communities ». [1967], [texte non publié].

_____. « A Comment on the Rioux-Dofny Concept of "Ethnic Class" in Canada ». [1968], [texte non publié].

_____. « Canadian Marxists – and others – on the National Question ». [1968], [texte non publié].

_____. « For Broader Approaches ». [1969].

_____. « Social and National Factors in the Quebec "Awakening" ». Texte produit dans le cadre du VII^e Congrès mondial de sociologie, Varna (Bulgarie), 1970, [texte non publié].

_____. « Les concepts de "races" et de "nationalistes" dans l'historiographie anglo-canadienne ». 1972, [texte non publié].

_____. « Nascent Capitalism and Nation Community : Some paradoxes of British North America ». CAAS Annual Meeting, [1974].

_____. « La petite bourgeoisie, factotum surmené d'une certaine historiographie ». [1977], [texte inédit].

_____. « Fragmented knowing and the itch to interdisciplinarity ». *Learned Societies Socialist Studies*, 1979.

_____. « Property and Some Limitations ». *Canadian Political Science Association*, 1980.

_____. « Cette propriété qui enfreint les libertés ». *Association canadienne de science politique*. 1980.

_____. « Class and Nation : A Variant on "Nothing else but" ». *Canadian Political Science Association, Proceeding*, 1981.

_____. *Connaître l'histoire, comprendre la société : un rapport en voie de mutation ? Histoire de cas : une prise de conscience des vecteurs socio-historiques du casse-tête Canada/Québec*. Thèse de Ph.D. (histoire), Université Laval, 1987.

E. Publications du PCC/POP

1. Documents émanant des instances supérieures

Communist Party of Canada. *Canada and the VII World Congress of the Communist International*. Toronto, Communist Party of Canada, 1935.

_____. *Toward A Canadian People's Front. Reports and Speeches at Ninth Plenum of the Central Committee, Communist Party of Canada*. [s.l.], 1935.

_____. *Toward Democratic Unity for Canada. Submission of the Dominion Committee Communist Party of Canada to the Royal Commission on Dominion-Provincial Relations*. Édition révisée, Toronto, 1939 [1938].

_____. *Resolution of the National Party Conference*. [s.l.], sans éditeur, 1942.
Labor-Progressive Party. *Program of the Labor Progressive Party*. Toronto, Eveready Printers, 1943.

_____. *The L.P.P. and Post-War Canada. Excerpts from Speeches and Reports at Labor-Progressive Party National Convention*. [Toronto], sans éditeur, 1945.

_____. *For Peace Progress Socialisme. Speeches of Tim Buck and Main Resolutions, 2nd National Convention*. Toronto, Eveready Printers, 1946.

Parti ouvrier-progressiste. *Indépendance Canadienne et Démocratie Populaire. Programme adopté par le Comité Nationale du Parti Ouvrier-Progressiste*. Toronto, POP, 1952.

_____. *L'indépendance canadienne et un parlement populaire. La voie canadienne vers le socialisme*. Toronto, POP, 1954.

_____. *Mémoire du Parti ouvrier-progressiste à la Commission Royale d'Enquête sur les Problèmes Constitutionnels*. [s.l.], sans éditeur, 1954.

Communist Party of Canada. *The Road to Socialism in Canada*. 3^e ed., Toronto, Progress Books, 1962 [1960].

_____. *Documents of the 17th National Convention, January 19, 20, 21 1962*. Toronto, CPC, février 1962.

Parti communiste du Canada. *Mémoire du Parti communiste canadien à la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme*. Toronto, sans éditeur, 1964.

_____. *Congrès 69. Le 20^{ième} Congrès du Parti Communiste Canadien*. Toronto, PCC, [1969].

_____. *La voie vers le socialisme au Canada. Le programme du parti communiste canadien*. Toronto, Progress Books, 1971.

2 Articles de journaux et de périodiques

Communist Party of Canada. « Lessons of the Sixth Party Convention ». *The Worker*, 14 décembre 1929.

Parti communiste du Canada. « Mémoire du Parti communiste canadien au Comité parlementaire de la Constitution », *Combat*, (mars 1964), p.1-2.

Communist Party of Canada. « A democratic solution of the crisis of confederation ». *Viewpoint*, vol.1 no.1 (avril 1964) p.6-7.

_____. « A New Constitution for Canada ». *Marxist Quarterly*, no.15 (automne 1965), p.78-85.

_____. « Statement of the Central Executive Committee Communist Party of Canada ». *Canadian Tribune*, 21 août 1968, p.1.

_____. « Statement on Czechoslovakia of Central Committee Communist Party of Canada ». *Canadian Tribune*, 9 octobre 1968, p.3.

_____. « S. B. Ryerson not CP member ». *Canadian Tribune*, 10 mars 1971, p.4.

F. Écrits de responsables du PCC/POP

1. Monographies ou documents

Buck, Tim. *A National Front for Victory*. [s.l.], sans éditeur, 1941.

Buck, Tim. *Canada : The Communist Viewpoint*. 2^e ed., Toronto, Progress Books, 1949 [1948].

Buck, Tim. *Thirty years, 1922-1952. The Story of the Communist Movement in Canada*. Toronto, Progress Books, 1952.

Buck, Tim. *Yours in the Struggle. Reminiscences of Tim Buck*. Édité par William Beeching et Phyllis Clarke, avant-propos de Tom McEwen. Toronto, NC Press, 1977.

Buck Tim. *Put Canada First*. Toronto, Progress Books, 1954.

Caron, Gui. *Contribution du camarade Gui Caron devant la commission d'enquête sur les événements de 1947*. Montréal, 6 août 1956, [texte inédit].

Caron, Gui. *Second Contribution of Gui Caron to the Commission of the Events of 1947*. [1956], [texte inédit].

Gagnon, Henri. *Estimation de la période 1947-1950*. [1953], [texte inédit].

Kashtan, William. *A new Course for Canada*. Toronto, Progress Books, 1966.

Morris, Leslie. *Challenge of the '60s. A 3-point program for Canada*. 2^eed., Toronto, Progress Books, mai 1964 (avril 1964).

2. Articles de journaux et de périodiques

Tim Buck. « Pour un Canada Uni et Démocratique. Soumission du P.C. à la Commission Rowell ». *Clarté*, 4 juin 1938.

Buck, Tim. « French Canada Versus Duplessis ». *National Affairs Monthly*, vol.4 no.7 (août 1947), p.203-206.

Jordan, Synday. « Stanley B. Ryerson, Author of a New Book, Brilliant Personality ». *Daily Clarion* (Toronto), 2 novembre 1937.

Richer, Philippe. « Les Canadiens français sont-ils une nation? ». *Clarté*, 24 avril 1937.

Walsh, Sam. « New socialist left in Quebec » *Viewpoint*, vol.2 no.1 (janvier 1965), p.47-67.

Walsh, Sam. « French Canada ». *Viewpoint*, vol.2 no.2 (mai 1965), p.11-33.

Walsh, Sam. « Three points of difference with Comrade Stanley Ryerson ». *Convention '69*, no.3 (mars 1969), p.2-6.

Walsh, Samuel. « L'évolution de la politique nationale du Parti communiste ». *Le Communiste*, vol.1 no.1 (janvier-février-mars 1979), p.17-32.

II. Sources secondaires (documents de deuxième main)

A. Écrits sur Stanley Ryerson

1. Publications, articles de périodiques et d'ouvrages collectifs

Bernard, Jean-Paul. « Stanley Bréhaut-Ryerson (1968). Lutttes de classes et conflits nationaux » dans *Les rébellions de 1837-1838. Les patriotes du Bas-Canada dans la mémoire collective et chez les historiens*. Montréal, Boréal Express, 1983, p.234-263.

Bisaillon, Joël. « Stanley Bréhaut Ryerson. Intellectuel engagé et historien marxiste ». *Bulletin d'histoire politique*, vol.13 no.1 (automne 2004), p.215-232.

Comeau, Robert et Robert Tremblay (dir.). *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*. Hull, Vents d'Ouest, 1996.

Coupal, Jean-Paul. « Qui a peur de Stanley Ryerson? ». *Bulletin du RCHTQ*, vol.9 no.2 (été 1983), p.7-10.

Cunningham, Frank. « 100th Anniversary of Death of Karl Marx : Interviews with C.B. MacPherson and S.B. Ryerson ». *Socialist Studies/Études socialistes*, 1983.

_____. « Le marxisme et les années 1980. Frank Cunningham interroge C.B. Macpherson et Stanley B. Ryerson ». *Bulletin d'histoire politique*, vol.9 no.1, p.153-167.

Frank, David. « In memory: Stanley Brehaut Ryerson, 1911-1998 ». *Canadian Dimension*, vol.32 no.4 (juillet 1998), p.6.

Kealey Gregory S. « Stanley Bréhaut Ryerson : Canadian Revolutionary Intellectual ». *Studies in Political Economy : A Socialist Review*, vol.9 (1982), p.103-131.

Kealey Gregory S. « Stanley Bréhaut Ryerson : Marxist Historian ». *Studies in Political Economy : A Socialist Review*, vol.9 (1982), p.133-170.

_____. « Stanley Bréhaut Ryerson ». dans *Encyclopédie du Canada*. Vol.3, Tome III, Montréal, Stanké, 1987, p.1741.

_____. « Stanley Bréhaut Ryerson : intellectuel révolutionnaire canadien » dans Comeau, Robert et Bernard Dionne (dir.). *Le droit de se taire: histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Montréal, VLB éditeur, 1989, p.198- 242.

_____. « Stanley Bréhaut Ryerson : historien marxiste » dans Comeau, Robert et Bernard Dionne (dir.). *Le droit de se taire: histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Montréal, VLB éditeur, 1989, p.242-273.

Légaré, Yves. « Stanley Bréhaut Ryerson ». dans *Dictionnaire des écrivains québécois contemporains*. Montréal, Québec/Amérique, 1983, p.346.

Lévesque, Andrée. « Obituary/Nécrologie. Stanley Bréhaut Ryerson (1911-1998) ». *Labour/Le Travail*, vol.42 (1998), p.9-14.

Levitt, Joseph. *A Vision Beyond Reach. A Century of Images of Canadian Destiny*. Ottawa, Deneau, 1982.

McCaffrey, Vivian. *Stanley B. Ryerson : Marxist Intellectual and the French-Canadian National Question*. Mémoire de M.A. (histoire), Université d'Ottawa, 1982.

McDougall, Brian. *Stanley Ryerson and Materialist Conception of History : a Study in the Stalinism Distortion of Marxism*. Mémoire de M.A. (Science politique), Carleton University, 1982.

Sweeny, Robert C.H. « Stanley Bréhaut Ryerson: Prescience, Politics and the Profession ». *Canadian Historical Review*, vol.80 no.3 (septembre 1999), p.464-469.

2. Articles de journaux

Abley, Mark. « Defying Convention: Stanley Ryerson, gentleman, scholar, former Communist, continues to go against the grain » *The Gazette*, 2 mai 1992, p.B3.

_____. « Scholar, activist Ryerson was advocate of the left ». *The Gazette*, 28 avril 1998, p.A5.

[Anonyme]. « Prominent left-wing intellectual dies ». *Canadian Press NewsWire*, 27 avril 1998.

[Anonyme]. « Décès du professeur Stanley B. Ryerson ». *Le Devoir*, 1 mai 1998, p.A2.

Boileau, Josée. « Le gauchiste redevenu fréquentable ». *Le Devoir*, 8 juin 1992, p.11.

Comeau, Robert et Robert Tremblay. « Hommage à Stanley Bréhaut Ryerson: Un intellectuel de combat et un grand humaniste ». *Le Devoir*, 11 mai 1998, p.A7.

Cox, Carolyn. « Dutch and French Strains Blend in this Labor-Progressive Leader », *Saturday Night* (Toronto), 4 mars 1944.

Pelletier, Réal. « Le socialisme est-il pensable au Québec ? Ryerson : un oui inconditionnel, Chapdelaine : socialisme mitigé, Plourde : solution impraticable ». *Le Devoir*, 10 février 1967.

Krawczyk, Christine. « "Quebec"s young people are not afraid" Why a historian and a labor leader think separatism is inevitable ». *The Ubyyssey* (Vancouver), 27 février 1970.

Macgowan, James. « Stanley Brehaut Ryerson: historian, political activist, former Communist Party of Canada member ». *Globe and Mail*, 16 juin 1998, p.A22.

3. Comptes rendus d'ouvrages de Ryerson

Bonefant, Jean-Charles. « Compte rendu de *Le Capitalisme et la Confédération* ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.28 no.1 (juin 1974), p.121-122.

Cook, Ramsay. « Compte rendu de *Unequal Union* ». *American Historical Review*, vol.74 no.5 (juin 1969), p.1752-1753.

Creighton, Donald. « Compte rendu de *1837 : The Birth of Canadian Democracy* ». *Canadian Historical Review*, vol.19 (mars 1938), p.73.

Groulx, Lionel. « Compte rendu de *Unequal Union* ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 15 (1961-1962), p.297-300.

Lanctot, Gustave. « Compte rendu de *The Founding of Canada* ». *Canadian Historical Review*, vol. 42 no.2 (juin 1961), p.147.

Ormsby, W.G. « Compte rendu de *Unequal Union* ». *Histoire sociale/Social History*, vol.4 (novembre 1969), p.121-128.

Ouellet, Fernand. « Compte rendu de *Unequal Union* ». *Canadian Historical Review*, vol.50 no.3 (septembre 1969), p.316-320.

Rigby, W. « Anniversary Book » [Compte rendu de *1837 : The Birth of Canadian History*], *Daily Clarion* (Toronto), 12 novembre 1937.

Sandwell, B.K. « Compte rendu de *French Canada* ». *Canadian Historical Review*, vol.25 (1944), p.200-201.

Underhill, Frank. « 1837-1937. Compte rendu de *1837 : The Birth of Canadian History* ». *Canadian Forum*, vol.17 (décembre 1937), p.296-297.

B. Monographies et ouvrages collectifs

Avakumovic, Ivan *The Communist Party in Canada. A History*. Toronto, McClelland and Stewart, 1975.

Angus, Ian. *Canadian Bolsheviks : The Early Years of the Communist Party of Canada*. Montréal, Vanguard, 1981.

Bourque, Gilles. *L'État capitaliste et la question nationale*. Montréal, PUM, 1977.

Comeau, Robert et Bernard Dionne. *Les communistes au Québec: 1936-1956 : sur le Parti communiste du Canada/Parti ouvrier-progressiste*. 2^e éd., Montréal, Presses de l'Unité, 1981 [1980].

Comeau, Robert et Bernard Dionne (dir.). *Le droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Montréal, VLB éditeur, 1989.

Denis, Roch. *Lutte de classes et question nationale au Québec, 1948-1968*. Montréal, Presses socialistes internationales, 1979.

Denis, Serge. *Le long malentendu. Le Québec vu par les intellectuels progressistes au Canada anglais, 1970-1991*. Montréal, Boréal, 1992.

Fejtő, François. *Histoire des démocraties populaires. Volume 2 : Après Staline, 1953-1979*. 3^e éd., Paris, Éditions du Seuil, 1992 [1969].

Fournier, Marcel. *Communisme et anticommunisme au Québec: 1920-1950*. Laval, Albert Saint-Martin, 1979.

Gagnon, Henri. *Les militants socialistes du Québec. D'une époque à l'autre*. Saint-Lambert, Héritage, 1985.

Gauvin, Bernard. *Les communistes et la question nationale au Québec : sur le Parti communiste du Canada de 1921 à 1938*. Montréal, Presses de l'Unité, 1981.

Haupt, Georges, Michaël Löwy et Claudie Weil. *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914*. 2^e éd., Montréal, L'Harmattan, 1997 [1974].

Johnson, Daniel. *Égalité ou indépendance. 25 ans plus tard à l'heure du Lac Meech*. 3^e éd., Outremont (Québec), VLB éditeur, 1990 [1965].

Kealey, Gregory S. et Reg Whitaker (ed.). *R.C.M.P. Security Bulletins. The War Series, Part I, 1939-1941*. St. John's, Canadian Committee on Labor History, 1993.

Lamonde, Yvan. *Histoire sociale des idées au Québec (1760-1896)*. vol.1, Saint-Laurent (Québec), Fides, 2000.

Laurendeau, André et Davidson Arnold Dunton. *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*. vol.1 : Les langues officielles, Ottawa, R. Duhamel, 1967.

Lénine. *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*. Paris, Éditions sociales, 1973.

Lévesque, Andrée. *Virage à gauche interdit : les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec : 1929-1939*. Montréal, Boréal Express, 1984.

_____. *Scène de la vie en rouge, L'époque de Jeanne Corbin, 1906-1944*. Montréal, Remue-ménage, 1999.

Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard. *Histoire du Québec contemporain*. vol.2 : Le Québec depuis 1930. Nouv. éd. rév., Montréal, Boréal, 1989 [1986].

Löwy, Michael. *Patries ou planète ? Nationalismes et internationalismes de Marx à nos jours*. Lausanne, Page Deux, 1999.

MacKenzie, David. *La peur du communisme au Canada, 1945-1957*. Ottawa, La Société historique du Canada, 2001.

Marx, Karl. *Lettres à Kugelmann (1818-1883)*. Paris, Anthropos, 1968.

Marx, Karl et Friedrich Engels. *Manifeste du parti communiste*. Pantin (France), Le Temps des cerises, 1995.

McKean, Fergus. *Communisme versus opportunisme : un examen de la révision du marxisme dans le mouvement communiste canadien*. Montréal, Presses de l'Unité, 1980.

Monière, Denis. *Pour comprendre le nationalisme au Québec et ailleurs*. Montréal, PUM, 2001.

Penner, Norman. *The Canadian left. A Critical Analysis*. Toronto, Prentice-Hall of Canada, 1977.

_____. *Canadian Communisme. The Stalin years and Beyond*. Toronto, Methuen, 1988.

Rodney, William. *Soldiers of the International : A History of the Communist Party of Canada, 1919-1929*. Toronto, University of Toronto Press, 1968.

Staline, Joseph. *Le marxisme et la question nationale et coloniale*. Paris, Norman Bethune, 1974.

Warren, Jean-Philippe. *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*. Montréal, VLB éditeur, 2007.

Weisbord, Merrily. *Le rêve d'une génération. Les communistes canadiens, les procès d'espionnage et la guerre froide*. Montréal, VLB éditeur, 1988.

C. Articles de revues et d'ouvrages collectifs

Beaudry, Lucille. « Le marxisme au Québec : une hégémonie intellectuelle en mutation (1960-1980) » dans Beaudry, Lucille, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.). *Un siècle de marxisme*. Sillery, PUQ, 1990, p.259-279.

Carr, Edward Hallet. « Note B : La doctrine bolchévique de l'autodétermination » dans *La Révolution bolchévique (1917-1923)*. vol.1 : la formation de l'URSS, Paris, Éditions de Minuit, 1969, p.415-436.

Carrère D'Encausse, Hélène. « Unité prolétarienne et diversités nationales. Lénine et la théorie de l'autodétermination ». *Revue française de science politique*, vol.21 no.2 (avril 1971), p.221-255.

Comeau, Paul-André. « Préface » dans Laurendeau, André. *Journal tenu pendant la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme*. Outremont (Québec), VLB éditeur/Le Septentrion, 1990, p.11-24.

Comeau, Robert. « Lionel Groulx, les indépendantistes de "La Nation" et le séparatisme (1936-1938). *RHAF*, vol.26 no.1 (juin 1972), p.83-102.

_____. « L'idéologie petite-bourgeoise des indépendantistes de "La Nation", 1936-1938 ». dans Dumont, Fernand, Jean Hamelin et Jean-Paul Montmigny (dir.). *Idéologies au Canada français, 1930-1939*. vol. 3, Sainte-Foy, PUL, 1978, p.201-214.

_____. « Le Parti communiste canadien et la question nationale québécoise : aux origines de la crise d'octobre 1947 ». *Communisme*, no.29-30-31 (1991), p.69-83.

_____. « Maurice Séguin et sa critique de l'optique nationaliste-fédéraliste de Lionel Groulx » dans Comeau, Robert et Josiane Lavallée (dir.). *L'historien Maurice Séguin. Théoricien de l'indépendance et penseur de la modernité*. Sillery, Septentrion, 2006, p.64-71.

Dansereau, Bernard. « La présence communiste au Québec (1929-1939) ou la présence de "l'homme au couteau entre les dents" ». *Bulletin d'histoire politique*, vol.9 no.2 (printemps 2001), p.22-29.

_____. « Une expérience de l'extrême gauche : le Parti communiste ouvrier ». *Bulletin d'histoire politique*, vol.13 no.1 (automne 2004), p.25-35.

Dansereau, Bernard et Richard Desrosiers. « À propos de la "Lettre ouverte" du 8 avril 1929 de l'internationale communiste au Parti communiste canadien ». *Bulletin du RCHTQ*, vol.14 no.2 (été 1988), p.27-55.

Dionne, Bernard. « Historiographie du Parti communiste canadien, 1960-1982 ». *RHAF*, vol.37 no.2 (septembre 1983), p.309-319.

Dofny, Jacques et Marcel Rioux. « Les classes sociales au Canada français ». *Revue française de sociologie*, vol.3 no.3 (juillet-septembre 1962), p.290-300.

Doré, Gérard. « L'idéologie de "Combat", 1946-1948 ». dans Dumont, Fernand, Jean Hamelin et Jean-Paul Montmigny (dir.). *Idéologies au Canada français, 1940-1976*. vol.4 tome 1 : La Presse - La Littérature, Sainte-Foy, PUL, 1981, p.179-212.

Dubuc, Pierre. « Le mouvement marxiste-léniniste et la question nationale québécoise ». *Bulletin d'histoire politique*, vol.13 no.1 (automne 2004), p.129-138.

Fabre, Julien. « *La Nation* ; les groulxien devant la tentation fasciste, 1936-1939. *Bulletin d'histoire politique*, vol.9 no.2 (printemps 2001), p.40-51.

Favreau, Louis. « Mouvements socialistes, marxisme et question nationale au Québec » dans Beaudry, Lucille, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.). *Un siècle de marxisme*. Sillery, PUQ, 1990, p.281-296.

Fournier, Marcel. « "Clarté" ou le rêve d'un front commun » dans Dumont, Fernand, Jean Hamelin et Jean-Paul Montmigny (dir.). *Idéologies au Canada français, 1930-1939*. vol.3, Sainte-Foy, PUL, 1978, p.273-294.

Gagnon, Alain-G. « *Égalité ou indépendance* : un tournant dans la pensée constitutionnelle du Québec » dans Comeau, Robert, Michel Lévesque et Yves Bélanger (dir.). *Daniel Johnson. Rêve d'égalité et projet d'indépendance*. Sillery, PUQ, 1991, p.173-182.

Haupt, Georges et Claudie Weill. « Marx et Engels devant le problème des nations ». *Cahiers de l'ISEA Série S n.17*, T. VIII, no.10 (octobre 1974), p.1431-1486.

Jaffrelot, Christophe. « Les modèles explicatifs de l'origine des nations et du nationalisme. Revue critique » dans Delannoi, Gil et Pierre-André Tahieff (dir.). *Théories du nationalisme*. Paris, Kimé, 1991, p.139-177.

Lacoste, Paul. « André Laurendeau et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme » dans Laurendeau, André. *Journal tenu pendant la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme*. Outremont (Québec), VLB éditeur/Le Septentrion, 1990, p.25-44.

Laforest, Guy. « Une joute mémorable et ses lendemains : la conférence constitutionnelle de février 1968 » dans Comeau, Robert, Michel Lévesque et Yves Bélanger (dir.). *Daniel Johson. Rêve d'égalité et projet d'indépendance*. Sillery, PUQ, 1991, p.183-200.

Lagueux, Maurice. « Le marxisme est-il encore pertinent aujourd'hui ? » *Recherches sociographiques*, v.45 n.2 (2004), p.289-305.

Lévesque, Andrée. « Du rouge sur la "Main" pendant les années trente ». *Bulletin du RCHTQ*, vol.28 no.1 (printemps 2002), p.39-53.

Lindenberg, Daniel. « Le marxisme au XX^e siècle » dans Becker, Jean-Jacques et Gilles Candar (dir.). *Histoire des gauches en France*. vol.1 : L'héritage du XIX^e siècle. Paris, La Découverte, 2004, p.627-644.

Manley, John. « Moscow Rules? "Red" Unionism and "Class Against Class" in Britain, Canada, and United States, 1928-1935 ». *Labour/Le Travail*, vol.56 (automne 2005), p.9-49

McRoberts, Kenneth. « La question nationale québécoise ». dans Bélanger, Yves, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.). *La Révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*. Montréal, VLB éditeur, 2000, p.123-130.

O'Sullivan, Michael. « Le marxisme dans le vie intellectuelle du Canada anglais » dans Beaudry, Lucille, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.). *Un siècle de marxisme*. Sillery, PUQ, 1990, p.297-314.

Nair, A.S. et C. Scalabrino. « La question nationale dans la théorie marxiste-révolutionnaire ». *Partisans*, no.59-60 (mai-août 1971), p.26-41.

Rioux, Marcel. « Conscience ethnique et conscience de classe au Québec ». *Recherches sociographiques*, vol.6 no.1 (janvier-avril 1965), p.23-32.

Rocher, François. « Pour un réaménagement du régime constitutionnel : Québec d'abord! » dans Comeau, Robert, Michel Lévesque et Yves Bélanger (dir.). *Daniel Johson. Rêve d'égalité et projet d'indépendance*. Sillery, PUQ, 1991, p.211-236.

Rodinson, Maxime. « Le marxisme et la nation ». *L'Homme et la Société*, no.7 (janv.-février-mars 1968), p.131-150.

Sanfilippo, Matteo. « Du féodalisme au capitalisme ? Essai d'interprétation des analyses marxistes de la Nouvelle-France ». *Histoire sociale - Social History*, vol.18 no.35 (mai 1985), p.85-98.

Sanvoisin, Jean. « Rapports entre mode de production et concept de nation dans la théorie marxiste ». *L'Homme et la Société*, no.7 (janvier-février 1968), p.151-160.

Turp, Daniel. « Révolution tranquille et évolution constitutionnelle : d'échecs et d'hésitations » dans Bélanger, Yves, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.). *La Révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*. Montréal, VLB éditeur, 2000, p.63-70.

Vachet, André. « Le problème de la nation dans le marxisme français ». *Canadian Journal of political Science/Journal canadien de science politique*, vol.3 (1970), p.18-36.

Valiquette, André. « Introduction historique au groupe *En lutte !* ». *Bulletin d'histoire politique*, vol.13 no.1 (automne 2004), p.37-42.

Vilar, Pierre. « Crise de la pensée historique » dans Buis, Gérard (dir.). *Les crises de la pensée scientifique dans le monde actuel*. Paris, Desclée de Brouwer, 1971, p.59-81.

Villeneuve, Hubert. « Pénible gouverne : le Parti Communiste des États-Unis et le pilotage du Kominterm, 1919-1943 ». *Bulletin d'histoire politique*, vol.15 no.2 (hiver 2007), p.171-183.

Weil, Claudie. « Les Internationales et la question nationale » dans Becker, Jean-Jacques et Gilles Candar (dir.). *Histoire des gauches en France*. vol.1 : L'héritage du XIX^e siècle. Paris, La Découverte, 2004, p.491-505.

D. Mémoires de maîtrise et thèses de doctorat

Comeau, Robert. *Les indépendantistes québécois, 1936-1938*. Mémoire de M.A. (histoire), Université de Montréal, 1971.

Dionne, Bernard. *La politique du parti communiste canadien au cours de la Seconde Guerre mondiale*. Mémoire de M.A.(histoire), UQAM, 1978.

Fournier, Marcel. *Histoire et idéologie du groupe canadien-français du Parti communiste, 1925-1945*. Mémoire de M.A. (sociologie), Université de Montréal, 1969.

Gauvin, Bernard. *Le Parti communiste du Canada et la question canadienne-française : 1921-1938*. Mémoire de M.A. (science politique), UQAM, 1978.

Larose, Michèle. *Les Jeunesses Patriotes et "La Nation" : un courant politique d'extrême droite au Québec, 1934-1939*. Mémoire de M.A. (histoire), UQAM, 1984.

Lévesque, Andrée. *The Canadian Left in Quebec during the Great Depression : the Communist Party of Canada and the Co-operative Commonwealth Federation in Québec, 1929-39*. Thèse de Ph.D (histoire), Duke University, 1972.

Séguin, François. *La tactique de front uni antifasciste et la politique du parti communiste du Canada (1935-1945)*. Mémoire de M.A. (science politique), UQAM, 1978.